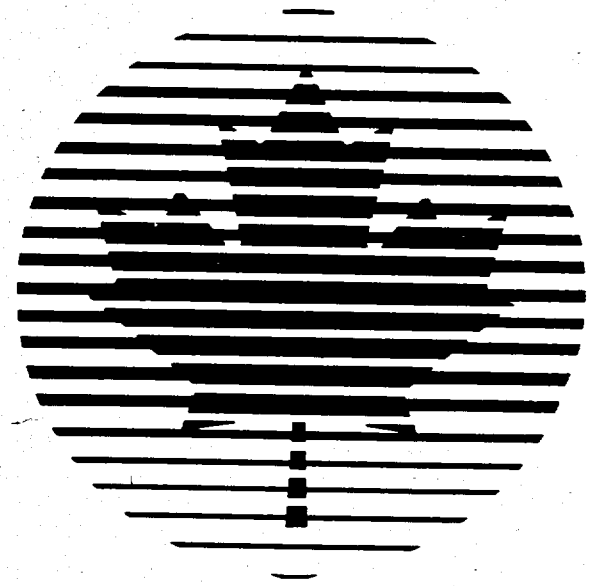


Ministère des Affaires extérieures

Rapport annuel 1983-84

Canada

Ministère des Affaires extérieures

Rapport annuel 1983-84

Affaires extérieures Canada
External Affairs Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1985

N° de cat. E1-1/1984

ISBN 0-662-53616-9

External Affairs Canada
Affaires extérieures Canada

Under-Secretary
Sous-secrétaire

le 15 février 1985

Le très honorable Joe Clark
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
Ottawa, Canada

Cher Monsieur Clark,

J'ai l'honneur de vous soumettre le dernier Rapport annuel du ministère des Affaires extérieures.

Conformément aux dispositions de la Loi du ministère des Affaires extérieures, ce rapport rend compte de notre activité au cours de l'année financière. Ce rapport touche donc la période qui va du 1er avril 1983 au 31 mars 1984.

Marcel Massé

Marcel Massé

125 promenade Sussex Drive
Ottawa, K1A 0G2

Table des matières

		Page
Réorganisation du ministère		vii
Vue d'ensemble	**LE CANADA ET LE MONDE**	1
Chapitre 1	**LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL**	
	Le Canada et le contexte économique international	3
	Questions financières internationales et investissements	3
Chapitre 2	**LE CANADA ET LE COMMERCE MONDIAL**	
	Évolution du commerce extérieur du Canada	5
	Évolution régionale des échanges	5
	Évolution de la politique commerciale	6
	Commerce international des produits de base	7
	Intensification du commerce international	7
	Financement des exportations et projets d'immobilisations	11
	Programme de tourisme à l'étranger	12
	Relations commerciales spéciales	12
	Extra-territorialité	12
Chapitre 3	**AFFAIRES MULTILATÉRALES ET COOPÉRATION INTERNATIONALE**	
	Les Nations Unies	14
	Coopération Nord-Sud	14
	Le Commonwealth	15
	La Francophonie	15
	Environnement	15
	Énergie	16
	Droit de la mer	17
	Droits de la personne et affaires sociales	18
	Affaires des autochtones	19
Chapitre 4	**INTÉRÊTS RÉGIONAUX DU CANADA**	
	États-Unis	20
	Communauté économique européenne et Europe de l'Ouest	23
	URSS et Europe de l'Est	27
	Asie et Pacifique	29
	Afrique et Moyen-Orient	32
	Amérique latine et Antilles	34
	Amérique du Sud	34
Chapitre 5	**DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE**	
	Contrôle des armements et désarmement	37
	La défense et l'OTAN	37
	Relations de défense entre le Canada et les États-Unis	38
	Maintien de la paix	38
	Terrorisme	38
Chapitre 6	**PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS**	
	Services consulaires	39
	Services des passeports	39
	Immigration et réfugiés	41
	Droit international privé	42
	Rapts	42
	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	43

Page

Chapitre 7 DROIT INTERNATIONAL

Pêches 44
Litige concernant le golfe du Maine 44
Droit de l'espace extra-atmosphérique 44
Aspects juridiques des questions de développement 45
Droit conventionnel 45
Traité concernant la rivière Skagit 45
Privilèges et immunités 45

Chapitre 8 RELATIONS CULTURELLES INTERNATIONALES

Politique culturelle 47
UNESCO 47
Promotion artistique 47
Études canadiennes à l'étranger 48
Affaires historiques 48
Sports internationaux 48

Chapitre 9 PROGRAMMES D'INFORMATION ET SERVICE DE PRESSE

Service de presse 49
Expositions universelles 49
Programmes d'information à l'étranger 49
Programmes d'information au Canada 50

Chapitre 10 COORDINATION DE LA POLITIQUE, SYSTÈMES DE GESTION ET ADMINISTRATION

Politique et opérations 51
Gestion du ministère 51
Contrôle de la gestion et vérification 51
Coordination fédérale-provinciale 52
Services du protocole et représentants diplomatiques, consulaires et autres au Canada 52
Communications, informatique et bibliothèque 52
Sécurité, renseignements et personnel 53
Personnel 53
Budget 54
Immeubles et autres biens 54

ANNEXES

I. Organigramme 57
II. Importations et exportations 58
III. Composition des échanges commerciaux du Canada, par produit 60
IV. Accords internationaux bilatéraux 61
V. Accords internationaux multilatéraux 64

Réorganisation du ministère

Le 6 septembre 1983, certains changements ont été apportés à la structure organisationnelle du ministère des Affaires extérieures en sus de ceux qui ont été décrits dans le rapport annuel de l'an dernier. Ces changements sont venus compléter le processus de consolidation qui a commencé avec l'intégration du secteur international de la Commission de l'emploi et de l'immigration (CEIC) en 1981; le 6 janvier 1982, dans le cadre de la restructuration, le Service des délégués commerciaux et d'autres unités-clés de l'ancien ministère de l'Industrie et du Commerce avaient été intégrés à un ministère des Affaires extérieures au mandat élargi (voir l'organigramme à l'Annexe 1).

La réorganisation opérée en janvier 1982 avait notamment pour objectifs fondamentaux de donner plus de poids aux facteurs économiques dans la formulation de la politique extérieure, de veiller à ce que la conduite des relations étrangères serve les objectifs commerciaux du Canada, d'améliorer les services offerts aux exportateurs dans un monde de plus en plus concurrentiel et de veiller à assurer la cohérence des orientations politiques et des programmes dans l'orchestration de l'ensemble des relations du Canada avec le reste du monde. L'ajustement organisationnel de septembre 1983 devait faciliter la réalisation de ces objectifs. À cette fin, la responsabilité de toutes les lignes directrices et de tous les programmes à vocation géographique a été confiée à cinq nouveaux secteurs géographiques ayant chacun à leur tête un sous-ministre adjoint.

Les cinq sous-ministres adjoints se sont vus déléguer la responsabilité de la gestion et de la coordination de l'éventail des relations du Canada, y compris les relations commerciales, dans leurs régions respectives (Afrique et Moyen-Orient, Asie et Pacifique, États-Unis, Europe, et, enfin, Amérique latine et Antilles). Ils conseillent le sous-ministre du Commerce extérieur sur toutes les questions commerciales et économiques qui relèvent de leurs régions, et le sous-ministre des Affaires politiques sur toutes les autres questions ayant trait aux orientations politiques et aux programmes du Canada dans les régions en cause. Ils sont aussi chargés de la gestion des missions dans leurs régions et de leurs secteurs à l'administration centrale.

Le but visé par la création de ces cinq secteurs consistait à établir clairement la responsabilité quant aux lignes de conduite et activités régionales et bilatérales, à encadrer l'élaboration de règles et de programmes cohérents et compatibles qui permettent l'exécution des divers travaux ministériels, et à fournir un point de référence unique aux missions à l'étranger, aux exportateurs, au reste du gouvernement, ainsi qu'à d'autres clients et gouvernements étrangers.

Les quatre secteurs fonctionnels du ministère ont été chargés de veiller à la cohérence des lignes de conduite et des programmes internationaux et interrégionaux dans les domaines du commerce, de l'aide, de l'économie, de la politique et de la sécurité. Des comités de coordination intra-ministériels ont veillé à ce qu'il soit tiré le maximum de la sensibilisation interrégionale et de l'interpénétration des idées et des activités, et à ce que les travaux menés sur le plan strictement régional soient conformes aux orientations politiques et aux objectifs prioritaires nationaux et internationaux. Ces quatre secteurs ont été organisés de façon à définir explicitement la responsabilité du ministère en ce qui concerne sa participation aux affaires nationales et sectorielles, et à fournir aux autres ministères du gouvernement, au milieu des affaires et aux organisations non gouvernementales un point de référence fonctionnel unique.

Les responsabilités des trois ministres à la tête du ministère sont demeurées essentiellement les mêmes que celles dont fait état le rapport annuel de l'an dernier. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures devait gérer le mandat global du ministère, avec l'aide de deux autres ministres aux fonctions plus clairement définies. Le ministre d'État au Commerce international s'est occupé plus précisément des échanges commerciaux internationaux et de l'expansion des exportations; c'est à lui que la Société pour l'expansion des exportations (SEE) et la Corporation commerciale canadienne rendent compte de leurs activités. Quant au ministre d'État aux Relations extérieures, il était notamment chargé de seconder le secrétaire d'État aux Affaires extérieures en ce qui a trait aux affaires sociales, culturelles et humanitaires internationales, ainsi qu'aux relations avec les États francophones et l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

(Durant l'année financière, du 1er avril 1983 au 31 mars 1984, sur laquelle porte le présent rapport, M. Allan MacEachen était vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre d'État au Commerce international était M. Gerald Regan. M. Charles Lapointe a occupé les fonctions de ministre d'État aux Relations extérieures jusqu'au 12 août 1983, date à laquelle M. Jean-Luc Pepin a été nommé à ce portefeuille.)

Deux sous-ministres, chargés respectivement du commerce extérieur et des affaires politiques, ont travaillé en collaboration avec le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Aux autres échelons de la hiérarchie, l'organisation du ministère a été conçue de façon à assurer la meilleure coordination possible des activités du Canada en matière de relations extérieures, et à garantir qu'une attention suffisante soit accordée aux considérations internationales dans la formulation de la politique intérieure. Du fait de sa nouvelle vocation globale, le ministère des Affaires extérieures a été responsable de l'élaboration, de la planification et de l'administration de tous les aspects des relations extérieures canadiennes; il devait en outre veiller au rapprochement des intérêts du gouvernement tant au pays qu'à l'étranger.

Vue d'ensemble
LE CANADA ET LE MONDE

L'année qui vient de s'écouler a été dominée par une intensification des tensions entre l'Est et l'Ouest, par les préoccupations entretenues au sujet des armes nucléaires et les difficultés liées au contrôle des armements, de même que par la reprise économique tant attendue quoique inégale dans les pays industrialisés, contrebalancée par les sérieux problèmes de la dette dans les pays du tiers monde et par une régression dans certains des pays les plus pauvres. Enfin, l'année a été caractérisée par l'interdépendance croissante des nations, ce qui a eu pour effet de multiplier à la fois les risques et les occasions favorables.

Ces dernières années, les Canadiens ont pris conscience, de plus en plus, que leur prospérité était largement tributaire d'un climat économique international sain et leur sécurité, de la qualité des relations entre les superpuissances. C'est d'ailleurs pourquoi, durant l'année à l'étude, ces deux thèmes sont devenus prioritaires dans la conduite des relations extérieures du Canada.

Les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont remis de la récession la plus grave depuis la grande dépression, mais les résultats économiques n'ont pas tous été uniformément positifs. Ainsi, la reprise a été plus ou moins rapide dans les pays industrialisés eux-mêmes, mais de façon générale elle ne s'est pas étendue aux pays en voie de développement. Le protectionnisme, dans ses manifestations nouvelles et recrudescentes, a continué de saper progressivement le système commercial international. Une grave crise internationale de la dette a pu être évitée grâce à l'adoption de mesures d'urgence, en fonction de chaque cas particulier, combinant le refinancement et le rééchelonnement des obligations des débiteurs. Mais la plus forte concentration de la dette dans quelques pays latino-américains a persisté. L'économie de bon nombre de pays les moins avancés, tout particulièrement ceux de l'Afrique sub-saharienne, a régressé en raison, notamment, de la dette, du déclin des recettes provenant des exportations (généralement dû à un abaissement du prix des produits de base), de la sécheresse et de la famine. Parallèlement, les nouveaux pays industriels du Pacifique ont continué de prospérer.

Au cours de l'année, le Canada a déterminé, au nombre de ses objectifs premiers, de veiller à ce que la reprise économique dure et continue de s'étendre. Un certain nombre d'initiatives ont découlé de cet objectif. Le Canada a participé à diverses activités multilatérales visant à régler le problème de la dette internationale. Durant le sommet de Williamsburg, les participants se sont mis d'accord sur une proposition avancée par le Canada afin de vérifier dans quelle mesure les gouvernements respectaient leur engagement de combattre le protectionnisme. Le Canada a également pris part à des réunions officieuses avec les ministres du Commerce des États-Unis, du Japon et de la Communauté économique européenne (CEE) pour examiner l'adoption de mesures de coopération qui serviraient à renforcer l'économie mondiale. Le Canada a été l'un de ceux qui ont milité en faveur de la conclusion, dans les meilleurs délais, d'un programme de travail préparatoire dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) en prévision de la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales. Enfin, la réorganisation du ministère des Affaires extérieures, qui a intégré plus étroitement encore les objectifs commerciaux et les objectifs généraux de politique étrangère, a reflété l'engagement du gouvernement à intensifier les échanges commerciaux.

Les relations Est-Ouest ont été un sujet de préoccupation pendant l'année à l'étude, beaucoup à cause de la destruction par l'Union soviétique d'un avion de la Korean Airlines (KAL) en septembre; cet incident a d'ailleurs fait un grand nombre de victimes. En l'absence d'un règlement négocié pour contrer la menace posée par l'implantation de nouveaux missiles soviétiques en Europe, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a de son côté procédé au déploiement d'armes nucléaires de portée intermédiaire sur ce même continent. Dans les pays occidentaux, l'opinion publique s'est surtout attachée à l'absence de dialogue constructif entre l'Est et l'Ouest et au manque de progrès dans la lutte contre les armements, que caractérise peut-être le mieux la relation fortement antipathique entre les superpuissances. On s'est en outre tout particulièrement inquiété du retrait de l'Union soviétique des principales négociations avec les États-Unis, geste qui réduit les possibilités d'améliorer de façon notable le contrôle des armes nucléaires, du moins jusqu'après les élections présidentielles de 1984 aux États-Unis.

Les conflits dans le tiers monde ont continué d'être nombreux et difficiles à régler; ils ont souvent donné lieu à des abus des droits de la personne et aggravé la situation des réfugiés. L'Amérique centrale s'est progressivement transformée en poudrière, des querelles communales ont continué de ravager le Liban, et la guerre entre l'Iran et l'Iraq a menacé la sécurité des navires dans le golfe persique, de même que le maintien des approvisionnements pétroliers vitaux pour le monde occidental. Le dossier des conflits en Afrique australe, en Afghanistan et au Cambodge n'a guère progressé. Dans certains cas, les luttes régionales ont été exacerbées, du fait que les superpuissances ont eu tendance à les considérer dans la perspective de la rivalité globale entre l'Est et l'Ouest.

Sur cette toile de fond, la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde a constitué l'un des objectifs prioritaires des relations extérieures du Canada. Dans l'esprit de l'engagement pris au sommet de Williamsburg à consacrer « toute notre volonté à réduire la menace de guerre », le

premier ministre Trudeau a mis en œuvre une initiative en matière de relations Est-Ouest et de sécurité internationale.

L'objet en était de convaincre les dirigeants des divers pays de consacrer leur énergie à la cause de paix, de rouvrir les communications entre l'Est et l'Ouest et d'attirer l'attention sur les points communs aux deux blocs. En particulier, le premier ministre a voulu imprimer un élan politique à la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe. Il a voulu en outre revitaliser les entretiens de Vienne sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces classiques, renforcer le Traité sur la non-prolifération nucléaire, faire valoir un certain nombre de propositions spécifiques de contrôle des armements, et surtout relancer le dialogue entre l'Est et l'Ouest (voir aussi le chapitre 4).

La gestion et le contrôle des relations multidimensionnelles, de grande envergure, avec les États-Unis, avec qui se sont amorcées des discussions sur la libération du commerce dans certains secteurs, sont demeurés un objectif prioritaire.

Les visites du secrétaire d'État aux Affaires extérieures au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est ont montré que le Canada était intéressé à encourager le dialogue et à faciliter le règlement pacifique des différends régionaux. On a, par ailleurs, accordé une attention toute particulière aux démarches en vue de diversifier les liens politiques, sociaux et économiques avec des pays de l'Asie et du Pacifique, et à améliorer le fonctionnement du système des Nations Unies.

Chapitre 1
LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Le Canada et le contexte économique international

En 1983, les 24 pays membres de l'OCDE ont commencé à se remettre de la profonde récession de l'année précédente. Les taux d'inflation et d'intérêt ont régressé par rapport aux très hauts niveaux enregistrés en 1982, les prix de l'énergie se sont stabilisés et le commerce international a pris un nouveau départ. Les participants à la réunion ministérielle de l'OCDE et au sommet de Williamsburg ont souscrit aux mesures déflationnistes qui avaient porté fruit et se sont dits convaincus de l'existence des conditions nécessaires à une reprise soutenue à l'échelle mondiale.

Pourtant, comme le Canada et d'autres pays l'ont signalé lors de diverses tribunes multilatérales, de sérieuses tensions ont continué de s'exercer sur le système économique international. La reprise a été plus vigoureuse en Amérique du Nord et au Japon qu'en Europe, où le taux de chômage s'est maintenu près du sommet malgré l'amélioration graduelle de la conjoncture économique. Les taux d'intérêt réels aux États-Unis et ailleurs sont demeurés élevés et l'on a commencé à redouter l'effet qu'auraient sur ces taux les larges déficits budgétaires des États-Unis dans les années à venir. Le dollar américain s'est apprécié vis-à-vis des autres grandes monnaies, ce qui a accentué le déficit des États-Unis au chapitre de la balance des paiements et fait craindre un éventuel déclin déstabilisateur de cette devise. Les pressions protectionnistes se sont maintenues tant en Europe qu'en Amérique du Nord, tandis que les cas d'application de mesures de restriction des échanges commerciaux sont restés nombreux, ce qui n'a pas été sans soulever certaines inquiétudes. Les problèmes sérieux de la dette d'un certain nombre de pays d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, dans lesquels le Canada avait un enjeu considérable, ont continué de connaître une solution heureuse grâce à la mise en pratique de la « stratégie » de Williamsburg qui préconisait un financement approprié, des marchés ouverts et des mesures d'ajustement dans les pays débiteurs. Toutefois, la communauté financière internationale a continué d'être troublée par l'ampleur et par les complications sociopolitiques possibles de certaines de ces crises.

Questions financières internationales et investissements

La situation financière internationale a donné lieu à de vives préoccupations en 1983 étant donné l'incapacité d'un nombre considérable de pays en voie de développement de respecter leurs obligations au titre du service de la dette auprès de leurs créanciers des secteurs public et privé. Même si les difficultés de remboursement étaient concentrées en Amérique latine et en Europe de l'Est, certains pays d'Afrique ont eux aussi éprouvé des ennuis à cet égard. D'importants intérêts commerciaux du Canada ont été touchés par les difficultés économiques de ces pays. Cette situation a également eu des répercussions sur les prêts consentis par des organismes gouvernementaux et des institutions bancaires canadiennes. Le Canada a participé à diverses initiatives multilatérales spéciales visant à aider le Mexique, le Brésil et la Yougoslavie à surmonter leurs obstacles économiques. Il a en outre pris part à diverses réunions multilatérales avec d'autres pays industrialisés pour mettre au point une mesure globale afin de résoudre ces problèmes de dette. Au sommet de Williamsburg, les dirigeants ont convenu d'une stratégie prévoyant l'application de programmes d'ajustement économique financés par le Fonds monétaire international (FMI) dans les pays débiteurs, un financement convenable, un environnement commercial ouvert, une reprise soutenue de l'économie mondiale et une collaboration étroite entre tous les principaux intervenants – pays débiteurs, gouvernements créanciers, banques commerciales et institutions financières internationales. La réponse internationale à la dette des divers pays comportait, par ailleurs, un certain nombre de caractéristiques semblables : les programmes d'ajustement économique du FMI, le rééchelonnement de la dette et un financement additionnel à l'appui de l'ajustement économique. De concert avec d'autres pays industrialisés, le Canada a participé à un nombre sans précédent de négociations officielles de rééchelonnement de la dette avec les pays débiteurs au sein du groupe informel de créanciers officiels connu sous le nom de Club de Paris. Cette mesure globale a permis de circonscrire l'incidence de cette dette sur le système financier international mais, à la fin de 1983, il était évident que la situation persisterait durant quelques années encore et constituerait un lourd fardeau pour les pays en voie de développement.

En 1983, il y eut un certain nombre de discussions multilatérales importantes sur l'investissement international. À l'OCDE, le Canada a participé aux réunions du Comité de l'investissement international et des entreprises multinationales, qui a poursuivi son examen de la déclaration de 1976 de l'OCDE sur l'investissement de façon à préparer un rapport pour la réunion ministérielle de l'OCDE de 1984. Aux Nations Unies, le Canada a pris part aux négociations entourant la préparation d'un Code de conduite des sociétés transnationales. Ces négociations n'étaient pas terminées à la fin de l'année. En outre, à la demande des États-Unis, un groupe spécial du GATT a étudié certaines entreprises commerciales associées au processus d'examen prévu dans la *Loi sur l'examen de l'investissement étranger*; le Canada a rendu l'administration de cette loi conforme à ses obligations dans le cadre du GATT par suite des conclusions du groupe spécial.

Les questions liées à la propriété intellectuelle et à la politique de concurrence ont continué de retenir l'attention. En particulier, le ministère de la Consommation et des Corporations

a publié en 1983 un document de travail intitulé « Octroi obligatoire de licences dans le domaine des produits pharmaceutiques : Révision de l'article 41 de la *Loi sur les brevets* », au cours de la préparation duquel diverses sociétés pharmaceutiques et des gouvernements étrangers ont présenté des mémoires. L'examen de cette question se poursuivra en 1984.

Chapitre 2
LE CANADA ET LE COMMERCE MONDIAL

Évolution du commerce extérieur du Canada

Le taux de rendement du commerce mondial de 1980 à 1982 a été à son plus bas en 35 ans, selon une moyenne bisannuelle. À la fin de 1983, cependant, les échanges internationaux remontaient la pente, alimentés en bonne partie par les importations des États-Unis, tendance qui est restée forte au début de l'année suivante. La croissance dans les derniers mois de 1983 a entraîné une augmentation d'environ 2 p. 100 du volume du commerce mondial, bien qu'en termes absolus le niveau moyen de 1983 soit resté inférieur à celui de 1981. La reprise des échanges s'est manifestée surtout dans les pays industrialisés, car la capacité réduite de certains pays en voie de développement de financer leurs importations a continué de limiter leurs échanges commerciaux.

La performance commerciale du Canada en 1983 a reflété les conditions économiques au pays et à l'étranger. Les importations ont fait un bond en avant parallèlement à l'accroissement des dépenses de consommation. Les exportations ont aussi affiché une forte augmentation, leur volume s'accroissant de 9,6 p. 100. Le surplus commercial de 1983, qui s'est chiffré à 15,4 milliards de dollars, diffère donc par sa composition de l'excédent record de 1982 qui était le résultat d'un accroissement constant des exportations conjugué à une baisse des importations. Le premier trimestre de 1984 maintient la tendance de la dernière partie de 1983 : fluctuation des prix et croissance ferme du volume des échanges, résultant en des surplus mensuels répétés (bien que ceux-ci aient été réduits par la fermeté relative du dollar canadien outremer et par la progression rapide des importations).

Évolution régionale des échanges

Sur le plan régional, les échanges n'ont pas tous suivi le mouvement général. Les États-Unis ont été de loin le plus important fournisseur et client du Canada, plus de 70 p. 100 de nos exportations et de nos importations se faisant avec ce pays. Les échanges bilatéraux se sont accrus, avec en tête les produits manufacturés (notamment les produits de consommation, et tout particulièrement les voitures); en fin d'année, notre surplus avait augmenté de plus de 2 milliards de dollars pour atteindre 10,3 milliards. À cet égard, le Canada et les autres partenaires commerciaux des États-Unis ont profité de la bonne tenue du dollar américain ainsi que de la relance des dépenses de consommation et des investissements aux États-Unis. Toutefois, les énormes déficits commerciaux qu'engendraient ces mêmes facteurs ont alimenté les pressions protectionnistes aux États-Unis et menacé les intérêts du Canada au chapitre des exportations. Par exemple, des mesures de restriction des importations ont été prises à l'égard des aciers spéciaux l'été dernier; vu l'absence de compensations satisfaisantes pour le préjudice subi par nos intérêts commerciaux, le Canada a retiré des concessions équivalentes aux États-Unis aux termes de l'article XIX du GATT. (Celles-ci ont été rétablies lorsque le Congrès, en guise de compensation, a exempté le ciment des dispositions d'achat aux États-Unis du *US Surface Transportation Assistance Act).* La viande de bœuf et de veau, le sucre et les préparations à base de sucre ont fait l'objet de mesures restrictives de la part des États-Unis.

Les échanges avec la CEE ont souffert surtout en raison de la sévérité de la récession en Europe, de la lenteur relative de la reprise économique et de la vigueur comparative du dollar canadien. Nos exportations dans chacun des dix pays ont baissé globalement de 10 p. 100, alors même que nos importations de plusieurs de ces pays — et notamment de la République fédérale d'Allemagne (RFA) — étaient en hausse. Sur des échanges d'environ 12,8 milliards de dollars, le surplus du Canada est donc tombé à moins d'un milliard de dollars, soit la moitié de ce qu'il était en 1982. Diverses mesures d'adaptation prises de part et d'autre ont également perturbé les relations commerciales du Canada avec la CEE, par exemple la décision de cette dernière de réduire au début de 1984 le contingent de papier journal admis en franchise. Malgré l'évolution récente de la situation, l'Europe occidentale est restée, avec 8,5 p. 100 de nos exportations, le plus important marché extérieur du Canada après celui des États-Unis.

Nos échanges avec les pays de la bordure du Pacifique ont affiché un bilan mixte. Les exportations au Japon, notre deuxième partenaire en importance, ont connu une progression modeste, alors que nos importations sont montées en flèche, notamment dans les secteurs de l'automobile, des ordinateurs et du matériel de télécommunication. Il y a donc eu une réduction considérable de notre excédent commercial traditionnel. Les importations de voitures au Canada ont été le poste le plus important, vu la reprise de la demande intérieure et l'effort d'adaptation des producteurs canadiens à l'évolution des besoins des consommateurs. La Chine est restée, et de loin, le deuxième plus important marché asiatique du Canada. Le Canada y a exporté pour plus de 1,6 milliard de dollars (principalement du blé, de la pâte de bois et des métaux, comme par le passé, mais aussi d'importantes livraisons de produits manufacturés). Le recul modeste de nos exportations à Hong Kong et dans les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) a été compensé par l'accroissement des ventes à la Corée du Sud. Les exportations en Australie et à la Nouvelle-Zélande ont continué de chuter, comme l'ont fait nos importations de produits australiens.

En Amérique latine et dans les Antilles, l'heure était toujours au rééchelonnement de la dette, au contrôle strict du change et à l'extension des exigences en matière de licences d'importation. En outre, un marché pétrolier mondial bien fourni a réduit la capacité d'exportateurs pétroliers comme

le Mexique et le Venezuela (à l'instar de nombreux pays du Moyen-Orient) de financer leurs importations. En dépit de ces mauvaises conditions, le déclin des exportations canadiennes a ralenti — les ventes à Cuba, au Brésil et à la Colombie ont même augmenté — et la tendance à la baisse des importations a été renversée (sauf dans le cas du Venezuela, qui a exporté moins de pétrole au Canada). En 1983, les biens manufacturés ont représenté environ 55 p. 100 des 2,8 milliards d'exportations que nous avons réalisées dans la région.

En ce qui concerne les produits de base, nous avons consolidé en 1983 nos secteurs traditionnellement forts, enregistrant des hausses appréciables dans les secteurs des résineux de construction, du pétrole brut, du matériel de télécommunication, ainsi que des voitures, camions, châssis et pièces d'automobiles. Globalement, ces produits ont représenté plus du tiers de nos exportations. Pour ce qui est du marché américain, nos meneurs ont été le pétrole, le gaz naturel et les produits assimilés; le papier journal, la pâte de bois et les résineux de construction; et les camions, automobiles et pièces d'automobiles. Dans le cas de la CEE, nos principales exportations ont été, toujours dans le secteur des produits de base, le blé, la pâte de bois, le papier journal et divers métaux et minerais. Au Japon, nous avons surtout exporté du charbon, du bois de construction, des minerais et des céréales. Dans le secteur du pétrole brut, nos importations ont continué de chuter alors que nos exportations augmentaient; il en est résulté un surplus commercial. La reprise des dépenses de consommation a stimulé le relèvement des importations dans les secteurs de l'automobile et des biens de consommation; une reprise semblable aux États-Unis a fait de ces mêmes secteurs les meneurs de la croissance globale de nos exportations; les exportations de produits entièrement manufacturés se sont accrues de 16,5 p. 100, chiffre sensiblement supérieur à la moyenne générale de 9,6 p. 100. Les produits finis et les demi-produits ont constitué ensemble plus de 70 p. 100 des exportations canadiennes. Le recul que le Canada avait enregistré au chapitre des échanges internationaux en 1982 a été pour l'essentiel enrayé en 1983; le mouvement à la baisse a d'ailleurs été renversé dans certains de nos grands marchés des pays développés et en voie de développement. Il reste encore à rétablir notre part du marché auprès d'autres clients importants et à exploiter les occasions qui se présentent chez de nouveaux partenaires commerciaux, notamment ceux de la bordure du Pacifique.

Évolution de la politique commerciale

En 1983, le ministère a diffusé un document de travail, intitulé « La politique commerciale du Canada pour les années 1980 », appuyé par un document d'information ayant pour titre « Une étude de la politique commerciale canadienne ». Ces documents marquaient l'aboutissement d'un grand effort pour définir la nature, les objectifs et l'ordre de priorité de la politique commerciale du Canada pour les années 1980. Ils mettaient en valeur la primauté que le Canada donne à l'idée d'un solide rendement de son commerce international et exposaient les principes de base d'une politique commerciale à prendre en compte dans le processus décisionnel. Lorsqu'il a annoncé les résultats de l'étude, le ministre du Commerce extérieur a souligné cinq points : l'importance cruciale du commerce extérieur pour la croissance économique et la création d'emplois au Canada; le lien entre la compétitivité du Canada et sa capacité d'améliorer son rendement commercial; la volonté du gouvernement fédéral de collaborer avec les producteurs canadiens et les provinces pour dépister et exploiter de nouveaux marchés extérieurs, ainsi que pour élargir les débouchés actuels; l'importance capitale que revêt pour le Canada un système commercial et financier multilatéral efficace; la priorité que le gouvernement entend accorder à la bonne gestion de ses relations commerciales et économiques avec notre principal partenaire commercial, les États-Unis, et sa décision de peser les avantages et les inconvénients d'accords limités de libre-échange avec ces pays dans des secteurs précis.

L'étude a notamment fait ressortir que le système commercial ouvert reste, dans la pratique, l'option la plus bénéfique aux producteurs et consommateurs canadiens et celle qui peut le mieux contribuer à l'amélioration de leur niveau de vie. Par conséquent, le Canada a continué de participer activement aux initiatives destinées à protéger et à renforcer le système de commerce multilatéral. Le Canada a pris une part active à la mise en œuvre du programme de travail convenu à la réunion ministérielle de 1982 du GATT, qu'il a d'ailleurs présidée. Les sujets abordés portaient, entre autres choses, sur le commerce des produits agricoles, l'élaboration d'un accord international sur les mesures de sauvegarde (par exemple les contingents à l'importation imposés à titre exceptionnel), le commerce des produits dérivés de ressources naturelles, ainsi que de secteurs nouveaux comme le commerce des services. Le Canada a également appuyé l'initiative du Japon qui, en novembre 1983, a proposé d'accélérer les préparatifs en vue d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales. Le Canada a participé à la discussion de questions commerciales à la réunion ministérielle de l'OCDE en mai 1983 et au sommet de Williamsburg en juin 1983. De plus, il a participé aux rencontres périodiques des ministres du Commerce des États-Unis, de la CEE, du Japon et du Canada (rencontres de la Quadrilatérale) où ont été discutées des questions ressortissant au commerce international. Le ministre d'État au Commerce extérieur a présidé deux réunions de la Quadrilatérale, l'une à la Maison du Canada à Londres en juillet et l'autre à Ottawa en septembre. Il a aussi pris part à un certain nombre de réunions informelles des ministres du Commerce, y compris une réunion organisée par le Trade Policy Research Centre de Londres en juillet et une réunion spéciale organisée par le Forum européen de management à Lausanne en novembre afin de discuter de problèmes commerciaux.

Le Canada a été actif au sein du GATT au cours de l'année; plus particulièrement, il a participé à l'élaboration du programme de travail lors de la réunion ministérielle du GATT en novembre 1982. Les travaux menés dans le cadre des divers accords issus du « Tokyo Round » ont également progressé; les parties se sont entendues sur un élargissement de l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils, ainsi que sur l'amorce de négociations pour améliorer et étendre la couverture de l'Accord relatif aux marchés publics. Quant au règlement des différends, le rapport du groupe spécial établi à la demande des États-Unis pour étudier certaines pratiques relevant de la *Loi sur l'examen de l'investissement étranger* a été adopté par le conseil du GATT. De plus, à la demande du Canada, un groupe spécial a été formé pour enquêter sur

la réduction unilatérale que la CEE a décidé d'appliquer à son contingent de papier journal admis en franchise.

Un accord d'autolimitation a été conclu avec le Japon en ce qui a trait au volume des expéditions de véhicules automobiles au Canada pour la période se terminant le 31 mars 1983. Les problèmes de concurrence et d'ajustement structurel avec lesquels l'industrie sidérurgique internationale est aux prises ont fait l'objet d'un examen approfondi au sein de l'OCDE. Les divers rapports qui existent entre les politiques commerciales et industrielles ont également été examinés de plus près, les travaux d'analyse et les consultations intergouvernementales portant notamment sur l'ajustement structurel et le commerce des produits de haute technologie.

Commerce international des produits de base

Le Canada a continué de participer aux principaux accords internationaux sur les produits de base (blé, sucre, café, étain et caoutchouc naturel). Le seul accord où le Canada figure comme pays exportateur, l'Accord international sur le blé, est un mécanisme consultatif sans disposition économique. Les accords sur le sucre, le café, le caoutchouc naturel et l'étain renferment des dispositions visant à stabiliser les prix. Dans le cas du sucre, il n'a pas été possible de maintenir les prix dans la fourchette fixée en raison de stocks excédentaires. Le nouvel accord sur le sucre renégocié en 1983-1984 s'est limité à un cadre consultatif en raison de l'impossibilité de convenir de la fourchette de prix et d'autres dispositions destinées à stabiliser le marché. Le Canada n'a pas adhéré à l'accord actuel sur le cacao estimant que ses dispositions économiques ne pourraient être appliquées, fait qui s'est avéré. Les accords sur l'étain et le caoutchouc naturel ont permis de stabiliser les prix dans la fourchette fixée, mais l'étain a posé des difficultés en raison d'une pression constante à la baisse exercée sur les prix.

Les préoccupations de nos industries de ressources ont continué de faire l'objet d'une attention considérable au cours de 1983-1984. En effet, des groupes d'étude du secteur privé (par exemple ceux de l'industrie pétrochimique et des produits forestiers) ont procédé à un examen détaillé de certaines des préoccupations relatives à l'environnement commercial international. Des efforts ont également été faits en vue d'une élaboration ordonnée du dispositif réglementaire international dans le secteur de l'amiante. De plus, des initiatives ont été lancées afin de favoriser une plus grande transparence des marchés des matières premières grâce à la collaboration des pays producteurs et consommateurs au sein d'instances internationales comme le Groupe d'étude international du plomb et du zinc, le Groupe de discussion proposé pour le nickel, l'OCDE, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.

Intensification du commerce international

Produits agricoles, alimentaires et halieutiques

Le Bureau des produits de l'agriculture, des pêches et des produits alimentaires est entré en activité au sein du ministère en septembre 1983. Il avait pour mandat de poursuivre les travaux dont s'acquittait, dans le contexte international, la Direction de l'alimentation de l'ancien ministère de l'Industrie et du Commerce.

L'exploitation de marchés d'exportation et la stimulation du commerce dans le secteur agricole primaire ont bénéficié de l'appui du Programme des projets de promotion et du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME). Cet appui a été accordé à la participation canadienne à diverses foires internationales dans les secteurs de l'élevage et de l'agriculture, à des colloques techniques sur le commerce des vaches laitières et du porc à Cuba, en République dominicaine et au Venezuela, à une mission commerciale sur les légumineuses envoyée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi qu'à plus de 20 groupes d'acheteurs effectuant des visites au pays.

Des géniteurs canadiens de races laitières et de boucherie ont été exposés au Royal Easter Show en Australie, au Salon international de l'agriculture à Paris, au Royal Agricultural Show et au Royal Highland Show au Royaume-Uni. Des reproducteurs porcins ont été présentés à Reggio Emilia en Italie, et des chevaux de selle à Vérone. Le ministère a parrainé la visite d'une mission du Costa Rica sur les pommes de terre de semence.

Le PDME a permis de continuer d'appuyer la Potatoes Canada, la Canadian Seed Potato Export Agency, la Wild Blueberry Association of North America, ainsi que les activités de diverses associations s'occupant de reproducteurs. Quant aux questions de commerce extérieur, le bureau est resté en liaison avec diverses associations industrielles, dont l'Association canadienne du commerce des semences, l'Association canadienne des industries de l'alimentation animale, la SeCan Association, le Conseil canadien de l'horticulture, les groupements de pépiniéristes canadiens et les industries de la floriculture et du tabac. Il a également entretenu des relations de travail avec Agriculture Canada en ce qui a trait aux règlements de santé animale, phytosanitaires et de quarantaine quant à leurs effets sur le commerce extérieur, avec les bureaux régionaux du ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR) pour ce qui est de l'administration du PDME, et avec Canagrex relativement aux activités de soutien des exportations de produits agricoles canadiens.

Au chapitre des aliments transformés, le programme du bureau a comporté plusieurs types d'activités de commercialisation, y compris des stands nationaux à des foires commerciales internationales, des lancements en magasin, des missions commerciales et des foires solo consacrées exclusivement à des denrées alimentaires canadiennes. Au nombre des principales foires commerciales internationales auxquelles le Canada a participé, notons l'Anuga en RFA, la Foodex au Japon et la Middle East Food Exhibition à Bahreïn. On a également commencé à élaborer un programme destiné à fournir une meilleure évaluation de l'évolution des structures commerciales internationales. Ses résultats permettront d'améliorer l'efficacité des stratégies et activités d'intensification du commerce.

Dans le secteur des pêches, le bureau a participé à la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'étude des pêcheries de l'Atlantique au chapitre de la commercialisation. Le PDME-PÊCHE (20,5 millions de dollars sur cinq ans), volet du programme destiné à améliorer la pénétration des marchés internationaux, est l'une des initiatives menées à ce chapitre. Le programme était opérationnel vers la fin de l'année financière.

Il y a également eu la campagne de promotion générique (20 millions de dollars sur cinq ans) destinée à accroître la

consommation de produits du poisson de fond et du hareng aux États-Unis. Une étude a été commandée afin d'analyser une importante banque de données sur la consommation des produits de la mer aux États-Unis. L'élaboration d'une stratégie d'incitation est censée être complétée au début de 1985.

Des missions parrainées par le ministère ont visité le Venezuela et Porto Rico pour y encourager la vente du poisson salé, ainsi que la Pologne, la République démocratique allemande, la Tchécoslovaquie et la Hongrie pour y faire valoir le hareng et le poisson de fond congelé.

Céréales et oléagineuses

Le Bureau de la commercialisation des céréales et le Programme des céréales et oléagineuses ont été transférés au ministère en mars 1983 afin de renforcer la capacité de ce dernier de favoriser la vente à l'étranger de tous les produits canadiens.

En 1983-1984, les marchés d'exportation des céréales et oléagineuses canadiennes ont été caractérisés par une offre excédentaire, notamment dans le cas du blé, et par un essoufflement de la demande attribuable aux mauvaises conditions économiques mondiales. Il en est résulté une très vive concurrence sur les marchés céréaliers et une dépression des cours mondiaux. Néanmoins, les expéditions canadiennes des six principales variétés de céréales et d'oléagineuses ont atteint en 1983-1984 un nouveau chiffre record de 30 millions de tonnes d'une valeur de près de 6 milliards de dollars.

La revitalisation du système de manutention et de transport des céréales au Canada a grandement contribué à ce volume record des ventes, lequel a aidé les producteurs céréaliers à maintenir leurs revenus alors que les frais d'exploitation ne cessaient d'augmenter et que les prix réels étaient à leur plus bas niveau depuis nombre d'années. D'importantes modifications ont été apportées à la *Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies* et à la *Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest* afin de tenir davantage compte de ces conditions financières difficiles.

La situation économique de plusieurs des principaux pays importateurs a continué de commander des facilités de crédit. Environ le tiers de nos ventes de blé et une proportion importante de nos exportations d'orge se font dans le cadre du Programme de crédits céréaliers administré par le Bureau de la commercialisation des céréales. Ce programme est un important outil de commercialisation et constitue dans une certaine mesure la contrepartie des initiatives d'exportation prises par nos concurrents, notamment les États-Unis et la CEE.

Le Canada est intervenu auprès des États-Unis relativement à la fourniture de crédits concessionnels à certains marchés céréaliers aux termes de leur programme de crédit mixte. Des consultations régulières ont également été menées avec la CEE sur diverses questions céréalières, y compris l'importation de substituts céréaliers. Des consultations ont eu lieu avec le Japon relativement au commerce du canola.

Les activités d'intensification du commerce entreprises par le bureau en 1983-1984 visaient surtout à maintenir les marchés existants et à exploiter de nouveaux débouchés pour les produits du canola, c'est-à-dire les huiles végétales et les tourteaux. À cette fin, le bureau a mené, dans sept pays, des colloques techniques, des essais d'utilisation et des consultations. Comme par les années passées, l'Institut international du Canada pour le grain a fait une contribution importante au maintien et à l'élargissement des débouchés, aussi bien au pays qu'à l'étranger, pour les céréales et oléagineuses canadiennes et leurs produits. L'institut, co-financé par le Programme des céréales et des oléagineuses et la Commission canadienne du blé, a organisé de nombreux cours au Canada et à l'étranger pour des participants étrangers choisis au sein de pays clients ou pouvant le devenir, ainsi que pour les Canadiens associés à l'industrie céréalière.

Programmes de défense

Le Bureau des programmes de défense a continué à chercher à accroître les exportations de produits de défense aux alliés du Canada et à d'autres nations amies.

Les objectifs étaient de dénicher et d'exploiter des débouchés pour les produits de défense et les biens et services de haute technologie liés à la défense; d'établir et de gérer la participation canadienne à des accords bilatéraux et multilatéraux de coopération avec neuf pays dans la recherche et le développement, de même que la production de matériel de défense; d'aider l'industrie canadienne à établir des contacts et à entreprendre des négociations avec les organismes gouvernementaux étrangers; et de gérer l'Arrangement canado-américain de partage du développement et de la production de matériel de défense.

En 1983, les exportations de matériel de défense et de produits assimilés ont augmenté légèrement par rapport à l'année précédente et ont atteint près de 1,5 milliard de dollars. Les ventes aux États-Unis ont augmenté à 1,2 milliard de dollars alors que les exportations outre-mer ont reculé en raison de la récession internationale et de l'appréciation du dollar canadien sur de nombreux marchés étrangers. Des possibilités accrues aux États-Unis ont entraîné une série de réunions avec des fonctionnaires et des militaires américains et il y a eu des colloques, des missions et des foires commerciales dans les deux pays. Des démarches en vue de trouver des débouchés pour les produits de sécurité et de défense ont également été entreprises sur certains marchés étrangers, notamment au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Australie.

Lors de la 22e conférence annuelle des exportations de haute technologie organisée par le Bureau des programmes de défense à Ottawa, 65 délégués commerciaux de missions canadiennes à travers le monde ont mené plus de 5 000 entrevues avec des gens d'affaires canadiens afin de les conseiller sur les débouchés à l'étranger.

Sciences et technologie

Étant donné l'insistance accrue mise sur les sciences et la technologie comme éléments-clés de l'expansion économique du Canada, le ministère s'est concentré sur les mécanismes par lesquels les nouvelles technologies sont transférées à l'industrie canadienne, tant directement que par l'entremise d'organismes gouvernementaux. Une décision du Cabinet de 1982 encourageait le recours plus actif à une collaboration internationale sélective en matière de sciences et de technologie afin d'appuyer les objectifs d'expansion économique. La décision prévoyait également l'établissement d'un Fonds catalyseur pour appuyer les démarches visant à définir et à entreprendre des activités de collaboration internationale en matière scientifique et technique. Une partie du fonds était consacrée à la stimulation de nouveaux projets conjoints avec

des pays où la coopération scientifique et technologique bilatérale est tout particulièment active, comme la RFA, le Japon et la France.

Un atelier tenu à Ottawa en collaboration avec le Conseil des sciences du Canada a attiré des représentants de l'industrie, des universités, des gouvernements provinciaux et des organismes fédéraux. Le colloque a marqué le lancement d'une étude ministérielle sur le renforcement de la capacité qu'a le Canada de contribuer aux transferts de technologie à l'industrie canadienne par un meilleur réseau de spécialistes des sciences et de la technologie au sein du service diplomatique. L'étude devait être achevée en 1984.

Questions nucléaires

Le Canada a procédé à un échange de lettres avec le Japon concernant le retraitement ainsi que le stockage et l'utilisation du plutonium, et il a engagé des négociations avec la Turquie en vue de conclure un accord de coopération. Des discussions ont été menées avec la France et la CEE afin d'élargir ou d'actualiser les relations existantes. Les relations de coopération nucléaire avec la Corée et l'Égypte ont été renforcées par la création de comités consultatifs mixtes et par une série de projets de coopération pratique en matière de réglementation nucléaire, de sûreté nucléaire et de réaction aux situations d'urgence causées par l'irradiation.

Sur le plan multilatéral, le Canada a participé aux activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ainsi que de l'Agence pour l'énergie nucléaire. Il a aussi pris part aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, maintenant remise à 1986, et de la troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui doit se tenir en 1985.

Le marché, bien fourni, a continué de nuire aux exportations d'uranium. La production canadienne d'uranium a atteint un sommet de quelque 8 080 tonnes en 1982. Les données préliminaires pour 1983 révèlent un niveau de production de 7 000 tonnes, dont 90 p. 100 sont destinés à l'exportation. Là encore, nos principaux clients étaient le Japon, l'Europe occidentale et les États-Unis.

Dans le cadre de la politique nucléaire internationale du Canada, notre industrie nucléaire a recherché des débouchés dans un certain nombre de marchés, dont la Corée, la Turquie, la Yougoslavie, l'Égypte et l'Indonésie. Deux réacteurs de puissance CANDU de 600 MW ont été mis en service à Embalse (Argentine) et à Wolsung (Corée) respectivement, et deux unités du même type étaient en construction à Cernavoda, en Roumanie.

Commercialisation des techniques et des services

Le matériel et les services de télécommunication constituent la fine pointe de notre industrie de haute technicité, et sont de plus en plus en demande dans le monde. Le marché japonais, qui avait été fermé à la concurrence, a commencé à s'ouvrir. L'industrie canadienne, avec l'appui de l'État, s'est mise dans une situation lui permettant de bénéficier des nouveaux débouchés qui se présentent. L'Afrique est restée l'un de nos marchés les plus prometteurs pour le matériel de télécommunication, les pays de ce continent projettant de mettre au point leurs capacités et d'élargir leurs installations. Le ministère a pris l'initiative d'élaborer des stratégies favorisant l'entrée sur les marchés africains.

Malgré la baisse de la demande internationale, nos ingénieurs-conseils ont été parmi les exportateurs de services les plus actifs. Le ministère est aussi venu en aide à d'autres entreprises de services comme des maisons d'architectes et d'arpenteurs, de même que des entrepreneurs.

L'industrie des systèmes d'information a continué d'accroître ses exportations sur les grands marchés, notamment les États-Unis, l'Europe, l'Australie et le Japon. Nos micro-ordinateurs ont grandement retenu l'attention en Scandinavie, tandis que notre participation à un séminaire sur la haute technologie en Australie et à un salon de l'ordinateur en RFA a ouvert des débouchés. Le système Télidon, qui marque notre entrée sur le marché du vidéotexte, a été choisi pour cinq des six grands services de nouvelles qui seront offerts en 1984 aux États-Unis, de même que pour trois services au Japon et deux en Australie.

La suppression de la réglementation aux États-Unis et la sensibilisation croissante des Canadiens aux possibilités et aux difficultés inhérentes à la civilisation de la micro-pastille ont permis de mieux concentrer l'attention sur les objectifs prioritaires pour ce qui est de la commercialisation des produits de haute technologie.

Expansion du commerce

La compétitivité accrue du marché international a nécessité la mise au point d'un programme pan-national d'expansion du commerce. Notre Bureau de la commercialisation des exportations a servi de mécanisme central de planification, de coordination et d'évaluation des démarches en vue de favoriser les exportations. Certains de ses programmes ont été consacrés à l'incitation au commerce d'exportation. Le Programme des projets de promotion (foires et missions commerciales) et le PDME, qui disposent ensemble d'un budget annuel de 40 millions de dollars, ont été considérés par les exportateurs canadiens comme d'importants moyens de relever nos parts des marchés étrangers.

Le bureau a publié des plans d'expansion des exportations canadiennes sur certains marchés prioritaires et a fourni son appui à un certain nombre de centres d'études en administration internationale, ainsi qu'au Centre de recherches sur les relations commerciales internationales du Conference Board du Canada. Il a servi de secrétariat au Groupe de travail sur les maisons de commerce et a été le point de coordination pour les questions de commerce de contrepartie.

Les relations avec d'autres ministères intéressés par le commerce international (surtout le MEIR) ont été coordonnées par le bureau. Ce dernier était responsable au premier chef des questions d'expansion commerciale intéressant les ministères provinciaux du Commerce et il a fourni des services de secrétariat à la Commission pour l'expansion du commerce extérieur.

La liaison opérationnelle avec la SEE sur les questions de financement et d'assurance des exportations a constitué l'une de ses grandes activités, tout comme la liaison avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et la Corporation commerciale canadienne, ainsi que les pratiques de passation de marchés des banques de développement et des organismes multilatéraux.

Le bureau avait la responsabilité du Mois des exportations canadiennes. Lors d'une rencontre fédérale-provinciale, les ministres du Commerce ont endossé avec enthousiasme le

maintien du Mois des exportations canadiennes et du Programme des prix d'excellence à l'exportation canadienne.

Plans d'expansion des exportations

Des plans d'expansion des exportations canadiennes sur certains marchés prioritaires ont été publiés à l'intention de nos exportateurs. Ces plans soulignent les débouchés sectoriels qui s'offrent sur les marchés prioritaires et fournissent aux exportateurs des données pour la formulation de leurs propres stratégies de commercialisation. Des plans pour la France, la RFA et l'Arabie saoudite ont été publiés, et des guides pour le Royaume-Uni, la Chine et l'Australie sont en préparation.

Centres d'études en administration internationale

Des étudiants de deuxième cycle en administration internationale, dont huit de l'Université de la Colombie-Britannique, onze de l'Université Western Ontario, six de l'École des hautes études commerciales (HEC) et dix de l'Université Dalhousie ont reçu des bourses pendant l'année. Un appui à l'élaboration de programmes d'études et à la recherche en administration internationale a été fourni à l'Université Western Ontario, à l'école des HEC, à l'Université Dalhousie, à l'Université du Manitoba et à l'Université de la Colombie-Britannique.

Facilitation du commerce

Le Programme de facilitation du commerce vise à aider les entreprises canadiennes à devenir plus concurrentielles en réduisant les frais généraux de leurs pratiques commerciales internationales, de documentation de leurs exportations et de gestion de l'information; il assure en outre que les normes internationales touchant la production, l'acheminement et le traitement des données de chaque transaction commerciale sont conformes aux pratiques et intérêts commerciaux du Canada. Un comité interministériel de la facilitation du commerce international coordonne la participation du Canada au Groupe de travail de la CEE sur la facilitation des procédures du commerce international.

COSTPRO

L'Organisation canadienne de simplification des procédures commerciales (COSTPRO) a été appuyée par le ministère en sa capacité d'organisme de coordination de la facilitation du commerce. COSTPRO a élaboré des systèmes pour simplifier le traitement des documents d'exportation en vue d'améliorer sensiblement la productivité. L'organisme a conçu des systèmes de frappe unique, des façons d'automatiser le processus d'import-export par l'utilisation de micro-ordinateurs, ainsi que des programmes de courrier électronique pour l'acheminement international des messages et documents commerciaux. Plusieurs entreprises canadiennes ont mis à l'essai, avec succès, les résultats de cette recherche. Le 23 mars 1984, le conseil d'administration de COSTPRO approuvait l'interruption du programme le 31 mars 1984.

Prix d'excellence à l'exportation canadienne

Le ministre du Commerce extérieur a décerné les premiers prix d'excellence à l'exportation canadienne aux entreprises suivantes : Alan Smelters and Chemicals (Sécal) Ltd., CAE Electronics Ltd., Canparts Automotive International Ltd., ESE Limited, I.S.E. International Submarine Engineering Ltd., McCain Foods Limited, Produits Belle Baie Ltée, Rock-o-Matic Industries, SNC Inc., Seaboard Lumber Sales, Shaver Poultry Breeding Farms Limited, Spar Aérospatiale Limitée, TannerEye Ltd., Versatile Farm Equipment Company et Westinghouse Canada.

Ces prix viennent souligner la réalisation de nos exportateurs et l'importance qu'ont les exportations pour le maintien de la prospérité économique du Canada. Les critères de sélection tiennent compte de la mesure dans laquelle une entreprise a relevé ses ventes à l'étranger au cours des trois années précédentes, du succès qu'elle a rencontré dans l'exploitation de nouveaux marchés, ainsi que de sa réussite dans l'introduction de nouveaux produits sur les marchés extérieurs.

Groupe de travail sur les maisons de commerce

Ce groupe a été créé en janvier 1984 pour évaluer l'importance du secteur des maisons de commerce au Canada de même que ses possibilités de favoriser les exportations, recenser les mesures que le gouvernement et le secteur privé pourraient prendre afin de valoriser le rendement à l'exportation de nos maisons de commerce, notamment en ce qui touche les articles manufacturés. Le groupe comprend des représentants de 11 maisons de commerce, d'une banque et d'un fabricant et couvre des maisons de commerce de diverses tailles et catégories, divers secteurs de production et d'autres intérêts œuvrant dans ce secteur.

Commission pour l'expansion du commerce extérieur

La Commission a été établie en 1981 pour offrir des conseils sur les questions liées à la formulation et à l'application des lignes de conduite et programmes en matière d'exportation, en s'intéressant tout particulièrement à l'amélioration des résultats à ce chapitre. Pendant l'année, la Commission s'est concentrée sur les pratiques d'achat des organismes multilatéraux, sur le commerce des services, sur la relation qui existe entre le commerce et l'aide, sur l'imposition à l'exportation ainsi que sur l'éducation et la sensibilisation en matière d'exportation.

Collaboration fédérale-provinciale

Au chapitre de l'expansion des exportations, il existe une excellente collaboration entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Lorsque les provinces établissent des programmes de commercialisation des exportations répondant à leurs besoins propres, elles évitent qu'ils ne fassent double emploi avec les services assurés par le ministère et offrent le meilleur soutien possible aux exportateurs, de la façon la plus économique qui soit. Toutes les provinces fournissent une aide précieuse au ministère en faisant connaître les avantages que comportent ses programmes.

Bureaux régionaux du MIC/MEIR

Les services d'expansion du commerce des bureaux régionaux du MEIR dispensent, dans toutes les régions du pays, les services et programmes du ministère des Affaires extérieures en matière d'expansion du commerce. Leur rôle est d'aider les entreprises canadiennes à l'échelle régionale. Ils cherchent donc des moyens d'accroître les exportations canadiennes afin de contribuer à la création d'emplois, à l'expansion économique régionale et à l'assainissement de la balance des paiements. Ces bureaux régionaux analysent et planifient les activités en matière de commerce extérieur, administrent des

programmes de financement comme le PDME, étudient le potentiel d'exportation, recueillent des données sur les marchés d'exportations et organisent des séminaires.

Programme de développement des marchés d'exportation (PDME)

Le PDME encourage l'exportation de biens et de services canadiens en partageant avec l'entreprise privée les risques financiers que comporte l'entrée sur de nouveaux marchés étrangers. L'aide accordée est remboursable si les résultats escomptés sont atteints. Le programme compte neuf composantes, dont l'expansion intensive des marchés d'exportation, l'appui des industries des produits agricoles, halieutiques et alimentaires ainsi que le versement de contributions à des organismes sans but lucratif. Pendant l'année financière 1983-1984, quelque 5 618 demandes ont été présentées dans le cadre du programme; l'aide approuvée a totalisé 42,1 millions de dollars, alors que les versements se sont élevés à 27 millions. L'année précédente, le nombre des demandes atteignait 5 538, l'aide financière approuvée totalisait 41,1 millions de dollars et les contributions versées, 20,9 millions de dollars.

Un montant de 20,45 millions de dollars sera affecté, sur une période de cinq ans, à la commercialisation internationale du poisson de fond et du hareng de l'Atlantique suivant la recommandation du groupe de travail Kirby sur les pêcheries de l'Atlantique. Un fonds spécial de 2,5 millions de dollars pour les années financières 1984-1985 et 1985-1986 aidera le secteur canadien du matériel de transport urbain à entreprendre la définition de projets et des études complémentaires de faisabilité pour des clients potentiels.

Programme des projets de promotion

C'est de ce programme que proviennent les fonds affectés à la présentation de la production nationale lors des foires commerciales tenues à l'étranger, à l'envoi de missions commerciales et économiques, à l'organisation de séminaires tant à l'étranger qu'au Canada, ainsi qu'à l'accueil au Canada de groupes et de missions commerciales composés de dignitaires et de gens d'affaires étrangers. Au cours de l'année financière 1983-1984, 1 490 entreprises auront pu faire valoir leurs produits dans 149 foires commerciales et kiosques d'information dans 48 pays; 675 représentants du monde des affaires canadiens se seront rendus dans 63 pays dans le cadre de 60 missions commerciales et séminaires; et nous aurons accueilli au Canada 1 072 représentants du secteur des affaires et de gouvernements étrangers faisant partie de 144 missions et groupes de visiteurs. Les ventes à l'étranger générées par ces activités devraient dépasser 623 millions de dollars, comparativement à une mise de fonds de 12,95 millions de dollars.

Financement des exportations et projets d'immobilisations

Au sein du ministère, la Direction du financement des exportations veille à assurer que les services de financement des exportations auxquels les entreprises canadiennes peuvent avoir recours sont concurrentiels et servent effectivement à défendre les intérêts commerciaux du Canada conformément à ses obligations internationales. La direction examine toutes les propositions visant l'affectation de fonds publics au soutien de ventes à l'exportation canadiennes et surveille la part du Canada dans les marchés conclus en vertu de projets financés par des banques de développement et d'autres institutions financières internationales. Elle veille à faciliter l'harmonisation des activités d'expansion du commerce et des programmes d'aide du Canada, et à conseiller les exportateurs sur des questions liées au financement des exportations. En 1984, son mandat a été élargi pour englober toutes les questions de politique et de fonctionnement ayant trait à la participation du ministère aux activités de la SEE et de la Corporation commerciale canadienne, ainsi qu'à sa coopération avec l'OCDE en ce qui touche les responsabilités financières internationales du Canada. Elle a représenté le ministère aux conférences de 1983 de l'OCDE qui ont mené à la décision, appuyée par le Canada, de relever les taux applicables aux crédits à l'exportation en fonction des taux d'intérêt pratiqués sur le marché afin de réduire l'élément « subvention du

Programme de développement des marchés d'exportation : Tableau récapitulatif

Année financière	Demandes reçues	Demandes approuvées	Montants approuvés	Dépenses (en milliers de $)	Budget
1979-1980	3 369	2 526	21 853	11 105	7 000*
1980-1981	3 324	2 498	21 853	9 130	7 000*
1981-1982	4 200	3 064	30 929	17 792	15 000**
1982-1983	5 538	3 998	41 111	20 874	19 109
1983-1984	5 618	4 105	42 054	26 975	26 443***

* Budget sur base A complété par des transferts d'allocations pour couvrir les dépenses réelles.

** Le programme a été partiellement suspendu pendant cinq mois en 1980-1981, en attendant que des crédits supplémentaires lui soient affectés. Les engagements en vertu desquels des dépenses ont été engagées en 1982-1983 ont donc été moindres qu'en temps normal.

*** Comprend 150 000 $ consacrés à une nouvelle section du programme, le PDME-PÊCHE, mais exclut 1,7653 million pour compenser les dépassements de dépenses en 1982-1983.

financement à l'exportation ». La direction participe également à l'élaboration d'une approche concertée de la recherche de débouchés extérieurs par l'entremise des institutions financières multilatérales. En 1983, elle a encouragé la Corporation commerciale canadienne à valoriser les avantages que le Canada pourrait retirer des contrats financés par ces institutions en regroupant chaque fois que possible les soumissions de divers exportateurs canadiens pour en faire une soumission commune.

Programme de tourisme à l'égranger

Le ministère est chargé de la mise en œuvre du Programme de tourisme du Canada par l'entremise du personnel de ses missions à l'étranger. Le secteur du tourisme contribue largement à l'économie du pays par l'exploitation de deux marchés distincts, à savoir le marché d'outre-mer et celui des États-Unis.

En 1983, Tourisme Canada a établi un classement des marchés outre-mer selon leur importance potentielle. Les marchés en tête de liste étaient, outre les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni, la RFA, la France, le Mexique, l'Australie, la Suisse, l'Italie, la Suède, les Pays-Bas et Hong Kong. Dans les sept plus grands marchés, le produit touristique canadien a pris une telle importance qu'il faut désormais s'attacher à faire prendre conscience au consommateur du fait que le Canada est un lieu où l'on peut venir se divertir, de façon à aider nos partenaires à commercialiser ce produit. Par conséquent, la stratégie d'exécution du programme de tourisme dans ces marchés prioritaires a évolué en 1983-1984, délaissant graduellement les activités d'expansion du commerce en faveur de démarches davantage axées sur la sensibilisation du consommateur.

Pendant l'année, de nouveaux agents de tourisme sont venus appuyer les effectifs de nos missions à Hong Kong et à Milan. Quelque 1,78 million de touristes venant de tous les pays, à l'exception des États-Unis, ont visité le Canada et y ont dépensé 1,19 milliard de dollars, soit 31 p. 100 des 3,85 milliards en recettes touristiques tirées de tous les visiteurs étrangers au Canada.

Les États-Unis sont restés notre principal marché touristique étranger. En 1983, 11,2 millions d'Américains ont effectué des visites de plus de 24 heures au Canada et y ont dépensé 2,6 milliards de dollars, soit des accroissements de 2,4 et de 11 p. 100, respectivement, par rapport à 1982.

Relations commerciales spéciales

Textile et vêtement

En 1981, le Canada s'est donné une politique du textile et du vêtement qui vise à créer une industrie viable et concurrentielle et à revitaliser l'économie des collectivités les plus touchées par la concurrence étrangère. Parallèlement à la mise en œuvre d'un programme national de modernisation et de rajustement, la politique prévoit que des arrangements de limitation seront négociés avec les pays exportateurs à faible coût de production afin que les importations au Canada soient limitées pendant la période de 1982 à 1986. Au 31 mars 1984, des arrangements de ce genre avaient été conclus avec 20 pays fournisseurs. Ces arrangements reconnaissaient la nécessité de protéger les intérêts des pays exportateurs moins avancés tout en tenant compte des préoccupations de nos travailleurs et de nos entreprises. Ces ententes bilatérales ont été négociées sous l'égide de l'Arrangement multifibres (AMF), à l'exception de celles conclues avec trois pays non signataires de l'AMF. L'AMF est le mécanisme juridique international qui régit de façon générale le commerce mondial dans le secteur du textile et du vêtement. Dans le contexte du régime canadien de surveillance des importations par des arrangements bilatéraux de limitation, un certain nombre d'initiatives ont récemment été prises afin de régler le problème des pressions croissantes que les importations exercent sur nos secteurs du textile et du vêtement. Au nombre des mesures adoptées, en 1982 et 1983, notons les démarches tentées afin de négocier une réduction des niveaux convenus pour l'importation de vêtements, un meilleur contrôle du mouvement des importations, ainsi qu'un resserrement des dispositions relatives aux dépassements en ce qui concerne les quatre grands fournisseurs que sont la Chine, la Corée, Hong Kong et Taiwan.

Bien que ces efforts aient échoué, d'autres mesures ont été annoncées en juillet 1983 comprenant un renforcement du programme d'inspection douanière des importations de vêtements. Outre ces mesures spéciales, le suivi des importations a été maintenu et, lorsque sont survenus les problèmes de désorganisation du marché, des négociations ont été entreprises en vue de conclure de nouveaux arrangements de limitation ou d'élargir le nombre des produits assujettis aux ententes en vigueur. Étant donné qu'il subsistait des préoccupations concernant la viabilité de l'industrie canadienne et compte tenu de la persistance des pressions exercées par les importations dans ce secteur, le ministre du Commerce extérieur a également établi un Comité consultatif du textile et du vêtement au début de 1984; ce groupe comprend des représentants de fabricants, d'importateurs, de détaillants, de syndicats et de groupements de consommateurs canadiens. Le comité a servi de mécanisme d'échange de vues sur les questions liées à la politique commerciale relative au textile et au vêtement.

Surveillance des exportations

Le Comité de coordination chargé de la surveillance des exportations de produits stratégiques (COCOM) s'est réuni pour la deuxième fois à Paris en avril 1983. Le but de ce comité composé de représentants des pays de l'OTAN et du Japon est de maintenir des contrôles multilatéraux pour empêcher la livraison de matériel et de techniques à usage militaire vers des destinations interdites. Le COCOM a fait le point sur les progrès réalisés dans la mise en application des conclusions de la première réunion de haut niveau tenue en janvier 1982. L'amélioration de la coordination entre États membres dans l'application des contrôles nationaux y a reçu une attention toute particulière. On y a reconnu que, étant donné les considérations de sécurité en cause, le système commun devait être aussi efficace que possible. Le Canada, conformément aux buts du COCOM et à ses objectifs propres, a pris des mesures pour rendre plus efficaces la surveillance de ses exportations.

Extra-territorialité

Pendant l'année, on a continué à se préoccuper sérieusement de l'application unilatérale de lois étrangères, notamment de celles des États-Unis, d'une manière qui cherche à supplanter

la juridiction qu'a le Canada sur son propre territoire ou qui a pour effet de forcer des entreprises canadiennes à devoir choisir entre des réglementations conflictuelles.

Des discussions bilatérales avec les États-Unis visant à atténuer les problèmes causés par l'application extra-territoriale des lois étrangères ont été engagées par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le secrétaire d'État américain en décembre 1982; elles se sont poursuivies tout au long de 1983. Dans le domaine antitrust, on a repris les discussions sur la négociation d'un mémorandum d'accord touchant la notification, la consultation et la coopération en rapport avec l'application des législations nationales, signé le 9 mars 1984. Quant aux contrôles à l'exportation et à la réexportation, des démarches ont été faites auprès de l'Administration et du Congrès des États-Unis sur certaines clauses inacceptables visant la reconduction de l'*Export Administration Act* de 1979.

La question des limites dans lesquelles un tribunal étranger peut raisonnablement exiger la production de documents gardés dans un pays étranger a été mise à l'avant-plan par deux affaires impliquant la Banque de Nouvelle-Écosse et des tribunaux de la Floride. Dans ces cas, la banque s'est vu ordonner par un tribunal américain de produire des documents gardés par des succursales implantées dans des juridictions antillaises qui se sont dotées de lois strictes concernant le secret bancaire. Dans les brefs d'*amicus curiae* qu'il a présentés au titre de la dernière cause, le Canada a fait valoir sa préoccupation devant le fait que la banque encourrait de dures sanctions aux États-Unis si elle refusait de produire l'information en question et qu'elle en encourrait aussi dans les juridictions antillaises si elle produisait lesdits documents. Des discussions ont été entamées avec les États-Unis sur des approches immédiates et pratiques qui pourraient être appliquées à d'autres mandats de comparution servis à des entreprises canadiennes, ainsi que sur la négociation d'un Traité d'assistance mutuelle.

Tout au long de 1983, en plus de ses efforts pour élaborer des modalités pratiques afin d'atténuer les conflits qui pourraient surgir de l'application extra-territoriale de lois étrangères, le Canada s'est attaché à mettre l'accent sur les sérieux dommages économiques et politiques qui en découlent. Dans certains domaines, les États-Unis utilisent leur autorité extra-territoriale comme moyen d'appliquer des pressions économiques aux négociants et investisseurs américains à l'étranger afin de favoriser la politique intérieure ou extérieure des États-Unis. De cette façon, les processus de décision et de planification des entreprises canadiennes sont souvent déterminés en fonction des lois et lignes de conduite des États-Unis plutôt que de celles du Canada. Pour contrer cette atteinte permanente à la capacité qu'a le Canada de poursuivre sa propre politique économique, le Parlement a continué d'étudier attentivement le projet de loi sur les instances et jugements étrangers (C-41), qui a franchi l'étape de la première lecture en 1980 mais a été retiré de l'étape de la comité en 1982 dans le prolongement de l'épisode du pipeline sibérien. De plus, l'extra- territorialité a été abordée à chaque rencontre entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le secrétaire d'État américain, pendant l'année. À l'OCDE, le Canada s'est joint au Royaume-Uni et à d'autres membres intéressés pour réclamer une étude plus approfondie de l'incidence des réglementations conflictuelles imposées aux entreprises multinationales et ce, dans le contexte des préparatifs du réexamen, en 1984, de la Déclaration et des Principes directeurs de 1976 sur l'investissement international et les entreprises multinationales.

Chapitre 3
AFFAIRES MULTILATÉRALES ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les institutions multilatérales ont vu leur nombre, leur mandat et leurs rangs grossir considérablement, ce qui traduit notamment la plus grande interdépendance politique, économique et sociale des nations. La participation du Canada à bon nombre de ces organismes complète ses relations bilatérales pour ce qui est de la défense de ses intérêts et l'affirmation de son rôle à titre de membre de la communauté internationale.

Les Nations Unies

L'incapacité persistante de la communauté internationale de régler ses nombreux conflits d'intérêt et différends d'envergure a fait ressortir plus que jamais l'obligation de renforcer l'Organisation des Nations Unies. C'était là le thème central qui se dégageait de l'allocution prononcée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à la 38e session de l'Assemblée générale le 27 septembre 1983. Le ministre a attiré l'attention en particulier sur la nécessité de dépasser les généralités ronflantes pour en venir à des mesures spécifiques et faire une utilisation plus créatrice des dispositions et des mécanismes existants de la Charte des Nations Unies. Il a relevé au nombre des possibilités prometteuses le fonctionnement plus efficace du Conseil de sécurité et l'acceptation du recours plus fréquent par le secrétaire général à l'autorité que lui confère la Charte. Ces possibilités restent prometteuses mais non réalisées.

La déclaration du ministre traduisait en partie la frustration du Canada devant l'incapacité du Conseil de sécurité de prendre des mesures appropriées au lendemain de la destruction de l'avion de la KAL le 1er septembre 1983. La majorité des membres du conseil ont cherché à condamner cet incident et demandé que le secrétaire général mène une enquête détaillée sur la tragédie mais l'Union soviétique a usé de son droit de veto au moment du vote sur la résolution, qui avait été coparrainée par le Canada. Heureusement, un autre organisme du système des Nations Unies, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), dont le siège est à Montréal, n'était pas aussi gêné dans ses mouvements et a effectivement pris des mesures efficaces. Sur l'initiative du Canada et de la République de Corée, le conseil et l'assemblée de l'OACI n'ont pas mis de temps à débattre de cette tragédie, à la suite de quoi une modification a été apportée à la Convention de Chicago de 1944 en vue de renforcer l'interdiction existante en droit international quant au recours à la force contre l'aviation civile.

Tout au cours de l'année, le Canada a continué de faire valoir les possibilités de résoudre les plus épineuses questions de paix et de sécurité portées devant le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. Mais il a aussi encouragé les réalisations moins reconnues et ayant moins fait l'objet de battage publicitaire du reste du système des Nations Unies. Il a notamment souligné le travail très utile accompli par la plupart des institutions spécialisées, et peut-être tout particulièrement par l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'AIEA et les organismes alimentaires dont le siège est à Rome. Au nombre de ces réalisations, il faut aussi compter les progrès soutenus quoique lents vers l'élimination des violations des droits de la personne, l'évolution du droit international et l'incitation à une plus grande justice sociale dans les domaines concernant plus particulièrement les droits et la condition des femmes, des enfants, des jeunes et des personnes âgées.

Le système onusien a par ailleurs subi un revers d'importance lors de la crise survenue hâtivement après que les États-Unis aient annoncé leur intention de se retirer de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à la fin de 1984, à moins qu'aient été instituées d'ici là des réformes politiques, administratives et budgétaires d'envergure maintenant devenues impératives. Le Canada a convenu qu'une réforme s'imposait, mais il considérait que la meilleure façon d'y parvenir consistait à opérer de l'intérieur même de l'Organisation. Après son élection au conseil d'administration de l'UNESCO, le Canada, de concert avec d'autres pays de même opinion, a entamé le processus devant mener à la réalisation de cet objectif. À la fin de l'année à l'étude, les réformes nécessaires ne s'étaient pas encore matérialisées, mais il y avait certains signes prometteurs; l'attitude future du Canada vis-à-vis de l'UNESCO sera fonction des résultats des démarches en cours.

En revanche, l'administration et le financement du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont continué de s'améliorer, largement sous la direction du Canada, qui a par ailleurs assumé la présidence du conseil d'administration de cet organisme.

Les visites effectuées au siège des Nations Unies à New York non seulement par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, mais aussi par le premier ministre, de même que par les ministres des Relations extérieures, de l'Agriculture, de l'Environnement et des Affaires indiennes et du Nord ont confirmé que le Canada maintenait son engagement envers le système des Nations Unies. Le ministre de l'Agriculture a été élu président du Conseil mondial de l'alimentation, et d'autres ministres ont pris la parole à l'occasion de conférences tenues par les institutions spécialisées dont les activités intéressent leur ministère au premier chef.

Coopération Nord-Sud

Si la crise économique a commencé à régresser dans un certain nombre de pays développés, elle a continué de toucher tous les pays en voie de développement à divers degrés. Durant cette période difficile pour le dialogue Nord-Sud, le

Canada a cherché à encourager les initiatives communes pour trouver des solutions pratiques.

C'est d'ailleurs dans cet esprit qu'il a pris part à la sixième CNUCED tenue à Belgrade en juin 1983. Même si cette conférence n'a pas donné des résultats spectaculaires, il reste que certains progrès ont été enregistrés, par exemple en ce qui concerne les produits de base et le traitement des pays les moins avancés. Le ton des débats a généralement été positif et la plupart des résolutions ont été adoptées par consensus.

Aux Nations Unies, le Canada a participé à la dernière série de consultations sur les principales négociations et au processus d'évaluation de la troisième décennie du développement. Durant la 38e session de l'Assemblée générale, le premier ministre Trudeau a pris part au mini-sommet organisé par le premier ministre de l'Inde, Mme Indira Gandhi, en sa qualité de leader du Mouvement des pays non alignés. Le Canada désirait ainsi montrer qu'il était disposé à raviver le dialogue Nord-Sud sur un plan plus informel et réaliste.

Au cours de l'année écoulée, le Canada a pris d'importantes initiatives en matière d'aide au développement. Ainsi, il s'est engagé à relever le niveau de son aide publique au développement de façon qu'elle atteigne d'ici à 1990 l'objectif de 0,7 p.100 du PNB fixé par les Nations Unies. Il a aussi annoncé l'établissement d'un nouveau Fonds pour l'aide et le commerce international. Sur le plan multilatéral, il a cherché à faire en sorte que des organisations comme la Banque mondiale disposent des ressources nécessaires pour répondre aux besoins des pays en voie de développement. Le Canada a été déçu de ce que les grands donateurs ne se soient pas montrés disposés à affecter plus de 9 milliards de dollars à la reconstitution du fonds de l'Association internationale de développement. Enfin, le Canada a répondu à une situation d'urgence en Afrique en consentant une aide alimentaire de 91,5 millions de dollars et une aide humanitaire de l'ordre de 14 millions. Il a également prévu de hausser de 20 p.100 le volume de cette aide l'année prochaine.

Le Commonwealth

La réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue à New Delhi en novembre 1983 a fourni une occasion unique au premier ministre de faire part de son initiative de paix aux dirigeants de divers pays, surtout ceux du monde en voie de développement. Par suite de leur appui, la Déclaration de Goa sur la sécurité internationale a été diffusée en tant que déclaration distincte dans le Communiqué de New Delhi.

« Towards a New Bretton Woods » (vers un nouveau Bretton Woods), une étude du Commonwealth sur la situation économique dans le monde, dirigée par le professeur G. Helleiner de l'Université de Toronto et recommandant la réforme du système financier international, a également été examinée par les chefs de gouvernement; ceux-ci ont subséquemment mis sur pied un groupe consultatif du Commonwealth pour préparer un plan d'action et faire rapport aux ministres des finances du Commonwealth à leur conférence de Toronto en septembre 1984.

La tenue de réunions ministérielles du Commonwealth tout au cours de l'année, en complément d'autres rencontres sur des plans plus techniques, a prouvé qu'elles gardaient leur importance comme éléments unificateurs du Commonwealth contemporain. Même si les discussions ont porté surtout sur le développement, tous les membres ont profité grandement des échanges d'expériences et d'information ainsi que des contacts personnels. Dans bon nombre de cas, ces réunions jouent un rôle essentiel dans la préparation de rencontres internationales de plus grande envergure au sein du système des Nations Unies, comme celles de l'OIT, de l'OMS et de la BIRD – FMI (Banque internationale pour la reconstruction et le développement – Fonds monétaire international).

Au nombre des principales réunions auxquelles le Canada a participé en 1983-1984 figurent les suivantes : ministres de la Santé à Genève en mai et à Ottawa en septembre; ministres de l'Emploi et du Travail à Genève en mai; ministres de la Justice à Hong Kong; ministres des Finances à Port-of-Spain et Toronto; ministres de l'Éducation à Nicosie. En septembre 1984, Ottawa accueillera la 13e réunion du Conseil scientifique du Commonwealth. En outre, des hauts fonctionnaires se rencontreront à la Barbade en décembre.

La Francophonie

Parmi les principaux événements survenus en 1983, il y a lieu de mentionner la conférence ministérielle sur la recherche scientifique et l'éducation supérieure tenue en octobre à Yamoussoukro en Côte-d'Ivoire sous les auspices de l'ACCT. Les participants ont adopté une déclaration sur le rôle que doivent jouer les sciences et la technologie dans la satisfaction des besoins essentiels, particulièrement en ce qui concerne l'alimentation, la santé et l'éducation, ainsi qu'un plan permettant d'administrer le programme de coopération scientifique et technique de l'ACCT au cours des prochaines années. Le Canada a pour sa part fait un certain nombre de propositions qui ont été retenues par les participants.

L'ACCT a tenu à Paris en décembre 1983 sa neuvième conférence générale au cours de laquelle elle a notamment décidé d'admettre l'Égypte en tant qu'État associé. L'Agence compte aujourd'hui 30 États membres, sept États associés et deux gouvernements participants (le Québec et le Nouveau-Brunswick.)

Deux autres conférences d'importance se sont tenues durant l'année : la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports à Port-Louis, dans l'île Maurice, et la Conférence des ministres de l'Éducation des pays francophones à Kinshasa au Zaïre.

Comme par le passé, le Canada a fourni un appui considérable aux organisations non gouvernementales d'expression française.

Le Canada a également pris l'initiative d'établir un comité interministériel de la coopération linguistique internationale pour coordonner les démarches du gouvernement au chapitre des échanges et de la coopération avec la communauté francophone internationale. Le comité a contribué de façon notable à la formulation de la politique gouvernementale relativement à deux projets spécifiques : la participation du Canada aux symposiums de Montréal et de Bruxelles sur l'utilisation du français dans les sciences et la participation du Canada à Expo-langues à Paris.

Environnement

Par suite d'une initiative antérieure du Canada, le conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a approuvé par consensus une résolu-

tion (subséquemment adoptée par l'Assemblée générale à la fin de 1983) créant une commission indépendante chargée d'évaluer les perspectives environnementales jusqu'à l'an 2000 et au delà. Le secrétaire général des Nations Unies a nommé M. Gro Brundtland, ancien premier ministre de la Norvège, à la présidence de la commission, qui a reçu pour nom Commission mondiale de l'environnement et du développement. M. Maurice Strong, du Canada, qui a été le premier directeur exécutif du PNUE, a été nommé commissaire et un autre Canadien, M. Jim MacNeill, a été nommé secrétaire général.

Le Canada a maintenu sa lutte contre les pluies acides, ces dépôts acides formés de polluants atmosphériques industriels qui détruisent les forêts et la vie aquatique. À la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, le Canada a pris part à l'élaboration de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière sur de longues distances que plus de 30 nations ont ratifiée en s'engageant à prendre des mesures pour limiter la quantité de polluants à l'origine des pluies acides. Plusieurs pays sont allés plus loin en se fixant des objectifs chiffrés. Le Canada a invité les ministres de l'Environnement de neuf pays européens désireux de réduire d'au moins 30 p.100 (par rapport aux niveaux de 1980) les émissions d'anhydride sulfureux d'ici à 1993 au plus tard, à se réunir à Ottawa en mars 1984; à cette occasion, les participants ont demandé aux autres nations de prendre des engagements similaires. De leur côté, les gouvernements fédéral et provinciaux avaient convenu, préalablement à la tenue de la réunion, de réduire de 50 p.100 durant la même période les niveaux d'émissions sulfureuses à l'échelle nationale.

À l'OCDE, le Canada a participé activement à l'élaboration de programmes de l'Organisation relatifs à la gestion des déchets nocifs, aux aspects administratifs et législatifs du contrôle des produits chimiques (particulièrement le commerce des produits chimiques et pharmaceutiques et des pesticides dangereux), aux lignes de conduite en matière d'environnement liées à l'élaboration de systèmes nucléaires et d'autres systèmes énergétiques, à l'évaluation de l'incidence de divers facteurs sur l'environnement et l'aide au développement, ainsi qu'à l'interdépendance des politiques environnementales et économiques.

Les considérations relatives à l'environnement ont continué d'occuper une place importante dans les programmes d'aide du Canada, tout particulièrement en ce qui concerne la désertification et la déforestation, de même que par le truchement de divers programmes du PNUE. Une délégation canadienne, qui comptait des membres des communautés autochtones et inuit, s'est rendue à la conférence biennale des parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, tenue au Botswana. Le Canada a en outre été actif au sein de plusieurs autres organisations internationales qui s'occupent d'environnement, notamment l'OMS, l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture (OAA) et la Commission des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat).

Droit de l'environnement

C'est en 1983 que s'est vraiment engagée l'application du programme de développement et de revue périodiques du droit de l'environnement, établi à l'occasion d'une réunion spéciale à Montevideo en 1981 convoquée sur l'initiative du Canada. Le programme de Montevideo est un plan de développement du droit de l'environnement qui s'inscrit dans le cadre du Programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement (1984-1989) établi par les Nations Unies. Il prévoit l'élaboration de lignes directrices, de principes ou d'accords internationaux sur 11 sujets, groupés en deux catégories d'objectifs prioritaires, comme la protection de l'environnement marin contre la pollution d'origine tellurique (le groupe de travail chargé de cette question est présidé par le Canada), l'élaboration d'une convention-cadre globale sur la protection de la couche d'ozone (un projet de convention sur cette question a été adopté dans sa quasi-totalité en 1983-1984), un protocole sur le contrôle des chlorofluorocarbures, la gestion écologiquement rationnelle des déchets toxiques, l'échange d'informations sur les produits chimiques potentiellement dangereux (en particulier, les pesticides) dont il est fait le commerce international, et un plan provisoire de notification applicable aux substances chimiques interdites ou rigoureusement limitées.

Outre sa participation aux travaux du PNUE, le Canada a contribué à l'évolution du droit de l'environnement dans le cadre de la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières. Les participants de la huitième réunion de consultation des parties contractantes ont convenu qu'aucune partie contractante n'enfouirait de déchets hautement radioactifs sur le fond des mers avant que soit mis en place un mécanisme de contrôle approprié en vertu de la Convention.

Énergie

Au cours de l'année à l'étude, la demande de pétrole dans le monde a connu un déclin soutenu en raison de facteurs structurels, et la demande d'énergie et de pétrole n'est pas allée immédiatement de pair avec l'amorce de la reprise économique. Cette baisse a généralement été moins prononcée qu'en 1982 et, à la fin de 1983, il y avait des signes d'un léger redressement, du moins parmi les pays où s'opérait la reprise économique. Après l'accord de Londres négocié par les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en mars 1983, les prix internationaux du pétrole ont commencé à se stabiliser tandis que ceux des autres produits énergétiques, notamment le charbon et le gaz naturel, ont connu des baisses appréciables.

Le Canada a été un participant actif au cours de bon nombre de réunions internationales liées aux questions énergétiques, et tout particulièrement à l'Agence internationale de l'énergie (AIE) où la sécurité des approvisionnements a été un important sujet de discussion en 1983. La réunion ministérielle de l'AIE tenue le 8 mai 1983 et des rencontres subséquentes de l'OCDE ont permis d'aboutir à un accord sur les conclusions d'une étude sur la prévision des besoins énergétiques des pays membres de l'OCDE et la dépendance des importations jusqu'à la fin du présent siècle. Les auteurs du document ont conclu que la dépendance du pétrole importé, quoique moins marquée, demeure forte dans bon nombre de pays de l'OCDE et qu'elle constitue la plus grande menace à leur sécurité énergétique. Des pays de l'OCDE membres de l'AIE ont également convenu de renforcer les lignes de conduite visant à accroître l'efficacité énergétique, à

améliorer les mesures de conservation et à mettre en valeur rapidement et de façon économique les ressources énergétiques que l'on trouve dans les pays de l'OCDE. Ils ont convenu qu'aucun de ces pays ne devrait dépendre outre mesure de sources d'approvisionnement uniques de gaz hors de la zone de l'OCDE.

Le directeur exécutif de l'AIE, M. Ulf Lantzke, a visité Ottawa en septembre, comme d'ailleurs d'autres représentants de l'Agence au cours de l'année. Au sommet économique de Williamsburg, en mai, le Canada a demandé que les questions énergétiques reçoivent la priorité. Les dirigeants des pays du sommet ont convenu qu'une plus grande prévisibilité et une plus grande stabilité des prix du pétrole contribueraient à renforcer l'économie mondiale.

Conscient que la mise en valeur des ressources énergétiques locales est un élément important du processus d'industrialisation des pays en voie de développement, le Canada a pris part aux Nations Unies à bon nombre de réunions traitant des questions énergétiques, dont la plus importante a été la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, qui a eu lieu en avril 1983.

Le Canada a par ailleurs tenu avec un certain nombre de pays des discussions bilatérales sur les questions énergétiques. Le Mécanisme de consultations énergétiques, qui sert d'instance principale pour l'échange de vues sur les questions bilatérales et internationales entre hauts fonctionnaires canadiens et américains dans ce secteur, s'est réuni à Ottawa en septembre 1983 puis en février 1984. Les participants ont surtout cherché à faire le point sur le commerce du gaz naturel, et ont examiné les orientations politiques canadiennes quant à la tarification des exportations de gaz et les lignes de conduite américaines concernant les importations de ce produit. Les ministres de l'Énergie du Canada et des États-Unis se sont rencontrés en avril pour discuter de questions d'intérêt mutuel. M. Chrétien a en outre visité le Japon, la Corée, la France, la Norvège et le Royaume-Uni pour y discuter de sujets liés à l'énergie. Les ministres de l'Énergie du Canada et du Mexique ont pris part aux réunions du Comité ministériel Canada – Mexique à Ottawa en novembre. Le ministre de l'Énergie du Venezuela a visité Ottawa après la réunion ministérielle de l'OPEP en décembre. Des entretiens de haut niveau sur les questions énergétiques ont également eu lieu avec le Japon durant la réunion de septembre 1983 du Comité économique Canada – Japon tenue au Mont Sainte-Marie, au Québec.

La société Petro-Canada pour l'assistance internationale a reçu, à même les fonds d'aide publique au développement du Canada pour 1983-1984, des crédits de 55 millions de dollars qu'elle devait affecter à des projets de mise en valeur de l'énergie. Elle a étendu sa présence dans les Antilles et en Afrique, et notamment en Haïti, en Gambie, au Ghana et au Maroc. Des projets ont par ailleurs été entrepris en Thaïlande et aux Philippines. Au début de 1984, un accord a été signé avec la Jamaïque et Sri Lanka en vue de l'exécution de la deuxième phase du projet de Petro-Canada dans ces pays.

La situation énergétique internationale a continué d'avoir une influence sur la scène nationale. Un accord a été signé en juin en vue de modifier l'arrangement intervenu en 1981 entre le Canada et l'Alberta sur la tarification et l'imposition de l'énergie, afin d'aider l'industrie à mieux faire face au fléchissement des prix pétroliers à l'échelle mondiale et à la faible demande de gaz naturel canadien à l'étranger. Cette modification, combinée à celle négociée un peu plus tard avec la Saskatchewan, a eu pour effet de porter aux niveaux mondiaux le prix d'un certain nombre de catégories de pétrole produit au pays, et de réduire les diverses taxes qui frappent les revenus des producteurs de pétrole et de gaz naturel. Une des conséquences de ces modifications a été une intensification encourageante de l'activité industrielle dans toutes les régions canadiennes visées. Les trois mini-mégaprojets de mise en valeur des sables bitumineux qui ont été entrepris, et d'autres à l'étude, représentent une importante approche, nouvelle, de l'exploration par étapes des ressources pétrolières non conventionnelles au Canada, une approche davantage conforme avec les possibilités d'exploitation compte tenu des incertitudes actuelles quant aux futurs prix pétroliers internationaux. L'industrie canadienne du gaz naturel a beaucoup souffert des piètres conditions du marché américain dans ce secteur. Si les exportations de gaz vers les États-Unis ont décliné d'environ 10 p.100 en 1983, les recettes provenant de ces exportations ont chuté de quelque 17 p. 100, ce qui reflète la vulnérabilité assez grande du marché américain malgré des réductions du prix du gaz à la frontière annoncées en avril et en juillet. En outre, même si le volume des exportations de gaz n'a diminué que d'environ 10 p.100, les ventes effectives n'ont représenté au total que 40 p.100 des niveaux nouvellement autorisés, ce qui signifie que de nouveaux marchés n'ont pu être trouvés. Les exportations de charbon ont, pour leur part, augmenté légèrement à nouveau. Enfin, l'excédent d'électricité au Canada a conduit les exportateurs à chercher de nouveaux débouchés aux États-Unis pour l'avenir.

Droit de la mer

Depuis la conclusion de la Convention sur le droit de la mer en décembre 1982, l'attention dans ce domaine a surtout porté sur les modalités d'application. C'est ainsi que s'est amorcé au pays un examen interministériel des prescriptions législatives nécessaires au cas où le Canada déciderait de ratifier la Convention. Cet instrument international amènera des changements dans un certain nombre de secteurs, dont la protection de l'environnement, la navigation, les recherches scientifiques et l'exploitation économique du fond des mers et du plateau continental.

Le Canada et 129 autres États ont signé la Convention, qui doit être ratifiée par 60 États pour entrer en vigueur. Ce que neuf pays seulement avaient fait au 31 mars 1984.

Aux termes d'une résolution adoptée à la session de clôture de la Conférence sur le droit de la mer, une commission préparatoire composée des signataires de la Convention a été établie pour mettre sur pied le système institutionnel envisagé dans ce document. Des États comme le Royaume-Uni et la RFA, qui ont signé l'Acte final de la Conférence mais non la Convention elle-même, participent en tant qu'observateurs. Les États-Unis ne sont pas représentés à la commission.

La commission préparatoire travaille également à la mise sur pied de l'Autorité internationale des fonds marins, l'organisme permanent qui sera appelé à réglementer l'exploitation minière des fonds marins dans les zones ne relevant pas des juridictions nationales. En outre, la commission tout entière s'applique à établir un système qui protégerait les investissements déjà engagés dans la prospection des fonds marins pour la période durant laquelle la Convention aura été inopérante. Le principal problème reste la mise au

point d'une méthode pour régler les différends en cas de revendications concurrentes de gisements miniers.

Les travaux de la commission préparatoire continueront d'influer sensiblement sur les modalités d'application de la Convention et sur le nombre de pays qui ratifieront celle-ci. Si elle arrive à mettre au point un système économique et pratique de prospection des fonds marins, la commission pourra amener un plus grand nombre de pays à participer au régime de la Convention, y compris les États industrialisés du monde occidental qui n'ont pas encore signé l'instrument.

Droits de la personne et affaires sociales

La protection et la défense des droits de la personne sont demeurées un élément important de la politique étrangère du Canada. Ces considérations ont d'ailleurs figuré en bonne place dans les relations que le Canada a entretenues avec plusieurs États, et elles ont été prises en compte dans ses programmes d'aide au développement. Sur le plan multilatéral, le Canada a concentré le gros de ses efforts sur les activités des différents organismes des Nations Unies qui s'occupent des droits de la personne, à savoir la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale.

Au sein de ces organismes onusiens, les démarches en vue d'améliorer la situation des droits de la personne dans le monde ont pris trois formes principales. Premièrement, on a élaboré et codifié des normes internationalement reconnues sur les divers aspects des droits de la personne pour contribuer à l'évolution du droit international dans ce secteur. Deuxièmement, on a encouragé les États membres à respecter en tous points les droits de la personne déjà assujettis à des normes internationales, améliorant notamment les mécanismes permettant de relever et d'examiner les cas de violations. Enfin, lorsque les circonstances le justifient, ces organismes reçoivent le dossier de divers États dans ce domaine, processus qui souvent appelle la préparation d'une étude sur laquelle repose ultérieurement l'adoption de recommandations spécifiques en vue d'améliorer la situation.

Le Canada a participé activement aux travaux de ces organismes onusiens, particulièrement à l'occasion de la 40e session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, en février et mars 1984. Dans le cadre de ses activités portant sur l'établissement de normes, la commission a terminé l'examen d'un projet de convention sur la torture et envoyé le document à l'Assemblée générale pour adoption, concluant ainsi ses travaux sur un sujet auquel le Canada attachait une grande importance. D'autre part, la négociation d'un projet de convention sur les droits de l'enfant a progressé.

Comme suite à une initiative du Canada, la commission examinera divers rapports présentés annuellement au sujet de l'imposition d'états de siège ou d'urgence, qui tendent à menacer les droits de la personne. En outre, le Canada est parvenu à rallier un consensus sur les résolutions traitant des personnes détenues en raison de leurs opinions ou pour avoir exprimé pacifiquement ces opinions, ainsi que sur les efforts permanents en vue de faire face et, si possible, faire pièce à tout exode de populations provoqué par des violations des droits de la personne. Un consensus s'est dégagé autour d'une étude sur la relation entre les violations des droits fondamentaux et les personnes handicapées, ce qui garantit que cette question importante sera réexaminée par la commission et par le Conseil économique et social.

Le Canada a en outre participé activement à l'ONU aux discussions concernant la situation des droits de la personne dans bon nombre d'États, dont l'Afrique du Sud, le Kampuchea, le Salvador, le Guatemala, le Chili, l'Iran, la Pologne et l'Afghanistan. À titre de membre de la Commission des droits de l'homme, le Canada a en outre pu examiner à huis clos l'information reçue au sujet du respect des droits de la personne dans 11 autres pays. En étudiant la situation dans un État donné, le Canada continue d'éviter dans la mesure du possible de s'attacher aux aspects politiques du problème; il concentre plutôt son attention sur le sort des personnes touchées et cherche des améliorations pratiques.

L'Acte final d'Helsinki, issu de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) tenue en 1975, a donné aux États participants une possibilité nouvelle de discuter des problèmes Est-Ouest concernant les droits de la personne et les questions humanitaires. La Conférence d'examen de Madrid a adopté la proposition du Canada de tenir une réunion d'experts des droits de la personne à Ottawa en 1985, et les préparatifs à cet égard ont déjà commencé. Cette rencontre fournira une autre occasion d'examiner dans quelle mesure sont respectés les engagements contractés aux termes de l'Acte final, et pourrait s'avérer une étape importante dans le processus de réconciliation des concepts très différents appliqués aux droits de la personne.

Commission de la condition de la femme

Le Canada a maintenu son rôle actif en tant que l'un des 32 membres de la Commission de la condition de la femme. Cette organe onusien se réunit tous les deux ans pour discuter des moyens de défendre les droits des femmes dans les secteurs politique, économique, social et éducationnel. À sa dernière réunion (du 15 au 24 février 1984), la commission s'est penchée pour la première fois sur la question des communications concernant les droits de la personne et la condition féminine. En sa qualité de membre de la commission, le Canada a en outre pris part aux préparatifs de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme, qui se tiendra à Nairobi au Kenya en 1985.

Le Canada cherche à se faire réélire à la commission en 1984, date à laquelle prendra fin son mandat actuel de trois ans.

CEDEF

Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) a tenu sa deuxième session en août 1983 et sa troisième, en mars-avril 1984. Le comité de 23 membres, qui compte un représentant du Canada, passe en revue les rapports que présentent les pays signataires concernant leur application de la Convention. Le rapport du Canada sera présenté au comité à l'occasion de sa quatrième session en janvier 1985.

Année internationale de la jeunesse

L'Organisation des Nations Unies a désigné 1985 comme l'Année internationale de la jeunesse, et lui a donné pour sous-thème la Participation, le développement et la paix. En

1983-1984, le Canada a assisté à titre d'observateur à deux réunions du Comité consultatif des Nations Unies chargé de l'Année internationale de la jeunesse, ainsi qu'à deux réunions préparatoires régionales en Europe et en Amérique latine. Comme l'accent sera mis surtout sur les activités à l'échelle nationale et locale, un secrétariat de l'Année internationale de la jeunesse a été établi au Secrétariat d'État pour coordonner les activités du Canada dans le cadre de cette année.

Deuxième Conférence internationale sur la population

En préparation de la deuxième Conférence internationale sur la population, tenue sous les auspices des Nations Unies en août 1984 à Mexico, un comité interministériel a été mis sur pied pour définir la position du Canada. Étant donné les problèmes délicats et complexes que soulèvent les questions démographiques, des consultations ont été menées auprès des provinces, des parlementaires fédéraux, des organisations non gouvernementales et des associations professionnelles de démographes. Sur le plan international, deux comités préparatoires des Nations Unies ont tenu des réunions auxquelles une centaine de pays, dont le Canada, ont pris part. Un projet de 85 recommandations à l'intention des participants de la conférence a traduit les préoccupations du Canada en ce qui concerne la nécessité d'une approche intégrée des questions de population et de développement, les soins de santé primaires, la capacité de charge de l'environnement et la pleine participation des femmes aux aspects économiques, politiques et culturels de la société.

Revue de la stratégie concernant les stupéfiants

Durant l'année à l'étude, on s'est de plus en plus intéressé à la nécessité d'une coopération multilatérale étroite pour contrôler l'utilisation qui est faite des stupéfiants et chercher à prévenir les cas d'abus. La formulation de la politique étrangère dans ce domaine a continué d'être influencée par les préoccupations exprimées au pays face à ce problème. Des stratégies nationales et internationales interdépendantes ont été élaborées pour réduire la demande et le trafic de stupéfiants illicites, et tout particulièrement l'héroïne et la cocaïne. Au pays, les efforts dans ce domaine ont consisté notamment en la mise sur pied d'une variété de programmes économiques, judiciaires, médicaux et sociaux. Sur le plan international, le Canada a continué d'appuyer les activités du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, de l'Organe international de contrôle des stupéfiants et de la Commission des stupéfiants des Nations Unies. Malgré ces efforts, la consommation de drogues au Canada a continué d'augmenter; on estimait à environ 20 000 le nombre d'héroïnomanes au Canada et à quelque 250 000 le nombre de cocaïnomanes.

Affaires des autochtones

Durant l'année, les activités internationales des organisations canadiennes d'autochtones se sont intensifiées grâce à une collaboration plus active avec des groupes analogues dans d'autres pays et par un contact plus étroit avec les organismes onusiens qui s'occupent des droits de la personne. L'Assemblée des premières nations a pris une part active à la fondation du Conseil mondial des peuples indigènes, qui a son siège au Canada. De même, des Inuits du Canada se sont joint à des groupes de l'Alaska et du Groenland pour former la Conférence inuit du Cercle polaire et ont accueilli sa réunion à Frobisher Bay, dans les Territoires du Nord-Ouest, en juillet 1983. Les organisations autochtones ont en outre participé de plus en plus aux activités d'organismes des Nations Unies, comme le groupe de travail des populations autochtones de la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme.

Les cas de discrimination contre les femmes rapportés en vertu de l'article 12(i)(6) de la *Loi sur les Indiens* ont été entendus par le Comité des droits de l'homme en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La participation de plus en plus active de groupes autochtones aux activités internationales de divers genres a conduit le ministère à mettre sur pied, en septembre 1983, un pupitre des affaires des autochtones au sein du Secteur des affaires sociales et programmes afin d'aider ces groupes à réaliser leurs objectifs internationaux.

Chapitre 4
INTÉRÊTS RÉGIONAUX DU CANADA

États-Unis

Les relations entre le Canada et les États-Unis peuvent être vues comme un modèle de relations entre deux pays à la puissance et aux responsabilités fort disproportionnées. Les deux nations sont fidèles à des engagements identiques envers la liberté et la démocratie, et elles ont des visions distinctes, mais compatibles, du monde.

La nécessité de résoudre des divergences entre deux nations si rapprochées du point de vue géographique et qui ont entre elles les échanges commerciaux les plus élevés du monde a été une préoccupation politique constante des gouvernements canadiens. Les relations ont connu certaines tensions durant la première partie de l'Administration Reagan, les divergences portant sur une gamme étendue de questions économiques, écologiques et, à l'occasion, de politique étrangère. Une amélioration s'est manifestée cependant depuis 1982, et une série de rencontres entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le secrétaire d'État américain ont été particulièrement utiles à cet égard.

La réorganisation du ministère des Affaires extérieures a eu un effet notable sur les relations bilatérales entre le Canada et les États-Unis en créant un élément-clé, pour leur gestion, avec la nomination d'un sous-ministre adjoint à la Direction des États-Unis. Le sous-ministre adjoint est chargé de tous les domaines des relations économiques et d'investissement, des questions d'ordre social et juridique, ainsi que de la défense. Cette nomination et la restructuration de la Direction des États-Unis ont trouvé leur parallèle dans une réorganisation récente du Département d'État qui a donné une nouvelle désignation à son Bureau des affaires européennes (qui s'occupait du Canada), appelé désormais le Bureau des affaires européennes et canadiennes, réorganisation qui a entraîné la création du poste de sous-secrétaire adjoint aux Affaires canadiennes. Voilà qui montre bien l'importance croissante que chaque pays attache à la gestion des relations avec son voisin et avec son partenaire commercial le plus important.

Lors de la visite du secrétaire d'État américain à Ottawa en octobre 1982, MM. MacEachen et Shultz ont décidé de se rencontrer à intervalles réguliers quatre fois par an pour donner une orientation personnelle à la gestion de leurs relations bilatérales. Depuis cette rencontre d'Ottawa, les deux ministres se sont vus à l'occasion de la réunion ministérielle de l'OTAN à Bruxelles en décembre 1982, à Washington en avril 1983, à Bangkok en juin 1983, à Halifax en octobre 1983, à la réunion ministérielle de l'OTAN à Bruxelles en décembre 1983, et à Washington les 1er et 2 avril 1984.

Ces rencontres visaient à renforcer la viabilité de ce mécanisme de gestion, à mettre à profit son utilité en tant que centre d'échanges francs et ouverts sur des sujets d'ordre bilatéral et multilatéral, et à fixer le ton et les objectifs prioritaires d'une bonne gestion des relations bilatérales. Elles ont complété de façon particulièrement utile les contacts entre le premier ministre et le président qui se sont rencontrés à Washington en avril 1983, au sommet de Williamsburg en mai 1983 et à Washington en décembre 1983. Le vice-président Bush a fait une visite à Ottawa en mars 1983.

À chaque réunion, on n'a pu examiner toutes les questions bilatérales à l'ordre du jour en raison du temps limité dont on disposait, notamment lorsque ces rencontres avaient lieu en marge des réunions internationales. Depuis la première réunion, on a trouvé des solutions à diverses questions, par exemple le camionnage, le commerce du bois d'œuvre et de la pomme de terre, le Traité de la Skagit, un supplément au traité bilatéral en matière d'impôt, un protocole d'accord sur des questions antitrust. On a en outre réalisé des progrès sur d'autres points, dont l'assistance réciproque en matière criminelle, le projet de dérivation de Garrison, la protection de la rivière Flathead, la qualité de l'eau des Grands Lacs, les procédures de l'Agence d'examen de l'investissement étranger (AEIE), et l'application extra-territoriale des lois américaines. Les réunions ne devaient pas être considérées, toutefois, comme des « séances de résolution de problèmes », et tel n'était pas leur but en effet. Elles devaient plutôt permettre aux deux ministres de revoir les objectifs prioritaires de l'ordre du jour bilatéral et multilatéral, d'assurer la gestion des relations et de se tenir entièrement au courant de leurs ordres de priorité et points de vue respectifs. Elles devaient leur permettre de s'avertir mutuellement des faits nouveaux qui influent sur les relations des deux pays afin d'anticiper très tôt les problèmes et d'éviter ainsi qu'ils ne prennent des proportions susceptibles de nuire à l'ensemble des relations.

Beaucoup de questions qui se posent dans le cadre des relations bilatérales découlent d'initiatives du Congrès américain plutôt que de lignes de conduite fixées par l'Administration. Alors que les gouvernements étrangers pouvaient autrefois faire connaître leurs vues par l'intermédiaire de l'Administration et s'attendre à ce qu'elles soient examinées par le Congrès, des changements apportés aux pouvoirs respectifs de l'exécutif et du législatif aux États-Unis ont fait naître une situation appelant des contacts plus directs avec les représentants et les sénateurs si l'on veut que le Congrès soit pleinement au fait des positions canadiennes sur les questions dont il est saisi. À des fins de liaison, le ministère a autorisé des contrats avec un certain nombre de sociétés d'experts-conseils qui ont leur siège à Washington; celles-ci, par leurs contacts au sein de l'Administration et du Congrès, peuvent informer Ottawa des événements susceptibles de toucher d'importants intérêts canadiens et offrir des conseils au sujet de la ligne de conduite à adopter à l'égard de ces nouvelles initiatives. Les efforts du Canada dans ce domaine sont modestes en comparaison de ceux de bien d'autres pays étrangers, mais

ils prendront de l'envergure en fonction des besoins et d'un recours plus étendu à ces experts-conseils de l'extérieur.

Les préoccupations des États-Unis au cours de l'année à l'étude portaient notamment sur la disposition relative à la part de la Couronne du Programme énergétique national, sur les limitations que la *Loi canadienne sur les banques* impose aux avoirs des banques étrangères au Canada, et sur les mesures législatives canadiennes qui ont trait aux brevets pharmaceutiques et à la radiodiffusion transfrontière. Les préoccupations des États-Unis touchant les opérations de l'AEIE ont perdu de leur importance.

Une question d'intérêt réciproque pour les deux pays était la délimitation des deux frontières encore contestées entre le Canada et les États-Unis. Le litige concernant le golfe du Maine a été soumis à la Cour internationale de justice à La Haye en vue d'une décision exécutoire. Tant que cette question ne sera pas résolue, les deux parties ont décidé de ne rien faire pour forcer la question dans les autres secteurs contestés.

Les deux pays ont reconnu aussi la nécessité d'un traité pour la gestion des ressources en saumon du Pacifique. Bien qu'un accord eût semblé être atteint au début de 1983, les États-Unis ont demandé, par la suite, d'importantes révisions dont on a discuté depuis au cours de diverses négociations techniques sans arriver à une entente. Il n'est guère probable que l'on se mette d'accord à ce sujet en 1984, étant donné les élections américaines, mais on espère que les deux parties poursuivront leurs efforts en vue de la conclusion d'un traité d'ici la session de 1985 du Congrès.

Le Canada et les États-Unis ont continué d'être le partenaire commercial le plus important l'un de l'autre. En 1983, les échanges bilatéraux représentaient une valeur totale de 120 milliards de dollars. Les exportations canadiennes vers les États-Unis (66,3 milliards) étaient en progression de 15 p. 100 sur 1982 et constituaient plus de 70 p. 100 des exportations canadiennes totales. La seule augmentation des exportations vers les États-Unis était plus grande que l'ensemble des exportations canadiennes vers la CEE et représentait près du double de nos exportations vers le Japon. En 1983, le Canada avait une balance commerciale favorable vis-à-vis des États-Unis, l'excédent se chiffrant à 12 milliards de dollars contre 9,8 milliards en 1982, et il y avait un surplus au compte courant de 2 milliards de dollars. Les Canadiens ont acheté environ 17 p. 100 de toutes les exportations américaines.

Les relations commerciales et économiques bilatérales ont conservé une bonne tournure, mais certaines questions continuent de se poser comme on doit s'y attendre dans le cas de rapports si étendus et si complexes. L'un de ces problèmes est la menace du protectionnisme aux États-Unis. En dépit des signes de relance économique qui se sont manifestés en Amérique du Nord en 1983-1984, des pressions protectionnistes considérables ont continué de s'exercer sur l'Administration Reagan et le Congrès. Elles ont entraîné des mesures restrictives des échanges et donné lieu à des propositions qui, à l'avenir, pourraient avoir des répercussions défavorables sur toute une gamme d'exportations canadiennes, dont l'acier, le cuivre, les machines-outils, le poisson, la pomme de terre, le sucre et ses produits dérivés, ainsi que l'amiante. Les autres objets de préoccupation pour le Canada sont demeurés les mesures législatives proposées quant au contenu américain des produits de l'industrie automobile, les modifications possibles au régime des droits compensateurs et aux lois antidumping des États-Unis, et les dispositions de réciprocité que l'on a envisagées. L'extra-territorialité (la juridiction qu'exercent le gouvernement américain ou des organismes de réglementation sur des personnes, des biens ou des événements en dehors des États-Unis) est demeuré un sujet de préoccupation pour le Canada (voir aussi le chapitre 2).

Certains aspects positifs de l'évolution des relations commerciales canado-américaines en 1983 et au début de 1984 ont tenu à la décision des États-Unis de soustraire le ciment aux dispositions d'achat aux États-Unis qui sont appliquées en vertu du *Surface Transportation Assistance Act* (ce qui permet d'utiliser du ciment canadien pour la construction des grandes routes et les projets de transport en commun qui reçoivent de l'aide du gouvernement fédéral américain). Un autre fait positif a été le rejet, par le ministère du Commerce des États-Unis, d'allégations selon lesquelles les producteurs canadiens de résineux bénéficiaient indûment de subventions canadiennes. Les États-Unis ont accueilli favorablement le fait que le Canada ait accepté les recommandations d'un groupe de travail du GATT sur les opérations de l'AEIE. Certains progrès ont été enregistrés sur des aspects précis de la question de l'extra-territorialité avec la signature du protocole d'accord sur les consultations antitrust en mars 1984 et avec l'ouverture des négociations concernant un traité d'assistance réciproque en matière criminelle.

En outre, le Canada et les États-Unis ont convenu d'examiner les avantages et les inconvénients d'accords sectoriels limités de libre-échange. C'est là une des propositions que renferme le « Document de travail sur la politique commerciale du Canada pour les années 1980 », publié en août 1983. Faisant état, dans ce document, de l'importance de ses relations commerciales avec les États-Unis, le Canada proposait que l'on envisage des accords de libre-échange dans des secteurs particuliers. Par la suite, on a entrepris des études portant sur des accords de ce genre dans les domaines de l'acier, des machines agricoles, des marchés publics (transport en commun) et de l'informatique.

Des discussions bilatérales sur des questions commerciales et économiques ont eu lieu à plusieurs occasions au cours de l'année, notamment lors de rencontres entre le représentant du ministère du Commerce des États-Unis, M. William Brock, et le ministre d'État au Commerce international, M. Gerald Regan, ainsi que dans le cadre plus vaste des réunions trimestrielles entre MM. MacEachen et Shultz. En outre, le point de vue canadien sur ces questions a été présenté dans de nombreuses allocutions faites devant des associations américaines de gens d'affaires par des ministres canadiens et par l'ambassadeur du Canada aux États-Unis.

En plus des visites ministérielles entre les deux pays le ministère a cherché à accroître la présence de l'industrie canadienne sur le marché des États-Unis. Il a fait réaliser par des experts-conseils du secteur privé des études du marché des produits canadiens dans différentes régions des États-Unis. Ces études déterminaient les débouchés possibles qui correspondaient au potentiel particulier de petites et moyennes entreprises du Canada. Une fois achevées, elles ont donné lieu à des ateliers et à des colloques qui devaient renseigner l'industrie sur les débouchés offerts et permettre l'établissement de stratégies de mise en marché.

Le ministère a organisé 30 foires commerciales aux États-

Unis. Plus de 450 entreprises canadiennes y ont présenté leurs produits et ont fait état de ventes immédiates de près de 7 millions de dollars, les ventes prévues étant estimées à 275 millions. Les responsables du programme ont de plus envoyé ou accueilli 24 missions comprenant 304 participants et l'on prévoit des ventes éventuelles de l'ordre de 15 millions de dollars.

Le ministère a un programme de liaison avec les grandes sociétés qui cherche à mieux faire connaître aux dirigeants du monde des affaires américain l'environnement commercial du Canada et la politique économique canadienne, en plus d'assurer la défense des intérêts canadiens en général auprès des grands décisionnaires américains. Il a parrainé quatre séminaires qui devaient familiariser des secteurs du monde des affaires américain avec les débouchés et les conditions d'investissement au Canada. Ces séminaires, organisés par les consulats généraux du Canada aux États-Unis, ont lieu avec l'appui des organismes gouvernementaux provinciaux intéressés, et ils cherchent à mettre en valeur l'intérêt que présente le Canada en tant qu'endroit favorable aux investissements américains.

Les questions liées à l'environnement ont continué d'être un important sujet de préoccupation pour le Canada. Les pluies acides figuraient en tête de l'ordre du jour des réunions que le ministre a eues avec le secrétaire d'État en octobre 1983 et en avril 1984, mais les États-Unis ont maintenu leur position selon laquelle il fallait accomplir de plus amples recherches avant la négociation d'un accord bilatéral visant à réduire les émissions d'anhydride sulfureux. La signature du Traité de la Skagit a marqué une issue heureuse pour ceux qui craignaient de longue date que la vallée ne soit inondée. Des progrès ont été aussi réalisés à l'égard de la question de la dérivation de Garrison, les États-Unis consentant à certaines modifications techniques de la phase I visant à protéger les eaux canadiennes, et acceptant d'appuyer des études de solutions de rechange à la phase II qui présente le plus grand danger pour les eaux canadiennes. M. Shultz a accepté que des consultations aient lieu sur la question des matières toxiques de la rivière Niagara, le Canada recherchant un nettoyage urgent et efficace des lieux d'élimination de déchets toxiques situés sur la rive américaine.

Les relations dans le domaine de l'énergie ont été gérées sous l'égide du Mécanisme de consultations relatives à l'énergie, forum créé en 1979, au sein duquel les représentants spécialisés des deux pays pouvaient échanger des vues sur des questions bilatérales et multilatérales. En dépit d'un excédent de gaz naturel sur le marché américain, les ventes de gaz naturel canadien ont dépassé de nouveau 4 milliards de dollars en 1983 et les exportations d'électricité se sont chiffrées à plus d'un milliard de dollars. Les aspects rétroactifs de la disposition relative à la part de la Couronne du Programme énergétique national sont demeurés un objet de litige, l'Administration Reagan continuant de protester contre la présumée rétroactivité.

Le ministère continue de mener toute une gamme d'activités universitaires, culturelles et d'information aux États-Unis pour mieux faire connaître et apprécier les orientations politiques du Canada. Il appuie toujours des programmes d'études canadiennes à un certain nombre d'universités. L'intérêt manifesté par les universitaires et les étudiants américains à l'égard du Canada n'a cessé de grandir, comme en témoignaient le nombre, la diversité et la qualité des demandes présentées dans le cadre de divers programmes de bourses. Par la mise sur pied de plusieurs programmes et services, le ministère cherche à stimuler l'intérêt que portent les Américains aux artistes canadiens et aux œuvres artistiques du Canada.

Indicateurs économiques Canada – États-Unis

(année civile)

I. Échanges commerciaux du Canada

	Avec tous les pays		Avec les États-Unis	
	Exportation	Importations	Exportations	Importations
	(en milliards de $ CAN)			
1980	76,2	69,3	48,2	48,6
1981	83,8	79,5	55,5	54,5
1982	84,5	67,9	57,7	47,9
1983	90,9	75,6	66,3	54,1

II. Taux de variation (en pourcentage)

	Avec tous les pays		Avec les États-Unis	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations
1980	+ 16,0	+ 10,2	+ 8,2	+ 6,7
1981	+ 10,0	+ 14,7	+ 15,2	+ 12,2
1982	+ 0,9	– 14,6	+ 4,0	– 12,2
1983	+ 7,6	+ 11,4	+ 15,0	+ 13,0

III. Pourcentage de répartition des exportations et des importations en 1983

Exportations du Canada		
Vers :	États Unis	72,9
	Japon	5,2
	CEE	7,4
Importations du Canada		
Depuis :	États-Unis	71,6
	Japon	5,8
	CEE	7,8

IV. Principales exportations canadiennes vers les États-Unis

1. Voitures particulières et châssis
2. Gas naturel
3. Pétrole brut
4. Papier journal
5. Bois d'œuvre, résineux
6. Produits du pétrole et du charbon
7. Métaux précieux et alliages
8. Pâte de bois et autre
9. Électricité
10. Aluminium et alliages

V. Principales exportations américaines vers le Canada

1. Pièces et moteurs d'automobile, voitures particulières et châssis
2. Ordinateurs
3. Matériel de télécommunications et équipement connexe
4. Pièces d'avion
5. Plastiques et caoutchouc synthétique
6. Métaux précieux et alliages
7. Charbon
8. Produits chimiques industriels
9. Produits chimiques organiques
10. Matériels divers et outils

VI. Compte courant du Canada avec les États-Unis (1983)

	(en millions de $ CAN)	
Solde du commerce des marchandises		+ 14 064
Transactions sur services :		
Voyages	– 1 239	
Intérêt et dividendes	– 5 318	
Transport	– 45	
Autres transactions sur services	– 5 595	
Valeur nette des transactions sur services		– 12 195
Solde des opérations sur biens et services		+ 1 869
Valeur nette des transferts		+ 103
Solde total du compte courant		+ 1 973

VII. Investissement étranger*

	(en milliards de $ CAN)
Investissements américains directs au Canada	57
Investissements américains en valeurs mobilières au Canada	45
Investissements canadiens directs aux États-Unis	25
Investissements canadiens en valeurs mobilières aux États-Unis	8

* Dernières estimations de Statistiques Canada en dollars canadiens, total cumulé, fin de 1983.

VIII. Passages à la frontière

	Du Canada vers les États-Unis	Des États-Unis vers le Canada
	(en millions)	
1979	34,4	31,2
1980	34,7	38,5
1981	33,6	39,8
1982	33,3	32,4
1983	39,0	32,5

IX. Population

	Canada	États-Unis
	(en millions d'habitants)	
1983	24,9	234,2

Plus de 70 millions de personnes traversent chaque année la frontière canado-américaine. Il n'y a pas à se surprendre que certains Canadiens puissent éprouver des difficultés à se faire admettre aux États-Unis ou à y obtenir un statut qui leur convienne. De plus en plus, le ministère prête assistance aux personnes qui font face à des situations de ce genre.

Communauté économique européenne et Europe de l'Ouest

Les relations avec les pays d'Europe de l'Ouest sont demeurées bonnes durant l'année et une gamme étendue d'intérêts canadiens s'y trouvaient représentés. Les visites de premiers ministres et de ministres qui ont eu lieu, d'un côté comme de l'autre, ont exercé une influence décisive pour la mise en œuvre d'initiatives ou d'accords destinés à resserrer les liens bilatéraux, particulièrement sur le plan politique. En outre, l'initiative de paix du premier ministre Trudeau a été bien accueillie dans les capitales d'Europe. Dans le domaine économique, les tendances au protectionnisme ont provoqué des différends qui font encore l'objet de discussions. Néanmoins, les liens commerciaux avec l'Europe ont été renforcés par plusieurs initiatives, dont l'établissement d'un Comité de

gestion pour la France et l'activité du Comité mixte franco-canadien d'hommes d'affaires. Grâce à la participation conjointe du gouvernement et du secteur privé au Symposium de Davos, les dirigeants du monde des affaires européen ont pu se familiariser avec les possibilités de coopération industrielle au Canada.

La conjoncture économique et la force relative du dollar canadien ont été d'importants facteurs dans la baisse de 9,4 p. 100 des exportations vers l'Europe occidentale qui se sont chiffrées à 7,83 milliards de dollars. Les importations, par contre, ont enregistré une hausse de 7,1 p. 100, pour atteindre 7,53 milliards, donnant ainsi au Canada une balance commerciale favorable. Le Royaume-Uni, la RFA, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, ainsi que la France ont conservé leur position de principaux marchés européens du Canada.

L'Europe de l'Ouest constitue un important débouché pour les produits agricoles comme le blé, de même que pour d'autres produits, dérivés des richesses naturelles, tels que les produits forestiers, les minerais de fer et le poisson. Les produits finis comme les pièces d'automobile et d'avion, le matériel de télécommunication et de bureau et l'outillage industriel, ainsi que de nombreux biens de consommation, représentent aussi une part appréciable des exportations du Canada vers cette région.

C'est en Europe de l'Ouest que se tiennent le plus grand nombre de foires commerciales mondiales. Grâce à l'aide apportée par le ministère aux exposants canadiens, les ventes aux pays du monde entier ont été évaluées à plus de 500 millions de dollars. En 1983, le ministère a organisé la participation à 43 foires commerciales en Europe occidentale, notamment le Salon international de l'Aviation à Paris, où ont exposé 31 sociétés canadiennes du secteur de l'aérospatiale, et Télécom 83, la plus grande exposition du monde dans le domaine des télécommunications. Cette dernière a revêtu une importance particulière pour les sociétés canadiennes du monde de la haute technologie, et elle a contribué directement à la réalisation de ventes dans des pays aussi différents que le Yémen et la Yougoslavie. Bien que les foires commerciales aient absorbé 80 p. 100 de l'appui donné par le ministère à l'extension des ventes en Europe, il faut mentionner également le programme de quelque 44 missions qui a permis à des acheteurs européens de venir au Canada ou encore à des délégations d'exportateurs d'établir des contacts en Europe.

Communauté économique européenne

Un fait marquant de l'année à l'étude a été le règlement des difficultés qui persistaient relativement à l'Accord de pêche à long terme Canada – CEE. Cet accord procure de nouveaux avantages importants au Canada, notamment de meilleurs débouchés pour le poisson canadien sur le marché européen. En échange, les pêcheurs de la CEE ont obtenu accès aux eaux canadiennes où ils pourront effectuer des prises de morue et de calmar selon des quotas spécifiques. L'élimination des problèmes qui demeuraient jusque-là sans solution devrait assurer une application harmonieuse de ce traité jusqu'à son expiration en 1987.

La question des phoques a continué de créer des tensions dans les relations du Canada avec la CEE. Le 28 février 1983, le Conseil des ministres de l'Environnement de la CEE a adopté une résolution, entrée en vigueur le 1er octobre suivant, qui interdisait l'importation de peaux de blanchons dans les pays de la CEE pour une période de deux ans. Des représentations énergiques continuent d'être faites en vue de l'élimination de cette mesure.

Durant leurs consultations semestrielles, tenues en avril à Bruxelles et en novembre à Ottawa, les représentants du Canada et de la CEE ont examiné des questions commerciales et économiques d'intérêt commun, en accordant une attention particulière à l'entrée éventuelle du Portugal et de l'Espagne dans la CEE, ainsi qu'à la politique agricole commune; il a été notamment question des politiques de la CEE sur les graisses et les huiles, les produits de remplacement des céréales, les pommes de terre de semence et l'hygiène de la viande. La CEE a soulevé diverses questions : les changements proposés dans la politique canadienne des importations, les activités canadiennes antidumping, les dispositions législatives concernant les importations de chaussures, l'AEIE, et les pratiques des sociétés provinciales des alcools.

Le Comité mixte de coopération Canada – CEE examine et favorise les diverses activités commerciales et économiques entre la CEE et le Canada. Le programme de travail, que M. MacEachen et le vice-président Haferkamp ont approuvé à la réunion de janvier 1983 et qui a été mis en œuvre durant l'année écoulée, portait essentiellement sur la collaboration dans les secteurs industriel, scientifique, technique et de l'environnement. Dans le cadre des activités mixtes permanentes, il y a eu échange de missions et de visites d'experts dans des domaines comme les produits forestiers, l'énergie, diverses branches de la médecine, les déchets nucléaires, la prévision et l'évaluation des tendances des sciences et de la technologie. En outre, des activités menées en collaboration ont été entreprises dans divers secteurs, notamment la fusion thermonucléaire, la biotechnologie, la climatologie et le contrôle de la pollution transfrontalière.

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni a continué d'être le troisième grand partenaire commercial du Canada et le deuxième grand client pour les produits manufacturés. Le commerce bilatéral avec la Grande-Bretagne s'est chiffré à 4,3 milliards de dollars en 1983, le Canada enregistrant un excédent de 639 millions. Au moins le tiers de nos exportations vers la CEE étaient à destination du marché du Royaume-Uni.

Après une année particulièrement active en 1983 en raison du rapatriement de la Constitution canadienne, les relations bilatérales ont été caractérisées par des démarches visant à rehausser les relations traditionnelles. Les consultations sur des sujets politiques et économiques ont été plus nombreuses. En septembre, le premier ministre Thatcher a effectué une visite à Ottawa, à Toronto et à Edmonton. Le ministre d'État canadien au Commerce extérieur s'est rendu à Londres en juin et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est allé en décembre dans la capitale britannique. Le premier ministre a rendu visite à Mme Thatcher au cours de sa mission de paix. De nombreux autres contacts ont eu lieu à l'occasion de réunions internationales ou dans le cadre d'initiatives individuelles lancées par le ministère. Mentionnons particulièrement les initiatives commerciales, au nombre desquelles se trouvaient plusieurs missions commerciales, ainsi que les manifestations culturelles. Des consultations portant sur des questions culturelles ont eu lieu à Ottawa à l'automne. Un échange de lettres est venu renforcer les échanges dans le domaine des sciences et de la technologie.

République fédérale d'Allemagne

Tout en se maintenant légèrement mieux que les échanges commerciaux avec d'autres pays d'Europe de l'Ouest, les exportations vers la RFA ont accusé néanmoins une baisse de 6,3 p. 100 l'an dernier et se sont chiffrées à 1,18 milliard de dollars. Les importations ont augmenté pour atteindre 1,58 milliard de dollars, ce qui place la RFA au quatrième rang des principaux partenaires commerciaux du Canada. Les liens entre les sociétés canadiennes et les sociétés allemandes n'ont cessé de croître dans le domaine industriel. La décision de la MBB de l'Allemagne de l'Ouest de produire des hélicoptères au Canada en collaboration avec la Fleet Industries devrait avoir des répercussions intéressantes pour la production canadienne d'hélicoptères.

Les visites effectuées au plus haut échelon, pendant l'année à l'étude, ont été un puissant facteur dans les relations avec la RFA. Le gouverneur général a fait une visite d'État en mai. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre d'État aux Relations extérieures ont eu aussi de longs entretiens avec les dirigeants allemands pendant la même période. Parmi les autres visites, mentionnons celles du ministre de la Défense, du ministre d'État au Commerce international, ainsi que la visite du premier ministre dans le cadre de son initiative de paix.

En novembre, un consulat général a été inauguré à Munich par le ministre d'État au Commerce international, ce qui donne un caractère officiel à la présence du Canada en Allemagne du Sud. Au nombre des autres événements marquants, notons la révision de l'accord aérien qui a entraîné l'inauguration d'un service à destination de Dusseldorf, et la conclusion d'un accord sur la double imposition.

Dans le cadre de l'engagement canadien envers l'OTAN, on a cherché à encourager une plus grande collaboration en matière de défense. On a continué les travaux conjoints de mise au point de produits qui profitent à la technologie canadienne et aux exportations à long terme. En outre, on a renouvelé un accord afin de permettre aux troupes allemandes de faire de l'entraînement à Shilo et à Goose Bay. Dans le domaine des sciences et de la technologie, notre accord bilatéral a continué de favoriser les échanges de connaissances spécialisées. Par ailleurs, les échanges culturels ont été encouragés par un programme actif de Journées du Canada, d'expositions et de visites.

France

En 1983, la France occupait la septième place parmi les partenaires commerciaux du Canada. Les échanges entre les deux pays représentaient moins de 1 p. 100 du commerce global de chacun. Cette situation a continué de se détériorer, les exportations canadiennes vers la France faisant une chute de 11,4 p. 100 en 1983 pour n'atteindre plus que 626 millions de dollars. Les exportations françaises vers le Canada pour la même période étaient de 841 millions, soit une diminution de 4,1 p. 100.

Afin de remédier à cette faiblesse relative des échanges commerciaux et d'élargir les possibilités de coopération industrielle, le Canada a pris en 1983 un certain nombre d'initiatives visant à améliorer le volume et la qualité des échanges bilatéraux. Il s'agissait en particulier de la publication d'un Plan d'expansion des exportations pour la France et de la création d'un comité interministériel permanent de gestion qui devrait être source d'opérations fructueuses, joint à l'action du Comité mixte franco-canadien d'hommes d'affaires et de la Commission mixte économique France – Canada. Le Canada a participé à un plus grand nombre de foires commerciales régionales (notamment celles de Marseille et de Lyon).

La France et le Canada ont signé pendant l'année trois accords culturels visant à encourager les coproductions dans le domaine du cinéma et de la télévision, et l'on a déjà lancé des projets conjoints évalués à 100 millions de dollars. Des discussions ont eu lieu afin d'étendre cette collaboration à d'autres secteurs d'activité culturelle. Il a été décidé en outre d'intéresser à ces entreprises conjointes le ministère des Communications du Canada et le Centre mondial sur l'informatique.

Du côté politique, de nombreuses visites ont eu lieu de part et d'autre. En novembre, M. Trudeau a eu une rencontre avec le président Mitterrand à Paris au sujet de sa mission de paix.

Italie

Les échanges commerciaux entre le Canada et l'Italie, de l'ordre de 1,3 milliard de dollars en 1983, ont constitué le principal élément de nos relations bilatérales. On s'est attaché à cerner les possibilités de coopération industrielle afin de donner plus de force aux relations économiques entre les deux pays. Au cours de sa mission de paix, M. Trudeau a rendu visite au président Pertini et au premier ministre Craxi.

Pays-Bas

L'ambassade a cherché activement à rehausser le profil du Canada en encourageant des liens entre la communauté culturelle canadienne et les organisateurs du Festival annuel de Hollande dont le programme pour 1985 mettra le Canada en vedette. Les cours d'études canadiennes ont été étendus à la littérature canadienne-française, aux sciences politiques et à l'anthropologie.

En septembre 1983, le ministre des Affaires étrangères de Hollande a pris part à des entretiens bilatéraux avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à Ottawa. En mars 1984, le ministre du Commerce international de Hollande effectuait une visite à Toronto, à Ottawa, à Québec et à Montréal où il a rencontré un certain nombre de ministres, tant fédéraux que provinciaux, pour discuter de questions commerciales intéressant les deux pays.

Espagne

Les relations avec l'Espagne ont connu un point marquant, l'an dernier, avec la visite officielle au Canada, en mars 1984, du roi Juan Carlos I et de la reine Sofia qui se sont rendus à Ottawa, à Montréal, à Toronto, à Vancouver et à Victoria. Bien que l'Espagne soit entrée dans l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPAN) en 1983, la pêche pratiquée par la flotte espagnole dans des secteurs voisins des eaux canadiennes et l'accès aux marchés espagnols ont continué de soulever des problèmes pour le Canada. En dépit de plusieurs séances de négociations, les deux pays n'ont pu se mettre d'accord sur la gestion des relations dans le domaine de la pêche en 1983-1984.

Portugal

La question des pêches a continué de dominer les relations entre le Canada et le Portugal. Le ministre des Pêches et Océans est allé à Lisbonne en janvier 1984 pour négocier

d'autres contingents de stocks de morue pour le Portugal et la vente de produits canadiens de la pêche. En octobre 1983, le secrétaire d'État portugais à l'Émigration, M. Manuela Aguiar, a rendu visite aux représentants de la communauté portugaise au Canada qui compte environ 300 000 personnes. Le Canada participe avec la France et le Portugal à la phase I d'un projet d'aide au développement qui a trait à la construction d'un chemin de fer au Mozambique.

Pays scandinaves

Pour ce qui est de nos relations avec les pays scandinaves, les visites échangées au plus haut échelon ont constitué les faits saillants de l'année 1983-1984. Le ministre des Affaires étrangères de Norvège est venu au Canada en octobre 1983 pour prendre part à des discussions bilatérales d'ordre général, alors que le ministre norvégien du Commerce et de la Navigation est arrivé en mars 1984, accompagné par une importante délégation du secteur de l'industrie maritime et des ressources énergétiques sous-marines. La délégation a tenu des séminaires à Halifax, à Toronto et à Calgary. Le Canada a poursuivi les démarches initiales afin d'appliquer l'Accord relatif à la mise en place du groupe-brigade canadien transportable par air et par mer (CAST) en Norvège, et il a participé à deux exercices de l'OTAN, « Viking Shield » et « Avalanche Express ».

Un accord sur le règlement des problèmes d'environnement marin dans la zone située entre le Canada et le Groenland a été conclu avec le Danemark. Plusieurs projets communs de recherche ont reçu un caractère officiel avec la signature d'un mémorandum d'accord avec la Suède en vue d'une collaboration dans la recherche sur l'utilisation rationnelle de l'énergie. En réponse à une initiative norvégienne, le Canada a proposé une série de projets de collaboration scientifique et technologique.

Des manifestations sportives de grande envergure, surtout dans le domaine du hockey et des sports alpins, ont contribué à mieux faire connaître le Canada en Scandinavie et ont fait l'objet d'une publicité favorable. Bien que la valeur totale des exportations vers les pays scandinaves ait diminué en 1983, les expéditions de matériel électronique de communication et de matériel de bureautique sont demeurées au niveau de l'année précédente.

Exportations canadiennes à destination de l'Europe de l'Europe de l'Ouest, par pays

(en milliers de $)

	Janvier – décembre		
	1981	1982	1983
Royaume-Uni	3 306 234	2 669 538	2 448 796
Gibraltar	159	382	128
Irlande	138 258	96 976	89 150
Malte	3 052	2 369	1 913
Autriche	57 401	41 434	49 991
Belgique-Luxembourg	829 502	773 095	700 126
Danemark	90 811	83 312	66 608
Finlande	100 789	110 581	86 952
France	980 699	706 679	626 034
République fédérale d'Allemagne	1 287 262	1 233 722	1 155 674
Grèce	74 622	75 981	48 677
Islande	9 694	6 155	5 450
Italie	916 814	694 672	549 357
Pays-Bas	1 196 348	1 043 788	958 139
Norvège	422 443	254 558	230 490
Portugal	92 863	121 318	60 694
Espagne	196 459	189 731	137 079
Suède	223 288	192 537	146 727
Suisse	213 172	218 911	197 805
Chypre	3 361	16 189	11 797
Turquie	74 737	109 449	102 094
Total	10 217 967	8 641 377	7 673 681

Importations canadiennes de l'Europe de l'Ouest, par pays

(en milliers de $)

	Janvier – décembre		
	1981	1982	1983
Royaume-Uni	2 385 735	1 903 948	1 809 806
Gibraltar	76	2	–
Irlande	117 898	128 787	107 266
Malte	2 125	2 679	2 263
Autriche	90 471	91 891	108 103
Belgique-Luxembourg	296 926	263 532	296 024
Danemark	159 448	129 023	136 925
Finlande	97 248	96 424	75 763
France	878 587	876 957	840 977
République fédérale d'Allemagne	1 609 836	1 383 950	1 576 555
Grèce	54 148	30 302	44 119
Islande	6 511	4 931	3 234
Italie	702 637	724 848	798 389
Pays-Bas	296 455	267 295	349 382
Norvège	169 137	92 684	313 517
Portugal	53 005	43 705	58 337
Espagne	237 723	190 060	181 945
Suède	445 249	365 764	415 843
Suisse	424 013	429 558	408 161
Chypre	1 463	445	353
Turquie	10 946	11 646	12 809
Total	8 018 703	7 038 431	7 530 771

Autres pays de l'Europe de l'Ouest

Les échanges avec la Turquie se sont sensiblement accrus. Le volume d'activité commerciale a continué d'augmenter en 1983. Bien que la valeur totale des exportations ait diminué, les expéditions de matériel de télécommunication, de blé et d'orge se sont améliorées considérablement. En outre, divers grands projets ont suscité l'intérêt de l'industrie canadienne. La visite à Ottawa, en novembre 1983, de M. Hinteregger, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères d'Autriche, a fourni l'occasion d'élargir le dialogue politique entre les deux pays. Le premier ministre s'est rendu à Athènes en septembre.

En outre, des ministres canadiens ont pu avoir des entretiens avec leurs homologues européens à l'occasion de sommets et de réunions multilatérales.

URSS et Europe de l'Est

Pendant l'année écoulée, les relations Est-Ouest ont été soumises à rude épreuve. La baisse générale de la confiance a été aggravée par le retrait soviétique des négociations sur les forces nucléaires de portée intermédiaire et des pourparlers sur la réduction des armes stratégiques. En outre, la destruction de l'avion de la KAL, qui a entraîné la mort des 269 passagers, dont 10 Canadiens, a soulevé l'indignation sur le plan international.

Face à l'aliénation croissante de l'Est, le premier ministre Trudeau s'est chargé à l'automne de 1983 d'une initiative de paix de grande envergure qui visait à engager les leaders politiques dans un dialogue constructif entre l'Est et l'Ouest et à explorer les moyens de rétablir un climat de coopération et d'entente (voir aussi le chapitre 5). Le premier ministre a eu des entretiens avec le président Reagan et le secrétaire général de l'URSS, M. Tchernenko, ainsi qu'avec les dirigeants de la République démocratique allemande, de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie. Les propositions canadiennes, qui comprenaient une déclaration de dix principes fondamentaux pour une meilleure conduite des relations Est-Ouest, ont été bien accueillies. Bien que l'on ne s'attendit pas à des progrès rapides, on espérait à nouveau que les deux parties au dialogue pourraient surmonter la méfiance dont ont souffert leurs relations depuis l'invasion soviétique de l'Afghanistan.

Le Canada préconise de longue date le maintien, entre l'Est et l'Ouest, du dialogue politique fondamental qui représente à ses yeux un facteur de stabilité. Un échange de visites parlementaires qui a eu lieu pendant l'année n'a été qu'un élément du dialogue entre le Canada et les pays de l'Europe de l'Est. M. Mikhail Gorbachev, membre du Politbureau soviétique, est venu au Canada en mai 1983 et, en août, Mme Jeanne Sauvé, président de la Chambre des communes, était à la tête d'une délégation parlementaire qui se rendait en Union soviétique. Un envoyé spécial du président Ceaucescu et le ministre des Affaires étrangères de Roumanie ont effectué une visite au Canada pendant l'année. La construction, presque achevée, de nouvelles chancelleries à Belgrade et Budapest a témoigné de l'élargissement des relations bilatérales du Canada avec la Yougoslavie et la Hongrie.

Néanmoins, dans l'atmosphère chargée qui entourait les relations Est-Ouest, les relations bilatérales du Canada avec l'URSS et d'autres pays du bloc de l'Europe de l'Est ont connu des reculs. Elles ont été assombries notamment par le refus soviétique d'adoucir les effets de plusieurs causes d'irritation en reconnaissant, par exemple, le bien fondé des réclamations canadiennes découlant de la tragédie de la KAL, ou en faisant preuve d'ouverture d'esprit en matière de réunion des familles et de droits de la personne.

La situation en Pologne est aussi demeurée un objet de préoccupation. Après la levée de la loi martiale en juillet 1983, le gouvernement polonais a introduit des mesures qui, en réalité, le dotait de pouvoirs équivalant à ceux que confère la loi martiale. Le principe des sanctions imposées par l'OTAN en 1982 a donc été maintenu. Mais en réponse à d'autres mesures des autorités polonaises qui visaient à modérer le régime répressif, telle une amnistie générale, les gouvernements des pays membres de l'OTAN ont supprimé certaines des sanctions bilatérales. En outre, les créanciers de la Pologne ont entamé des négociations sur le réaménagement de la dette extérieure massive du pays.

Durant toute l'année, le Canada a profité de l'occasion que lui donnaient ses consultations avec divers pays d'Europe de l'Est pour soulever la question des droits de la personne et celle des familles que séparent des frontières politiques. Des représentations officielles ont été faites à l'Union soviétique, à la Tchécoslovaquie, à la Pologne, à la République démocratique allemande, à la Hongrie, à la Roumanie et à la Bulgarie au nom d'environ 272 personnes qui cherchent à rejoindre des proches parents au Canada. En vertu des mesures du Mouvement polonais de réunion des familles qui prévoient des critères d'immigration plus souples, environ 1 500 personnes ont quitté la Pologne pour retrouver en permanence des membres de leur famille au Canada. En outre, 207 détenus politiques polonais et les personnes à leur charge ont été réinstallés au Canada en vertu de dispositions législatives spéciales visant les prisonniers politiques et les personnes opprimées.

Conscient du rôle que cela peut jouer aussi en vue d'une réduction des tensions Est-Ouest, le Canada a maintenu ses liens commerciaux et autres avec des pays d'Europe de l'Est dans des secteurs qui présentent pour lui des avantages. Après une reprise des négociations qui étaient suspendues à la suite de la catastrophe de la KAL, le Canada a conclu un mémorandum d'accord avec l'URSS concernant des services destinés aux vols d'Aéroflot en transit à Gander. Plusieurs années de négociations ont trouvé leur aboutissement en avril 1984 avec la conclusion d'un nouvel accord de pêche entre l'URSS et le Canada, qui renforçait les dispositions de préservation des stocks au delà de la zone économique de 200 milles du Canada et par lequel les Soviétiques s'engageaient pour la première fois à acheter des produits canadiens de la pêche. Les négociations sur un programme d'échanges dans le cadre de la collaboration dans l'Arctique se sont poursuivies.

Des difficultés économiques persistantes et graves ont déclenché une application énergique des programmes de restriction des importations que la plupart des pays d'Europe de l'Est ont établis afin de réduire leur dette envers l'Ouest. Les exportations canadiennes vers l'Europe de l'Est ont baissé de 18 p. 100 en 1983, passant de 2,5 à 2,1 milliards de dollars, tandis que les importations augmentaient faiblement pour atteindre 250 millions de dollars, comparativement à 241 millions l'année précédente.

Bien que la République démocratique allemande, la Yougoslavie et la Pologne soient d'importants clients du Canada, la plus grande partie de notre commerce en Europe de l'Est se fait avec l'Union soviétique, qui se classe au quatrième rang parmi les grands partenaires commerciaux du Canada. Environ 30 p. 100 de toutes les exportations canadiennes de céréales ont été à destination de l'Union soviétique en 1983. Près de 90 p. 100 de nos exportations destinées à l'Europe de l'Est ont consisté en céréales, mais plusieurs centaines de sociétés canadiennes ont trouvé des débouchés pour des produits comme les machines agricoles, l'équipement destiné à l'industrie du gaz et du pétrole, les avions, les véhicules automobiles, le matériel destiné à l'industrie des pâtes et papier et autre outillage industriel. En outre, la construction de deux stations CANDU qui a commencé en Roumanie en 1983 devrait amener d'importantes ventes de matériel connexe.

Le Canada a participé à six foires commerciales, en Bulgarie, en Yougoslavie, en République démocratique allemande, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, et en Hongrie. Il y a eu de nombreuses missions commerciales organisées de part et d'autre et composées de gens d'affaires et de fonctionnaires représentant une vaste gamme d'activités. Les sociétés canadiennes qui recherchent des débouchés pour leurs exportations en Europe de l'Est ont eu davantage recours au PDME.

Le Canada a eu des consultations commerciales bilatérales avec la Roumanie et la Tchécoslovaquie et, en mai 1983, le ministre d'État au Commerce international était à la tête d'une délégation de représentants officiels et de gens d'affaires canadiens qui s'est rendue en Union soviétique pour la première réunion de la Commission mixte Canada – URSS tenue depuis 1978. La visite au Canada du ministre soviétique de la Construction des tracteurs et des machines agricoles a remarquablement contribué à l'expansion de notre commerce de machines et d'outillage agricoles avec l'Union soviétique. En septembre 1983, une délégation de la Commission canadienne du blé est allée en République démocratique allemande, alors qu'ont été signés un accord triennal sur les céréales de même qu'un accord prévoyant l'échange du traitement de la nation la plus favorisée.

Les échanges compensés, qui consistent à troquer les marchandises et services importés pour des biens produits localement, ont continué d'avoir beaucoup d'importance dans les échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest. Le ministère et l'Association des exportateurs canadiens ont travaillé ensemble à familiariser les exportateurs canadiens avec cette pratique commerciale.

Les programmes universitaires, culturels et sportifs ont été aussi un important élément des relations du Canada avec l'Europe de l'Est. Pendant l'année, un certain nombre d'artistes et d'expositions artistiques ont fait une tournée dans la région, et le Canada a remporté certains succès dans les compétitions des Jeux olympiques d'hiver à Sarajevo. On a entrepris une révision des accords culturels avec des pays de l'Europe de l'Est et on est entré en négociations pour instituer un programme d'échanges universitaires avec la Roumanie.

En septembre 1983, le ministre d'État aux Relations extérieures a assisté à la séance de clôture de la réunion de Madrid de la CSCE. Le Canada s'est engagé à l'égard du pro-

cessus de la CSCE qui représente à ses yeux un moyen de défendre la paix, la sécurité, la justice et la coopération. La délégation canadienne a contribué activement, à la réunion de Madrid, à favoriser des progrès équilibrés à l'égard de toutes les parties de l'Acte final d'Helsinki qui avait été adopté à la première réunion de la CSCE. Après trois ans de négociations, les États participants ont adopté un document de fond qui prévoyait, notamment, un certain nombre de réunions traitant d'aspects particuliers de l'Acte final. En janvier 1984, la Conférence de Stockholm sur le renforcement de la confiance et de la sécurité et sur le désarmement en Europe a commencé ses séances auxquelles le Canada a activement participé. En 1985, le Canada sera l'hôte d'une autre de ces réunions de la CSCE, à savoir la réunion d'experts en matière de droits de la personne qui doit avoir lieu à Ottawa. Également en 1985, un forum culturel doit être tenu à Budapest. La prochaine réunion de la CSCE elle-même se déroulera à Vienne en 1986.

Asie et Pacifique

La vitalité et le potentiel de croissance économique de l'Asie et de la région du Pacifique ont suscité une conscience de plus en plus vive de l'importance que revêt la « dimension Pacifique » du Canada. Le courant des échanges canadiens et le mouvement d'immigration Outre-Pacifique dépassent maintenant ceux qui se produisent Outre-Atlantique. Le ministère a participé à l'organisation de la troisième conférence « Ouverture sur le Pacifique » tenue à Calgary du 5 au 7 octobre 1983. Y assistaient quelque 400 éminents représentants du monde des affaires, représentants du gouvernement et membres de la communauté universitaire, ainsi que 12 délégués commerciaux des missions canadiennes de la région du Pacifique. Cet événement était parrainé par le Comité canadien du Conseil économique des pays du bassin du Pacifique.

Les relations du Canada avec le Japon auront une portée plus étendue au fur et à mesure que l'économie japonaise poursuivra son expansion et évoluera dans des directions nouvelles et que le Japon jouera un plus grand rôle politique dans les affaires internationales. L'adaptation des structures au Canada se trouve facilitée par une collaboration entre entreprises canadiennes et japonaises (source de nouveaux investissements chez nous) grâce à laquelle le Canada peut bénéficier de techniques nouvelles ainsi que de compétences dans le domaine de la gestion et de la production.

Les fortes ressemblances de leurs institutions et de leurs philosophies politiques font de l'Australie et la Nouvelle-Zélande des partenaires privilégiés du Canada. Le nouveau premier ministre d'Australie, M. Robert Hawke, a poursuivi une tradition de consultations étroites en effectuant une visite au Canada en juin, à l'occasion de son premier voyage officiel à l'étranger, afin d'échanger des vues avec le premier ministre Trudeau. La première réunion du Comité consultatif Canada – Nouvelle-Zélande, établi en vertu de l'Accord bilatéral sur la coopération économique et commerciale de 1982, aura lieu en novembre à Wellington.

Le Canada a poursuivi son programme d'affaires publiques au Japon et en Australie durant l'année, et il a intensifié son activité dans d'autres pays de l'Asie et du Pacifique. Le ministère a organisé et appuyé financièrement près de 102 projets de promotion, surtout des foires commerciales et des missions bilatérales.

Un échange de visites de premiers ministres et l'augmentation d'un tiers au chapitre des exportations canadiennes, qui se sont chiffrées à 1,6 milliard de dollars en 1983, témoignent de la croissance énergique des relations entre le Canada et la Chine. De bonnes perspectives s'offraient aux sociétés canadiennes qui désiraient participer à des projets d'ingénierie de grande envergure et de haute technologie en Chine, étant donné la coordination récente des initiatives de l'État et du secteur privé et la bonne volonté que continue de susciter le fait que le Canada a reconnu très tôt la République populaire de Chine.

Hong Kong et la République de Corée demeurent d'importants partenaires commerciaux du Canada, la première opérant un redressement sous l'influence des échanges après la récession mondiale, et la deuxième montrant les signes d'une stabilité et d'une croissance économique renouvelées après les incertitudes dans l'opinion publique qui ont entouré la série initiale des négociations sino-britanniques sur l'avenir de la colonie. En dépit des événements traumatisants qui ont eu des incidences sur sa sécurité, la Corée a continué dans la voie de la stabilité et de l'expansion.

Japon

Le Japon, qui est le second de nos partenaires commerciaux en importance, constitue une source nouvelle considérable d'investissements et de technologie pour le Canada. Le dialogue sur les questions économiques s'est poursuivi cette année au sein du Comité économique mixte où de nouvelles initiatives ont été prises pour faciliter la coopération industrielle. La réunion annuelle du Comité de coopération commerciale Canada — Japon, tenue à Kobe, est venue renforcer les contacts du secteur privé. Les groupes consultatifs sectoriels bilatéraux se sont réunis pour discuter de sujets aussi variés que les pêches, l'huile de colza, de même que les sciences et la technologie.

Les exportations canadiennes à destination du Japon en 1983 ont augmenté légèrement pour atteindre 4,7 milliards de dollars. Le faible taux de croissance par rapport au niveau des exportations de 1982 était dû en grande partie à une demande réduite et à des prix qui continuaient d'être bas pour de nombreux produits canadiens dérivés des ressources naturelles. Par contraste, les importations canadiennes de produits manufacturés japonais, comme les voitures et les pièces d'automobile et l'électronique grand public, ont augmenté sensiblement. Tout en demeurant l'un des quelques pays industriels à avoir une balance commerciale favorable vis-à-vis du Japon, le Canada a donc vu diminuer cet excédent qui, de 1 milliard de dollars qu'il était en 1982, est passé à environ 300 millions de dollars en 1983. Le réaménagement des structures industrielles qui a lieu au Japon détourne l'économie japonaise de l'industrie lourde et fait une place prépondérante aux industries de haute technicité. La composition des exportations canadiennes vers le Japon s'en ressentira et les firmes japonaises deviendront des partenaires d'une importance croissante dans les industries de la haute technologie. Cette réorientation, toutefois, peut ouvrir des débouchés pour l'exportation de produits transformés et semi-transformés dérivés des ressources naturelles.

Des consultations culturelles bilatérales, aux termes de l'Accord culturel de 1976, se sont déroulées à Tokyo en décembre et ont abouti, par voie d'accord, au maintien des échanges dans le domaine des arts visuels et des arts d'interprétation.

Chine

Les faits marquants dans les relations bilatérales du Canada avec la Chine ont été la visite à Pékin, en novembre, du premier ministre qui est allé discuter de son initiative de paix et de sécurité internationales, et la visite au Canada, en janvier, du premier ministre Zhao Ziyang qui a pris la parole devant le Parlement et s'est rendu en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique. Parmi les autres visiteurs canadiens en Chine pendant l'année se trouvaient le ministre des Communications, le ministre du Travail, les sénateurs Austin et Argue, les premiers ministres provinciaux Lougheed et Devine, et une escadre de contre-torpilleurs de la Marine royale canadienne. Le ministre des Affaires étrangères de Chine et vice-premier ministre Wu Xuequian a effectué une visite au Canada et un groupe d'observateurs de l'Armée de libération du peuple est venu assister à des manœuvres d'hiver des forces canadiennes au Québec.

Les ventes canadiennes en Chine ont continué d'augmenter à un rythme rapide pour atteindre 1,6 milliard de dollars en 1983, comparativement à 1,2 milliard en 1982. La Chine occupe donc toujours la seconde place, après le Japon, parmi nos grands marchés d'Asie, et la cinquième sur le marché mondial. Le blé a continué d'être l'élément le plus important de ce commerce, suivi des métaux, des produits forestiers et des engrais. Les exportations chinoises vers le Canada ont également augmenté en 1983 pour atteindre 246 millions de dollars. On a assisté pendant l'année à divers grands événements de promotion du commerce en Chine, dont une Semaine du Canada qui a eu lieu à Shanghai en mai. Lors de la visite du premier ministre de Chine au Canada en janvier, un contrat d'exportation d'une valeur de 20 à 25 millions de dollars a été adjugé à Spar Aérospatiale Limitée pour la fourniture de stations terriennes. La décision récente de la Chine d'accroître ses importations d'outillage avancé afin d'accélérer son programme de modernisation économique devrait ouvrir de vastes débouchés aux exportateurs canadiens de machines et de technologie de pointe dans de nombreux domaines, soit les communications, l'énergie, les transports, l'exploitation des ressources naturelles, la foresterie, l'agriculture, la santé et l'éducation.

Environ 1 500 immigrants chinois sont arrivés au Canada en 1983, ce qui porte leur nombre total à quelque 18 000 depuis 1979. Au début de 1984, il y avait plus de 1 000 étudiants chinois à faire des études au Canada, dont un contingent qui devient plus nombreux dans le cadre du Programme de formation lié au développement des ressources humaines de l'ACDI, et plus de 300 scientifiques canadiens ont fait un séjour en Chine en 1983 en vertu de divers programmes d'échanges. Les relations culturelles ont continué de prendre de l'ampleur, les faits saillants étant la visite en Chine du « Science Circus » du Centre des sciences de l'Ontario et la tournée au Canada du Ballet de Shandong. En novembre 1983, une délégation culturelle chinoise de haut échelon a visité le Canada et signé un accord de deux ans dans divers secteurs culturels.

République de Corée et Hong Kong

Les relations commerciales du Canada avec la République de Corée ont été stimulées par des visites effectuées au plus haut échelon, dont la visite au Canada du ministre du Commerce et de l'Industrie de Corée, M. Kum Jin-Ho, et la visite en Corée du ministre d'État au Commerce international, M. Gerald Regan. Le volume des échanges bilatéraux ont continué d'augmenter à un taux supérieur à la moyenne, dépassant 1,3 milliard de dollars en 1983. Le charbon, le cuivre et le matériel de télécommunication sont demeurés les principales exportations canadiennes, tandis que les textiles, les vêtements et l'électronique ont formé la majeure partie des ventes de la Corée au Canada. La République de Corée a reçu l'appui politique du Canada relativement à la catastrophe de la KAL en septembre et à l'attentat à la bombe commis à Rangoon en octobre.

L'ensemble des échanges commerciaux entre le Canada et Hong Kong a atteint un nouveau chiffre record annuel légèrement supérieur à 1 milliard de dollars. Tout en étant en baisse de 8,7 p. 100 par rapport au chiffre record de 242 millions de dollars enregistrés en 1983, les exportations canadiennes, d'une valeur de 221 millions de dollars, représentaient une croissance globale moyenne de 12,5 p. 100 depuis 1979. Le ministre d'État au Commerce international s'est rendu à Hong Kong à deux reprises au cours de l'année.

Les négociations sino-britanniques se sont poursuivies au sujet de l'avenir politique de Hong Kong, et un climat d'incertitude persistait dans plusieurs secteurs bien que la situation financière économique se fut stabilisée à la fin de 1983. On a assisté à une forte augmentation des demandes d'immigration au Canada, notamment dans la catégorie des entrepreneurs et des personnes travaillant à leur propre compte. Le nombre total d'immigrants de Hong Kong venus au Canada en 1983 atteignait presque 10 000, chiffre qui comprenait un nombre considérable de réfugiés, surtout des Indochinois.

Les échanges culturels et universitaires de la Corée et de Hong Kong avec le Canada se sont intensifiés et vont de tournées d'artistes de scène à l'établissement de programmes d'études canadiennes.

Indochine

Les relations du Canada avec les trois pays d'Indochine demeurent compliquées en raison de l'occupation militaire du Cambodge par le Viêt-Nam. En conséquence, le Canada et ces pays n'ont pas établi de relations bilatérales importantes.

Asie du Sud et du Sud-Est

Dotées de vastes ressources ainsi que d'un grand potentiel et regroupant le tiers de la population mondiale, les nations du sous-continent indien et de l'Asie du Sud-Est ont pris une importance croissante dans la politique étrangère du Canada. La région est aussi un enjeu des rivalités des superpuissances et renferme deux des pays du monde en état de crise persistante, la Cambodge et l'Afghanistan.

Le Canada a continué de manifester un appui énergique à l'initiative de l'ANASE qui demande une solution pacifique du problème cambodgien comportant le retrait des forces armées vietnamiennes et la possibilité, pour le peuple khmer, de choisir librement sa propre forme de gouvernement. Le Canada appuyait aussi les démarches internationales afin d'obtenir le retrait des forces soviétiques de l'Afghanistan et il a demandé que l'on reconnaisse le droit du peuple afghan à l'autodétermination sans ingérence de l'extérieur.

Le Canada s'est montré en faveur du rôle joué par l'ANASE, facteur-clé de stabilité et de progrès économique dans la région. Il voit aussi d'un œil favorable les progrès réalisés vers

l'établissement d'un mécanisme régional de coopération pour l'Asie du Sud-Est.

L'établissement des relations commerciales du Canada avec l'Asie du Sud-Est a la priorité. Les exportations canadiennes vers l'Asie du Sud-Est ont atteint juste un peu moins de 500 millions de dollars en 1983, alors que les importations se sont chiffrées à 150 millions. Parmi les principales exportations, citons le blé, la potasse, l'amiante, la pâte de bois, le matériel de chemin de fer, les avions, les génératrices et l'équipement de télécommunication. Les principaux articles d'importation étaient les vêtements, les textiles, les tapis, et les produits alimentaires, dont le thé et le café.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a réaffirmé les liens étroits du Canada avec le Sri Lanka, l'Inde et le Pakistan, à l'occasion de la visite qu'il a effectuée dans ces pays en juin et juillet 1983. Le premier ministre a assisté à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à New Delhi en novembre et s'est aussi rendu au Bangladesh.

Le ministre d'État au Commerce international s'est rendu à Hong Kong, en Malaysia, à Brunei et en Inde en février 1984 afin de défendre les intérêts bilatéraux et commerciaux du Canada.

Ces visites effectuées au plus haut échelon ont trouvé leur parallèle dans un certain nombre de visites faites par des dignitaires étrangers au Canada. Le ministre de l'Énergie du Bangladesh a rendu visite en juin 1983 à des compagnies pétrolières et gazières canadiennes, et il eu des entretiens avec des représentants des gouvernements fédéral et albertain. En février 1984, le ministre pakistanais de la Planification a rencontré le ministre des Affaires extérieures ainsi que des hauts fonctionnaires du ministère; il a assisté en outre à des réunions du Conseil commercial et économique Canada – Pakistan.

Le secteur privé s'est montré actif en envoyant des missions commerciales dans des pays de l'Asie du Sud-Est et en accueillant des missions de ces pays. Une mission commerciale générale à destination du Pakistan que le ministère a parrainée en mars 1984 a fait l'objet d'une attention considérable vu qu'elle coïncidait avec les fêtes de la Semaine du Canada à Karachi. En mars 1984, l'Association des manufacturiers canadiens et l'Association des manufacturiers d'équipement électrique et électronique du Canada ont monté conjointement une mission en Inde pour examiner les possibilités de coentreprises et d'accords de licence en matière de technologie dans les secteurs de l'énergie et de l'électronique.

Les relations commerciales avec les pays de l'Asie du Sud, qui poursuivent leur expansion, ont été marquées par la signature d'un mémorandum d'accord de principe concernant le projet d'aménagement hydro-électrique de Chamera en Inde, que doivent financer conjointement la SEE, l'ACDI et des banques privées canadiennes.

ANASE

Le Canada demeure soucieux de resserrer ses liens économiques et commerciaux avec les six pays membres de l'ANASE, soit Brunei, l'Indonésie, la Malaysia, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. L'ANASE est devenue un important partenaire commercial du Canada et les exportations canadiennes vers ce groupe s'élevaient au total à près de 675 millions de dollars en 1983, en comparaison d'importations se chiffrant à 275 millions. L'intérêt que suscite la région au Canada a été mis en évidence par la troisième conférence « Ouverture sur le Pacifique » tenue à Calgary en octobre 1983 et il a été renforcé par une série de colloques tenus en 1984 pour aider les exportateurs des pays de l'ANASE à comprendre le marché canadien. Le ministre d'État au Commerce international était à la tête d'une importante délégation de gens d'affaires canadiens qui a fait une tournée des capitales des pays membres de l'ANASE en mai 1983.

Le premier ministre ontarien et le ministre du Commerce et de l'Industrie de l'Ontario se sont rendus dans plusieurs pays de l'ANASE; le ministre albertain du Commerce international, M. Horst Schmid, était à la tête d'une délégation de l'industrie du gaz et du pétrole qui est allée en Thaïlande au début de 1984. Pour sa part, le ministre d'État au Commerce international a représenté le Canada aux fêtes de l'indépendance de Brunei qui se sont déroulées en février 1984.

La visite au Canada du premier ministre Mahathir de la Malaysia, en janvier 1984, a été un point marquant des relations de l'ANASE avec le Canada. La visite du premier ministre malais a donné lieu à la signature d'un contrat d'une valeur de 147 millions de dollars pour la construction, par les soins d'une société canadienne, d'un complexe de pâtes et papier au Sabah.

Autre signe du renforcement de nos relations avec l'ANASE, la première réunion du Comité consultatif mixte a eu lieu à Ottawa en avril 1983. Elle a été suivie de la participation du secrétaire d'État aux Affaires extérieures aux discussions dans le prolongement de la Conférence des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE qui se sont déroulées à Bangkok en juin. Ces contacts ont suscité des programmes aussi diversifiés que l'exposition CANEX 1983 à Singapour, la présence d'un observateur canadien auprès de l'Organisation parlementaire internationale de l'ANASE, une tournée au Canada pour journalistes de l'ANASE, l'affectation à Kuala Lumpur de représentants de la Corporation commerciale canadienne qui doit desservir la région de l'ANASE, et la conclusion, entre le Canada et Singapour, d'un accord aérien qui doit intensifier de part et d'autre le flot des touristes et des gens d'affaires.

Australie et Nouvelle-Zélande

Dans ses relations avec l'Australie, le Canada a accordé la priorité à la mise à jour de l'accord de commerce entre les deux pays. Ce sujet se situait au cœur des entretiens qui ont eu lieu, à Ottawa en août et à Canberra en novembre, entre le ministre d'État au Commerce international, M. Gerald Regan, et le vice-premier ministre et ministre du Commerce d'Australie, M. Lionel Bowen.

En plus des visites de MM. Hawke, Bowen et Regan, six autres visites ministérielles ont eu lieu pendant l'année. Le ministre de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, et le ministre de la Défense nationale, M. Gilles Lamontagne, se sont rendus tous les deux en Australie en avril. D'Australie sont venus, en juillet, le ministre de l'Industrie primaire, M. John Kerin; en août, le ministre des Finances, M. John Dawkins; en janvier, le ministre des Sciences et de la Technologie, M. Barry Jones; et en janvier également, le ministre de l'Aviation, M. Kim Beazley.

La récession se poursuivant en Australie, les exportations canadiennes vers ce pays se sont élevées seulement à 438 millions de dollars en 1983 (en comparaison de 650 millions en 1982). Les importations, qui étaient de 446 millions de dollars en 1982, n'ont atteint que 358 millions.

Les biens d'équipement et les biens de consommation durable ont continué d'occuper une grande place dans le commerce d'exportation du Canada, mais les principaux articles d'exportation étaient le soufre, le bois de thuya, le chlorure de potassium et le papier journal. Les principaux produits finis étaient les pièces d'automobile, le matériel informatique et téléphonique. Les importations en provenance de l'Australie ont consisté surtout en sucre brut, en minerais, en alumine et en bœuf.

Un important séminaire de technologie, accompagné d'une exposition intitulée « Le Canada à la fine pointe de la technologie », a eu lieu à Melbourne et à Sydney, du 20 février au 2 mars 1984, sous les auspices du ministère. Vingt sociétés canadiennes étaient représentées dans le secteur de l'équipement vidéotex, des communications, de l'informatique et des dispositifs de contrôle des procédés industriels.

Le Canada a fait part de ses préoccupations concernant le régime néo-zélandais de licences d'importation à l'occasion des réunions du Comité consultatif Canada — Nouvelle-Zélande qui ont eu lieu à Wellington en novembre. Les représentants de la Nouvelle-Zélande ont dit que leur gouvernement s'était engagé à libéraliser progressivement le régime des licences d'importation au cours des quelques prochaines années.

Les exportations canadiennes vers la Nouvelle-Zélande se sont élevées à 122 millions de dollars en 1983, les principaux produits étant le soufre, le papier journal, le zinc, le chlorure de potassium et les résines de polyéthylène. Le matériel informatique, téléphonique et de télécommunication s'est également vendu en quantité. Le bœuf congelé, l'agneau, les pommes et la laine occupaient une grande place parmi des importations d'une valeur totale de 156 millions de dollars.

Une mission commerciale canadienne s'est rendue en Australie et en Nouvelle-Zélande en novembre 1983 sous la direction du ministre d'État au Commerce international. De nombreux secteurs de l'industrie et du monde des affaires du Canada se trouvaient représentés.

En janvier 1984, le premier ministre de la Nouvelle-Zélande, Sir Robert Muldoon, a inauguré une importante coentreprise du Canada et de son pays, l'usine de Petrolgas à Taranaki, construite au coût de 226 millions de dollars (en monnaie de la Nouvelle-Zélande) et qui produit du méthanol à partir du gaz naturel. Petrolgas est détenue à 49 p. 100 par Alberta Gas Chemicals et à 51 p. 100 par Petrocorp, la société pétrolière nationale de la Nouvelle-Zélande.

Les programmes d'affaires publiques se sont poursuivis activement en Australie et en Nouvelle-Zélande et un certain nombre de groupes artistiques ont fait des tournées dans les deux pays. L'Association des études canadiennes a reçu un appui supplémentaire au cours de l'année.

Pacifique Sud

En Papouasie – Nouvelle-Guinée, la deuxième phase du projet OK Tedi d'extraction de cuivre et d'or est encore à l'étude. Parmi les autres secteurs actifs qui intéressaient le Canada, citons le transport aérien, la production d'électricité et la foresterie.

Afrique et Moyen-Orient

Moyen-Orient

Le Canada a continué d'agir dans le sens d'un renforcement et d'une expansion de ses liens politiques et économiques avec le Moyen-Orient. Les exportations totales vers la région ont enregistré une hausse modeste par rapport à l'année précédente, l'Arabie saoudite demeurant le plus grand marché du Canada. Le 1er décembre 1983, on a annoncé qu'une ambassade du Canada ouvrirait ses portes à Abu Dhabi, dans les Émirats arabes unis, à l'automne de 1984.

L'année a été marquée par de nombreuses visites bilatérales : le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est rendu en Syrie, au Liban, en Égypte, en Jordanie et en Israël en octobre 1983; le sous-comité du Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères est allé en novembre en Arabie saoudite, en Syrie, en Jordanie, en Israël et en Égypte, et le premier ministre a effectué en décembre un voyage à Oman, à Bahreïn, au Koweït et dans les Émirats arabes unis. Un autre exemple de l'activité canadienne a été la visite que le ministre d'État aux Finances a faite en novembre en Égypte afin d'assister à la troisième réunion annuelle du Conseil d'affaires Égypte – Canada et de participer aux cérémonies d'ouverture de Can Tech 83, exposition portant sur les transferts de technologie.

Il y a eu peu de progrès manifestes vers une solution des problèmes politiques de la région. La violence a continué au Liban, la Force multinationale a quitté Beyrouth et les démarches diplomatiques visant à une solution politique n'ont produit aucun résultat notable. Le Canada a continué de soutenir l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban, et il a cherché le retrait de toutes les forces étrangères à l'exception de celles dont la présence était explicitement demandée par le gouvernement libanais. Le Canada a aussi manifesté son appui à l'égard des tentatives de réconciliation nationale durable.

En raison des pertes de vies humaines et des souffrances qu'entraînaient les combats fréquents, le Canada a fait plusieurs contributions financières au Comité international de la Croix-Rouge et au Conseil canadien des Églises pour leurs opérations de secours d'urgence au Liban. Dans le cadre de l'appui donné au Liban, le Canada a annoncé en juillet sa décision de fournir 5 millions de dollars pour faciliter la reconstruction lorsque les circonstances le permettraient.

Quant au conflit arabo-israélien, les efforts déployés afin d'amener les parties à la table de négociations ont échoué. Par un dialogue diplomatique et politique, le Canada a continué d'appuyer l'objectif d'un règlement pacifique équitable, global et durable qui assurerait le bien-être et la sécurité d'Israël à titre de nation indépendante au Moyen-Orient, et permettrait aux Palestiniens de participer pleinement aux négociations qui détermineront leur avenir tout en leur reconnaissant le droit de fonder un État en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

La guerre entre l'Iran et l'Iraq est demeurée dans l'impasse, en dépit de lourdes pertes subies de part et d'autre et malgré l'emploi d'armes chimiques qui a été confirmé par un groupe de travail spécial des Nations Unies. Le Canada s'est joint à de nombreuses nations pour protester contre cet aspect du conflit. Celui-ci ayant menacé de s'étendre au golfe persique où les attaques de belligérants contre des bateaux neutres étaient devenues de plus en plus fréquentes, le Canada a fait des démarches auprès des deux parties au conflit, les invitant à cesser les hostilités et à négocier en vue de la paix. Des difficultés croissantes d'ordre interne au Soudan ont failli compromettre la réalisation des projets d'aide canadienne dans le sud de ce pays.

Afrique

Dans l'Afrique d'expression anglaise, l'année a été marquée avant tout par la persistance d'une grave sécheresse dans plusieurs régions et par des changements inattendus dans la politique de l'Afrique du Sud.

Le Canada a cherché à remédier à la première de ces situations en augmentant son apport d'aide alimentaire et en renforçant le secteur agricole, déjà appréciable, dans le cadre de ses programmes bilatéraux d'aide au développement dans les régions touchées. En tant que membre du Groupe de contact des pays occidentaux pour la Namibie, le Canada a invité à maintes reprises l'Afrique du Sud à se retirer du sud de l'Angola, processus qui a commencé effectivement en janvier 1984. L'issue finale et les répercussions pour l'indépendance éventuelle de le Namibie étaient encore peu claires, à la fin de l'année financière, en mars.

En dépit de l'agitation qui régnait par intermittence dans des régions de son propre pays nouvellement indépendant d'Afrique du Sud, le premier ministre Mugabe du Zimbabwe a pu faire une visite officielle marquante au Canada où il s'est rendu non seulement à Ottawa, mais aussi en Nouvelle-Écosse, à Montréal, à Toronto et à Regina. Lors de la Conférence de Lusaka tenue en février, le Canada a annoncé une affectation éventuelle de 125 millions de dollars pour une période de cinq ans en faveur de la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe. En même temps, les autorités canadiennes ont suivi de près la controverse dont faisaient l'objet, en Afrique du Sud, les nouvelles dispositions constitutionnelles qui admettent au suffrage les communautés asiatique et de couleur, mais continuent d'exclure la majorité noire de sa participation légitime au gouvernement.

En Afrique de l'Ouest, le ministre d'État aux Relations extérieures a effectué une importante visite bilatérale au Nigeria où, plus tard dans l'année, les élections nationales ont été suivies d'un coup d'État militaire qui mettait fin à quatre années de pouvoir civil. Le Ghana, pour sa part, a montré de nouveaux signes de stabilité économique comme le ministre a pu l'observer lors d'une visite effectuée en février.

En Afrique orientale, la solution du problème de l'actif et du passif de la défunte Communauté d'Afrique orientale a diminué les tensions dans la région, entraîné la réouverture de la frontière entre le Kenya et la Tanzanie et éliminé une complication mineure dans les relations du Canada avec trois de ses plus anciens et plus étroits partenaires africains. Le président Moi a été réélu pour un nouveau mandat au Kenya, comme l'a été en Zambie le président Kaunda. Dans la péninsule des Somalis, les tensions et les combats qui se poursuivaient en Éthiopie et dans le voisinage se sont aggravés, mais n'ont pas empêché l'apport de grandes quantités de secours humanitaires canadiens.

L'année a été marquée par des visites au Canada de ministres de différents portefeuilles (finances, communications, énergie, éducation, affaires étrangères), venus du Malawi, du Zimbabwe, du Kenya, de Tanzanie, de la Sierra Leone, de l'Uganda et de l'île Maurice. M. Sam Nujoma, président de la South-West African People's Organization (SWAPO) a effectué une visite particulièrement utile à Ottawa en février.

Le Canada a continué de renforcer ses liens avec les pays africains d'expression française et de défendre ses intérêts politiques et économiques tout en jouant un rôle actif dans les efforts de développement de la région. Grâce aux visites échangées au plus haut échelon, il a été possible de donner un nouvel élan au programme existant et d'élargir les champs de coopération. Les réunions de commissions bilatérales avec le Sénégal, le Mali, le Gabon et le Zaïre ont fourni des occasions d'examiner les relations avec ces pays et d'établir des plans pour l'avenir.

Un certain nombre de ministres canadiens se sont rendus dans divers pays africains d'expression française, dont le Burundi, le Cameroun, la Guinée, le Mali, la Tunisie et le Zaïre. Ces visites ont permis au Canada d'étudier et d'intensifier les activités dans ces pays, dans les domaines tant des relations commerciales que de l'aide au développement, et de poursuivre un dialogue politique sur des sujets d'intérêt commun.

Deux importantes visites d'État ont eu lieu en 1983 : le Canada a reçu le président Félix Houphouët-Boigny de la Côte-d'Ivoire et le président Diouf du Sénégal. Sont également venus au Canada les ministres des Affaires étrangères du Gabon, du Mali, du Cameroun, de la Haute-Volta et de Djibouti, et des ministres de divers autres pays, dont le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et Madagascar.

Du point de vue économique, la situation générale de l'Afrique francophone ne s'est pas améliorée. La sécheresse qui continuait de sévir dans la région du Sahel a commencé de s'étendre à plusieurs pays côtiers. Les pays exportateurs de pétrole se sont trouvés devant une stagnation des prix et de la demande, et les autres ont fait face à une crise croissante dans le domaine de l'énergie. La dette des pays de la région, même ceux des pays relativement plus prospères, a atteint des proportions alarmantes, et un certain nombre d'entre eux ont dû établir des mesures de grave austérité pour soutenir leur économie. Ailleurs, la situation agricole a continué de se détériorer et les cas de disette se sont multipliés.

Sur le plan politique, la situation au Tchad a empiré avec le retour de la présence libyenne dans le nord du pays et l'arrivée de troupes françaises et zaïroises qui ont pris des positions entre le 15e et 16e parallèle afin de protéger le gouvernement Ndjamena. Dans le Sahara occidental, les parties au conflit n'ont pu se mettre d'accord sur les conditions d'un cessez-le-feu qui aurait permis la tenue d'un référendum. En Haute-Volta, un nouveau coup d'État a porté au pouvoir un gouvernement déterminé à modifier en profondeur la structure sociale, économique et politique du pays. Dans un certain nombre de pays de la région, des grèves et des escarmouches ont mis au jour des tensions profondes causées par une situation politique et économique précaire.

Le Canada a maintenu son aide au développement de la région, lui consacrant en 1983-1984 plus de 223 millions de dollars, affectés en majeure partie au développement rural, aux programmes énergétiques et au soutien de la balance des paiements. Les exportations canadiennes à destination de l'Afrique francophone ont atteint 623 millions de dollars en 1983 et les importations ont totalisé 203 millions de dollars. Les relations bilatérales ont bénéficié de l'appui des nombreux réseaux de liens multilatéraux qu'assurent les institutions francophones internationales.

La plupart des pays africains ont connu de graves problèmes économiques et financiers. En 1983, le Canada a exporté des marchandises d'une valeur de 1,1 milliard de dollars et a fourni pour environ 350 millions de dollars de services d'experts-conseils à l'Afrique, tandis que les biens importés atteignaient environ 700 millions. Les principaux marchés

étaient l'Algérie, l'Afrique du Sud, la Libye, le Maroc, le Nigeria et la Tunisie.

Le Canada a continué de rechercher l'expansion de ses activités commerciales avec les pays d'Afrique, surtout grâce à l'assistance fournie aux exportateurs canadiens, mais aussi en favorisant la création de mécanismes appropriés et en assurant un climat propice aux échanges commerciaux. Une ligne de crédit de la SEE, au montant de 542 millions de dollars, a été établie avec l'Algérie. Des accords prévoyant des lignes de crédit analogues consenties par la SEE et l'ACDI ont été signés avec le Cameroun et la Tunisie. À la quatrième réunion annuelle de la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe, le Canada a pris d'importants engagements dans les domaines de l'énergie, des transports et des communications. Des initiatives conjointes en matière d'aide et de commerce ont été prises au Kenya dans les secteurs de l'énergie, du pétrole et du gaz. Afin d'encourager les possibilités de réalisation de projets multilatéraux et de cofinancement, le ministère a eu des réunions avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement.

En plus des nombreuses missions ministérielles qui ont eu lieu pendant l'année, le ministère a organisé un certain nombre de missions commerciales bilatérales, à l'appui des intérêts canadiens en Afrique. Il y a eu trois missions dans le secteur des chemins de fer : une en provenance du Kenya, une à destination de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, et l'autre à destination du Gabon, du Cameroun et de la Côte-d'Ivoire. Les autres missions se situaient dans divers secteurs, dont l'exploitation minière au Zimbabwe, en Zambie, au Zaïre et au Ghana; les véhicules spéciaux en Algérie; les légumineuses en Algérie; les pêches en Algérie et au Maroc; en outre, trois autres missions sont venues du Zaïre, d'Éthiopie et du Zimbabwe. Une mission canadienne de l'industrie du gaz et du pétrole s'est rendue au Nigeria, en Libye et en Algérie afin de faire valoir la technologie, les produits et les services canadiens. Le Canada a participé à la 20e Foire commerciale internationale d'Algérie et à la Foire commerciale de Kaduna, et il a tenu une Semaine canadienne à Abidjan.

Pour familiariser les gens d'affaires canadiens avec les débouchés qui existent en Afrique, le ministère a pris part à un certain nombre de séminaires et de réunions avec des représentants du monde des affaires canadien à Ottawa, à Winnipeg, à Toronto et à Montréal.

Amérique latine et Antilles

La plupart des pays de la région ont continué d'être aux prises avec de graves difficultés économiques, caractérisées notamment par une charge massive de la dette. Ils ont empêché ces difficultés de s'aggraver grâce à diverses mesures de coopération internationale entre banques privées, institutions financières internationales et gouvernements, et par des efforts d'adaptation à l'intérieur du pays, efforts généralement soutenus bien que pénibles. Les problèmes économiques ont connu un paroxysme en Équateur, au Pérou et en Bolivie à la suite d'une série de catastrophes naturelles allant de sécheresses à des inondations. Lors d'une réunion tenue en Équateur, les membres du Système économique latino-américain (SELA) ont établi la Déclaration et le Plan d'action de Quito afin d'élaborer les lignes de conduite communes face à la crise économique. Ce sujet était aussi le principal point de discussion à la 20e session de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Antilles (CEPAL), qui s'est déroulée à Lima à la fin du mois de mars 1984.

Les exportations canadiennes vers l'ensemble de la région ont baissé de 11 p. 100 par rapport à 1982, tandis que les importations accusaient aussi une baisse d'environ 12 p. 100. Les articles manufacturés se sont maintenus en très bonne place dans l'ensemble des exportations, où ils représentaient 56 p. 100 d'un montant total de 2,7 milliards de dollars. Les matières premières, notamment le pétrole du Venezuela et du Mexique, et les produits agricoles ont continué de former l'essentiel des importations.

Bien que le climat économique défavorable ait influé sur la tenue du marché à court terme, le Canada a maintenu un programme actif de promotion commerciale et s'est efforcé, comme l'année précédente, de chercher des remèdes aux problèmes économiques de la région. Une participation étendue aux programmes de réaménagement de la dette réaffirmait l'engagement à long terme du Canada envers le marché.

En 1983, le Canada s'est chargé d'environ 80 projets de promotion des exportations, et des ministres canadiens se sont rendus au Mexique, au Brézil, en Colombie, au Venezuela, à Cuba, en Jamaïque, à Sainte-Lucie, à la Trinité-et-Tobago et en Argentine. En même temps, la création de vastes programmes de financement des exportations visait à offrir des mécanismes afin de corriger les effets perturbateurs de la crise économique, tout en soutenant la recherche de débouchés par des gens d'affaires canadiens.

Les visites au Canada du secrétaire d'État au Commerce international d'Haïti, du ministre des Entreprises d'État de la Trinité, et du ministre du Commerce et du développement industriel du Mexique ont confirmé l'importance de relations commerciales en expansion en dépit d'une conjoncture difficile.

Amérique du Sud

En Amérique du Sud, les affaires politiques ont été caractérisées par une tendance positive au retour des formes démocratiques de gouvernement, malgré les pressions auxquelles les régimes étaient soumis en raison de lourdes exigences d'ordre économique et social. L'exemple le plus encourageant de renouveau démocratique a été les élections en Argentine, où le Parti radical dirigé par M. Raul Alfonsin a remporté une victoire décisive sur le Parti justicialiste péroniste et a pris le pouvoir des mains d'un régime militaire tombé dans le discrédit. Au Venezuela, la tradition démocratique s'est consolidée avec des élections qui ont porté au pouvoir le parti de l'Action démocratique sous la direction de M. Jaime Lusinchi. Le Canada était représenté aux cérémonies d'investiture des nouveaux présidents de l'Argentine et du Venezuela respectivement par MM. Pierre Bussières et Bennett Campbell. Les développements politiques n'ont pas été aussi favorables au Chili où une série de protestations massives, pendant plusieurs mois, contre le gouvernement Pinochet a conduit à l'établissement d'un « dialogue politique », mais il n'a aucunement accéléré le retour éventuel d'un gouvernement démocratique dans ce pays.

Le changement de gouvernement en Argentine a permis d'espérer une amélioration des relations entre ce pays et le Royaume-Uni à la suite du conflit relatif aux îles Malvines. Les deux pays, par l'intermédiaire de leurs puissances pro-

tectrices, le Brésil et la Suisse, ont avancé des propositions tendant à une normalisation de leurs rapports.

L'Organisation des États américains (OEA) a tenu une session extraordinaire en mars 1984 pour élire un nouveau secrétaire général. M. Joao Clemente Baena Soares, du Brésil, a été choisi à l'unanimité pour prendre la place du secrétaire général sortant, M. Alejandro Orfila. À la même session, Saint-Kitts et Nevis ont été admises à l'OEA, ce qui porte à 31 le nombre des membres de l'Organisation.

Le Canada a continué de cultiver ses relations politiques et économiques avec des pays-clés de la région et ces efforts ont été mis en lumière par un certain nombre d'importantes visites ministérielles et parlementaires. La cinquième session de l'Association parlementaire Canada – Mexique et la cinquième réunion du Comité ministériel Canada – Mexique ont eu lieu à Ottawa en 1983. Le ministre de l'Agriculture, M. Whelan, s'est rendu en Colombie, au Venezuela, en Jamaïque, à Cuba et au Mexique afin d'encourager une coopération bilatérale dans le secteur agro-alimentaire et d'avoir des consultations avec ses homologues étrangers en tant que président du Conseil mondial de l'alimentation. La session inaugurale du Comité consultatif Canada – Venezuela, organisme qui vient d'être créé, a eu lieu à Caracas en mai 1983. La première réunion du Comité consultatif des affaires politiques Canada – Brésil a été inaugurée à Brasilia, en novembre 1983, par le ministre d'État aux Affaires extérieures et le ministre brésilien aux Affaires étrangères. Le ministre d'État aux Affaires extérieures s'est également rendu en Colombie pour des consultations politiques, et le ministre des Affaires étrangères de Colombie est venu à Ottawa en février 1984. À la fin de l'année financière, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures se préparait à effectuer une visite dans trois pays de l'Amérique centrale et en Colombie pour faire l'étude de la situation en Amérique centrale et poursuivre ses consultations avec un membre-clé du Groupe Contadora, qui regroupe, outre la Colombie, le Venezuela, le Mexique et Panama.

Antilles et Amérique centrale

La plupart des pays des Antilles ont continué de faire face à des difficultés économiques causées par la récession internationale. La stabilisation des prix du marché mondial pour des exportations-clés comme la bauxite, la banane et le sucre a été neutralisée dans ses effets par une faible demande à l'égard de ses produits, ce qui a limité les recettes d'exportation. Les recettes du tourisme ont baissé et il a fallu procéder à d'importantes réductions des prix pour soutenir l'industrie touristique. En dépit de l'amélioration légère que l'économie mondiale semble avoir connue en 1983, les répercussions sur les économies des divers pays des Antilles ont été très inégales et, dans bien des cas, l'année 1983 peut même avoir été pire que la précédente. La stabilité de la plupart des gouvernements antillais et les préparatifs dans lesquels se sont lancés beaucoup d'entre eux, il y a plusieurs années, pour s'adapter à la nouvelle conjoncture ont mitigé les effets les plus néfastes de la situation économique internationale. À la différence des économies de l'Amérique latine, la plupart des pays des Antilles n'avaient pas un lourd fardeau de dettes auprès de banques commerciales. Certain d'entre eux, toutefois, sont demeurés aux prises avec d'importants problèmes de liquidités internationales.

La communauté des pays antillais du Commonwealth a fait face à de graves tensions politiques en 1983 lorsque la Barbade, la Jamaïque, et certains des membres de l'Organisation des États des Antilles orientales se sont joints aux États-Unis lors de l'invasion militaire lancée contre l'un des leurs, la Grenade. Cette action suivait le renversement et le meurtre ultérieur de l'ancien leader grenadin, M. Maurice Bishop.

De concert avec beaucoup d'autres pays, le Canada a mis en doute la légalité et la nécessité de l'intervention militaire. Il s'est efforcé, toutefois, d'aider les États de la région à surmonter les effets perturbateurs des événements de la Grenade et à poursuivre les tâches urgentes du développement économique et social.

En janvier, le ministre d'État aux Relations internationales s'est rendu à Sainte-Lucie, à la Barbade et à la Trinité-et-Tobago pour se faire directement une idée des conséquences de l'intervention à la Grenade et déterminer comment les dirigeants antillais conçoivent le rôle que le Canada pourrait jouer le plus efficacement dans cette île et dans la région en général. Une visite ultérieure, à la Grenade et à la Barbade, d'une équipe interministérielle de fonctionnaires a entraîné des décisions concernant de nouvelles initiatives d'aide pour la reconstruction économique de la Grenade, ainsi que des propositions d'aide policière afin de réorganiser les services de police grenadins et de faciliter le retrait complet des troupes américaines et antillaises.

Un certain nombre de pays se trouvaient devant la perspective d'élections en 1983-1984 et, le 19 septembre 1983, l'ancien État associé de Saint-Kitts et Nevis a abaissé le pavillon britannique pour la dernière fois, la nouvelle fédération de Saint-Kitts et Nevis accédant à l'indépendance complète. Le ministre des Approvisionnements et Services était à la tête de la délégation canadienne aux cérémonies de l'indépendance. En Jamaïque, le parti de l'opposition ayant refusé de contester l'élection générale, le parti travailliste jamaïquain a été quasiment porté au pouvoir par acclamation, et l'opposition a concentré son rôle en dehors du Parlement. Les élections à Antigua et à Barbuda ont confirmé dans ses fonctions le gouvernement du premier ministre, M. Vere Bird, pour un autre mandat. À Anguilla, toutefois, l'ancien chef des ministres, M. Ronald Webster, a été déplacé par les électeurs en faveur de M. Emile Gumbs. Une équipe officielle d'observateurs canadiens a été témoin de la phase initiale des élections au Salvador en mars. Le gouvernement du Nicaragua a annoncé en février 1984 que des élections à la présidence et à une assemblée législative auraient lieu en novembre.

Les tensions sont demeurées fortes en Amérique centrale. Toutefois, le Groupe Contadora et les cinq pays de l'Amérique centrale ont procédé à des réaménagements de modalités en vue de faciliter une solution pacifique aux difficultés que rencontre cette région du monde. Un plan régional pour la paix a été présenté dans ses grandes lignes à la réunion de septembre 1983 du Groupe Contadora, où une série d'objectifs comportant 21 points a été formulée et acceptée. Le processus a connu un nouvel élan en janvier 1984 lorsque trois commissions de travail, composées chacune de représentants du Groupe Contadora et des cinq pays de l'Amérique centrale, ont été établies dans les domaines de la sécurité et des affaires politiques et socio-économiques.

Le gouvernement canadien a pleinement appuyé le travail des pays du Groupe Contadora. En février 1984, le gouverne-

ment a donné l'ordre aux représentants du Canada d'avoir des consultations avec les trois commissions de ce groupe afin d'évaluer les besoins économiques de la région et les tâches de maintien de la paix et de vérification qui peuvent se révéler indispensables.

Les affaires publiques et la promotion culturelle ont reçu une attention encore plus grande, particulièrement au Mexique, au Brésil et au Venezuela. Ces initiatives témoignent de la présence accrue du Canada dans toute la région.

Les conflits se faisant plus nombreux en Amérique latine, le Canada a doublé ses admissions de réfugiés de la région et a établi en conséquence des programmes spéciaux d'immigration. Durant la seule année 1984, on accueillera environ 2 500 personnes en vertu du programme pour les réfugiés de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud. Des bureaux d'immigration ont été ouverts à Lima (Pérou), à Guatemala (Guatemala) et à San José (Costa Rica).

Afin de réduire l'immigration illégale en provenance de la région, un visa de visiteur est maintenant exigé pour les citoyens de la Jamaïque, de la Guyane, du Guatemala et du Pérou.

Chapitre 5
DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE

L'année à l'étude s'est caractérisée par une détérioration marquée des relations Est-Ouest, dont le point culminant a été le retrait des États-Unis des négociations de Genève sur le contrôle des armes nucléaires. Des événements comme la catastrophe de la KAL et la dégénérescence du dialogue entre les deux superpuissances ont convaincu le Canada qu'il doit jouer un rôle plus actif en vue de renverser cette tendance dangereuse des relations Est-Ouest.

Contrôle des armements et désarmement

Les démarches du Canada visant à encourager la négociation d'accords vérifiables de contrôle des armements et de désarmement ont connu un aboutissement modeste mais décisif au sein du Comité du désarmement (CD) à Genève et dans les préparatifs de la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe (CDE); ils ont pris en outre un nouveau relief à la suite de l'initiative que le premier ministre Trudeau a mise en œuvre à l'automne et à l'hiver en matière de relation Est-Ouest et de sécurité internationale.

À l'automne de 1983, inquiet de la dégradation qui se manifestait dans les relations Est-Ouest, le premier ministre a agi afin de rétablir la confiance et de réengager un dialogue politique de haut niveau entre l'Est et l'Ouest, particulièrement entre les deux superpuissances. Cette initiative comportait un certain nombre de propositions spécifiques : une conférence des cinq États dotés d'armes nucléaires afin de limiter les arsenaux nucléaires stratégiques; un effort politique concerté afin de renforcer le régime de la non-prolifération des armes nucléaires; une importante réponse occidentale aux propositions de l'Est sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces qui avaient été déposées à l'été de 1983; et l'inauguration de la Conférence de Stockholm à un échelon politique élevé.

Les décisions prises par l'OTAN d'envoyer les ministres des Affaires étrangères à l'inauguration de la CDE, de déposer une nouvelle proposition aux pourparlers sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces et de publier une déclaration qui insistait lourdement sur la détente véritable et le dialogue montrent toutes dans quelle mesure les alliés du Canada faisaient leurs les objectifs tracés par le premier ministre.

Le premier ministre a présenté simultanément trois propositions dont le gouvernement canadien rechercherait l'application et qui renforceraient la stratégie de l'asphyxie qu'il avait avancée en 1978 : une interdiction frappant les essais et le déploiement de systèmes anti-satellites de haute altitude; une garantie du niveau vérifiable des systèmes futurs d'armes stratégiques; et des restrictions sur la mobilité des missiles balistiques intercontinentaux à déploiement terrestre.

En janvier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est joint aux ministres des Affaires étrangères des 34 autres pays signataires de l'Acte final d'Helsinki à l'inauguration de la CDE à Stockholm. Bien qu'elle fût jugée en elle-même assez importante pour mériter la participation des ministres des Affaires étrangères, la conférence avait une portée encore plus grande du fait qu'elle marquait le rétablissement du dialogue Est-Ouest de haut niveau, absent depuis la catastrophe de la KAL en septembre.

Pendant l'année, le Canada a joué un rôle actif dans les principales négociations sur le contrôle des armements, et notamment dans la recherche, au sein du Comité du désarmement à Genève, d'une interdiction globale des armes chimiques. En sa qualité de président du Groupe de travail sur les armes chimiques, le Canada a pu faire naître un consensus sur un document qui renfermait les éléments fondamentaux d'un traité à l'égard duquel les points d'accord et de désaccord se trouvaient clairement définis.

Pour mettre en valeur l'engagement du Canada vis-à-vis du contrôle des armements et du désarmement, le gouvernement a annoncé son intention de créer l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales, centre financé à même les deniers publics qui doit recueillir et assimiler les masses considérables d'informations qui existent sur les questions de défense et de contrôle des armements.

La défense et l'OTAN

En l'absence de résultat des pourparlers qui ont eu lieu avec l'Union soviétique sur le désarmement des forces nucléaires de portée intermédiaire, l'OTAN s'est mise à déployer en décembre les missiles Cruise sol-sol et les missiles Pershing pour faire face au nombre croissant des missiles soviétiques SS-20. Les ministres de l'OTAN ont déploré que l'on ait accompli si peu depuis leur offre initiale de négociations en décembre 1979. Leur objectif fondamental, ont-ils souligné, demeurait l'élimination complète des missiles terrestres nucléaires de portée intermédiaire, qu'ils soient soviétiques ou américains, et ils estimaient que l'obtention de résultats concrets à la table des négociations devrait permettre d'arrêter ou de renverser le déploiement des missiles de l'OTAN. C'est dans cet esprit qu'ils recherchaient une reprise prochaine des négociations. Lors d'une réunion tenue à Montebello, au Québec, les ministres de la Défense de l'OTAN ont convenu unilatéralement de retirer 1 400 armes nucléaires de l'Europe en plus des 1 000 armes nucléaires qui avaient été enlevées en 1980, et de retirer une arme pour chaque missile Pershing II et Cruise qui avait été déployé, ce qui amènerait le stock d'armes de l'OTAN à son point le plus faible en l'espace de 20 ans.

À la fin d'une réunion privée des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN qui a eu lieu au Canada à la fin de 1982, les Alliés ont lancé une importante étude des relations Est-Ouest afin d'élaborer un moyen plus global d'aborder le dialogue avec l'Union soviétique et l'Europe de l'Ouest. Un

communiqué spécial publié à la suite de cette étude lors de la réunion ministérielle du printemps de 1983 soulignait la détermination de l'OTAN à maintenir un dialogue constructif avec l'Est.

En décembre 1983, les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN ont jugé l'état des relations Est-Ouest tel qu'ils ont publié une déclaration réaffirmant le caractère défensif de l'Alliance et le lien essentiel de sécurité entre l'Amérique du Nord et l'Europe. Cette déclaration rejetait la notion de supériorité militaire et montrait l'Ouest prêt à reconnaître les intérêts légitimes de la sécurité de l'Union soviétique sur une base de réciprocité.

Pour leur part, les ministres de la Défense de l'OTAN ont réaffirmé l'importance d'intensifier les forces classiques de l'OTAN pour compenser le déséquilibre des forces en Europe jusqu'au moment où l'on réaliserait un accord sur des réductions mutuelles et équilibrées. Le Canada a continué de répondre à l'objectif fixé par l'OTAN d'une augmentation réelle de 3 p. 100 par an dans les dépenses de la défense, dans le cadre d'une politique plus vaste tendant à améliorer les forces classiques du Canada en Europe, dans l'Atlantique et en Amérique du Nord.

La réunion des ministres des Affaires étrangères du printemps de 1983 a eu lieu à Paris; c'était la première réunion de ce genre à être tenue en France depuis 1967. En décembre 1983, les chefs de l'Alliance ont nommé Lord Carrington, du Royaume-Uni, au poste de secrétaire général de l'OTAN; il succède à M. Joseph Luns des Pays-Bas. Lord Carrington a effectué une visite privée au Canada au début de 1984 pour avoir des rencontres avec les dirigeants canadiens.

Relations de défense entre le Canada et les États-Unis

En juillet 1983, le Canada et les États-Unis ont conclu une entente pour permettre les essais au Canada des missiles Cruise air-sol. Le premier essai réussi a eu lieu en mars 1984. Les consultations entre le Canada et les États-Unis sur la modernisation de la défense aérienne de l'Amérique du Nord se sont poursuivies toute l'année.

Maintien de la paix

Poursuivant son rôle actif dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, le Canada a fourni des contingents à la Force des Nations Unies à Chypre et à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement des forces israéliennes et syriennes au Golan, et il a envoyé des observateurs à l'organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.

Bien que la situation militaire soit demeurée calme dans la plupart des endroits où il y a une présence canadienne pour le maintien de la paix, aucun progrès véritable n'a été fait dans le sens d'une solution des différends politiques sous-jacents. À Chypre, les Chypriotes turcs ont proclamé en novembre 1983 un État indépendant qui n'a été reconnu jusqu'ici que par la Turquie. Le secrétaire général des Nations Unies continue d'user de ses bons offices pour encourager une reprise des négociations entre les parties qui s'affrontent dans le différend de Chypre.

Programme d'aide à la formation militaire

Au cours de l'année financière 1983-1984, 69 cours au total ont été offerts à des étudiants des forces armées de 13 pays non membres de l'OTAN dans le cadre du Programme d'aide à la formation militaire. La majorité des personnes qui ont suivi une formation au Canada venait des Antilles, du Commonwealth et de pays africains.

Terrorisme

En mars 1983, le gouvernement a réaffirmé son engagement à combattre le terrorisme en offrant une récompense allant jusqu'à 100 000 dollars pour des informations ou des preuves conduisant à l'arrestation et à la condamnation des personnes responsables de la tentative d'assassinat contre l'attaché commercial de Turquie et du meurtre de l'attaché militaire turc commis à Ottawa en 1982. En mars 1984, à la suite d'une enquête menée conjointement par la police d'Ottawa et la GRC en collaboration avec la police de la communauté urbaine de Toronto et le FBI, quatre individus ont été arrêtés à Toronto pour la tentative de meurtre à l'égard de l'attaché commercial de l'ambassade de Turquie à Ottawa.

À l'étranger, la violence et le terrorisme sont demeurés des réalités de la vie de tous les jours, et peu de régions du monde ont été épargnées.

Chapitre 6
PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS

Services consulaires

Près de 40 millions de Canadiens se rendent chaque année à l'étranger, les États-Unis étant la destination de la majeure partie d'entre eux. En 1983, quelque 1,7 millions de Canadiens ont fait des séjours dans des pays autres que les États-Unis, ce qui représente une légère augmentation par rapport à l'année précédente. Ils se trouvent parfois dans des situations difficiles et s'adressent, pour obtenir de l'aide, à l'une des 124 missions canadiennes réparties dans le monde entier. Ils sont encouragés tout d'abord à résoudre leurs propres problèmes mais, s'ils sont impuissants à le faire, le ministère essaie de leur venir en aide au moyen de son programme de services consulaires. L'assistance consulaire revêt diverses formes : délivrer des passeports et offrir des services de citoyenneté; faciliter les transferts de fonds et/ou le retour au Canada des Canadiens qui se trouvent sans ressources ou sont atteints d'invalidité; s'assurer que les Canadiens détenus ou emprisonnés sont traités équitablement selon les lois du pays d'accueil; les aider à communiquer avec leur famille et leurs amis au Canada et, dans certains cas, faciliter leur transfert à destination de prisons canadiennes aux termes des traités sur le transfèrement des délinquants que le Canada a négociés avec un certain nombre de pays; fournir des renseignements, des conseils aux Canadiens qui font face à une situation critique, par exemple en cas de maladie, de décès, de litige concernant la garde d'un enfant, de biens perdus ou volés, ainsi qu'à l'égard d'autres questions relevant de l'article 5 de la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires. Dans le cas de grandes catastrophes nationales, de troubles civils et de guerre, le ministère peut prendre des dispositions pour faire évacuer les Canadiens de la région en cause.

La demande de services consulaires a augmenté ces dernières années, les Canadiens étant de plus en plus nombreux à voyager, à travailler et à résider en permanence à l'étranger. Le ministère a mis en œuvre un certain nombre d'initiatives afin de répondre à leurs besoins.

Le nouveau *Manuel des instructions consulaires*, paru au cours de la dernière année financière, a été soumis à un réexamen en fonction de rajustements apportés aux lignes de conduite, ainsi que de l'évolution des besoins, des objectifs prioritaires, et des lois et règlements qui influent sur les services consulaires.

Plus de 800 Canadiens étaient détenus ou purgeaient une peine dans des prisons étrangères pendant l'année écoulée. Vingt-huit Canadiens incarcérés dans des prisons aux États-Unis, au Mexique et au Pérou ont été rapatriés au Canada aux termes d'accords sur le transfèrement des délinquants, qui permettent aux Canadiens emprisonnés à l'étranger d'achever de purger leur peine au Canada, près de leur famille et de leurs amis et dans des conditions qui améliorent leurs chances de redressement et de réinsertion dans la société canadienne. Le Canada a continué de négocier des accords de ce genre avec d'autres pays. Deux divisions du ministère ont assuré les services voulus de soutien de la politique et des activités aux missions à l'étranger, et elles se sont chargées de demeurer en contact avec les parents et amis des personnes détenues à l'étranger et d'autres Canadiens en difficulté. Elles ont mis en œuvre un programme de sensibilisation du grand public qui fait connaître aux Canadiens les difficultés que peuvent comporter des voyages et séjours à l'étranger et les renseigne sur les services offerts par le ministère aux voyageurs canadiens.

Pendant l'année, le ministère a révisé ses plans d'assistance aux Canadiens qui se trouvent dans des situations critiques dans des régions où surviennent des troubles civils ou politiques. Les nouveaux plans tiennent compte de l'évolution de la situation et de tout autre facteur qui pourrait empêcher le ministère de réagir efficacement en cas d'urgence.

Dans certaines régions où le Canada n'a pas de représentant diplomatique ou consulaire attitré, les consuls honoraires ont pour fonction de dispenser sur place des services consulaires aux Canadiens qui sont de passage ou qui vivent en permanence à l'étranger. En certains endroits, ils contribuent également à la mise en œuvre d'autres programmes du ministère dans les domaines de l'expansion du commerce, des affaires publiques et des relations générales. Pendant l'année à l'étude, des consuls honoraires ont été nommés à Acapulco (Mexique), à Auckland (Nouvelle-Zélande), à Bujumbura (République du Burundi), à Karachi (Pakistan) et à Bélize (Bélize), ce qui porte à 24 le nombre de consulats dirigés par des consuls honoraires.

Le Canada a continué de négocier des conventions consulaires bilatérales avec d'autres pays, notamment ceux où des Canadiens ont connu des difficultés, lorsque le ministère estime qu'un accord lui rendrait plus facile la tâche de protéger et d'aider les Canadiens. Après des consultations avec les provinces, les négociations ont repris avec l'URSS et la Hongrie en 1983, et des préparatifs ont été faits pour qu'elles reprennent aussi avec d'autres pays de l'Europe de l'Est.

Services des passeports

Plus de trois millions et demi de Canadiens sont présentement détenteurs d'un passeport valide. En augmentation constante durant les cinq dernières années au taux d'environ 5 p. 100 par an, le nombre moyen de passeports délivrés s'est accru de 19 p. 100 en 1983-1984. Bien qu'aucun facteur particulier ne crée cette demande de passeports, l'augmentation peut être due en partie à des cours du change favorables (sauf avec les États-Unis) et à des tarifs raisonnables des agences de voyage.

Pendant l'année financière 1983-1984, le Bureau des passeports a délivré au total 830 000 passeports canadiens, certificats d'identité et titres de voyage établis en vertu de

la Convention des Nations Unies sur les réfugiés. De ce nombre, 774 000 ont été délivrés au Canada, contre 652 000 en 1982-1983, et 56 000 dans les missions diplomatiques et consulaires à l'étranger, contre 51 000 l'année précédente.

Au total, 3 311 certificats d'identité et 355 titres de voyage de réfugiés ont été délivrés en 1983-1984, ce qui représente une diminution de 21 p. 100 par rapport à 1982-1983. Cela tient au fait que les réfugiés venus en grand nombre d'Asie à la fin des années 1970 ont cherché à obtenir la citoyenneté canadienne le plus tôt possible.

Au Canada, 75 p. 100 des requérants se sont présentés dans l'un ou l'autre des bureaux régionaux des passeports situés dans différentes villes canadiennes. Si les requérants sont chaque année plus nombreux à se rendre dans les bureaux régionaux, c'est qu'ils sont de mieux en mieux informés de la rapidité des services qu'ils peuvent y obtenir sans avoir à s'éloigner de chez eux. Un service téléphonique sans frais d'interurbain qui fonctionne maintenant dans l'ensemble du Canada permet à tous les Canadiens d'avoir aisément accès à des renseignements sur les passeports; 70 000 personnes ont eu recours à ce service en 1983-1984.

Quelques chiffres en sujet des services consulaires

Canadiens inscrits à l'étranger (nombre approximatif)	67 650
Canadiens vivant en permanence à l'étranger, y compris ceux qui ont une double nationalité (nombre approximatif)	2,3 millions
Passeports (année financière 1983-1984)	
Passeports valides en circulation	3 527 024
Nombre total de passeports délivrés en 1983	829 717
Passeports délivrés par les missions	56 039
Augmentation du nombre total par rapport	11 %
Voyages (année civile 1983)	
Nombre total de voyages à l'étranger	40 millions
États-Unis (8,2 millions y ont passé au moins une nuit)	39 millions
Pays autres que les États-Unis	1,7 million
Europe	894 000
Bermudes et Antilles	355 000
Activités consulaires (année civile 1983)	
Nombre total de services rendus	689 000
Aide financière	2 318
Rapatriements moyennant engagement à rembourser	296
Arrestations, détentions	802
Détentions à l'étranger dont le ministère a été informé (accusations liées au trafic de stupéfiants dans 85 % des cas)	223
Hospitalisations	574
Décès	399
Maladies mentales	66
Demandes de localisations	563
Ressources consulaires (année financière 1983-1984)	
Avances de fonds moyennant engagement à rembourser	
1982-1983	144 000 $
1983-1984	147 000 $
Recouvrement	28 %
Années-personnes consacrées au travail consulaire, à l'administration centrale et à l'étranger	203

Immigration et réfugiés

Le ministère des Affaires extérieures est chargé de la mise en œuvre du programme canadien d'immigration à l'étranger. En 1983, les restrictions qu'impose la CEIC à l'égard de l'immigration des personnes en quête de travail ont continué d'influer sur la taille et la composition du mouvement d'immigration où, par conséquent, ont été en nombre prépondérant les immigrants de la catégorie « famille » et les personnes choisies pour des raisons humanitaires. Le nombre de visas d'immigrant délivrés à l'étranger durant l'année financière écoulée s'élevait à 76 153, soit une diminution de 21 p.100 par rapport à l'année précédente. Durant la même période, le nombre de visas de visiteur délivrés à toutes les missions du Canada a augmenté de 5 p.100 pour atteindre environ 300 000.

En 1983, le ministère a dû faire face à plusieurs situations critiques causées par des événements d'ordre interne dans certains pays ou par des changements dans la politique d'immigration du Canada. Les citoyens du Sri Lanka et du Bangladesh devant désormais obtenir des visas de visiteur, et un programme humanitaire spécial étant simultanément mis en œuvre en faveur des Sri-lankais pour leur permettre de rejoindre des membres de leur famille au Canada, des agents de service temporaire ont été affectés aux missions de Colombo et de Dacca. Une présence permanente des services d'immigration doit être établie aux missions canadiennes dans ces deux pays en 1984. Un programme humanitaire analogue a été appliqué au Liban afin que les victimes de ce pays déchiré par des conflits puissent rejoindre les membres de leur famille au Canada.

Le Canada a contribué activement avec d'autres nations occidentales à la réinstallation de personnes opprimées et déplacées de nombreuses régions du monde. En vertu du programme pour les réfugiés d'Amérique latine, en 1983-1984, environ 2 700 personnes touchées par la situation grave qui existe dans certaines parties de l'Amérique centrale sont entrées au Canada pour s'y établir en permanence. Le programme de réunion des familles vietnamiennes a continué d'avoir d'excellents résultats, et environ 4 500 Vietnamiens ont rejoint des membres de leur famille au Canada en 1983-1984, en comparaison des 600 arrivées ou plus en 1980-1981. La réunion des familles a continué d'être un important facteur dans les relations bilatérales avec divers pays de l'Europe de l'Est. En Pologne, 1 852 visas d'immigrant et 4 191 visas de visiteur ont été délivrés pendant l'année 1983-1984 en vertu des mesures spéciales qui sont en vigueur depuis 1981. Le Canada a aussi continué d'offrir des possibilités de réinstallation à des exilés volontaires de l'Europe de l'Est, et 3 600 personnes ont été admises au Canada durant l'année. Le ministère a également administré des programmes pour des personnes déplacées dans certaines parties de l'Afrique et du Moyen-Orient.

L'activité que déploie le Canada pour remédier au problème mondial des réfugiés a comporté des efforts diplomatiques sur le plan bilatéral et multilatéral, ainsi que l'étude des raisons politiques et autres causes fondamentales, et la recherche de solutions durables comme le rapatriement volontaire, la réintégration sur place et le rétablissement dans divers pays. En 1983, le Canada a admis 8 961 réfugiés sous parrainage direct de l'État, 4 060 réfugiés parrainés par le secteur privé, 545 personnes à la recherche d'un asile qui avaient été recommandées par le Comité consultatif du statut de réfugié; on a accueilli en outre 4 209 personnes membres des catégories désignées et d'autres auxquelles s'appliquaient les programmes spéciaux à caractère humanitaire, pour un total de 17 775. En juillet, le Salvador a été ajouté à la liste des pays visés par le Règlement des catégories désignées des réfugiés politiques et personnes opprimées, et deux groupes de travail ont été envoyés par la suite dans ce pays pour s'occuper des prisonniers politiques libérés en vertu du programme salvadorien d'amnistie. Le Canada était l'un des trois pays participant au Plan DISERO du Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (Plan d'offres de réinstallation au débarquement) conçu pour le rétablissement des réfugiés indochinois sauvés en mer.

Immigration et réfugiés

Visas délivrés durant l'année financière 1983-1984

Mission ou région	Visas d'immigrant	Visas de visiteur*
Hémisphère occidental		
États-Unis	10 041	71 250
Antilles	5 680	15 662
Amérique latine	4 590	10 905
Sous-total	20 311	97 817
Afrique et Moyen-Orient		
Afrique	2 631	24 803
Moyen-Orient	2 148	52 566
Sous-total	4 779	77 369
Europe		
Europe de l'Ouest	13 163	29 888
Europe de l'Est	4 771	26 588
Sous-total	17 934	56 476
Asie et Pacifique		
Hong Kong	10 089	19 534
New Delhi	7 083	15 409
Manille	3 466	7 214
Autres provenances	12 491	24 047
Sous-total	33 129	66 204
TOTAL	**76 153**	**297 866**

* Les chiffres concernant les visas de visiteur sont pour l'année civile 1983. En outre, environ 2 500 visas de visiteur ont été délivrés au nom du Canada par des missions britanniques à l'étranger durant la même période. Ces données ne sont pas fournies pour l'année financière.

Enfin, les tensions qui règnent dans diverses parties du monde ont eu des incidences sur les ressources de nombreux bureaux des visas à l'étranger. La Grande-Bretagne ayant an-

noncé son intention de se retirer de Hong Kong, on a assisté à une forte augmentation des demandes de renseignements à la mission canadienne dans cette ville. Ces demandes émanaient en grand nombre de gens d'affaires dotés de la compétence et des moyens financiers voulus pour établir des entreprises au Canada. En même temps, la CEIC a annoncé des changements de sa politique visant à encourager le mouvement d'immigration de chefs d'entreprise au Canada. Le ministère a lancé un programme qui doit donner aux agents des visas les connaissances requises afin de s'occuper des demandes de chefs d'entreprise à Hong Kong ainsi qu'en Europe de l'Ouest.

Droit international privé

Dans le domaine du droit international privé, le ministère offre divers services visant à faciliter les recours juridiques mettant en cause les juridictions étrangères et canadiennes aux termes de conventions ou de procédures convenues. Étant donné la mobilité croissante de l'homme moderne, diverses questions (prestations de sécurité sociale, obligations alimentaires, jugements d'entretien et autres questions connexes) ont obligé les États à collaborer. Comme nombre de ces questions relèvent de la compétence des provinces, le ministère assure la liaison avec celles-ci afin d'arrêter et d'appliquer les modalités réciproques nécessaires. Il a publié une brochure intitulée *Entraide judiciaire internationale en matière civile, commerciale, administrative et criminelle qui* vise à faciliter la tâche des avocats et des officiers de justice canadiens aux prises avec des problèmes de droit international.

L'application du droit pénal est un autre secteur où s'exerce la collaboration entre États. Dans ce domaine également, le ministère assure la liaison nécessaire entre le Canada et l'étranger. De nouveaux traités d'extradition sont présentement négociés entre le Canada et plusieurs pays, dont la Belgique et les Pays-Bas. Un traité d'extradition entre le Canada et la Finlande devrait être ratifié dans un proche avenir. Albert Helmut Rauca, le premier citoyen canadien à avoir jamais été arrêté pour crimes de guerre, a été extradé en RFA, mais il est mort en 1983 avant de subir son procès pour les crimes qui lui étaient imputés.

Le ministère continue de s'intéresser activement aux problèmes que soulèvent sur le plan international un certain nombre de cas d'enlèvement d'enfants découlant d'un conflit entre la mère et le père au sujet de la garde de leur enfant. Il a fait de son mieux pour obtenir des renseignements sur le bien-être des enfants en cause et, dans la mesure du possible, a prêté son concours en vue de leur retour au Canada dans les cas où les tribunaux canadiens avaient déjà statué sur la garde de l'enfant. L'opinion publique s'est vivement intéressée au rôle des gouvernements fédéral et provinciaux à cet égard, ce qui s'explique sans doute en partie par la grande peine que ressentent les acteurs de ces drames.

Sur la scène internationale, le Canada a participé en 1980 à la rédaction finale de la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement d'enfants, qui a été adoptée à la 14e session de la Conférence de La Haye sur le droit international privé. Il a signé cette convention le 25 octobre de la même année, et les autorités provinciales ont été consultées avant sa ratification. La Convention a été ratifiée aussi par la France, le Portugal et la Suisse et est entrée en vigueur le 1er décembre 1983. Son utilité principale est d'assurer une collaboration judiciaire permettant d'obtenir que l'enfant déplacé illicitement soit promptement envoyé chez celui de ses parents qui en avait la garde dans le pays où il a été enlevé. Jusqu'à présent, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, le Manitoba et la Colombie-Britannique ont pris les mesures législatives voulues pour l'appliquer. On s'attend à ce que d'autres provinces suivent leur exemple en temps opportun.

Pendant l'année, la section des réclamations du Bureau des affaires juridiques a répondu à de nombreuses demandes de renseignements présentées par des citoyens canadiens désireux de connaître leurs droits éventuels à propos de réclamations contre des gouvernements étrangers pour perte de propriété. Ces réclamations visaient de nombreux pays, des États-Unis à l'Iran en passant par le Nicaragua et le Mexique. À la fin de l'année à l'étude, des négociations étaient en cours à ce sujet entre le Canada et la Yougoslavie ainsi qu'entre le Canada et la République démocratique allemande.

La section a aussi prêté son assistance à la Commission des réclamations étrangères en se documentant au sujet des réclamations soumises à cette dernière. Elle s'est en outre chargée de la rédaction des règlements intérieurs devant régir les activités du Bureau des affaires juridiques après la signature de l'accord de règlement des réclamations entre le Canada et les pays étrangers, et elle a vu à ce que ceux-ci soient adoptés.

Rapts

Le ministère est préoccupé depuis plusieurs années déjà par les problèmes que soulèvent les rapts commis au Canada par des personnes prétendant se conformer aux instructions de l'Administration fédérale américaine ou d'un État américain et par le retour forcé aux États-Unis des personnes enlevées pour y être traduites en justice. Il est arrivé que le même genre d'acte répréhensible soit commis en territoire américain, et que des individus aient été forcés de rentrer au Canada. L'enlèvement présumé de Sydney Jaffe, citoyen canadien, de sa résidence de Toronto par deux chasseurs de prime américains, le 23 septembre 1981, aura servi à illustrer la gravité du problème qui hypothèque indûment les relations entre les deux pays. Cette affaire a retenu l'attention d'une grande partie du public dans les deux pays.

Dans une série de protestations, le Canada a exposé clairement sa position aux autorités américaines devant le refus de ces dernières d'accéder à sa demande pour que M. Jaffe soit libéré et autorisé à rentrer chez lui. Pour justifier sa position, le gouvernement canadien a invoqué le fait que l'affaire porte atteinte à la souveraineté canadienne, au droit international et au Traité d'extradition signé par les deux pays en 1976 pour perpétuer une tradition datant de 1842, ainsi qu'aux droits fondamentaux du principal intéressé. En octobre 1983, les condamnations prononcées à l'égard de M. Jaffe pour pratiques illicites en matière de vente de terrains ont été renversées par une Cour d'appel de Floride, et il a été mis en liberté sur parole pour la seule infraction restante, à savoir son défaut de comparaître à son procès en mai 1981. M. Jaffe est rentré à Toronto en octobre 1983. Toutefois, la Floride a porté contre lui des accusations plus graves qui devraient être entendues en 1984. Le Canada a donc maintenu l'*habeas corpus* qu'il a déposé en juin 1983 à la Cour fédérale de district de Jacksonville aux États-Unis, pour mettre fin une fois pour toutes à la fausse juridiction à laquelle cet enlèvement l'avait soumis.

Les autorités américaines ont accepté d'extrader les deux chasseurs de prime, lesquels ont renoncé à leur droit d'appel. Ceux-ci ont été libérés sous caution à Toronto et une audition préliminaire devait avoir lieu devant une cour provinciale. Si la cour conclut qu'il y a suffisamment de preuves à l'appui des accusations, les deux hommes subiront leur procès.

Accès à l'information et protection des renseignements personnels

Le titulaire d'un poste nouvellement créé de coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels a été chargé d'instruire toutes les demandes officielles d'accès à des documents gouvernementaux que détient le ministère des Affaires extérieures, conformément à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* qui sont entrées en vigueur le 1er juillet 1983. Au cours des neuf premiers mois, le ministère a reçu 39 demandes faites en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et 34 demandes sous le régime de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Le coordonnateur est aussi chargé de préparer l'apport du ministère au registre de consultation et au fichier de renseignements personnels qui donnent au public divers éléments d'information, notamment une description de l'organisation du ministère, des détails sur ses programmes et fonctions, une description de toutes les catégories de documents placés sous sa surveillance et une liste de tous les manuels utilisés dans l'exercice de ses fonctions.

Chapitre 7
DROIT INTERNATIONAL

Pêches

En 1983, le Canada a continué de chercher à régler ses différends frontaliers et à diversifier ses relations bilatérales en matière de pêche. En octobre, il a ratifié la Convention internationale pour la conservation du saumon de l'Atlantique nord, permettant de ce fait à la Convention d'entrer en vigueur le 1er novembre. Cet instrument international a été le point culminant de plusieurs années de négociations avec les autres pays pêcheurs et producteurs du saumon de l'Atlantique nord. Le Danemark (au nom des îles Féroé), la CEE, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et les États-Unis sont les autres parties à cette Convention dont l'objectif consiste à favoriser la conservation, la restauration, la mise en valeur et la gestion rationnelle des stocks de saumon dans l'Atlantique nord. L'Organisation pour la conservation du saumon dans l'Atlantique nord, créée par la Convention, a son siège à Édimbourg en Écosse. L'une de ses fonctions premières consistera à surveiller les prises de saumon, ce qui revêt une importance particulière pour le Canada étant donné que bon nombre des saumons qui proviennent de rivières canadiennes sont capturés le long de leur route migratoire dans les eaux au large de l'ouest du Groenland.

Le 1er janvier 1984 est entré en vigueur entre le Canada et la CEE un accord sous forme d'échange de lettres gouvernant leurs relations en matière de pêche. Cet accord confirme le maintien des engagements contenus dans l'accord à long terme de 1981, sous réserve de certaines ententes dont la plus importante concerne les contingents tarifaires applicables à la morue canadienne exportée sur le marché de la CEE.

Par ailleurs, les négociations se sont poursuivies entre le Canada et l'URSS en ce qui a trait à un nouveau traité qui remplacerait l'accord de 1976 sur leurs relations mutuelles en matière de pêche. Des progrès importants ont été réalisés et l'on s'attendait à ce que le nouveau traité soit signé en 1984.

Dans le domaine de la délimitation des frontières maritimes, des représentants du Canada et de la France ont tenu des discussions à Paris en janvier 1983 au sujet de la délimitation de la frontière maritime au large des îles françaises de Saint-Pierre-et-Miquelon. Les deux parties ont convenu de continuer leurs entretiens à Ottawa au printemps de 1984.

Litige concernant le golfe du Maine

Le Canada et les États-Unis ont renvoyé à la Cour internationale de justice (CIJ) la question de la délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine. Cette frontière divisera le plateau continental et la zone économique de 200 milles de l'un et l'autre pays. L'affaire a été confiée à une chambre spéciale de cinq membres de la CIJ à La Haye, dont la décision sera finale et exécutoire.

En juin 1983, le Canada et les États-Unis ont présenté simultanément la deuxième série d'écritures (les contre-mémoires) dans l'affaire. En décembre, les troisièmes et dernières écritures (les répliques) ont été déposées. La procédure orale s'est ouverte à La Haye le 2 avril 1984.

Il s'agit de la première détermination par un tribunal international d'une frontière maritime unique départageant la juridiction sur les fonds marins et sur la colonne d'eau au delà des limites de la mer territoriale. Avec l'affaire du golfe du Maine, le Canada est pour la première fois partie à des délibérations devant la Cour internationale de justice.

Le différend gravite autour des abondantes ressources de pêche et des ressources potentielles en hydrocarbures sur le banc de Georges. La revendication du Canada – une ligne d'équidistance – aurait pour effet de lui adjuger environ la moitié du banc. La revendication des États-Unis, par ailleurs, donnerait l'ensemble du banc à ce pays.

Droit de l'espace extra-atmosphérique

Le sous-comité juridique du Comité des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique avait trois points à l'ordre du jour de sa 23e session en mars 1984.

La discussion du premier point, les incidences juridiques de la téléobservation de la Terre depuis l'espace, a surtout porté sur les questions qui sont au centre du régime de téléobservation dont on envisage la création, et notamment l'accès par l'État observé aux données et à l'information analysée sur son territoire obtenues au moyen de cette technique. Il existe un désaccord fondamental entre les pays en faveur d'un régime qui exigerait le consentement de l'État observé avant que l'information relative à son territoire obtenue par téléobservation puisse être diffusée, et ceux (dont le Canada) qui préconisent une politique « d'ouverture des espaces aériens » qui donnerait aux États observés l'assurance qu'ils recevraient toute l'information sur leur territoire obtenue par téléobservation.

Des progrès ont par ailleurs été enregistrés en ce qui concerne l'élaboration de règles relatives à l'utilisation de sources d'énergie nucléaire dans l'espace extra-atmosphérique. Ce second point a été inscrit à l'ordre du jour du sous-comité juridique, sur une initiative du Canada, après que le satellite soviétique Cosmos 954 se fut désintégré en 1978 au-dessus du territoire canadien. Le Canada, de concert avec la Chine, les Pays-Bas et la Suède, a présenté au sous-comité un document de travail sur les mesures de sécurité relatives à la protection radiologique. Le document a reçu un accueil favorable mais aucune décision n'avait été prise à son sujet à la fin de l'année.

Le troisième point à l'ordre du jour portait sur deux sujets distincts : la définition et la délimitation de l'espace extra-atmosphérique, et le caractère et l'utilisation de l'orbite géosta-

tionnaire. Les discussions sur ces sujets n'ont mené à aucune conclusion ou décision, les positions demeurant très partagées.

Aspects juridiques des questions de développement

La sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies a passé en revue une étude analytique intitulée « Systématisation et développement progressif des principes et normes de droit eu égard aux aspects juridiques du nouvel ordre économique international », d'abord autorisée en vertu de la résolution 35/166 de l'Assemblée générale. Le Canada a continué de faire valoir qu'il importe d'étudier la pratique des États, de même que les traités et les conventions, lors de l'établissement des normes de droit en la matière, et il est resté préoccupé par le fait que l'on se reporte trop souvent à des résolutions, déclarations et décisions des Nations Unies qui ne bénéficient pas de l'appui général d'États n'ayant ni le même degré de développement, ni les mêmes structures sociales. Tout en soutenant les objectifs fondamentaux d'un nouvel ordre économique international, le Canada s'est abstenu lors du vote de la résolution 38/128 des Nations Unies autorisant de nouvelles études parce qu'il n'accepte pas inconditionnellement que toutes les dispositions du nouvel ordre économique international aient, ou doivent nécessairement avoir, une valeur juridique. Le Canada a assisté, à titre d'observateur, aux travaux du groupe de travail des experts gouvernementaux de la Commission des droits de l'homme qui a examiné un projet de déclaration sur le droit au développement.

Les négociations sur les questions liées aux sciences, à la technologie et au savoir-faire se sont poursuivies. Le Canada a participé à la cinquième session de la Conférence des Nations Unies visant à négocier un code international de conduite applicable au transfert de technologie. Ce code doit servir à établir un ensemble de règles destinées à encourager la transmission de techniques des pays développés vers les pays en voie de développement. Il en a été de même d'autres négociations concernant l'établissement d'un code de conduite des sociétés transnationales, qui doit servir à clarifier les responsabilités respectives des États hôtes, des États d'origine et des sociétés transnationales. Les participants à la quatrième session de la Conférence diplomatique de révision de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle ont pour leur part réglé certains points qui prêtaient moins à controverse. La conférence a pour but de réviser le texte de la Convention concernant la protection internationale de la propriété industrielle adoptée à Stockholm en 1967, afin de faire entrer en ligne de compte les intérêts des pays en voie de développement. Enfin le Groupe de travail sur le nouvel ordre économique international a poursuivi la rédaction d'un guide juridique sur les marchés d'approvisionnement et de construction relatifs aux ensembles industriels d'envergure.

Droit conventionnel

En 1983, le Canada a signé 38 accords bilatéraux. Vingt-cinq accords bilatéraux sont entrés en vigueur au Canada dès leur signature, et six autres par ratification ou échange de notifications. Le Canada a aussi signé huit accords multilatéraux et est devenu partie à 11 autres par ratification, adhésion ou acceptation. Les détails sont donnés aux Annexes IV et V.

Outre ses responsabilités au titre de l'élaboration et de l'interprétation des traités et de la préparation de tous les instruments conventionnels officiels, le ministère tient à jour un répertoire de tous les traités touchant le Canada. Les accords internationaux régis par le droit international et dont le Canada est signataire ou partie sont inscrits au *Registre des traités du Canada*, qui donne le lieu et la date de la signature de chaque traité et la date de son dépôt devant le Parlement ou de son approbation par ce dernier, ainsi que les détails de la ratification ou de l'adhésion, s'il y a lieu et, enfin, des renseignements sur l'entrée en vigueur et l'extinction du traité, les réserves ou déclarations qui l'accompagnent et les amendements ultérieurs. Les arrangements non contraignants conclus par le Canada, comme les protocoles d'entente, sont répertoriés dans le *Registre des protocoles d'entente et arrangements.*[1]

Traité concernant la rivière Skagit

Les négociations en vue de régler cette question de longue date entre le Canada et les États-Unis ont connu leur aboutissement en janvier 1984. Le principal document issu de ce règlement a été un accord entre la ville de Seattle et la province de la Colombie-Britannique en vertu duquel Seattle a convenu de ne pas se prévaloir de l'autorité que lui a conféré l'ordonnance d'approbation émise par la Commission mixte internationale en 1942 en vue de rehausser le barrage Ross, ce qui aurait eu pour effet d'inonder la vallée de la Skagit en Colombie-Britannique. En échange, la province fournira durant 80 ans à la ville de Seattle une quantité d'énergie électrique équivalant à celle qui aurait été produite si le barrage Ross avait été haussé. La ville de Seattle paiera à la Colombie-Britannique une somme équivalant au prix du rehaussement du barrage, en sus d'un versement annuel reflétant les frais d'exploitation et d'entretien.

Le traité concernant la rivière Skagit fixe les niveaux des eaux à la frontière internationale dans le cas des rivières Skagit et Pend d'Oreille (cette dernière faisant également partie du règlement). Le Canada s'y engage à autoriser l'exportation d'énergie électrique pour la durée de l'accord Seattle – Colombie-Britannique, et garantit certaines obligations financières que pourrait contracter la Colombie-Britannique dans le cadre de cet accord; enfin, le traité fournit, aux fins de la législation nationale américaine, l'approbation nécessaire pour que Seattle puisse relever le barrage Ross advenant que la Colombie-Britannique dénonce l'accord qu'elle a conclu avec la ville de Seattle.

Le document final de l'ensemble est un accord entre les gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique concernant les modalités d'application du traité ainsi que de l'accord entre la Colombie-Britannique et Seattle.

L'accord entre la Colombie-Britannique et Seattle a été signé le 30 mars 1984 et le traité concernant la rivière Skagit, le 2 avril 1984. L'adoption de la loi d'exécution au Canada, l'obtention de l'approbation du Sénat des États-Unis et la ratification du traité devraient intervenir d'ici à la fin de 1984.

Privilèges et immunités

Le ministère est chargé de l'interprétation et de l'application, au Canada et à l'étranger, des principes contenus dans les accords internationaux sur les privilèges et immunités

touchant les missions diplomatiques, les postes consulaires et les organisations internationales.

La *Loi sur l'immunité des États*, qui porte sur l'immunité des États devant les tribunaux canadiens, est entrée en vigueur le 15 juillet 1982. Elle enchâsse dans le droit canadien le principe selon lequel des États peuvent être traduits devant les tribunaux du Canada pour leurs activités commerciales. De la sorte, elle restreint leur immunité à certains égards de façon à rapprocher leur position de celle du citoyen canadien devant la loi. La loi a été plutôt ambiguë quant à l'immunité à laquelle ont droit les États étrangers devant les tribunaux canadiens, ceux-ci ayant tendance à appliquer le principe de l'immunité absolue. Ce principe, élaboré à une autre époque et dans des circonstances différentes, a été progressivement abandonné au fil des ans par la plupart des États. La *Loi sur l'immunité des États* rend l'approche canadienne davantage conforme à la pratique internationale générale. Une douzaine d'affaires ont été portées devant les tribunaux depuis son entrée en vigueur.

Chapitre 8
RELATIONS CULTURELLES INTERNATIONALES

La façon dont le Canada est perçu à l'étranger influe, dans une mesure plus ou moins grande, sur la conduite de ses relations internationales. Ainsi, l'une des tâches fondamentales du ministère consiste à mieux faire connaître le Canada à l'étranger, et tout particulièrement chez les façonneurs de l'opinion. Les programmes des relations culturelles internationales et des relations avec les universités visent cet objectif.

Les programmes canadiens d'affaires publiques servent à projeter l'image d'un État fédéral démocratique, d'un partenaire commercial fiable, ouvert aux investissements étrangers et capable de mettre au point les techniques les plus perfectionnées, et d'un pays qui, culturellement parlant, se distingue par son bilinguisme et son multiculturalisme.

Politique culturelle

En septembre 1983, une Direction de la politique culturelle a été créée pour permettre au ministère d'élaborer de façon systématique les lignes de conduite grâce auxquelles le Canada peut mener des relations culturelles avec un nombre toujours plus grand de pays. D'envergure modeste à ses débuts il y a 15 ans, le programme des relations culturelles internationales constitue aujourd'hui un élément de plus en plus important de la politique étrangère du Canada. La réorganisation du ministère et l'évolution de la situation au pays et dans le monde ont par ailleurs conduit à un réexamen des objectifs culturels.

L'une des premières tâches a consisté à procéder à une revue des orientations politiques et programmes rattachés aux relations culturelles internationales du Canada, y compris le rôle des industries culturelles canadiennes et la façon dont elles peuvent être le mieux appuyées à l'étranger. Cet examen est mené conjointement avec le ministère des Communications, en consultation avec les gouvernements provinciaux et d'autres organismes et ministères fédéraux. Les contacts avec les provinces, à ce titre, continuent de se multiplier, l'un des objectifs de l'examen consistant à améliorer les mécanismes de coordination existants.

Des consultations culturelles bilatérales se sont tenues avec le Royaume-Uni, la Belgique, la République populaire de Chine et le Japon à l'automne de 1983, puis avec le Mexique à Mexico en mars 1984.

L'injection des nouveaux crédits approuvés à la fin de l'année à l'étude permettra une expansion relative des programmes culturels dans certains pays prioritaires comme les États-Unis et le Japon. Les manifestations culturelles jouent un rôle de plus en plus important dans les relations du Canada avec les pays d'Amérique latine et d'Asie, et une partie des ressources additionnelles seront affectées à ces régions.

UNESCO

La 22e session de la Conférence générale de l'UNESCO s'est tenue à Paris en octobre et novembre 1983. Le programme de l'UNESCO a été adopté par consensus, mais le vote quant à son budget a été partagé. Le Canada a été élu au conseil exécutif par la Conférence générale. La délégation canadienne a demandé instamment à l'UNESCO d'éviter de faire intervenir des éléments politiques litigieux dans ses discussions et de fixer son ordre de priorité plus rigoureusement à l'intérieur du cadre que lui donne sa constitution. Cet appel avait une pertinence particulière au moment même où l'UNESCO faisait face à la plus sérieuse crise de son histoire à la suite de l'annonce par les États-Unis de leur intention de se retirer. Exprimant l'opinion que le principe de l'universalité d'adhésion des Nations Unies était capital, le Canada a dit espérer que tous les États membres demeurent au sein de l'Organisation et travaillent ensemble aux réformes nécessaires.

Promotion artistique

En 1983-1984, le ministère a continué à faire connaître les artistes canadiens à l'étranger, tout particulièrement dans les domaines des arts de la scène, des arts visuels et de la littérature. Cette aide a principalement pris la forme de subventions accordées aux artistes et aux groupes professionnels pour leur permettre de faire des tournées et d'exposer ou de se produire, principalement en Europe de l'Ouest et aux États-Unis. Il y a lieu de mentionner tout particulièrement la participation du ministère aux tournées européennes, fort réussies, de l'Orchestre symphonique de Montréal et de la Anna Wyman Dance Company de Vancouver, du Festival de Stratford au Old Vic Theatre à Londres, des Grands Ballets canadiens à New York, du Quatuor Orford en Australie, en Nouvelle-Zélande, à Hong Kong et au Japon, du Theatre Ballet of Canada en Amérique latine et des Ballets Jazz de Montréal en Afrique.

Le ministère a parrainé ou présenté plus de 75 expositions d'artistes canadiens de renom dans des galeries et des musées à travers le monde, y compris le 49e Parallèle — Centre d'art contemporain canadien à New York et ses centres culturels à Bruxelles, à Londres, à Paris et à Rome. La rétrospective Colville présentée à Berlin et à Cologne, et les paysages canadiens (collection Firestone) exposés à Londres, à Madrid et à Paris ont également reçu un bon accueil. Le ministère a par ailleurs appuyé l'industrie du film et du livre par le truchement de présentations cinématographiques, de dons de livres, de tournées d'écrivains, etc. Les missions ont continué d'aider des artistes canadiens à effectuer des visites à l'étranger et à y travailler, et le ministère a parrainé une soixantaine de visites au Canada par des artistes étrangers, invités par des organismes culturels de toutes les régions du Canada.

Études canadiennes à l'étranger

La promotion des études canadiennes dans des universités étrangères est demeurée un important volet du programme de relations universitaires du ministère. Le Conseil international des études canadiennes a tenu sa première conférence biennale à Vancouver en juin 1983, moment où a été présenté le premier prix en études canadiennes internationales décerné par la société Northern Télécom. Le prix de 1984 a été remis en RFA en février à l'occasion de la réunion annuelle de l'Association des études canadiennes dans les pays d'expression allemande. On trouve d'autres associations d'études canadiennes aux États-Unis, en France, en Italie, en Irlande, en Australie et en Nouvelle-Zélande, au Japon et en Grande-Bretagne. Un groupe de professeurs de pays scandinaves a par ailleurs fait part de son intention de former une association nordique d'études canadiennes.

Ces associations, qui comptent au total entre 1 800 et 2 000 membres, témoignent de l'intérêt de plus en plus marqué que l'on porte à l'étranger à l'enseignement et à la recherche universitaires sur le Canada. Le relevé effectué en 1983 par l'Association des études canadiennes aux États-Unis révèle qu'environ 1 100 cours entièrement ou partiellement axés sur le Canada sont offerts chaque année dans une quarantaine d'institutions qui accueillent plus de 18 000 étudiants au total. Il est prévu d'étendre ce programme à quelques autres pays.

Bourses du gouvernement du Canada

Le Programme de bourses du gouvernement du Canada, destiné aux nationaux de 17 pays qui poursuivent des études de deuxième cycle ou des recherches postdoctorales, comptait cette année le maximum de participants. Des mesures ont été prises pour ajouter plusieurs autres pays au programme. Comme il s'agit d'un programme réciproque, les pays auxquels il s'adresse offrent des bourses similaires aux Canadiens.

Affaires historiques

La Direction des affaires historiques a la garde des documents relatant l'évolution du ministère et de la politique étrangère du Canada.

Elle a continué d'avoir pour fonction première de rassembler, d'organiser et de diffuser les documents de base sur l'histoire du ministère et des relations extérieures du Canada; au cours de l'année à l'étude, elle a donné suite à plus de 800 demandes de renseignements et d'accès aux dossiers. En outre, des milliers de dossiers ouverts il y a moins de 30 ans ont été examinés de façon à mettre le maximum d'information possible à la disposition des chercheurs. Lorsque la documentation ne pouvait être déclassifiée, la direction s'est occupée d'organiser des entrevues avec les fonctionnaires compétents.

La Direction des affaires historiques aide les chercheurs d'une autre façon en publiant les *Documents sur les relations extérieures du Canada*. Durant l'année à l'étude est paru le deuxième volume spécial sur les négociations politiques qui ont mené à l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération. Deux volumes de la série régulière, couvrant les années 1944 et 1945, étaient en voie de publication, et des documents ont été choisis en prévision de la compilation de futurs volumes sur les années 1948 et 1949. Enfin, les travaux d'édition pour la période de 1950 à 1955 ont débuté.

Par ailleurs, la préparation d'une histoire officielle du ministère depuis sa création en 1909 jusqu'en 1968 a repris, sous la direction d'un comité de rédaction composé de fonctionnaires en poste et à la retraite du ministère, ainsi que de représentants des universités, des médias et du Parlement. C'est ainsi que bon nombre d'invitations ont été adressées au ministère afin qu'il détache des conférenciers auprès d'auditoires universitaires et autres un peu partout au pays. Dans le cadre du programme d'histoire orale de la direction, on a continué d'interviewer nombre d'employés qui ont travaillé au ministère et à l'étranger.

La gestion des archives d'un ministère au mandat nouvellement élargi a créé de nouveaux défis puisque le volume et la diversité des dossiers se sont accrus de façon marquée au cours des deux dernières années.

Sports internationaux

Le ministère a aidé les organisateurs des Jeux universitaires mondiaux, tenus à Edmonton en juillet 1983; des athlètes de 70 pays ont participé à l'événement.

Le ministère a par ailleurs travaillé de concert avec l'Association olympique canadienne et le Comité organisateur des Olympiques de Calgary à préparer les Jeux d'hiver de 1984 à Sarajevo, auxquels ont assisté plus de 100 000 Yougoslaves et visiteurs étrangers. En collaboration avec la province de l'Alberta, la ville de Calgary et le Comité organisateur, le ministère a tenu à cette occasion un centre d'exposition Calgary – Canada 1988 dans cette ville de Yougoslavie.

Durant l'année à l'étude, le Canada a conclu ou prorogé des arrangements touchant les échanges sportifs avec Cuba, la Yougoslavie et la République démocratique allemande et entamé des négociations en vue de reconduire les arrangements avec l'URSS. Le Canada et le Comité organisateur des Jeux olympiques ont passé avec la République démocratique allemande des arrangements en vue de la prestation de services de consultation concernant la construction des installations olympiques de 1988.

Chapitre 9
PROGRAMMES D'INFORMATION ET SERVICE DE PRESSE

Le ministère fournit de l'information au pays et à l'étranger à la presse écrite et électronique et aux particuliers, aux entreprises commerciales et aux institutions qui portent un intérêt particulier aux affaires étrangères; il vise ainsi à sensibiliser davantage le public à la société canadienne, au rôle que joue le Canada dans les affaires internationales et au potentiel qu'il offre tant comme exportateur que comme pays favorable à l'investissement étranger.

Service de presse

Le Service de presse seconde le secrétaire d'État aux Affaires extérieures de même que les ministres du Commerce extérieur et des Relations extérieures dans leurs relations avec les médias et il sert de porte-parole officiel du ministère.

Le Service de presse répond aux demandes de renseignements de journalistes sur des questions internationales et sur les activités du ministère. Il organise des séances d'information, des conférences de presse et des interviews avec les ministres et des hauts fonctionnaires. Il aide en outre les journalistes canadiens qui se rendent à l'étranger en leur donnant des exposés, en leur fournissant la documentation nécessaire et en veillant à ce que les missions canadiennes leur donnent la possibilité de se familiariser avec la situation politique, économique et sociale des pays visités.

Lorsque le premier ministre ou l'un ou l'autre des trois ministres chargés des Affaires extérieures se rendent à l'étranger en visite officielle, le Service de presse organise une séance d'information sur les objectifs de la visite et remet un cahier de presse aux médias. De même, lorsque des dignitaires étrangers effectuent des visites officielles au Canada, le Service de presse organise des conférences et des interviews pour les journalistes qui les accompagnent et pour les journalistes canadiens affectés à la visite. Il voit au besoin à l'accréditation des journalistes étrangers et canadiens. Enfin, il prête régulièrement assistance à une quarantaine de correspondants étrangers qui rendent compte de l'actualité canadienne au Canada même ou à partir des États-Unis.

Le Service de presse diffuse tous les communiqués du ministère, de même que les discours et les déclarations officielles. Les missions à l'étranger reçoivent chaque jour par transmission télégraphique un condensé des nouvelles parues dans les journaux canadiens; ces renseignements leur sont particulièrement utiles pour se tenir au courant de l'actualité dans leur pays.

Expositions universelles

Le ministère est chargé d'assurer la participation du Canada aux expositions internationales, parfois appelées foires mondiales. En juillet 1983, le Canada a annoncé qu'il participerait à l'Exposition mondiale de la Louisiane, qui se tiendra de mai à novembre 1984 à la Nouvelle-Orléans et aura pour thème « Le monde des fleuves ». L'une des composantes centrales du pavillon canadien sera un film de la société IMAX intitulé *Au fil de l'eau*, produit par l'Office national du film. D'autre part, le Canada compte installer un pavillon d'envergure à l'Expo 85 qui aura lieu à Tsukuba au Japon; le thème dans ce cas sera « La science et la technologie au service de l'homme chez lui ». Deux expositions internationales ont été enregistrée en 1983 : une exposition spécialisée à Brisbane en Australie en 1988 et une exposition universelle à Chicago et à Séville en Espagne en 1992.

Le Canada sera l'hôte d'Expo 86, une exposition mondiale qui aura lieu à Vancouver sur le thème des transports et des communications. Le ministère est chargé de la coordination de l'exposition et de sa publicité auprès des gouvernements étrangers. Trente pays ont déjà accepté d'y participer. L'exposition se tiendra de mai à octobre 1986 sur un emplacement de 50 hectares au centre-ville, à proximité du port de Vancouver.

Le ministère a également administré une collection de plus de 50 expositions d'information destinées à sensibiliser davantage les auditoires d'autres pays à la société canadienne. En 1983-1984, des expositions ayant notamment pour thèmes les réalités canadiennes, la haute technologie, les arts et métiers, les rivières et fleuves du Canada, ainsi que les personnalités canadiennes, ont été montées à l'appui des activités d'affaires publiques des missions à l'étranger.

Programmes d'information à l'étranger

Par l'entremise de sa Direction de la politique d'information à l'étranger et des services créatifs, le ministère a cherché à sensibiliser les façonneurs de l'opinion et les groupes influents à l'étranger de façon à mieux faire connaître le Canada et ses relations, intérêts et objectifs prioritaires à l'étranger, ses capacités technologiques et les possibilités qu'il offre sur le plan des investissements et du commerce. En 1983-1984, une importance particulière a été accordée à l'expansion des exportations.

Le programme des publications commerciales a produit un certain nombre de documents destinés à mieux faire comprendre les objectifs commerciaux du ministère. Plusieurs d'entre eux, dont ceux qui ont trait au PDME, au Programme des projets de promotion, au Plan d'expansion des exportations et aux études de marché, visent un auditoire national; en outre, un certain nombre de publications ont fourni aux gens d'affaires canadiens l'information nécessaire pour faire des affaires dans diverses régions du globe.

D'autres publications ont été diffusées à l'étranger, par l'entremise des délégués commerciaux dans les missions du Canada. La plupart étaient des répertoires ou des catalogues de promotion rédigés en plusieurs langues et portant sur des industries précises.

Le ministère a également préparé le matériel publicitaire utilisé à l'occasion de certaines foires et de certains salons

commerciaux internationaux pour mousser la vente de biens et de services canadiens sur les marchés mondiaux. Il a aussi continué de publier *Hebdo Canada* et *Canada Weekly*, qui sont restés les principaux organes ministériels de diffusion des nouvelles canadiennes à l'étranger. Près de 30 000 exemplaires de cette publication, en français et en anglais, ont été expédiés à l'étranger durant l'année dont, toutes les deux semaines, quelque 5 000 exemplaires en espagnol et en portugais.

En outre, 15 missions canadiennes ont produit des périodiques, pour la plupart des publications trimestrielles, qu'elles ont envoyés à plus de 225 000 destinataires choisis dans leurs circonscriptions.

Une nouvelle série d'affiches en couleur, *Les régions du Canada*, est parue durant l'année, tout comme d'ailleurs un bon nombre de publications d'information. Les services ministériels d'information au Canada dans le secteur commercial se sont diversifiés grâce à la parution d'un nouveau bulletin de nouvelles sur le commerce extérieur, *CanadExport*; il s'agit d'un condensé bimensuel d'informations destinées aux fabricants canadiens, ainsi que de renseignements obtenus du réseau des agents commerciaux du ministère et des bureaux géographiques du secteur commercial au Canada. Lancé en septembre 1983, *CanadExport* est aujourd'hui diffusé à 16 000 exemplaires.

Durant l'année écoulée, quelque 2 000 copies de films et vidéocassettes de l'Office national du film et du secteur privé ont été expédiées aux missions, pour présentation à des auditoires de prestige et au grand public. Comme pendant au film *Stages*, produit antérieurement, un film de 40 minutes sur le théâtre d'expression française au Canada, *En scène*, a été tourné durant l'année et envoyé à un certain nombre de missions.

Pour mettre en relation les réalisations des athlètes canadiens et le milieu dans lequel évoluent les jeunes au Canada, une version du film *Les héros de l'hiver* a été préparée afin d'être présentée aux olympiades de 1984 à Sarajevo. Le volet de la promotion commerciale a été étayé par la distribution en cinq langues d'un film sur la fibre optique, *Vers un univers numérique intelligent*, et on a commencé l'enregistrement sur cassettes de la série *Fait au Canada* à l'intention des gens d'affaires canadiens. Afin de tenir les agents d'information à l'étranger et les journalistes étrangers au fait des réalités canadiennes, le ministère a distribué des bandes vidéos et des audiocassettes d'émissions d'affaires publiques télédiffusées et radiodiffusées. En outre, des missions du Canada aux États-Unis ont produit des bulletins d'actualités à l'intention de stations de télévision.

Une base de données Télidon spéciale à écran tactile a été préparée à l'occasion du symposium annuel de gens d'affaires tenu à Davos en Suisse, et un programme pilote d'interface de la technologie Télidon et de la technologie du vidéodisque a été mis sur pied en vue de sa présentation au musée des sciences de Chicago. Dans l'un et l'autre cas, l'accent a été mis sur le commerce et la haute technologie. Le ministère a en outre parrainé la production de deux albums spéciaux sur Oscar Peterson et sur l'Orchestre symphonique de Montréal.

La photothèque de plus de 30 000 diapositives a continué de prendre de l'ampleur et les missions à l'étranger y ont eu recours à l'occasion de publications, d'expositions et de salons commerciaux.

Les missions ont reçu des articles destinés à la presse étrangère ou à leurs propres publications, des trousses de presse sur la politique gouvernementale et des questions d'actualité, des textes accompagnant les expositions, des résumés quotidiens des nouvelles économiques, ainsi que des copies du compte rendu des débats de la période de questions à la Chambre des communes et du budget fédéral. Au nombre des projets spéciaux a figuré la révision d'une publication sur l'investissement au Canada, *Une option profitable*, à l'occasion du symposium de Davos.

Durant l'année à l'étude, le ministère a parrainé la venue au Canada de plus de 600 représentants des médias et d'autres façonneurs de l'opinion, surtout de France, du Royaume-Uni, de la RFA, des États-Unis, du Japon, de l'Australie, du Brésil, du Venezuela et du Mexique. En outre, 14 spécialistes canadiens ont pu se rendre à l'étranger pour y prononcer des conférences dans les domaines de la médecine, de l'éducation, de l'administration publique, de la culture, des communications par satellite, de l'informatique et du droit.

Programmes d'information au Canada

Afin de mieux renseigner les Canadiens, le ministère a mis sur pied un certain nombre de nouveaux programmes au cours de l'année. C'est ainsi qu'une campagne multimédias a prévenu les Canadiens des dangers du trafic international des stupéfiants. Une autre campagne a rappelé aux voyageurs canadiens de se préparer convenablement avant d'entreprendre leur voyage à l'étranger; un film de 30 minutes intitulé *Bon voyage mais...* destiné à la télévision a d'ailleurs été produit à ce sujet. Au moyen de publications, d'expositions, d'annonces et d'émissions radiophoniques, le ministère a cherché à informer les exportateurs des services disponibles pour les aider à commercialiser leurs produits et services à l'étranger. Enfin, dans le cadre d'un nouveau programme, des conférenciers du ministère ont pris la parole devant des auditoires canadiens pour leur donner une perspective différente de la politique étrangère et des affaires internationales.

La Direction des services d'information au Canada a poursuivi son rôle traditionnel de pivot des activités ministérielles d'information destinées au public canadien. Parmis ces activités, il faut mentionner le traitement des demandes de renseignements généraux, la rédaction de publications variées sur le ministère et sur divers aspects des relations extérieures du Canada, et l'organisation de voyages à l'étranger pour les groupes qui manifestent un intérêt particulier pour les relations internationales.

Chapitre 10
COORDINATION DE LA POLITIQUE, SYSTÈMES DE GESTION ET ADMINISTRATION

Le ministère des Affaires extérieures possède un réseau très étendu de missions et est appelé à s'occuper d'une foule de questions complexes. Pour que tout fonctionne bien, il est essentiel d'assurer la coordination de l'élaboration et de l'exécution de la politique, ainsi que des services administratifs. Le ministère gère des biens immobiliers dont le gouvernement est propriétaire ou locataire dans le monde entier et il administre le personnel de ses bureaux au Canada et dans ses 124 missions à l'étranger. Il lui faut donc des services administratifs pour gérer des budgets comptabilisés en diverses devises, un bureau du protocole pour répondre aux besoins des représentants diplomatiques étrangers, de même qu'un bon réseau de communications pour demeurer en contact avec tous ces gens.

Politique et opérations

La Direction générale de la politique et des opérations gouvernementales a appuyé les activités du Comité de sous-ministres et du Comité du Cabinet chargé des affaires étrangères et de la défense (CCAED). Le premier, que préside le sous-secrétaire d'État, est le principal mécanisme de coordination interministérielle pour le secteur de la politique étrangère et de la politique de la défense. Il examine des propositions de grandes orientations et de dépenses établies par les ministères à l'intention du CCAED afin de s'assurer que toutes ces propositions sont en accord avec les objectifs prioritaires du gouvernement et que l'on dispose des ressources voulues pour les mettre en œuvre.

Pendant l'année à l'étude, la direction générale a contribué à l'élaboration de la stratégie et des objectifs prioritaires dans le secteur de la politique étrangère et de la défense en coordonnant et en mettant au point la stratégie sectorielle globale; elle a surveillé les dépenses et offert des conseils pour la gestion de l'Enveloppe des Affaires extérieures et de l'aide; elle a rédigé une évaluation et des notes destinées au président au sujet de chaque proposition que doivent examiner les comités; elle a évalué les orientations politiques, de même que les questions et les programmes d'aide au développement et de défense nationale afin d'offrir une perspective plus étendue de ces questions au CCAED; et elle a assuré la coordination des notes d'information destinées aux ministres du portefeuille qui participent aux réunions de divers comités du Cabinet.

Le Groupe de l'évaluation de la défense a contribué à mieux faire connaître les questions de défense au CCAED et aux hauts fonctionnaires qui participent aux travaux de ce comité. Il a fait rapport à un comité interministériel de sous-ministres adjoints et a examiné les orientations politiques, de même que les questions et programmes de sécurité nationale dans l'optique plus vaste des intérêts de l'État.

Secrétariat pour le développement de la politique

Établi au cours de l'année, ce service apporte aux ministres et à la haute direction d'un ministère qui a connu de l'expansion, une vue intégrée, globale et progressiste de la politique étrangère et des opérations. Ce qui le différencie principalement de ses prédécesseurs, c'est le rôle de définition de la politique qu'il joue tant dans le secteur politique et stratégique que dans le domaine commercial et économique. Il a rédigé le document-cadre annuel sur la politique étrangère et effectué des examens de secteurs particuliers, ainsi que des études des tendances à long terme dont les intérêts canadiens peuvent subir les effets. Il a également rédigé des commentaires sur les opérations actuelles ainsi que des discours sur des thèmes de politique contemporaine.

Gestion du ministère

La Direction générale de la gestion centrale a reçu pour mandat de veiller à l'existence de liens réalistes entre les objectifs prioritaires du ministère et la répartition qu'il fait de ses ressources, ainsi qu'à un acheminement systématique des ressources vers ces objectifs. Ses quatre grandes fonctions se rattachent à l'élaboration d'un cycle de planification des ressources du ministère et de plans à long terme; à l'affectation des ressources; à l'évaluation du rendement du ministère dans un certain nombre de domaines; et au soutien de la haute direction. Elle constitue en outre un lien essentiel, pour ces questions, avec le Conseil du Trésor et le Bureau du Contrôleur général.

Le rôle de la direction générale est axé sur l'élaboration de liens entre la politique et les ressources, à la fois du point de vue des cadres et systèmes de planification à long terme et sous le rapport du fonctionnement quotidien concret du ministère. Un aspect fondamental de ce rôle est l'évaluation de ces liens, c'est-à-dire l'examen des activités du ministère, de leurs fondements rationnels, de leurs répercussions et des solutions de rechange. Les résultats de cette évaluation sont pris en considération par les cadres supérieurs quand ils prennent des décisions importantes en matière de planification et de ressources.

Par l'intermédiaire de son Secrétariat de la haute direction, la direction générale assure divers services aux sous-ministres et aux cadres supérieurs, notamment une coordination de l'information et des services de secrétariat pour les divers comités du ministère.

Contrôle de la gestion et vérification

La Direction générale du contrôle de la gestion et de la vérification est chargée de l'examen et de la vérification de tous les programmes et de toutes les opérations du ministère à l'ad-

ministration centrale et à l'étranger.

Elle a fourni à la haute direction des évaluations de la gestion des programmes et des opérations du ministère, notamment à l'extérieur. Pendant l'année écoulée, des contrôles de gestion et des vérifications internes ont été effectués auprès de 29 missions et huit bureaux de consuls honoraires en Afrique, en Europe et en Amérique latine. Des vérifications internes ont eu lieu aussi à l'administration centrale; elles ont porté essentiellement sur la capacité de rendement, l'économie et l'efficacité des lignes de conduite, pratiques et contrôles de la gestion interne.

Coordination fédérale-provinciale

La coordination des activités et objectifs fédéraux et provinciaux en dehors de nos frontières a contribué à une bonne cohésion dans les relations internationales du Canada. Plusieurs des provinces ont affecté des ressources considérables à la défense de leurs intérêts particuliers à l'étranger et ont bénéficié à cet égard de l'appui du ministère. Le ministère, bien entendu, a continué de jouer ce rôle de coordination et, pour mieux harmoniser ses relations extérieures, il a tenu des consultations avec les provinces sur toute une gamme de sujets afin qu'il soit tenu compte de leurs intérêts et que les gouvernements provinciaux connaissent la position du gouvernement fédéral. À titre d'initiative complémentaire pour les tenir au courant de l'évolution des événements internationaux qui les intéressent, de nombreux rapports des missions des Affaires extérieures à l'étranger ont été envoyés régulièrement aux provinces.

Les activités de coordination fédérale-provinciale ont visé, entre autres choses, à faciliter la participation des provinces aux travaux des institutions multilatérales et aux affaires internationales touchant l'économie, le commerce, l'éducation, la société, la culture, l'environnement et l'immigration, ainsi qu'à maintenir des liens étroits avec les bureaux provinciaux à l'étranger. Le réseau de communications du ministère est mis à la disposition des provinces pour que celles-ci puissent avoir rapidement recours aux services des missions diplomatiques du Canada.

Le ministère a contribué en outre à l'organisation des visites qu'effectuent des ministres et des délégations des provinces à l'étranger, et il a fourni son aide aux délégations étrangères désireuses de rencontrer des hauts fonctionnaires et des gens d'affaires des provinces.

Services du protocole et représentants diplomatiques, consulaires et autres au Canada

Durant l'année, le Canada a entretenu des relations diplomatiques avec 140 pays. Il y a maintenant à Ottawa 74 ambassadeurs en résidence et 30 ambassadeurs non résidents, ainsi que 23 hauts-commissaires résidents et 13 hauts-commissaires non résidents. À cela viennent s'ajouter les représentants de l'OACI, qui compte 47 États, la délégation de la Commission des communautés européennes, le Bureau international du travail, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Habitat, l'OPAN et l'AIEA.

En 1983-1984, le Bureau du protocole a assuré la liaison avec toutes ces missions, leur prodiguant services et conseils conformément aux lois et règlements du Canada et à ses obligations aux termes des conventions internationales. C'est également le Bureau du protocole qui veille à la protection personnelle des représentants diplomatiques et consulaires et à la sécurité matérielle des ambassades et consulats, qui s'occupe de l'accréditation des chefs de missions étrangers et canadiens, de même que des aspects protocolaires des visites de dignitaires au Canada. C'est encore lui qui veille à l'application du régime des privilèges et immunités dont jouissent 795 représentants consulaires et 285 représentants d'organisations internationales, ainsi que les membres de leur famille et leurs domestiques lorsque ceux-ci ne sont pas canadiens. Le bureau aide les représentants étrangers nouvellement arrivés à comprendre les coutumes ainsi que les lois et règlements du Canada.

Le bureau est également chargé d'accueillir les visiteurs étrangers et d'assurer le soutien logistique et administratif qu'exigent les visites officielles. Parmi ces visiteurs officiels en 1983-1984 se trouvaient les présidents de l'Égypte, de la Côte-d'Ivoire et du Sénégal; le vice-président des États-Unis; les premiers ministres de la Grèce, de l'Australie, des Bahamas, du Zimbabwe et de la Grande-Bretagne, et des ministres des Affaires étrangères de 11 pays.

Le Bureau du protocole a pris les dispositions nécessaires en vue des voyages du gouverneur général en RFA et aux Nations Unies; des visites effectuées par le premier ministre dans 24 pays, y compris des visites aux Nations Unies à New York, le sommet économique de New Delhi, et de nombreuses réunions à Washington; des visites du secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans 20 pays, y compris des visites aux Nations Unies et le sommet économique; ainsi que des visites faites dans quelque 35 pays par les ministres rattachés au ministère des Affaires extérieures.

Le bureau a aussi administré la Maison d'accueil du gouvernement au 7 Rideau Gate, ainsi que les locaux réservés aux réceptions officielles, situés au 9e étage de l'édifice Lester B. Pearson. Pendant l'année, 11 259 invités officiels ont été reçus dans ces locaux.

Communications, informatique et bibliothèque

La Direction générale des communications et des services généraux est chargée de l'ensemble des télécommunications du ministère dans le monde, ainsi que de la gestion des dossiers, des services de bibliothèque, des services de traitement de textes, et elle s'occupe des locaux à bureaux et de l'ameublement pour l'administration centrale. Cette année, le Centre des télécommunications a transmis plus de 1,3 milliard de mots constituant 7,7 millions de messages pour le ministère et d'autres ministères ayant des bureaux ou des intérêts un peu partout dans le monde. Des améliorations technologiques et autres ont été effectuées à l'égard de tous les aspects des communications afin que le ministère profite des innovations les plus récentes dans ce domaine. De même, l'informatisation des services de bibliothèque, de nouveaux progrès de l'automatisation dans la gestion des documents et un plus grand recours au traitement de textes ont renforcé les services de soutien du ministère. Le ministère ayant connu l'expansion dont il est question dans d'autres parties du rapport, tous les services de bibliothèque ont fait l'objet d'une demande croissante. Appelée à répondre aux besoins en information des intérêts commerciaux, la collection d'ouvrages de référence a doublé de volume et comprend maintenant

les documents des banques internationales de développement. Le réaménagement intérieur de l'édifice Pearson s'est poursuivi afin d'offrir les locaux qu'exige la nouvelle composante des services commerciaux intégrés récemment au ministère.

La bibliothèque a poursuivi la mise en œuvre de ses plans à long terme visant à automatiser sa base de données sur les relations bilatérales du Canada, le répertoire sur fiches, les procédés d'enregistrement et de distribution des périodiques, ainsi que les procédés relatifs aux acquisitions et à la comptabilité des fonds. En juillet 1983, le premier listage de la base de données automatisée concernant les relations bilatérales du Canada a été publié en deux volumes. Les autres procédures automatisées qui viennent d'être mentionnées, à l'exception du système des périodiques, sont entrées en vigueur en février 1984. La bibliothèque a été invitée à servir de lieu d'essai au Canada pour le catalogue automatisé de consultation des documents. La mise à l'essai et le perfectionnement du logiciel du catalogue doivent se terminer à la fin de 1984 et la bibliothèque se trouvera alors dotée d'un catalogue entièrement automatisé dans ce domaine.

Sécurité, renseignements et personnel

La Direction générale de l'analyse des renseignements et de la sécurité assume la responsabilité de la sécurité matérielle des documents et des communications, ainsi que la sécurité du personnel des missions et de l'administration centrale. Les questions de terrorisme international et les préparatifs en cas d'urgence sont également de son ressort.

La Direction générale du renseignement économique a recueilli et analysé les renseignements d'ordre politique et économique qui lui parvenaient de nombreuses sources et qui servent de fondement à l'élaboration de directives dans les domaines touchant les intérêts du Canada.

Personnel

La Direction du personnel est chargée du recrutement, de l'affectation, de la rémunération et des conditions de travail des 4 189 employés canadiens du ministère, dont 2 812 font partie du service extérieur permutant et ~~13 177~~ 1377 du personnel non permutant affecté uniquement au Canada. Elle assure également des services au Bureau des passeports qui avait 372 employés répartis dans la région de la capitale nationale et dans 16 bureaux régionaux au Canada. Le ministère comptait en outre 3 621 employés engagés sur place dans les missions à l'étranger et qui relèvent, du point de vue administratif, de la Direction du personnel.

Elle s'est occupée du déménagement de plus d'un millier d'employés du service extérieur qui partaient pour l'étranger ou revenaient au Canada avec leur famille et leurs effets ménagers.

En mai 1983, le gouvernement a présenté sa réponse au Rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation dans le service extérieur. Beaucoup des recommandations de celle-ci ont été renouvelées et des mesures ont été prises au cours de l'année afin d'y satisfaire. Un certain nombre de recommandations, en raison de leur complexité, nécessitaient plus ample examen et un suivi.

Déploiement du personnel à l'étranger, par programme

(Employés basés au Canada et employés engagés sur place)*

	Employés de programme		Employés de soutien	
	Basés au Canada	Engagés sur place	Basés au Canada	Engagés sur place
Affaires consulaires	43,7	4,7	27,1	100,1
Douanes et accise	11,2	0	3,1	11,8
Relations de défense	105,2	8,0	89,5	54,9
Immigration	202,1	75,6	13,7	384,0
Relations générales	229,5	5,2	128,2	54,3
Aide au développement international	94,3	14,5	24,5	47,7
Liaison policière	43,4	0	10,5	17,5
Information et relations culturelles	67,3	47,0	20,5	178,8
Sciences, technologie et environnement	15,1	2,1	6,5	4,7
Tourisme	53,9	20,6	1,0	43,4
Commerce	218,9	182,4	43,1	259,9
Transport, communications et énergie	14,1	0	7,9	6,3
Administration	111,1	6,4	620,9	1 890,6
TOTAL	**1 209,8**	**366,5**	**996,5**	**3 054,0**
TOTAL GÉNÉRAL**		**5 626,8**		

* Ces chiffres comprennent les employés d'autres ministères de l'État qui travaillent auprès des missions diplomatiques à l'étranger.

** Chiffres fondés sur l'utilisation réelle des années-personnes.

Déploiement du personnel et de missions canadiennes à l'étranger, par région

(Employés basés au Canada et employés engagés sur place)

	Employés de programme		Employés de soutien	
	Basés au Canada	Engagés sur place	Basés au Canada	Engagés sur place
Organisations internationales	57	0	68	36
États-Unis	228	84	134	345
Afrique et Moyen-Orient	181	36	171	654
Amérique latine et Antilles	168	58	100	455
Asie et Pacifique	245	67	192	756
Europe	370	132	371	973
Total	**1 249**	**377**	**1 036**	**3 219**
TOTAL GÉNÉRAL*		**5 881**		

Budget

Pour l'année financière 1983-1984, le budget du ministère au titre des dépenses d'exploitation et d'immobilisations, et des subventions et contributions se chiffrait à 630,1 millions de dollars.

Les dépenses d'exploitation et d'entretien sont faites au titre de l'administration et de la coordination des opérations au Canada et à l'étranger, et notamment au titre des traitements, salaires et autres frais de personnel, des frais de location de propriétés à l'étranger, des déplacements et des communications et de la conduite des opérations étrangères. Les dépenses d'immobilisations sont engagées au titre du programme d'acquisition à long terme qui a pour but d'accroître la proportion des locaux et logements dont le gouvernement est propriétaire à l'étranger pour épargner sur les frais de location qui deviennent exorbitants. Ces fonds servent également à remplacer les voitures de même que les installations de sécurité et de communications et d'autres pièces d'équipement à l'étranger.

Les subventions et contributions consistent pour une bonne part en paiements incompressibles découlant de l'appartenance du Canada à des organisations internationales comme les Nations Unies, l'OTAN, l'OCDE, le Commonwealth, l'ACCT et bien d'autres encore.

Immeubles et autres biens

La Direction générale des biens demeure chargée de fournir tous les locaux dont le gouvernement est propriétaire à l'étranger, qu'il s'agisse d'achats ou de conception et de construction d'immeubles; elle fournit en outre toutes les résidences officielles et chancelleries louées par l'État et certains logements du personnel loués à bail, ainsi que tous les biens matériels affectés aux opérations du ministère à l'étranger. C'est également elle qui gère le programme d'acquisition à long terme qui a pour but d'accroître la proportion des locaux à bureaux et logements dont le gouvernement est propriétaire à l'étranger et de stabiliser ainsi les frais de location. On estime à plus de 600 millions de dollars la valeur du portefeuille immobilier du ministère.

Principaux postes budgétaires

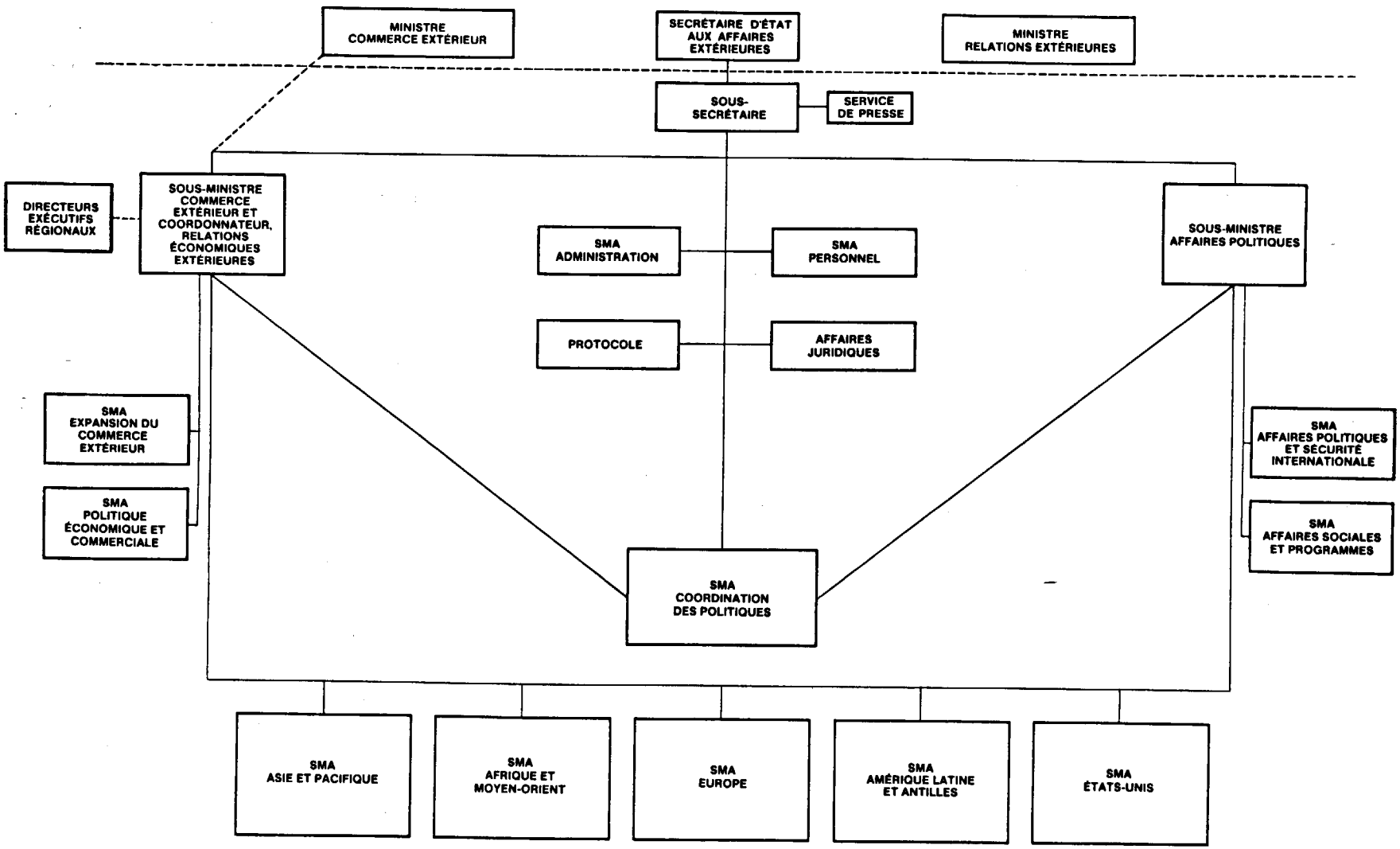
Exploitation	(en millions de $)
Relations avec les gouvernements étrangers	82,1
Commerce international	83,2
Immigration et aide	25,1
Services consulaires offerts aux Canadiens à l'étranger	13,4
Formation et relations culturelles	34,7
Administration générale	41,1
Services de soutien à l'étranger	151,9
Contributions aux avantages sociaux des employés	20,6
TOTAL	452,1
Immobilisations	
Construction et acquisition d'immeubles	25,1
Remplacement de pièces d'équipement	23,5
TOTAL	48,6
Subventions et contributions	
Organisations internationales	91,4
Expansion du commerce international	31,1
Information et relations culturelles	6,9
TOTAL	129,4

En 1983-1984, les travaux de construction d'une nouvelle chancellerie à Belgrade, en Yougoslavie, ont progressé et les travaux de construction du complexe de l'ambassade de Riyad, en Arabie Saoudite, ont commencé. D'importants travaux de rénovation se sont poursuivis à la future résidence officielle à Rome, ainsi qu'à la partie résidence de la *MacDonald House* à Londres. On a entrepris des études en vue de la construction de nouvelles ambassades à Alger (Algérie), Georgetown (Guyane) et Kinshasa (Zaïre), ainsi que pour l'expansion des immeubles actuels à New Delhi (Inde) et à Canberra (Australie).

La direction générale a fini d'acquérir des locaux à bureaux et des résidences pour les nouvelles missions de Conakry (Guinée) et de Munich (RFA) et elle a commencé à prendre des dispositions en vue de l'ouverture d'une mission à Abu Dhabi (Émirats arabes unis). On a procédé à l'achat de bureaux pour la mission de l'OCDE à Paris, de propriétés résidentielles à Berne (Suisse), Cleveland (États-Unis) et San José (Costa Rica), et de dix logements du personnel à Lima (Pérou), Harar (Éthiopie), Copenhague (Danemark), Seattle (États-Unis), Kingston (Jamaïque) et Birmingham (Royaume-Uni). Treize chancelleries et résidences officielles louées à bail ont été remplacées ou rénovées.

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

JANVIER 1984



Annexe II

Importations en provenance des marchés principaux

(en milliers de $)

Zone de commerce	Année	Animaux vivants	Aliments, provendes, boissons et tabacs	Matières brutes, non comestibles	Matières travaillées, non comestibles	Produits finis, non comestibles	Transactions spéciales commerciales	Total des importations
				Janvier à décembre				
États-Unis	1981	196 336	2 651 661	4 415 122	10 278 194	36 299 752	696 434	54 537 500
	1982	137 335	2 570 235	3 861 690	8 386 061	32 195 705	765 762	47 916 788
	1983	**127 804**	**2 628 430**	**3 424 791**	**10 038 835**	**37 246 488**	**736 577**	**54 202 926**
Royaume-Uni	1981	994	146 043	440 835	507 083	1 251 889	38 892	2 385 735
	1982	969	148 851	359 299	464 575	890 004	39 986	1 903 683
	1983	**924**	**145 225**	**231 377**	**425 111**	**962 890**	**45 610**	**1 811 137**
Autres CEE	1981	2 060	394 184	104 470	1 383 850	2 161 838	69 535	4 115 936
	1982	2 063	449 746	87 009	1 069 615	2 126 776	69 513	3 804 722
	1983	**1 600**	**464 640**	**104 239**	**1 242 740**	**2 253 847**	**73 015**	**4 140 082**
Japon	1981	35	47 171	46 857	630 292	3 304 239	28 102	4 056 696
	1982	30	47 502	53 886	495 515	2 913 133	26 052	3 536 119
	1983	**16**	**56 891**	**61 373**	**436 300**	**3 821 260**	**34 081**	**4 409 919**
Autres OCDE	1981	574	531 619	290 792	487 345	845 275	22 032	2 177 637
	1982	204	480 950	206 328	443 871	753 177	28 649	1 913 178
	1983	**703**	**449 658**	**212 787**	**530 230**	**878 936**	**20 393**	**2 092 706**
Autres Amérique	1981	437	846 313	3 392 213	601 962	287 635	14 253	5 142 812
	1982	367	753 282	2 723 823	474 528	353 580	25 971	4 331 551
	1983	**547**	**743 725**	**1 842 784**	**687 232**	**533 229**	**17 462**	**3 824 979**
Autres pays	1981	1 007	415 846	3 617 176	658 728	2 313 332	59 309	7 065 398
	1982	683	353 887	1 414 959	462 746	2 230 544	57 262	4 520 082
	1983	**568**	**382 943**	**1 322 937**	**648 167**	**2 792 372**	**65 554**	**5 212 542**
Ensemble des pays	1981	201 443	5 032 836	12 307 465	14 547 453	46 463 960	928 558	79 481 715
	1982	141 650	4 804 452	8 706 995	11 796 911	41 462 919	1 013 195	67 926 122
	1983	**132 162**	**4 871 512**	**7 200 289**	**14 008 616**	**48 489 021**	**992 691**	**75 694 290**

Source : Statistique Canada, n° de catalogue 65-001

Annexe II

Exportations vers les marchés principaux

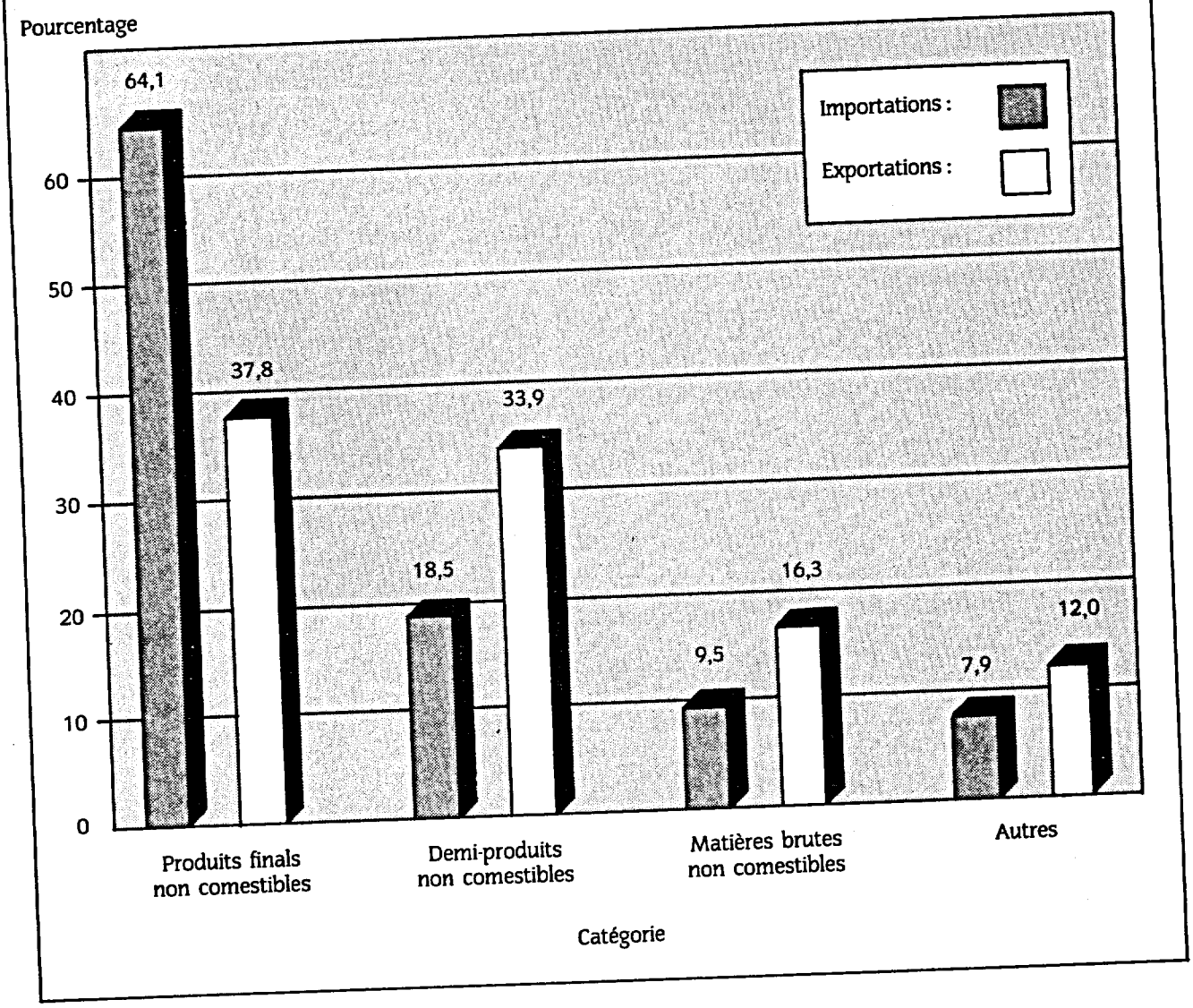
(en milliers de $)

Zone de commerce	Année	Animaux vivants	Aliments, provendes, boissons et tabacs	Matières brutes, non comestibles	Matières travaillées, non comestibles	Produits finis, non comestibles	Transactions spéciales commerciales	Total des exportations	Total des réexportations
					Janvier à décembre				
États-Unis	1981	179 437	2 091 780	9 237 037	21 410 199	20 395 056	586 267	53 899 776	1 587 344
	1982	277 660	2 462 890	9 403 359	19 637 698	23 834 918	223 150	55 839 675	1 838 829
	1983	**290 640**	**2 625 645**	**9 079 590**	**22 667 684**	**29 621 130**	**175 907**	**64 460 595**	**1 802 594**
Royaume-Uni	1981	1 101	683 959	684 933	1 450 324	462 228	23 689	3 306 234	53 654
	1982	305	555 931	406 316	1 289 688	413 566	2 606	2 668 412	57 054
	1983	**2 954**	**502 912**	**572 541**	**1 031 087**	**334 124**	**2 470**	**2 446 088**	**59 995**
Autres CEE	1981	9 275	651 874	1 330 097	2 732 024	780 080	10 967	5 514 316	119 826
	1982	9 370	666 969	1 293 266	2 001 005	726 854	3 073	4 700 536	150 203
	1983	**9 615**	**639 770**	**1 078 546**	**1 781 201**	**673 402**	**1 222**	**4 183 756**	**118 354**
Japon	1981	5 069	1 058 339	1 929 737	1 392 355	112 234	49	4 492 783	24 034
	1982	4 891	1 048 784	1 948 400	1 403 214	167 354	223	4 572 865	21 517
	1983	**3 152**	**1 068 201**	**2 013 620**	**1 437 691**	**210 073**	**1 142**	**4 733 878**	**33 594**
Autres OCDE	1981	4 085	242 764	680 698	681 585	689 843	8 838	2 302 813	143 736
	1982	892	301 256	500 203	602 708	639 758	7 042	2 051 860	100 788
	1983	**1 545**	**237 895**	**405 688**	**413 635**	**513 412**	**5 403**	**1 577 579**	**132 551**
Autres Amérique	1981	15 461	1 051 526	327 499	1 123 299	1 265 180	13 517	3 796 483	430 844
	1982	9 805	933 928	236 276	828 934	984 372	14 376	3 007 691	368 096
	1983	**6 234**	**1 002 262**	**224 006**	**718 447**	**803 052**	**3 509**	**2 757 509**	**206 804**
Autres pays	1981	14 359	3 432 436	1 020 975	1 750 536	1 768 641	27 380	8 014 327	115 262
	1982	22 609	3 929 729	989 765	2 123 033	1 909 123	13 404	8 987 664	169 432
	1983	**25 677**	**3 999 294**	**1 013 381**	**1 938 820**	**1 262 224**	**26 792**	**8 266 188**	**103 175**
Ensemble des pays	1981	228 787	9 212 678	15 210 975	30 540 322	25 473 261	670 707	81 336 731	2 474 749
	1982	325 532	9 899 487	14 777 586	27 886 280	28 675 946	263 874	81 828 704	2 705 918
	1983	**339 818**	**10 075 979**	**14 387 372**	**29 988 566**	**33 417 415**	**216 444**	**89 425 594**	**2 457 068**

Source : Statistique Canada, n° de catalogue 65-001

Annexe III

Composition des échanges commerciaux du Canada par produit – 1983



Annexe IV

Accords internationaux bilatéraux

Algérie

Accord cadre de coopération scientifique et technique entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République algérienne démographique et populaire.

Ottawa, le 14 février 1983
En vigueur le 14 février 1983

Allemagne, République démocratique d'

Accord de commerce entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République démocratique allemande.

Leipzig, le 9 septembre 1983
En vigueur provisoirement le 9 septembre 1983

Allemagne, République fédérale d'

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne modifiant l'Accord relatif aux transports aériens signé à Ottawa, le 26 mars 1973.

Bonn, le 16 décembre 1982 et le 20 janvier 1983
En vigueur le 20 janvier 1983

Accord entre le Canada et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de certains autres impôts.

Ottawa, le 17 juillet 1981
En vigueur le 23 septembre 1983

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne constituant un Accord portant sur l'entraînement au Canada d'unités de forces armées allemandes à la BFC de Shilo et à Goose Bay (Labrador).

Ottawa, le 20 décembre 1983
Adopté 20 décembre 1983
En vigueur à compter du 1er janvier 1984

Chine, République populaire de

Accord général de coopération au développement entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République populaire de Chine.

Ottawa, le 5 octobre 1983
En vigueur le 5 octobre 1983

Côte-d'Ivoire, République de

Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de prévenir l'évasion fiscale.

Montréal, le 16 juin 1983

Danemark

Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume du Danemark concernant le milieu marin.

Copenhague, le 27 août 1983
En vigueur le 26 août 1983

Égypte

Accord général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République arabe d'Égypte concernant la coopération au développement.

Ottawa, le 31 janvier 1983

Protocole entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République arabe d'Égypte concernant la création de l'Institut canadien en Égypte.

Le Caire, le 21 septembre 1982
En vigueur le 1er mars 1983

Convention entre le Canada et la République arabe d'Égypte en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

Le Caire, le 30 mai 1983

Équateur

Accord de coopération économique, commerciale et de développement entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Équateur.

Quito, le 12 octobre 1983

États-Unis

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis constituant un Accord relatif à l'essai et à l'évaluation, en territoire canadien, de systèmes de défense américains.

Washington, le 10 février 1983
En vigueur le 10 février 1983

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis constituant un Accord portant sur la vente promotionnelle des places d'Air Canada et la participation au marché Canada – Australie du transporteur aérien américain « Continental Airlines ».

Washington, le 21 mars 1983
Adopté le 21 mars 1983
En vigueur à compter du 4 mars 1983

Accord supplémentaire modifiant l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis en matière de sécurité sociale signé à Ottawa, le 11 mars 1981.

Ottawa, le 10 mai 1983

Protocole modifiant la Convention entre le Canada et les États-Unis en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Washington, le 26 septembre 1980.

Ottawa, le 14 juin 1983

Accord supplémentaire modifiant l'Accord de 1978 entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.

Halifax, le 16 octobre 1983
En vigueur le 16 octobre 1983

Échange de lettres entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis modifiant l'Accord entre le

Canada et les États-Unis relatif au Régime de pensions du Canada signé à Ottawa, le 5 mai 1967.

Ottawa, le 12 octobre et le 19 décembre 1983
En vigueur le 19 décembre 1983

Finlande

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Finlande constituant un amendement au Traité en matière d'extradition entre le Canada et la Finlande signé à Helsinki, le 21 juin 1978.

Helsinki, le 1er novembre 1983

France

Accord sur les relations cinématographiques entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française.

Ottawa, le 30 mai 1983
En vigueur le 30 mai 1983

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française relatif à la promotion de projets de coproduction cinématographique.

Paris, le 11 juillet 1983
En vigueur le 11 juillet 1983

Accord sur les relations dans le domaine de la télévision entre le gouvenement du Canada et le gouvenement de la République française.

Paris, le 11 juillet 1983
En vigueur le 11 juillet 1983

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française constituant un Accord relatif au contrôle du trafic aérien dans l'espace aérien français autour de Saint-Pierre-et-Miquelon par le centre de contrôle régional de Gander.

Ottawa, le 25 novembre et le 19 décembre 1983
En vigueur le 19 décembre 1983

Grèce

Accord en matière de sécurité sociale entre le Canada et la République hellénique.

Athènes, le 7 mai 1983
En vigueur le 1er mai 1983

Guyane

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Guyane portant sur la formation au Canada de membres des forces armées guyanaises.

Georgetown, le 27 octobre 1983
Adopté le 27 octobre 1983
En vigueur le 1er novembre 1982

Indonésie, République d'

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République d'Indonésie concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Ottawa, le 12 juillet 1982
En vigueur le 14 juillet 1983

Iraq, République d'

Accord relatif au commerce et à la coopération économique et technique entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République d'Iraq.

Baghdad, le 12 novembre 1982
En vigueur le 6 avril 1983

Jamaïque

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Jamaïque en matière de sécurité sociale.

Kingston, le 10 janvier 1983
En vigueur le 1er janvier 1984

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Jamaïque constituant un Accord concernant la vente d'un réacteur nucléaire du type « Slowpoke-2 ».

Kingston, les 20 et 30 juin 1983
En vigueur le 30 juin 1983

Japon

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Japon constituant un Accord concernant le retraitement, le stockage et l'utilisation du plutonium.

Ottawa, le 14 avril 1983
En vigueur le 14 avril 1983

Kenya, République du

Accord entre le Canada et la République du Kenya en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

Ottawa, le 27 avril 1983

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Kenya portant sur la formation au Canada de membres des forces armées de la République du Kenya.

Nairobi, le 23 novembre 1983
En vigueur le 23 novembre 1983

Nigeria, République fédérale du

Accord de coopération économique et technique entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérale du Nigeria.

Lagos, le 29 mars 1983
En vigueur le 29 mars 1983

Oman

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Oman portant sur la formation au Canada de membres des forces armées de l'Oman.

Oman, le 3 mai et les 18 juin 1983
Adopté le 18 juin 1983
En vigueur le 26 avril 1982

Ouganda

Accord général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République de l'Ouganda relatif à la coopération au développement.

Kampala, le 7 février 1983
En vigueur le 7 février 1983

Philippines République des

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République des Philippines concernant l'utilisation à des fins pacifiques des matières, équipements, installations et renseignements nucléaires transférés entre le Canada et la République des Philippines.

Manille, le 19 juin 1981
En vigueur le 14 avril 1983

Roumanie

Accord sur le transport aérien entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République socialiste de Roumanie.

Bucarest, le 27 octobre 1983
En vigueur provisoirement le 27 octobre 1983

Sénégal

Accord général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Sénégal concernant la coopération au développement.

Ottawa, le 28 juin 1983

Suède

Convention entre le Canada et la Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

Stocklolm, le 14 octobre 1983

Thaïlande

Accord relatif à la coopération au développement entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume de Thaïlande.

Bangkok, le 5 janvier 1983
En vigueur le 5 janvier 1983

Traité de coopération relatif à l'exécution des sentenses pénales entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume de Thaïlande.

Bangkok, le 5 janvier 1983

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume de Thaïlande constituant un Accord relatif aux investissements canadiens dans le Royaume de Thaïlande (avec échange de lettres).

Bangkok, le 5 janvier 1983
En vigueur le 5 janvier 1983

Zambie, République de

Accord général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République de Zambie sur la coopération au développement.

Lusaka, le 22 novembre 1983

Zimbabwe

Accord général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Zimbabwe relatif à la coopération au développement.

Ottawa, le 16 septembre 1983
En vigueur le 16 septembre 1983

Annexe V

Accords internationaux multilatéraux

Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance

Fait à Genève, le 13 novembre 1979
Signée par le Canada à Genève, le 13 novembre 1979
En vigueur le 16 mars 1983
L'instrument de ratification du Canada a été déposé à New York, le 15 décembre 1981.

Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées

Fait à Strasbourg, le 21 mars 1983
Signée par le Canada à Strasbourg, le 21 mars 1983

Protocole modifiant l'Accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne du Groenland et des îles Féroé, fait à Genève le 25 septembre 1956

Fait à Montréal, le 3 novembre 1982
Signé par le Canada à Montréal, le 3 novembre 1982
En vigueur provisoirement le 1er janvier 1983, à l'exception de l'article 10
L'instrument d'acceptation du Canada a été déposé à Montréal, le 25 avril 1983.

Protocole modifiant l'Accord sur le financement collectif de certains services de navigation aérienne d'Islande, fait à Genève le 25 septembre 1956

Fait à Montréal, le 3 novembre 1982
Signé par le Canada à Montréal, le 3 novembre 1982
En vigueur provisoirement le 1er janvier 1983, à l'exception de l'article 9
L'instrument d'acceptation du Canada a été déposé à Montréal, le 25 avril 1983.

Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour les services mobiles (MOB-83)

Fait à Genève, le 18 mars 1983
Signé par le Canada à Genève, le 18 mars 1983

Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants

Fait à La Haye, le 25 octobre 1980
Signé par le Canada le 25 octobre 1980
En vigueur pour le Canada, le 1er décembre 1983
En vigueur pour le Canada, le 1er décembre 1983
L'instrument de ratification du Canada a été déposé à La Haye, le 2 juin 1983.

Le 2 juin 1983, le gouvernement du Canada a soumis les déclarations et réserves suivantes :

DÉCLARATIONS/RÉSERVES

Conformément à l'article 37, alinéa 2, le Canada a déposé son instrument de ratification de la Convention susmentionnée auprès du ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, le 2 juin 1983, en faisant les déclarations et réserves suivantes :

« *Application de la Convention*
1. Conformément aux dispositions de l'article 40, le gouvernement canadien déclare que la Convention s'appliquera aux provinces de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick, de la Colombie-Britannique et du Manitoba.

Les autorités centrales
2. Conformément aux dispositions de l'article 6, alinéa 2, le ministère de la Justice et le Procureur général du Canada, représenté par le service de droit interne au ministère des Affaires extérieures, est désigné comme l'autorité centrale à laquelle les demandes peuvent être adressées en vue de leur transmission à l'autorité centrale compétente au Canada.

3. Conformément aux dispositions de l'article 6, alinéa 2, le ministère du Procureur général de l'Ontario est désigné comme autorité centrale pour la province de l'Ontario.

4. Conformément aux dispositions de l'article 6, alinéa 2, le ministère du Procureur général du Nouveau-Brunswick est désigné comme autorité centrale pour la province du Nouveau-Brunswick.

5. Conformément aux dispositions de l'article 6, alinéa 2, le ministère du Procureur général de la Colombie-Britannique est désigné comme autorité centrale pour la province de la Colombie-Britannique.

6. Conformément aux dispositions de l'article 6, alinéa 2, le ministère du Procureur général du Manitoba est désigné comme autorité centrale pour la province du Manitoba.

Réserve
7. Conformément aux dispositions de l'article 42 et par application de l'article 26, alinéa 3, le gouvernement canadien déclare qu'en ce qui a trait aux demandes concernant les provinces de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique, le Canada ne prendra en charge les frais visés à l'alinéa 2 de l'article 26 que dans la mesure où ces frais sont couverts par le système d'aide juridique de la province en cause.

Autres réserves et déclarations
8. Le gouvernement canadien déclare qu'il peut soumettre à tout moment d'autres déclarations et réserves, en vertu des articles 6, 40 et 42 de la Convention, ayant trait à d'autres unités territoriales. »

Accord mettant fin à l'Accord financier de l'Organisation des télécommunications du Commonwealth de 1973

Fait à Londres, le 30 mars 1983
Signé par le Canada à Londres, le 2 juin 1983
En vigueur le 1er avril 1983
En vigueur pour le Canada le 1er avril 1983

Accord financier de l'Organisation des télécommunications du Commonwealth de 1983

Fait à Londres, le 30 mars 1983
Signé par le Canada à Londres, le 2 juin 1983
En vigueur le 1er avril 1983
En vigueur pour le Canada le 1er avril 1983

Amendement de 1979 à la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge

Adopté à Londres, le 15 novembre 1979
L'instrument d'acceptation du Canada a été déposé à Londres, le 2 juin 1983.

Protocole en vue d'amender la Convention relative aux zones

humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine du 2 février 1971

Fait à Paris, le 3 décembre 1982
Signé par le Canada à Paris, le 2 juin 1983

Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT)

Fait à Londres, le 1er décembre 1981
En vigueur le 30 juillet 1983
En vigueur pour le Canada le 30 juillet 1983
L'instrument d'adhésion du Canada a été déposé à Londres, le 30 juillet 1983.

Le 30 juin 1983, le gouvernement du Canada a déposé la réserve suivante :

RÉSERVE

Nonobstant le paragraphe 2 de l'article 7 du Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT), l'exonération d'impôts, établie par quelque loi au Canada sur les traitements et émoluments, ne s'étend pas à un citoyen canadien résidant ou ayant sa résidence ordinaire au Canada.

Accord international de 1983 sur le café

Adopté à New York, le 16 septembre 1982
Signé par le Canada le 30 juin 1983
En vigueur provisoirement le 1er octobre 1983
L'instrument de ratification du Canada a été déposé à New York, le 16 septembre 1983.

Sixième Accord international sur l'étain

Conclu à Genève, le 26 juin 1981
Signé par le Canada à New York, le 29 avril 1982
La notification d'application provisoire du Canada a été déposée à New York, le 11 mai 1982.
En vigueur provisoirement le 1er juillet 1982
L'instrument de ratification du Canada a été déposé à New York, le 30 juin 1983.

Protocole de 1983 portant septième prorogation de la Convention sur le commerce du blé du 1971

Fait à Washington, le 4 avril 1983
En vigueur le 1er juillet 1983
En vigueur pour le Canada le 1er juillet 1983
L'instrument d'adhésion du Canada a été déposé à Washington, le 30 juin 1983.

Protocole de 1983 portant deuxième prorogation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980

Fait à Washington, le 4 avril 1983
En vigueur le 1er juillet 1983
En vigueur pour le Canada le 1er juillet 1983
L'instrument d'adhésion du Canada a été déposé à Washington, le 30 juin 1983.

Accord international sur le jute et les articles en jute de 1982

Fait à Genève, le 1er octobre 1982
Signé par le Canada le 30 juin 1983

Actes finals de la Conférence administrative régionale de l'Union internationale des télécommunications, Genève 1983

Fait à Genève, le 17 juillet 1983
Signé par le Canada le 17 juillet 1983

Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies par l'expansion industrielle

Adopté à Vienne, le 8 avril 1979
Signé par le Canada le 31 août 1982
L'instrument de ratification du Canada a été déposé à New York, le 20 septembre 1983.

Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base

Fait à Genève, le 27 juin 1980
Signé par le Canada, sous réserve de ratification, le 15 janvier 1981
L'instrument de ratification du Canada a été déposé à New York, le 27 septembre 1983.

Convention pour la conservation du saumon dans l'Atlantique Nord

Fait à Reyjavik, le 2 mars 1982
Signé par le Canada le 18 mars 1982
En vigueur le 1er octobre 1983
En vigueur pour le Canada le 1er octobre 1983
L'instrument de ratification du Canada a été déposé à Bruxelles, le 30 septembre 1983.

Convention internationale des télécommunications avec règlement général et annexes, et protocoles

Fait à Nairobi, le 6 novembre 1982
Signée par le Canada à Nairobi, le 6 novembre 1982
L'instrument de ratification du Canada a été déposé à Genève, le 11 octobre 1983.

Protocole additionnel facultatif à la Convention internationale des télécommunications (Nairobi – 1982) règlement obligatoire des différends

Fait à Nairobi, le 6 novembre 1982
Signé par le Canada à Nairobi, le 6 novembre 1982
L'instrument de ratification du Canada a été déposé à Genève, le 11 octobre 1983.

Accord régional de l'Union internationale des télécommunications relatif aux services de radiodiffusion en ondes hectométriques dans la Région 2

Fait à Rio de Janeiro, le 19 décembre 1981
Signé par le Canada à Rio de Janeiro, le 19 décembre 1981
L'instrument d'approbation du Canada a été déposé à Genève, le 22 décembre 1983.

962500077

7 104566 120164 7

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01014783 6

b 1854136 (E)
b 2051140 (F)

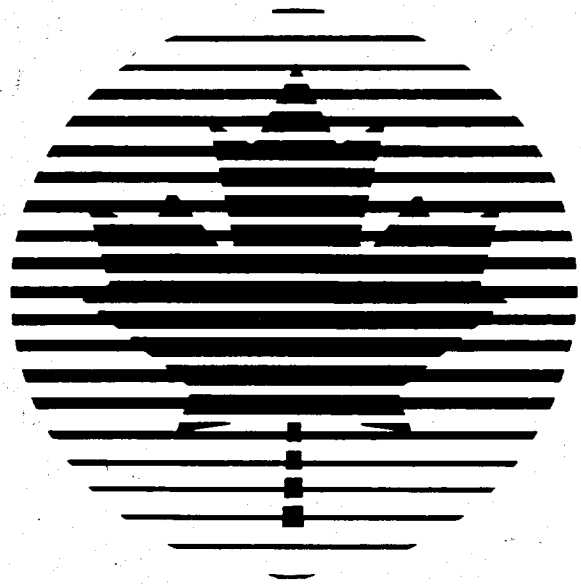
5

NON-CIRCULATING /
CONSULTER SUR PLACE

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

FEB 7 1994
FEV

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE



Department of External Affairs

Annual Report 1983-84

NON - CIRCULATING /
CONSULTER SUR PLACE

Canada

Department of External Affairs

Annual Report 1983-84

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA
MAR 19 1991
RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

External Affairs Canada
Affaires extérieures Canada

© Minister of Supply and Services Canada 1985

Cat. No. E1-1/1984

ISBN 0-662-53616-9

External Affairs Canada
Affaires extérieures Canada

Under-Secretary
Sous-secrétaire

February 15, 1985

The Right Honourable Joe Clark
Secretary of State for External Affairs
Ottawa, Canada

Dear Mr. Clark,

I have the honour to submit for your consideration the Department's latest annual report.

It is submitted in accordance with the provisions of the Department of External Affairs Act, which requires that reports of the department be submitted on a fiscal year basis. This report therefore covers the period from April 1, 1983 to March 31, 1984.

Yours sincerely,

Marcel Massé

125 promenade Sussex Drive
Ottawa, K1A 0G2

Table of contents

		Page
Reorganization of the Department		vii
Overview	**CANADA AND WORLD AFFAIRS**	1
Chapter 1	**THE INTERNATIONAL ECONOMIC ENVIRONMENT**	
	Canada and the international economic environment	3
	International financial and investment issues	3
Chapter 2	**CANADA AND WORLD TRADE**	
	Trends in Canada's international trade	4
	Regional trade patterns	4
	Developments in trade policy	5
	International commodity developments	5
	International trade development	6
	Trade promotion activities	7
	Export financing and capital projects	9
	Tourism program abroad	9
	Special trade relations	10
	Extraterritoriality	10
Chapter 3	**MULTILATERAL AFFAIRS AND INTERNATIONAL CO-OPERATION**	
	The United Nations	12
	North-South co-operation	12
	The Commonwealth	13
	La Francophonie	13
	Environmental questions	13
	Energy	14
	Law of the Sea	15
	Human rights and social affairs	15
	Indigenous affairs	16
Chapter 4	**CANADA'S REGIONAL INTERESTS**	
	The United States of America	17
	The European Community and Western Europe	20
	USSR and Eastern Europe	24
	Asia and the Pacific	25
	Africa and the Middle East	28
	Latin America and the Caribbean	30
Chapter 5	**DEFENCE AND COLLECTIVE SECURITY**	
	Arms control and disarmament	32
	Defence and NATO	32
	Peacekeeping	33
	Terrorism	33
Chapter 6	**PROTECTION OF PRIVATE INTERESTS**	
	Consular services	34
	Passport services	34
	Immigration and refugees	35
	Private international law	36
	Unlawful seizure of individuals	37
	Access to information and privacy	37

Page

Chapter 7 INTERNATIONAL LAW

Fisheries 38
Gulf of Maine case 38
Outer space law 38
Legal aspects of development 38
Treaty law 39
Skagit River Treaty 39
Privileges and immunities 39

Chapter 8 INTERNATIONAL CULTURAL RELATIONS

Cultural policy 40
UNESCO 40
Arts promotion 40
Canadian studies abroad 40
Historical affairs 41
International sports 41

Chapter 9 INFORMATION PROGRAMS AND PRESS SERVICES

Press Office 42
International expositions 42
Information programs abroad 42
Information programs in Canada 43

Chapter 10 POLICY CO-ORDINATION AND MANAGEMENT

Policy and operations 44
Departmental management 44
Management review and audit 44
Federal-provincial co-ordination 44
Protocol services and diplomatic, consular and other representatives in Canada 45
Communications, information retrieval and library 45
Security and intelligence 45
Personnel 45
Budget 47
Physical resources 47

APPENDICES

I. Organization chart 49
II. Export-import trade 50
III. Canada's trade share by commodity 52
IV. Bilateral international agreements 53
V. Multilateral agreements 56

Reorganization of the Department

On September 6, 1983, some changes were made in the organizational structure of the Department of External Affairs additional to those described in last year's annual report. They were undertaken to complete the process of consolidation begun with the move into the Department of the Foreign Branch of the Commission for Employment and Immigration (CEIC) in 1981 and with the reorganization of January 6, 1982, which brought the Trade Commissioner Service and other key units of the former Department of Industry, Trade and Commerce (ITC) into a Department of External Affairs with expanded responsibilities (for organizational chart see Appendix 1).

Among the basic objectives of the January 1982 reorganization was the concern to give greater weight to economic factors in the design of foreign policy, to ensure that the conduct of foreign relations served Canadian trade objectives, to improve the service offered exporters in an increasingly competitive international marketplace and to ensure policy and program coherence in the conduct of Canada's whole range of relations with the outside world. The organizational adjustment in September 1983 was undertaken to further the achievement of these objectives. This was done by concentrating the responsibility for all geographically-formed policies and programs in five new geographic branches, each headed by an assistant deputy minister (ADM).

The five geographic ADMs were delegated responsibility for the management and co-ordination of the full range of Canada's relations, including trade, with their respective regions (Africa and Middle East, Asia and Pacific, USA, Europe, and Latin America and Caribbean). They provide advice to the Deputy Minister (International Trade) on all trade and economic matters within their regions and to the Deputy Minister (Political Affairs) on all other matters regarding Canadian policies and programs in the regions. They are also responsible for the management both of the posts in their regions abroad and their branch at headquarters.

The purpose of creating these five geographic branches was to provide clear accountability for regional and bilateral policies and operations, a framework for the development of coherent and mutually supportive policies and programs across the full range of departmental activities, and a single geographic focal point for posts abroad, for exporters, the rest of government, and other constituents and foreign governments.

Four functional branches of the Department were given responsibility for ensuring global or inter-regional policy and program consistency in trade, aid, economic, and political-security issues. Intradepartmental co-ordinating committees ensured that maximum benefit was derived from inter-regional awareness and cross fertilization of ideas and work, and that activities pursued in specifically regional bases were consistent with global and domestic policies and priorities. The purpose of the four functional branches was to provide clear responsibility for departmental involvement in domestic and sectoral issues and provide single functional focal points for other government departments, the business communities and non-governmental organizations.

The responsibilities of the Department's three ministers remained the same as outlined in last year's annual report. The Secretary of State for External Affairs was charged with managing the broad mandate of the Department, together with two other ministers with more precisely defined responsibilities. The Minister of State for International Trade was made responsible for international trade and export development and served as the minister to whom the Export Development Corporation and the Canadian Commercial Corporation report. The Minister of State for External Relations supported the Secretary of State for External Affairs in international social, cultural and humanitarian affairs, and, among other duties, was responsible for relations with francophone states and the Agency for Cultural and Technical Co-operation.

(During the fiscal year from April 1, 1983, to March 31, 1984, covered by this report, Allan MacEachen was the Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs. The Minister of State for International Trade was Gerald Regan. Charles Lapointe was the Minister of State for External Relations until August 12, 1983, when Jean-Luc Pepin was appointed to this portfolio.)

Working with the Under-Secretary of State for External Affairs were two deputy ministers — one for international trade and one for political affairs. Below this senior level, departmental organization was designed to achieve maximum co-ordination of Canada's foreign relations activities and to ensure that international considerations received due weight in the formulation of domestic policy. The new widened role of the Department made it responsible for the policy, planning and management of all aspects of Canadian foreign relations and the link between the government's interests at home and abroad.

Overview
CANADA AND WORLD AFFAIRS

The year covered by this report (April 1, 1983, to March 31, 1984) was dominated by: heightened East-West tensions and preoccupations with nuclear weapons and the problems of arms control; the long-awaited if uneven economic recovery in industrialized countries, offset by severe debt problems in the Third World and by regression in some of the poorest countries; and the increasing interdependence of nations, which brought both increased risks and opportunities.

Over the past few years Canadians have become increasingly aware that their prosperity was largely dependent on a healthy international economic environment and their security a function of superpower relations. In response to this awareness these two themes emerged during the year as priorities in the conduct of Canada's external relations.

The past year was one of economic recovery in the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) countries from the most severe recession since the Great Depression, but the general economic picture was mixed. The recovery proceeded at different rates within the industrialized countries themselves, but for the most part it did not extend to the developing world. New and renewed protectionism continued its slow erosion of the international trading system. A major international debt crisis was averted by an emergency, case-by-case, approach combining refinancing with re-scheduling of debtors' obligations. But the severest concentration of debt in a few Latin American countries persisted. Many of the least developed countries, especially those of sub-Saharan Africa, experienced economic regression caused by debt, falling returns on exports (largely from lower commodity prices), drought and famine. Simultaneously, the newly industrializing countries of the Pacific continued to flourish.

A main objective of Canada during the year was to ensure that economic recovery continued to broaden and endure. Several initiatives flowed from this objective. Canada participated in a number of multilateral efforts to resolve the international debt problem. During the Williamsburg Summit there was agreement on a Canadian initiative to monitor the extent to which governments lived up to their anti-protectionist pledges. Canada also participated in informal meetings with trade ministers from the United States, Japan and the European Economic Community to consider co-operative measures aimed at strengthening the world economy. Canada was instrumental in urging rapid conclusion of a preparatory work program in the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) in anticipation of a new round of multilateral trade negotiations. The government's commitment to an aggressive trade drive was reflected in the reorganization of the Department of External Affairs, which further integrated trade with general foreign policy objectives.

East-West relations were a preoccupation during the year, not least as a result of the Soviet downing of a Korean airliner in September, with heavy loss of life. In the absence of a negotiated solution to the threat posed by new USSR missiles in Europe, the North Atlantic Treaty Organization (NATO) began the counter-deployment in Europe of intermediate-range nuclear weapons. Public concern in the West focused on the lack of substantive dialogue between East and West and lack of progress in arms control, perhaps best characterized by the sharply antipathetic superpower relationship. There was special concern over the Soviet Union's withdrawal from the central nuclear negotiations with the United States, which reduced the prospect of significant progress on nuclear arms control, at least until after the 1984 US presidential election.

Conflicts in the Third World continued to be numerous and difficult to resolve and they often resulted in human rights abuses and serious refugee problems. Central America grew increasingly combustible, communal strife continued to ravage Lebanon, and the war between Iran and Iraq threatened security in the Gulf and the maintenance of vital Western oil supplies. Little headway was made in resolving conflicts in Southern Africa, Afghanistan and Cambodia. In some cases regional conflicts were exacerbated by the superpowers' propensity to view them from the perspective of East-West global rivalry.

Against this background, the promotion of international peace and security was a priority focus of Canada's external relations. Pursuing the Williamsburg Summit's commitment "to devote our full political resources to reducing the threat of war", Prime Minister Trudeau launched an initiative on East-West relations and international security.

The aim was to persuade political leaders to devote their energies to the cause of peace, to re-open lines of communication between East and West and to draw attention to the common ground that East and West share. In particular, the Prime Minister sought to give political impetus to the Stockholm Conference on Military Confidence-Building Measures, to reinvigorate talks in Vienna on mutual and balanced conventional force reductions, to reinforce the Nuclear Non-Proliferation Treaty, to promote a number of specific arms control proposals and, most importantly, to restart the dialogue between East and West (see also Chapter 4).

Monitoring and managing the massive and multi-dimensional relationship with the United States, with whom discussions of freer trade in certain sectors were initiated, remained a priority concern.

The visits by the Secretary of State for External Affairs to the Middle East and Southeast Asia demonstrated Canada's interest in encouraging dialogue and facilitating peaceful resolution of regional disputes. Considerable attention was also devoted to efforts to expand political, social and economic links with countries of Asia and the Pacific, and to improve the working of the United Nations (UN) system.

Chapter 1
THE INTERNATIONAL ECONOMIC ENVIRONMENT

Canada and the international economic environment

In 1983, the 24 member countries of the OECD began to recover from the deep recession of the previous year. Inflation and interest rates receded from the very high levels reached in 1982, energy prices were stable and world trade began to revive. The OECD ministerial meeting and the Williamsburg Summit endorsed the disinflationary policies that had brought down inflation, and projected a tone of confidence that the necessary conditions existed for a sustained and global recovery.

Yet, as Canada and others pointed out in various multilateral forums, serious strains in the international economic system persisted. The recovery in North America and Japan was more robust than that in Europe, where very high unemployment persisted despite the gradually improving economic situation. Real interest rates in the United States and elsewhere remained high by historical standards, and concern about the effect on those rates of large future US budget deficits was beginning to mount. During the year the US dollar appreciated against other major currencies, exacerbating the US balance of payments deficit and creating fears of an eventual destabilizing decline of the US dollar. Protectionist pressures persisted in both Europe and North America, while the incidence of trade-restrictive measures remained worryingly high. The serious debt problems of a number of Latin American and East European countries, in which Canada had a considerable stake, continued to be successfully addressed, using the Williamsburg "strategy" of adequate financing, open markets and adjustment in the debtor countries. However, the size and possible social and political complications of some of these debt crises continued to preoccupy the international financial community.

International financial and investment issues

The international financial situation was a major concern during 1983 because of the inability of a significant number of developing countries to meet their debt service obligations to governmental and private creditors. Although the debt problems were concentrated in Latin America and Eastern Europe, certain countries in Africa also encountered difficulties. Canada had important commercial interests that were affected by the economic difficulties in these countries. Agencies of the government had loans that were affected, and so had Canadian banks. Canada participated in special multilateral efforts to assist Mexico, Brazil and Yugoslavia in dealing with their economic difficulties. As well, Canada participated in various multilateral meetings with other industrialized countries to develop an effective over-all approach to these debt problems. At the Williamsburg Summit, the leaders agreed on a strategy that involved International Monetary Fund (IMF)-supported economic adjustment programs by debtor countries, adequate financing, an open trading environment, sustained world economic recovery and close co-operation among all the key players — debtor countries, creditor governments, commercial banks and international financial institutions. There were a number of common features to the international response to individual countries' debt problems — IMF economic adjustment programs, debt rescheduling and new financing to support economic adjustment. Canada, along with other industrialized countries, participated in an unprecedented number of official debt-rescheduling negotiations with debtor countries in the informal group of official creditors known as the Paris Club. This over-all approach was successful in containing the impact of these debt problems on the international financial system, but by the end of 1983 it was evident that the problems would persist for some years and would pose a serious burden on developing countries.

During 1983, there were a number of important multilateral discussions on international investment issues. In the OECD, Canada participated in the meetings of the Committee on International Investment and Multinational Enterprises, which continued its review of the 1976 OECD declaration on investment in order to prepare a report for the 1984 OECD ministerial meeting. In the United Nations, Canada participated in the negotiations to prepare a Code of Conduct for Transnational Corporations. These negotiations were not completed by the end of the year. In the course of the year, at the request of the United States, a GATT panel examined certain trade-related undertakings associated with the FIRA (Foreign Investment Review Act) review process and subsequently Canada made the administration of the FIRA consistent with its GATT obligations as a result of the panel's findings.

Intellectual property and competition policy issues continued to require attention. In particular, in 1983, the Department of Consumer and Corporate Affairs issued a discussion paper entitled "Compulsory Licensing of Pharmaceuticals: A Review of Section 41 of the Patent Act", on which various representations from multinational pharmaceutical companies and foreign governments were received. Consideration of this matter was to continue in 1984.

Chapter 2
CANADA AND WORLD TRADE

Trends in Canada's international trade

The performance of world trade from 1980 to 1982 was the poorest in 35 years (based on a two-year average). By the end of 1983, however, world trade was recovering, sustained largely by US imports, a pattern which continued strongly in early 1984. Growth in the latter part of last year allowed the volume of world trade to increase by about 2 per cent, although in absolute terms the average level for 1983 was still below that of 1981. The recovery of trade was most notable amongst the industrialized countries, as the reduced capacity of certain developing countries to finance imports continued to constrain their trade.

Canada's trade performance in 1983 reflected economic conditions at home and abroad. Imports surged as consumer spending increased, and exports also showed a strong volume increase of 9.6 per cent. The trade surplus of $15.4 billion for 1983 was thus qualitatively different from the record 1982 surplus, which had resulted from a steady export volume set against declining imports. The first quarter of 1984 continued the pattern of late 1983: fluctuating prices and solid growth in the volume of trade leading to repeated monthly trade surpluses (although these were lessened by the relative strength of the Canadian dollar overseas and by fast-rising import levels).

Regional trade patterns

Regionally, Canadian trade showed some divergence from the over-all pattern. The United States was by far Canada's largest supplier and customer, with over 70 per cent of both exports and imports. Two-way trade expanded, led by manufactured products (especially consumer goods, including automobiles); our year-end surplus grew by over $2 billion, to $10.3 billion. In this respect Canada and the USA's other trade partners benefited from the strong US dollar and the recovery in consumer spending and investment there; however, the staggering trade deficits that these factors were producing fuelled protectionist pressures in the United States, which threatened Canadian export interests. Import relief measures were taken on specialty steels last summer, for instance; in the absence of satisfactory compensation for the damage to our trade interests, Canada withdrew equivalent concessions from the United States under GATT Article XIX. (These were reinstated following the exemption by Congress of cement from "buy American" provisions in the US Surface Transportation Assistance Act, by way of compensation.) Beef, veal, sugar and sugar preparations were all subjected to restrictive measures by the United States.

Trade with the European Community suffered principally in consequence of the depth of the recession there, the relative slowness of the economic upturn, and the relative strength of the Canadian dollar. Exports to each of the ten countries declined, making a 10 per cent drop over-all, while imports from several (notably West Germany) expanded; Canada's trade surplus on two-way trade of some $12.8 billion accordingly dropped to less than a billion dollars, under half its 1982 level. A number of trade-related actions by both sides also perturbed Canada's commercial relations, such as the Community's decision to reduce its duty-free import quota for newsprint at the beginning of 1984. Despite recent trends, Western Europe remained Canada's largest foreign market after the United States, taking 8.5 per cent of our total exports.

The record with Pacific Rim countries was mixed. Exports to Japan, Canada's second-largest individual trade partner, grew modestly, while imports soared, particularly in the motor vehicle, computer and telecommunications equipment sectors. Our traditional trade surplus was thus sharply cut. Imports of motor vehicles into Canada constituted the single most important trade issue, as the domestic market recovered and Canadian producers continued their efforts to adjust to changed consumer requirements. After Japan, China remained by far Canada's largest market in Asia, taking more than $1.6 billion of our exports (led by wheat, wood pulp and metals, as in the past, but including some significant sales of manufactured products). Modest declines in exports to Hong Kong and the members of the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) were offset by increased sales to South Korea. Exports to Australia and New Zealand continued their decline, as did imports from the former.

In Latin America and the Caribbean, the period continued to be marked by debt reschedulings, strict foreign exchange controls, and extensions of import licensing requirements. In addition, the softness of world petroleum markets reduced the ability of oil exporters such as Mexico and Venezuela (as well as many Middle Eastern countries) to finance imports. In spite of these adverse conditions the decline in Canadian exports slowed — indeed, sales to Cuba, Brazil and Colombia grew — and the downward trend of imports was reversed (except for Venezuela, from which Canada imported less petroleum). Manufactured goods contributed about 55 per cent of the $2.8 billion in exports to the region in 1983.

In terms of commodities, 1983 was a year of building on traditional strengths, as strong export gains were registered in softwood lumber, crude petroleum, telecommunications equipment, automobiles, trucks, chassis and parts. Together those items comprised over one-third of domestic exports. Exports to the United States were led by petroleum, natural gas and related products; newsprint, pulp, and softwood lumber; and trucks, automobiles and parts. For the European Community the leading commodities were wheat, wood pulp, newsprint, and various metals and ores; for Japan, coal, lumber, ores and grains. Imports of crude petroleum continued to decline and exports to rise, leading to a trade surplus for this product. An increase in imports of automobiles and consumer goods was stimulated by the upswing in consumer

spending. The same situation in the United States led to an increase of our total exports in those sectors: exports of fully manufactured goods rose by 16.5 per cent, considerably above the 9.6 per cent general average (together with semi-manufactures they formed over 70 per cent of Canadian exports). The decline in Canada's world trading position in 1982 was, for the most part, halted in 1983 and, in certain key developed and developing markets, the downward trend was reversed. There is still a need to rebuild market shares in other important markets and to exploit opportunities in emerging trade partners, particularly those of the Pacific Rim.

Developments in trade policy

During the year a discussion paper entitled "Canadian Trade Policy for the 1980s" was released, together with a background document, "A Review of Canadian Trade Policy". The review was the outcome of a major effort to define the nature, objectives, and priorities of Canadian trade policy for the 1980s. It underlined the priority Canada attaches to a strong international trade performance, and it provided a framework of basic trade policy principles to guide decision-making. In announcing the results of this review, the Minister for International Trade emphasized five points: (1) the crucial importance of foreign trade to economic growth and job creation in Canada; (2) the relationship between Canada's competitiveness and its ability to improve trade performance; (3) the determination of the federal government to work hand in hand with Canadian producers and the provinces to search out and develop new export markets and to expand existing markets; (4) the vital importance to Canada of an effective multilateral trade and payments system; (5) the priority which the government intends to give to effective management of trade and economic relations with Canada's major trading partner, the United States, and the decision to give careful consideration to the advantages and disadvantages of limited free trade arrangements with the USA in particular sectors.

The fundamental message of the review was that the open trading system continues to be the best and most practical option available to benefit Canadian producers and consumers and to improve their standard of living. Consequently, Canada continued to participate actively in initiatives to protect and strengthen the multilateral trading system. Canada took an active part in the implementation of the work program agreed upon at the GATT ministerial meeting of 1982, which was chaired by Canada. Issues such as trade in agriculture, the development of an international agreement on safeguards (e.g. emergency import quotas), trade in resource products and in new areas, such as trade in services, have been addressed. Canada also supported the Japanese call, in November 1983, to accelerate preparations for a new round of multilateral trade negotiations. Canada was involved in trade discussions at the OECD ministerial meeting in May 1983 and at the Williamsburg Summit in June 1983. In addition, Canada participated in regular meetings of the ministers responsible for trade of the United States, the European Community and Japan (quadrilateral trade meetings) to review international trade issues. The Minister for International Trade chaired two quadrilateral meetings, at Canada House in London in July and in Ottawa in September. He was also involved in a number of informal trade ministers' meetings, including a meeting organized by the Trade Policy Research Centre of London in July and a special meeting on trade problems organized by the European Management Forum held in Lausanne, Switzerland, in November.

Canada was a participant in regular GATT activities during the year, including the work program established at the GATT ministerial meeting in November 1982. The work under the various Tokyo Round agreements also progressed, with the successful negotiation of expanded coverage under the Agreement on Trade in Civil Aircraft and the initiation of negotiations to improve and expand the coverage of the Agreement on Government Procurement. In the area of dispute settlement, the report of the panel established at the request of the United States to examine certain practices under the Foreign Investment Review Act was adopted by the GATT Council. In addition, at the request of Canada, a panel was established to examine the unilateral reduction by the European Community of its bound duty-free import quota for newsprint.

An export understanding was also reached with Japan on the level of motor vehicle shipments to Canada for the period ending March 31, 1983. Competitive and structural problems facing the international steel industry were extensively examined in the OECD. The various relationships between trade and industrial policies also received increasing attention, with analysis and intergovernmental consultations focusing on structural adjustment and trade in high technology issues.

International commodity developments

Canada continued to participate in the main international commodity agreements (wheat, sugar, coffee, tin, natural rubber). The only one for which Canada is an exporting country, the International Wheat Agreement, consists of a consultative mechanism without economic provisions. The agreements on sugar, coffee, natural rubber and tin contain provisions aimed at price stabilization, but for sugar it was not possible to maintain the prescribed price range due to surplus supplies. The new sugar agreement which was renegotiated in 1983-84 was limited to a consultative framework due to failure to reach agreement on pricing and other provisions to stabilize the market. Canada remained outside the current cocoa agreement as the economic provisions were judged to be unworkable, and this has since proved to be the case. The agreements covering tin and natural rubber succeeded in stabilizing prices within the prescribed range, but that on tin faced difficulty reflected by persistent downward pressure on the price.

Concerns of Canadian resource industries continued to receive considerable attention during 1983-84 as some of the concerns about the international trading environment were examined in detail by private sector task forces (e.g. petrochemicals and forest products). Efforts were also directed to securing orderly development in the international regulatory environment for asbestos. In addition, initiatives were pursued to promote increased transparency of markets for resource products through co-operation of producing and consuming countries in international forums such as the International Lead and Zinc Study Group, the proposed International Nickel Discussion Group, OECD, the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) and the UN Economic Commission for Europe (ECE).

International trade development

Agriculture, fish and food products

The Agriculture, Fish and Food Products Bureau became operational as part of the Department in September 1983, and continued the international trade activities carried out in the Food Branch of the former Department of Industry, Trade and Commerce.

Export market development and trade promotion activities in the primary agricultural products sector included support by both the Department's Promotional Projects Program (PPP) and the Program for Export Market Development (PEMD) for Canadian participation in several international livestock and agricultural trade shows, technical trade seminars on dairy cattle and swine in Cuba, the Dominican Republic and Venezuela, a pulse crop trade mission to the Middle East and North Africa, and over 20 incoming buyers' groups.

Canadian dairy and beef breeding stock was featured at the Royal Easter Show in Australia, the Salon Internationale de l'Agriculture in Paris, the Royal Agricultural Show and Royal Highland Show in Britain, swine breeding stock at Reggio Emilia in Italy, and quarterhorses at Verona. A seed potato mission from Costa Rica was sponsored by the Department.

Support was continued under PEMD for Potatoes Canada, the Canadian Seed Potato Export Agency, the Wild Blueberry Association of North America, and the activities of several livestock breed associations. The Bureau maintained liaison on export trade matters with industry associations, including the Canadian Seed Trade Association, the Canadian Feed Industry Association, SeCan Association, the Canadian Horticultural Council, and the Canadian nursery trades and floriculture and tobacco industries. It also maintained working relationships with Agriculture Canada with respect to animal health, plant health and quarantine regulations as they affect export trade, with the Department of Regional Industrial Expansion (DRIE) regional offices on administration of the PEMD program, and with Canagrex concerning its activities in assisting exports of Canadian agricultural products.

For processed foods, the Bureau's program involved many types of marketing activity, including national exhibits at international trade fairs, in-store promotions, trade missions, and solo trade shows which were devoted exclusively to Canadian foods. Major international trade fairs in which Canada participated included Anuga in Germany, Foodex in Japan and the Middle East Food Exhibition in Bahrain. Work was also begun on a program to improve assessment of international trading patterns, the results of which will be used to develop more effective strategies and promotion activities.

In the fishery sector, the Bureau was engaged in the implementation of marketing recommendations of the Task Force on the Atlantic Fisheries. One example was the special PEMD-Fish program ($20.5 million over five years) to improve penetration of international markets: the program became operational towards the end of the fiscal year.

Another example was the generic promotion compaign ($20 million over five years) intended to expand the *per capita* consumption of groundfish and herring products in the United States. A study was commissioned to analyze a major data bank of US seafood consumption patterns. Development of a promotional strategy is to be completed by early 1985.

Departmental-sponsored missions visited Venezuela and Puerto Rico for salted fish, and Poland, the German Democratic Republic, Czechoslovakia and Hungary for herring and frozen groundfish.

Grains and oilseeds

The Grain Marketing Bureau and the Grains and Oilseeds program were transferred to the Department in March 1983 from ITC, with the intention of strengthening the Department's capability to promote international marketing efforts for all Canadian products abroad.

The export market for Canadian grains and oilseeds in 1983-84 was characterized by excessive supplies, particularly of wheat, coupled with a slackening in export demand because of depressed global economic conditions. This situation resulted in an extremely competitive international grain trading environment and depressed world market prices. Nevertheless, Canadian export shipments of the six major grains and oilseeds in 1983-84 were at a new record level of 30 million tonnes valued at about $6 billion.

Canada's revitalized grain transportation handling system was a major factor in this large volume of export sales which, in turn, helped maintain revenue to grain producers in the face of steadily increasing farm costs and the lowest real grain prices in many years. There were major amendments to the Prairie Grain Advance Payments Act and the Western Grain Stabilization Act in 1983-84 to make them more responsive to these difficult conditions.

The economic situation in many major importing countries continued to entail the provision of credit. About one-third of Canada's wheat sales and significant quantities of barley exports are being made under the Credit Grain Sales Program administered by the Grain Marketing Bureau. The credit program is an important marketing tool and it goes some way towards matching the export initiatives of Canada's competitors, particularly the United States and the EEC.

Canada made representations to the United States regarding the provision under its blended credit program of concessional credit to certain grain markets. Periodic consultations also were held with the EEC on several grain matters, including import access for cereal substitutes, and with Japan on trade in canola.

The Bureau's trade development activities in 1983-84 were directed primarily at the maintenance of existing markets and development of new markets for canola-rapeseed products i.e. vegetable oil and meal, through the conduct in seven countries of technical trade seminars, utilization trials and consultations. As in past years the Canadian International Grains Institute made a significant contribution to the maintenance and enlargement of markets at home and abroad for Canadian grains and oilseeds and their products. The Instiute, which is jointly financed by the Grains and Oilseeds program and the Canadian Wheat Board, conducted numerous instructional courses in Canada and abroad for foreign participants selected from existing or potential customer countries and for Canadians associated with the grain industry.

Defence programs

The Defence Programs Bureau continued its program to expand exports of defence products to our allies and other friendly nations.

The objectives were to identify and develop export opportunities for defence products and defence-related high

technology goods and services; to establish and manage Canadian participation in bilateral and multilateral co-operative defence research, development and production agreements with nine countries; to assist Canadian industry in contacts and negotiations with foreign government agencies; and to manage the Canada-United States Defence Development and Defence Production Sharing Arrangement.

During 1983, exports of defence and related products increased slightly over the previous year's to about $1.5 billion. Sales to the United States increased to $1.2 billion, while those to overseas countries declined due to the international recession and the relatively strong value of the Canadian dollar in many offshore markets. Expanding opportunities in the United States led to numerous meetings with US officials and military personnel, with seminars, missions and trade fairs in both countries. Market development initiatives for security and defence-related products were also undertaken in selected offshore markets, including the Middle East, Latin America and Australia.

At the Bureau's twenty-second annual High Technology Industries Export Conference in Ottawa, 65 trade commissioners from Canadian missions around the world held some 5 000 interviews with Canadian businessmen, counselling them on foreign trade opportunities.

Science and technology

In light of the heightened emphasis on science and technology as a key element in Canada's economic development, the Department focused on mechanisms by which new technologies are transferred to Canadian industry, both directly and through agencies of government. A Cabinet decision of 1982 encouraged the more vigorous use of carefully chosen international collaboration in science and technology to enhance economic development goals. This decision also established a Catalytic Seed Fund to support the process of identifying and initiating collaborative international science and technology activities. Part of the Fund was devoted to the stimulation of new joint projects with countries where bilateral science and technology co-operation is especially active, such as the Federal Republic of Germany, Japan and France.

A workshop in Ottawa held in co-operation with the Science Council of Canada, and attended by representatives of private industry, universities, provincial governments and federal agencies initiated a departmental study on strengthening Canada's ability to contribute to the inflow of technology for Canadian industry through a strengthened system of science and technology specialists in the diplomatic service. The study was to be completed during 1984.

Nuclear questions

An exchange of letters was concluded with Japan dealing with the reprocessing, and storage and use of plutonium, and negotiations began with Turkey with the aim of reaching a co-operation agreement. Discussions with France and the European Community were held to broaden or update the existing relationships. Nuclear relationships with Korea and Egypt were strengthened through the creation of joint consultative committees and a series of projects implementing co-operation in nuclear regulation, nuclear safety and radiation emergency response procedures.

Multilaterally, Canada was an active participant at the International Atomic Energy Agency and the Nuclear Energy Agency. Canada was also involved in preparations for the UN Conference on the Peaceful Uses of Nuclear Energy (PUNE), now postponed to 1986, and for the third review conference of the Treaty on the Non-proliferation of Nuclear Weapons, which is to be held in 1985.

Uranium exports continued to be affected by a soft market. Canadian uranium production rose to a peak in 1982 with some 8 080 tonnes. Preliminary figures for 1983 indicate a 7 000 tonnes production level, 90 per cent of which was destined for export. Canada's major customers continued to be Japan, Western Europe and the United States.

Within the framework of Canada's international nuclear policies, the Canadian nuclear industry pursued sales prospects in a number of markets including Korea, Turkey, Yugoslavia, Egypt and Indonesia. Two CANDU 600 MWe power reactors were commissioned in 1983, at Embalse in Argentina and Wolsung in Korea respectively, and two similar units were under construction at Cernavoda in Romania.

Technology and services marketing

Telecommunication products and services are at the leading edge of Canada's high technology industry, and are increasingly in demand around the world. The Japanese market, which had been closed to foreign competition, began to open. Canadian industry, with government support, positioned itself to benefit from the new market opportunities. Africa continued to be among the most promising markets for telecommunication products as it plans to develop its capabilities and expand its installations. The Department took the lead in the development of strategies to make possible successful penetration of the African market.

In spite of declining international markets, Canadian consulting engineers were among the most active service exporters. Other service industries assisted by the Department included architects, contractors and surveyors.

The information systems industry continued to expand its exports to key markets, including the United States, Europe, Australia and Japan. Canadian microcomputers attracted considerable attention in Scandinavia, while participation in a high-technology seminar in Australia and a computer show in Germany opened export opportunities. Telidon, Canada's entry into the videotex market, was selected for five of the six major new services to be offered in 1984 in the United States, for three services in Japan, and for two in Australia.

Deregulation in the United States and increasing awareness within Canada of the opportunities and problems of the microchip age increased the focus on marketing priorities for high-technology products.

Trade promotion activities

The increasingly competitive nature of the world marketplace necessitated a co-ordinated national program of trade promotion to meet it. The Department's Export Marketing Bureau was the central office for planning, co-ordinating and evaluating its efforts for export development. A number of its programs were devoted to the development of export trade. Its Promotional Projects Program (Trade Fairs and Missions) and Program for Export Market Development (PEMD), with a combined annual budget of $40 million, were regard-

ed by the export community as major vehicles for achieving increased world market shares.

The Bureau produced priority export market guides, and provided support to a number of centres for international business studies and to the International Business Research Centre of the Conference Board of Canada. It acted as secretariat to the Trading House Task Force and was the focal point for countertrade issues.

Relations with other government departments with an interest in international trade (especially DRIE) were co-ordinated by the Bureau. It had the lead for trade promotion matters with respect to provincial trade ministries and provided a secretariat to the Export Trade Development Board.

Operational liaison with the Export Development Corporation (EDC) on export financing and insurance matters was a major activity, as was liaison with the Canadian International Development Agency (CIDA) and the Canadian Commercial Corporation, and Canadian procurement by development banks and multilateral organizations.

Canada Export Trade Month was a responsibility of the Bureau. At a meeting of federal-provincial trade ministers an enthusiastic endorsement was given to the continuation of Canada Export Trade Month and the Canada Export Award program.

Priority marketing guide

Guides on selected priority markets were published for Canadian exporters. They outlined export opportunities in priority country markets by sector and provided exporters with information for formulating their own marketing strategies. Guides for France, the Federal Republic of Germany and Saudi Arabia were provided to exporters during the past year, and guides for the Britain, China and Australia are to follow.

Centres for international business studies

Graduate students of international business including eight at the University of British Columbia (UBC), eleven at the University of Western Ontario, six at l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC) and ten at Dalhousie were awarded fellowships during the past year. Support for course development and research in international business was provided to Western, HEC, Dalhousie, the University of Manitoba and UBC.

Trade facilitation

The Trade Facilitation Program aims to assist Canadian companies to become more competitive by reducing their overhead costs in international trade procedures, documentation, and information management and by ensuring that international standards related to the generation, transmission and processing of individual trade transaction data are consistent with Canadian commercial practices and interests. An interdepartmental committee on the Facilitation of International Trade co-ordinates Canada's involvement in the EC Working Party on the Facilitation of International Trade Procedures.

COSTPRO

The Canadian Organization for the Simplication of Trade Procedures (COSTPRO) was supported by the Department in its role as a co-ordinating agency for trade facilitation. COSTPRO developed systems to simplify the processing of export documentation with the objective of producing significant productivity improvements. It developed overlay systems, approaches to automating the import-export process using microcomputer and electronic mail packages for the transmission of trade messages and documents internationally. The results of this research were successfully tested by several Canadian companies. On March 23, 1984, the COSTRO board of directors approved discontinuation of the program on March 31, 1984.

The Canada Export Award

The first Canada Export Awards were presented by the Minister for International Trade to the following successful exporters: Alan Smelters and Chemicals (Sécal) Ltd., CAE Electronics Ltd., Canparts Automotive International Ltd., ESE Limited, I.S.E. International Submarine Engineering Ltd., McCain Foods Limited, Produits Belle Baie Ltée, Rock-o-Matic Industries, SNC Inc., Seaboard Lumber Sales, Shaver Poultry Breeding Farms Limited, Spar Aerospace Limited, TannerEye Ltd., Versatile Farm Equipment Company and Westinghouse Canada.

These awards acknowledge achievements of Canadian exporters and the importance of exports in the maintenance of Canada's economic well-being. The selection criteria take into account the extent to which a firm has shown increases in its export sales over the previous three years, success in breaking into new markets, and success in introducing new products into world markets.

Trading House Task Force

This Task Force was created in January 1984 to assess the importance of the trading house sector in Canada, to evaluate its potential for developing exports and to identify measures to be taken by both government and the private sector to enhance the export performance of Canadian trading houses, particularly with regard to manufactured products. It is composed of 11 trading companies, a bank and a manufacturer representing a range of size and types of trading companies, product sectors, and other interests in the sector.

Export Trade Development Board

This Board was established in 1981 to advise on issues related to the formulation and implementation of export trade policies and programs, with the primary concern of improving export performance. During the past year, the Board concentrated on multilateral procurement, trade in services, the relationship between trade and aid, export taxation and export education and awareness.

Federal-provincial co-operation

A high level of federal-provincial co-operation exists in the area of export market development. Where provinces have established export marketing programs in response to provincial needs, they avoid duplication of services provided by the Department and ensure maximum export assistance at minimal costs. All provinces give valuable assistance to departmental programs by publicizing their benefits.

ITC-DRIE regional offices

Trade development divisions in the regional offices of the Department of Regional Industrial Expansion deliver the

Department's trade development services and programs to the regions of Canada. Their role is to assist Canadian companies at the regional level. They pursue opportunities to expand Canada's exports as a contribution to job creation, regional economic development and a positive balance of payments. These regional offices analyze and plan export trade activities, deliver funded programs such as PEMD, analyze export capability, build upon knowledge of export markets and organize seminars.

Program for Export Market Development (PEMD)

PEMD encourages the export of Canadian goods and services by sharing with the Canadian business community the financial risks of entering new foreign markets. The financing is repayable if export efforts are successful. The program's nine sections cover sustained export market development, support for the agriculture, fisheries and food products industries and contributions to non-profit organizations. During the fiscal year 1983-84, there were 5 618 applications received under the program, which approved $42.1 million in support and paid out $27 million. In the previous year, 5 538 applications were received, $41.1 million in support approved and $20.9 million paid out.

The sum of $20.45 million is to be provided over five years for the international marketing of Atlantic groundfish and herring based on the recommendation of the Kirby task force on Atlantic fisheries. A special $2.5 million fund for 1984-85 and 1985-86 will assist the Canadian urban mass transportation equipment sector to undertake project definition and follow-on feasibility studies for potential clients.

Canada. Export sales influenced by these activities are expected to total $623 million, at a cost of $12.95 million.

Export financing and capital projects

The Department's Export Finance Division seeks to ensure that export financing facilities available to Canadian business are competitive and are used effectively to advance Canada's trade interests together with international obligations. It reviews all proposals for the use of official funds to support Canadian export sales and monitors Canadian procurement under projects financed by development banks and other international financial institutions. It works to facilitate harmonization of Canada's trade development and aid programs and to advise exporters on matters relating to export financing. In 1984 its mandate was extended to include all policy and operational issues pertaining to the Department's involvement with the Export Development Corporation and the Canadian Commercial Corporation, and with the OECD in respect of Canada's international financing responsibilities. It represented the Department at OECD conferences in 1983 that led to the decision, supported by Canada, to raise export credit lending rates in line with market interest rates in order to reduce the subsidy element in export financing. It is also participating in the development of a co-ordinated approach to pursuing export opportunities through multilateral financing institutions. It encouraged the Canadian Commercial Corporation in 1983 to enhance the potential returns to Canada from contracts financed by these institutions by packaging the bids, where possible, of separate Canadian exporters and representing them on a joint basis.

Program for Export Market Development: Summary table

Fiscal year	Number of applications received	Number of applications approved	Amount approved ($000)	Expenditures ($000)	Budget ($000)
1979-80	3 369	2 526	21 853	11 105	7 000[1]
1980-81	3 324	2 498	21 853	9 130	7 000[1]
1981-82	4 200	3 064	30 929	17 792	15 000[2]
1982-83	5 538	3 998	41 111	20 874	19 109
1983-84	5 618	4 105	42 054	26 975	26 443[3]

1 A base supplemented by allotment transfers to meet actual expenditures.

2 The program was partially closed for five months in 1980-81 prior to receiving additional funding. This meant that fewer commitments were made which required expenditures in 1982-83.

3 Includes new program section, PEMD FISH $150 000 but excludes $1.7653 million to offset 1982-83 overexpenditure.

Promotional Projects Program

This program provides funds for organizing national exhibits at trade fairs outside Canada, trade and economic missions, seminars abroad and in Canada, and incoming trade missions and visits to Canada by foreign officials and businessmen. The 1983-84 program included: 149 trade fairs and information booths in 48 countries involving 1 490 companies; 60 outgoing trade missions and seminars taking 675 businessmen to 63 countries; and 144 incoming missions and visits bringing 1 072 foreign officials and businessmen to

Tourism program abroad

The Department has responsibility to effect Canada's tourism program through personnel at posts abroad. The tourism sector contributes significantly to the Canadian economy *via* two distinct world markets, *viz.* overseas and the United States.

In 1983, Tourism Canada ranked overseas markets by market potential. The primary markets in rank order apart from the United States, were: Japan, United Kingdom, West Germany, France, Mexico, Australia, Switzerland, Italy, Sweden, the Netherlands and Hong Kong. The Canadian travel

product in the top seven markets has developed to levels where emphasis must be placed on establishing increased consumer awareness of Canada as a pleasure travel destination in order to assist partners in marketing this product. As a result, the strategy for the delivery of the tourism program in these primary markets underwent a gradual shift in 1983-84 from trade development to more consumer-awareness activities.

During the past year, tourism program officers were added to the Canadian posts in Hong Kong and Milan. About 1.78 million overseas visitors to Canada, from all countries except the United States, spent $1.19 billion in tourist expenditures, representing 31 per cent of the $3.85 billion in total tourism revenue from all foreign visitors to Canada.

The United States remained Canada's major foreign travel market. In 1983, 11.2 million US long-term visits (i.e. visits over 24 hours) accounted for $2.6 billion in travel receipts, an increase of 2.4 per cent and 11 per cent respectively over those of 1982.

Special trade relations

Textiles and clothing

In 1981, Canada initiated a policy for the textile and clothing sectors under which it sought to establish a viable and competitive industry and to revitalize the economies of communities most vulnerable to foreign competition. Together with domestic measures for modernization and adjustment, the policy involved negotiation of bilateral restraint arrangements with low-cost exporting countries to limit imports into Canada during the period 1982-1986. By March 31, 1984, restraint arrangements had been concluded with 20 such suppliers. These arrangements recognized the need to provide for the interests of less developed exporting countries, while at the same time being sensitive to the concerns of workers and firms in the Canadian industry.

The bilateral arrangements were negotiated under the auspices of the Multi-Fibre Arrangement (MFA), with the exception of those with three countries which were not MFA signatories. The MFA is the international legal mechanism generally governing world trade in the textile and clothing sector.

Within the context of Canada's system of import control through bilateral restraint arrangements, a number of initiatives have recently been pursued to address the problem of increasing import pressure in the textile and clothing sectors. These measures included attempts in 1982 and 1983 to negotiate "rollbacks" in clothing restraint levels, a more controlled flow of imports and reduced flexibility provisions for the four major suppliers, *viz.* China, Korea, Hong Kong and Taiwan.

While these negotiation attempts proved unsuccessful, other measures were also announced in July 1983 that included a strengthened customs inspection program for clothing imports. In addition to these special measures, monitoring of imports was also continued and, where problems of market disruption were identified, negotiations were undertaken to conclude new restraint arrangements or to expand the product coverage of existing understandings.

In view of continuing concerns regarding the viability of the domestic industry and the continuing import pressures in the sector, the Minister for International Trade also established a Textiles and Clothing Advisory Committee early in 1984, consisting of representatives of Canadian manufacturers, importers, retailers, unions and consumers. The Committee has served as a forum for an exchange of views on issues related to textile and clothing trade policy.

Export controls

In April 1983, the high-level Co-ordinating Committee for Strategic Trade Controls (COCOM) met for the second time, in Paris. The purpose of this committee of NATO countries and Japan is to maintain multilateral controls on the shipment of military-related goods and technology to proscribed destinations. COCOM reviewed progress made in the implementation of the conclusions of the first high-level meeting, held in January 1982. Improvement in co-ordination among member states in enforcing national controls was given special emphasis. It was recognized that, given the security considerations at stake, the joint system should be as effective as possible. Canada, in keeping with COCOM and national objectives, has taken steps to increase the effectiveness of its export controls measures.

Extraterritoriality

The unilateral application of laws by foreign countries, particularly the United States, in a manner which seeks to displace Canadian authority over its own territory or which has the effect of placing Canadian companies in the position of having to choose between conflicting legal requirements, remained of serious concern during the past year.

Bilateral discussions with the United States, aimed at mitigating problems caused by extraterritorial application of law, were launched by the Secretary of State for External Affairs and the US Secretary of State in December of 1982, and continued throughout 1983. In the antitrust field, discussions were renewed on the negotiation of a Memorandum of Understanding as to Notification, Consultation and Co-operation with Respect to the Application of National Antitrust Laws, which was signed on March 9, 1984. In the field of export and re-export controls, representations were made to the United States Administration and Congress regarding objectionable provisions of proposals for renewal of the Export Administration Act of 1979.

The question of the appropriate limits upon a foreign court's powers to compel the discovery of documents located abroad was brought into sharp focus by two cases involving the Bank of Nova Scotia before Florida courts. In these cases, the Bank was ordered by a US court to produce documents in the possession of branches located in Caribbean jurisdictions that have enacted strict bank secrecy laws. Canada's concern with the fact that the Bank would be subject to severe sanctions in the United States for failure to produce the information in question, or be subject to severe sanctions in the Caribbean jurisdictions if it did produce the documents, was reflected in the *amicus curiae* briefs filed by Canada in the latter case. Discussions were begun with the United States on immediate practical approaches that might be applied to other subpoenas outstanding against Canadian corporations, and on the negotiation of a Mutual Assistance Treaty.

Throughout 1983, Canada accompanied its efforts to develop practical procedures to mitigate conflicts that might

arise from the extraterritorial application of laws with efforts to emphasize the profound economic and political damage posed by the issue.

In some fields, extraterritorial authority is used by the United States as a means of applying economic leverage over American traders and investors abroad in pursuit of United States domestic or foreign policies. In this manner, Canadian corporate decision-making and planning are often determined on the basis of United States rather than Canadian laws and policies. In response to this continuing threat to Canada's ability to pursue its own economic policies, Bill C-41, the proposed Foreign Proceedings and Judgments Act, given first reading in 1980 but withdrawn from Committee in 1982 in the wake of the Siberian pipeline episode, remained under active consideration.

In addition, extraterritoriality was reviewed at every bilateral meeting between the Secretary of State for External Affairs and the US Secretary of State during the year. At the OECD, Canada joined with the United Kingdom and other member countries concerned in calling for further study of the impact of conflicting legal requirements being imposed on multinational enterprises, in the context of preparations for the 1984 review of the 1976 Declaration and Guidelines on International Investment and Multinational Enterprises.

Chapter 3
MULTILATERAL AFFAIRS AND INTERNATIONAL CO-OPERATION

The number, scope and membership of multilateral institutions has grown greatly since the end of the Second World War, and reflects in part the growing political, economic and social interdependence of nations. Canada's participation in many of these bodies complements its bilateral relationships, and supports the promotion of Canadian interests and the assertion of Canada's role as a member of the international community.

The United Nations

The continued inability of the international community to resolve its many major disputes and conflicts of interest pointed up more than ever the need to strengthen the United Nations. This was the central theme of the Secretary of State for External Affairs' statement to the thirty-eighth session of the General Assembly on September 27, 1983. He drew attention in particular to the necessity of progressing beyond high-sounding generalities to specific measures and to make more creative use of the existing provisions and mechanisms of the UN Charter. He cited as promising possibilities the more effective functioning of the Security Council and acceptance of the greater use by the Secretary-General of the authority vested in him by the Charter. These still remain promising but unfulfilled possibilities.

The minister's statement reflected in part Canada's sense of frustration over the inability of the Security Council to take appropriate action on the destruction of the Korean airliner on September 1, 1983. The majority of its members sought to condemn what had happened and to call for a full investigation of the tragedy by the Secretary-General, but the Soviet Union vetoed the resolution, of which Canada had been a co-sponsor. Fortunately, another body in the UN system, the International Civil Aviation Organization (ICAO), with its headquarters in Montreal, was not so constrained and did take effective action. On the initiative of Canada and the Republic of Korea, both the Council and the Assembly of ICAO considered this tragic incident expeditiously, with the result that an amendment to the Chicago Convention of 1944 which strengthened the existing legal prohibition of the use of force against civil aircraft was adopted.

Canada continued throughout the year not only to promote the potential for resolving the most difficult issues of peace and security of concern to the Security Council and the General Assembly, but also to encourage continuation of the less recognized and publicized achievements of the rest of the UN system. These included the valuable work being done in most of the UN Specialized Agencies, most notably perhaps in the International Labour Organization, the World Health Organization, the International Telecommunications Union, the International Atomic Energy Agency and the Rome-based food agencies, and also in others. They included as well the continued slow but steady progress towards the eradication of violations of human rights, the development of international law and the promotion of greater social justice in areas concerning particularly the rights and status of women, children, youth and the elderly.

A major setback to the UN system in the year under review was the crisis precipitated by the US announcement of its intention to withdraw from the United Nations Education, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) at the end of 1984, unless major, much-needed political, administrative and budgetary reforms were instituted by that date. Canada agreed that a major effort at reform was required, but considered that this could best be achieved from within the organization. Canada won election to UNESCO's Executive Board and embarked, together with other like-minded countries, on the required effort. At year's end the reforms had not yet been achieved, but there were some promising signs of progress, and Canada's future attitude towards UNESCO will be determined by the results of the effort under way.

A healthier development in the UN system during the year was the continued improvement, largely under Canadian leadership, in the administration and financing of the UN Development Program (UNDP). Canada served as chairman of the UNDP Governing Council.

The continued Canadian commitment to the UN system was demonstrated by the visits to UN headquarters in New York not only of the Secretary of State for External Affairs but also of the Prime Minister, and the Ministers of External Relations, Agriculture, the Environment and Indian and Northern Affairs. The Minister of Agriculture was elected President of the World Food Council and other ministers addressed conferences of those Specialized Agencies with which their departments were primarily concerned.

North-South co-operation

Although the economic crisis was beginning to abate in a number of developed countries, it continued to affect all the developing countries in varying degrees. In this difficult period for North-South dialogue, Canada tried to encourage common efforts to find pragmatic solutions.

It was in that spirit that Canada took part in the sixth United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), held in Belgrade in June 1983. Although that Conference did not produce spectacular results, at least some progress was made, for example in the areas of basic products and the treatment of the least advanced countries. The tone of the debates was generally positive, and most of the resolutions were adopted by consensus.

In the UN context, Canada participated in the last round of consultations on the Global Negotiations and in the appraisal process for the Third Development Decade. During the

thirty-eighth session of the UN General Assembly, the Prime Minister participated in the "mini-summit" organized by the Prime Minister of India, Mrs. Indira Gandhi, as leader of the non-aligned movement. Canada's intention was to show that it was prepared to support any initiatives designed to revive the North-South dialogue on a more informal and realistic basis.

Canada took important development assistance initiatives during the past year. It undertook to increase development assistance so as to reach, by 1990, the goal of 0.7 per cent of gross national product set by the United Nations. It also announced the establishment of a new Aid-Trade Fund. On the multilateral level, it sought to ensure that such organizations as the World Bank would have the resources necessary to meet the needs of the developing countries. Canada was disappointed when the major donors were unable to agree on a replenishment of the International Development Association fund above $9 billion. Finally, Canada responded to the emergency situation in Africa by granting food aid of $91.5 million and humanitarian aid of $14 million. A 20 per cent increase in the volume of that assistance was planned for next year.

The Commonwealth

The Commonwealth Heads of Government Meeting in New Delhi in November 1983 provided a unique forum for the Prime Minister to place his peace initiative before a large cross-section of international leaders, mainly of the developing world. As a result of their support the Goa Declaration on International Security was issued as a separate statement in the New Delhi communiqué.

A Commonwealth study on the international economic situation recommending institutional financial reform, "Towards a New Bretton Woods", and prepared under the chairmanship of Prof. G. Helleiner of the University of Toronto, was also considered by the heads of government, who subsequently established a Commonwealth consultative group to map out a plan for action and report to Commonwealth finance ministers at their conference in Toronto in September 1984.

The momentum of Commonwealth ministerial meetings throughout the year (complementing others at more technical levels) testified to their continuing importance as the "cement" of the contemporary Commonwealth. Though the emphasis tended to be toward development, all members benefit greatly from the exchanges of experience and information, and the personal contacts. In many cases they constitute a valuable preparation for larger international gatherings within the UN system such as those of the International Labour Organization, the World Health Organization, the International Bank for Reconstruction and Development and the International Monetary Fund.

Principal meetings in which Canada participated in 1983-84 included health ministers, Geneva, May, and Ottawa, September; employment and labour ministers, Geneva, May; law ministers, Hong Kong; finance ministers, Port-of-Spain and Toronto; education ministers, Nicosia. Ottawa is host in September 1984 for the thirteenth meeting of the Commonwealth Science Council. Senior Officials are to convene in Barbados in December.

La Francophonie

Among the main events that occurred in 1983, mention should be made of the Ministerial Conference on Scientific Research and Higher Learning held in Yamoussoukro, Ivory Coast, in October 1983, under the auspices of the Agency for Cultural and Technical Co-operation (ACTC). The participants adopted a declaration on the role science and technology must play in meeting essential needs, particularly for food, health and education. The conference also adopted a plan to direct the ACTC scientific and technical co-operation program in the next few years. Canada made several proposals that were accepted by the conference.

The ACTC held its ninth General Conference in Paris in December of 1983. Its decisions included the admission of Egypt as an associate state. There are now 30 member states, seven associate states and two participating governments (Quebec and New Brunswick) in the Agency.

Two other important conferences held during the year were the Conference of Youth and Sports Ministers at Port-Louis, Mauritius, and the Conference of Education Ministers of Francophone Countries, in Kinshasa, Zaire.

As in the past, Canada provided significant support to French-speaking non-government organizations.

Canada also took the initiative in establishing an interministerial committee for international linguistic co-operation to co-ordinate the government's efforts to provide for exchanges and co-operation with the international French-speaking community. The committee was instrumental in formulating government policy on two specific projects — Canadian participation in the Montreal and Brussels symposiums on the use of French as a language of science and Canadian participation in Expo-langues in Paris.

Environmental questions

Arising from an earlier Canadian initiative, the Governing Council of the UN Environment Program (UNEP) approved by consensus a resolution (subsequently passed by the UN General Assembly in late 1983) creating an independent commission to assess environmental perspectives to the year 2000 and beyond. The UN Secretary-General appointed former Norwegian Prime Minister Dr. Gro Brundtland to chair the Commission, which was named the World Commission on Environment and Development. Maurice Strong of Canada, who had been the first executive director of UNEP, was named a commissioner, and another Canadian, Jim MacNeill was appointed secretary-general.

Canada continued efforts to combat acid rain, the acid deposition formed by industrial atmospheric pollutants which is destroying forests and lake life. At the UN Economic Commission for Europe, Canada participated in the creation of the Long-Range Transboundary Air Pollution Convention, which more than 30 nations have ratified, pledging themselves to take action to restrict these acid-rain-causing pollutants. Several countries went further and committed themselves to specific target figures. Canada invited ministers responsible for the environment from nine European countries willing to undertake to reduce sulphuric emissions by at least 30 per cent (based on 1980 levels) by no later than 1993, to meet in Ottawa in March 1984, where they issued a call for other nations to make similar commitments. Prior to the Ottawa

meeting, the Canadian federal and provincial governments also agreed to make a 50 per cent reduction in national sulphuric emission levels within the same time frame.

At the Organization for Economic Co-operation and Development, Canada was active in the development of OECD programs on hazardous waste management, administrative and legislative aspects of chemicals control (particularly trade in hazardous chemicals, pharmaceuticals and pesticides), environmental policies for the development of nuclear and other energy systems, environmental impact assessment and developmental assistance, and the interdependence of environmental and economic policies.

The environmental sector continued to have importance in Canada's aid programs, particularly in the field of desertification and deforestation, and through various UNEP programs. A Canadian delegation, which included Canadian Indian and Inuit members, participated in the biennial conference of parties to the Convention on International Trade in Endangered Species, held in Botswana. Canada was active in several other international organizations whose work is concerned with environmental problems, notably the World Health Organization, the World Meteorological Organization, the Food and Agriculture Organization and the UN Commission on Human Settlements (Habitat).

Environment law

It was in 1983 that work really began on implementation of the program for the development and periodic review of environment law, drawn up by a special meeting in Montevideo in 1981, which had been called as a result of a Canadian initiative. The Montevideo program is an agenda for development of environment law as part of the United Nations System-Wide Medium-Term Environment Program (1984-1989). It provides for development of guidelines, principles or international agreements on 11 subjects, grouped in two categories of priorities, such as the protection of the marine environment against land-based pollution (the working group of which is chaired by Canada), the development of a global framework convention on the protection of the ozone layer (a draft convention for which was accepted almost in its entirety in 1983-84), a protocol on the control of chlorofluorocarbons, the ecologically rational management of hazardous wastes, the exchange of information on potentially harmful chemicals (in particular pesticides) in international trade, and a provisional notification scheme for banned or severely restricted chemical substances.

In addition to its participation in the work of UNEP, Canada contributed to the development of environment law under the Convention on the Prevention of Marine Pollution by Dumping of Wastes and Other Matter. Thus the eighth Consultative Meeting of the Contracting Parties agreed that no contracting party would bury highly radioactive wastes on the seabed before a control mechanism had been set up under the Convention.

Energy

There was a continued decline in world demand for oil as a result of structural factors, and the demand for energy and oil did not immediately respond to the beginnings of economic recovery. The decline in demand was generally smaller than in 1982 and, by the end of 1983, there were signs of a slight increase in demand, at least among countries recovering economically. Following the OPEC London Agreement in March 1983, world oil prices began a period of stability, while prices for other energy commodities, particularly coal and natural gas, faced strong downward pressures.

Canada was active in many international energy-related meetings, particularly at the International Energy Agency (IEA), where energy security was a major topic during 1983. The IEA ministerial meeting on May 8, 1983, and subsequent OECD meetings resulted in agreement on conclusions to a study of projected OECD energy requirements and dependence on imports to the end of the century. The study concluded that dependence on imported oil, though reduced, remains high in many OECD countries and this remains the major risk to their energy security. IEA-OECD countries also agreed to strengthen policies aimed at increased energy efficiency, improved conservation measures and rapid development on an economic basis of indigenous OECD energy resources. They agreed that no OECD country should be unduly dependent on single sources of non-OECD gas supplies.

IEA Executive Director Ulf Lantzke visited Ottawa in September and visits of other IEA officials took place throughout the year. At the Williamsburg Economic Summit in May Canada took the initiative in making energy a priority. Summit country leaders agreed that more predictability and less volatility in oil prices would be helpful to world economic prospects.

Sharing the view that development of local energy resources is an important element of the industrialization process of developing countries, Canada took part in many meetings dealing with energy issues within the UN framework. The most important was the UN Conference on New and Renewable Sources of Energy in April 1983.

Canada engaged in bilateral energy discussions with a number of countries. The Energy Consultative Mechanism, which serves as the main forum for exchange of views on bilateral and international energy matters between senior Canadian and US officials, met in Ottawa in September 1983 and again in February 1984. The main topic was the state of the natural gas trade relationship, including Canadian gas export pricing policies and US gas import policies. The Canadian and US energy ministers met in April to discuss bilateral energy issues. The Canadian minister also visited Japan, Korea, France, Norway and the United Kingdom for discussions on energy-related issues. Mexican and Canadian energy ministers took part in the Canada-Mexico ministerial committee meetings in Ottawa in November. The Venezuelan energy minister visited Ottawa after the OPEC ministerial meeting in December. Senior-level talks on energy matters also took place with Japan during the September 1983 meeting of the Canada-Japan Joint Economic Committee held at Mont Ste. Marie, Quebec.

The Petro-Canada International Assistance Corporation (PCIAC) was allocated $55 million of Canada's official development assistance funds for 1983-84 for energy development projects. It expanded its involvement in the Caribbean and Africa, including Haiti, Gambia, Ghana and Morocco. Projects were also undertaken in Thailand and the Philippines. Early in 1984, agreements were signed with Jamaica and Sri Lanka for a second phase of PCIAC's project in those countries.

The international energy situation continued to have influence on the domestic scene. An agreement was signed in June to amend the 1981 Canada-Alberta agreement on energy pricing and taxation, with the purpose of assisting industry to cope with declining world oil prices and the weak demand for Canada's exports of natural gas. This amendment, together with one concluded later with Saskatchewan, increased the price of a number of categories of domestically-produced oil to world levels, and it reduced various taxes affecting the revenues of oil and natural gas producers. One of the consequences of these amendments was an encouraging increase in industry activity in all prospective regions of Canada. The three mini-mega oil sands projects which have been undertaken, and others which are being examined for future development, represent an important new "phased-development" approach to non-conventional oil resources in Canada; this approach is more consistent with development possibilities under the currently uncertain world oil price outlook. Poor US gas market conditions have been a major problem for Canada's natural gas industry. While gas exports to the United States declined by some 10 per cent in 1983, gas export revenues fell by some 17 per cent — indicating the considerable degree of US market softness despite gas border price reductions announced in April and July. Moreover, although gas export volumes decreased only by some 10 per cent, actual sales totalled only 40 per cent of newly-authorized levels — reflecting the fact that new markets could not be found. Coal exports again increased slightly. The electricity surplus in Canada resulted in a search for future markets in the United States.

Law of the Sea

Since the conclusion of the Convention on the Law of the Sea in December 1982, attention in this area has focused on questions of implementation. In domestic terms, this has meant the commencement of an interdepartmental examination of the legislative requirements in the event that Canada decides to ratify the Convention. The Convention will bring about changes in a number of areas including environmental protection, navigation, scientific research and economic development of the seabed and the continental shelf.

Canada and 129 other states have signed the Convention, which requires 60 ratifications to come into force. Only nine countries had ratified by March 31, 1984.

Under the terms of a resolution adopted at the final session of the Conference on the Law of the Sea, a Preparatory Commission made up of the signatories to the Convention was established in order to set up the institutional system envisaged in it. States such as the United Kingdom and the Federal Republic of Germany, which signed the Final Act of the Conference but not the Convention itself, participate as observers. The United States does not.

The Preparatory Commission is also working on the establishment of the International Seabed Authority, the permanent body which is to regulate seabed mining in the areas beyond national jurisdiction. In addition, the Commission plenary is engaged in efforts to establish a system to protect already existing investments in seabed mining for the period during which the Convention has not entered into force. The main problem, and one that as yet has not been resolved, is the establishment of a method to resolve conflicts of overlapping claims for mine sites.

The work of the Preparatory Commission will continue to be of great importance in determining how the Convention will be implemented and the number of countries that ratify. If it can develop an economic and workable system for seabed mining, it may bring about broader participation in the Convention regime, including those Western industrialized states which have not yet signed the instrument.

Human rights and social affairs

The protection and promotion of human rights remained an important element in Canadian foreign policy. It featured prominently in Canada's bilateral relations with many states, and was reflected in Canada's development assistance programs. In the multilateral sphere, Canada's main efforts were focused on the activities of the various UN bodies dealing with human rights — the UN Commission on Human Rights, the Economic and Social Council and the General Assembly.

Within these UN bodies, the efforts to improve the human rights situation internationally were pursued along three main lines. The first was the development and codification of internationally recognized standards on various aspects of human rights, to contribute to the growing body of international law in this field. The second was the encouragement to member states for the full observance of the human rights for which international standards already exist, including the improvement of mechanisms for the identification and study of violations of human rights. Finally, when circumstances warrant, the human rights situation in individual states comes under examination in these bodies, a process which often includes the commissioning of a particular study on the situation, which then serves as a basis for the adoption of specific recommendations for improvements.

Canada was active in the work of these UN bodies, particularly the fortieth session of the UN Commission on Human Rights in February and March 1984. In its work of setting standards, the Commission concluded consideration on a draft convention on torture, and sent it to the General Assembly for adoption, thus completing its work on a matter which had been high among Canada's objectives. Progress was also made in negotiating a draft convention on the rights of children.

As a result of a Canadian initiative, the Commission is to consider annual reports on the imposition of states of siege or emergency, which tend to threaten human rights. In addition, Canada obtained a consensus on resolutions dealing with persons detained for holding or peacefully expressing their beliefs, and on continuing efforts to improve ways to deal with, and if possible prevent, mass exodus of persons from any state as a result of violations of human rights. Agreement was obtained for a study of the relationship between human rights violations and disabled persons, assuring further consideration by the Commission, and by the UN Economic and Social Council, of this important matter.

In these UN bodies, Canada was active in the discussion of human rights in many individual states, including South Africa, Kampuchea, El Salvador, Guatemala, Chile, Iran, Poland and Afghanistan. As a member of the Commission on Human Rights, Canada also participated in the *in camera* consideration of information received on the human rights situation

in 11 other countries. In considering the situation in an individual state, it continues to be Canadian policy to avoid as far possible the political aspects of the problem, to concentrate on the plight of the people concerned, and to seek improvements of a pragmatic nature.

The 1975 Helsinki Final Act of the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE) opened a new avenue for the participating states to discuss East-West problems in human rights and humanitarian matters. The Madrid review conference adopted a Canadian proposal that a Human Rights Experts Meeting be held in Ottawa in 1985, and preparations for this meeting have begun. The meeting will provide a further opportunity for a review of the implementation of undertakings under the Final Act, and could also be an important step in the process of reconciling the widely-different concepts of human rights.

Commission on the Status of Women

Canada continued its active role as one of 32 members of the UN Commission on the Status of Women. The Commission meets biennially to consider the promotion of women's rights in the political, economic, social and educational fields. At its most recent meeting (February 15-24, 1984), the Commission considered for the first time the question of communications concerning human rights and the status of women. As a member of the Commission, Canada also participated in preparations for the 1985 World Conference to Review and Appraise the Achievements of the UN Decade for Women, to be held in Nairobi, Kenya.

Canada is seeking re-election to the Commission in 1984, on the expiry of its present three-year term.

CEDAW

The Committee on the Elimination of Discrimination Against Women held its second session in August 1983 and its third session in March-April 1984. The 23-member committee, on which a Canadian representative participates, reviews the reports of signatory countries concerning their implementation of the convention. Canada's report will be presented to the Committee at its fourth session in January 1985.

International Youth Year

The United Nations has designated 1985 as International Youth Year with the sub-theme of Participation, Development and Peace. During 1983-84 Canada participated as an observer at two meetings of the UN Advisory Committee on International Youth Year, as well as at two regional preparatory meetings in Europe and Latin America. As the focus for the Year will be largely on activities at the national and local levels, an International Youth Year Secretariat was established within the Department of the Secretary of State to co-ordinate Canada's observance of the Year.

Second World Population Conference

In preparation for the Second World Population Conference, held under UN auspices in August 1984 in Mexico, an interdepartmental committee was established to develop Canada's position. Due to the sensitive and complex issues involved in population questions, consultations were undertaken with the provinces, federal parliamentarians, non-governmental organizations and professional associations of demographers. At the international level, two UN Preparatory Committees met in which some 100 countries, including Canada, participated. Canadian concerns on the need for an integrated approach to questions of population and development, primary health care, the carrying capacity of the environment and the full participation of women in the economic, political and cultural aspects of society were reflected in a set of 85 draft recommendations for consideration at the Conference.

Drug strategy review

The year was marked by growing interest in the need for close multilateral co-operation in the area of narcotic drug abuse and control. Foreign policy formulation in this field continued to be influenced by domestic concerns in addressing this problem. The development of interdependent national and international strategies have been directed towards reducing both the demand for, and the traffic in, illicit drugs, particularly heroin and cocaine. Efforts in this field have included a variety of domestic economic, judicial, medical and social programs. Internationally, Canada continued to support the activities of the UN Fund for Drug Abuse Control, the International Narcotics Control Board, and the UN Commission on Narcotic Drugs. In spite of such efforts, illicit drug consumption in Canada continued to grow; the number of heroin addicts in Canada was estimated at approximately 20 000 and cocaine users at some 250 000.

Indigenous affairs

During the year there was a significant increase in the international activities of Canadian aboriginal organizations, through more active co-operation with similar groups in other countries and greater contact with UN bodies concerned with human rights. The Assembly of First Nations played an active part in the founding of the World Conference of Indigenous Peoples, which has its headquarters in Canada. Similarly, Canadian Inuit have joined groups from Alaska and Greenland to form the Inuit Circumpolar Conference and were hosts for its meeting at Frobisher Bay, Northwest Territories, in July 1983. There has also been a growing participation of indigenous organizations in the work of UN bodies, such as the Working Group on Indigenous Populations of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities of the Commission on Human Rights. Cases involving discrimination against women under section 12(i)(6) of the Indian Act have been heard by the Human Rights Committee sitting under the Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights. The rapidly increasing involvement of aboriginal groups in international activities of various kinds led the Department, in September 1983, to establish an Indigenous Affairs desk in its Social Affairs and Programs Branch, to assist indigenous groups in pursuing their international objectives.

Chapter 4
CANADA'S REGIONAL INTERESTS

The United States of America

The relationship between Canada and the United States can be viewed as a model for relations between two countries of vastly disproportionate power and responsibility. The two nations espouse parallel commitments to freedom and democracy, and advance distinct but compatible visions of the world.

The need to resolve differences between two nations in such geographic proximity, and which have the world's largest bilateral trading relationship, has been a constant policy preoccupation of Canadian governments. Relations became somewhat strained during the early part of the Reagan Administration, with differences covering a wide range of economic, environmental and, occasionally, foreign policy issues. Relations have, however, improved since 1982, and a series of meetings between the Secretary of State for External Affairs and the United States Secretary of State were particularly useful in this regard.

The major effect on the Canada-United States bilateral relationship of the reorganization of the Department of External Affairs was the appointment of an Assistant Deputy Minister, United States Branch, as the focal point for managing the relationship. The ADM has responsibility over all areas of economic and investment relations, social issues, legal matters and defence. That appointment, and the restructuring of the USA Branch, was paralleled by a recent reorganization in the State Department which renamed its Bureau of European Affairs (which dealt with Canada) the Bureau of European and Canadian Affairs, and which created the position of Deputy Assistant Secretary for Canadian Affairs. This complementary reorganization illustrates the growing importance each country places on managing relations with its neighbour and most important trading partner.

During the US Secretary of State's visit to Ottawa in October 1982, he and the Canadian External Affairs Minister agreed that they would meet four times a year to give personal direction to the management of the bilateral relationship. Since that Ottawa meeting the two ministers have met during the NATO ministerial meeting in Brussels, December 1982; in Washington, April 1983; in Bangkok, June 1983; in Halifax, October 1983; at the Brussels NATO ministerial meeting in December 1983, and in Washington, April 1984.

The objectives of these meetings were to reinforce the viability of this management mechanism, to exploit its utility as a forum for candid exchanges on bilateral and multilateral topics, and to use the meetings to set the tone and priorities for sound management of the bilateral relationship. The meetings have been particularly useful supplements to contacts between the Prime Minister and the President, who met in Washington in April 1983, at the Williamsburg Summit in May 1983 and in Washington in December 1983. The US Vice President visited Ottawa in March 1983.

None of the meetings covered the full bilateral agenda because of time limitations, particularly when held as an adjunct to international meetings. Since the first meeting, solutions have been found for a number of issues, e.g. trucking, the lumber and potato trades, the Skagit River Treaty, a supplement to the bilateral tax treaty, a Memorandum of Understanding on Anti-Trust Matters; and there was progress on other issues, e.g. mutual assistance on criminal matters, the Garrison Diversion Unit, protection of the Flathead River, Great Lakes water quality, Foreign Investment Review Agency (FIRA) procedures, and the extraterritorial application of US law. The meetings should not, however, be regarded as "problem-solving sessions", and this was not their purpose. Rather it was to allow the two ministers to review bilateral and multilateral agenda priorities, "to manage the management" of the relationship, and to give direction by ensuring that both were fully aware of each other's respective priorities and points of view. The meetings also allowed both principals to forewarn each other of developments affecting the relationship with a view to forestalling problems early, so that they would not assume proportions that could affect the relationship as a whole.

Many issues in bilateral relations result from initiatives in the US Congress, rather than from policies set by the Administration. Where once foreign governments could make their views known through the Administration, and could expect to have these views considered by Congress, changes in the respective powers of the executive and legislative branches in the United States have brought about a situation where more direct contacts with representatives and senators need to be made to ensure that Congress is fully aware of Canadian positions on issues before it. For liaison, the Department has authorized contracts with a number of Washington-based consulting firms which, through their contacts in the Administration and Congress, can inform Ottawa of developments that may affect important Canadian interests and advise on how these new initiatives might be dealt with. In comparison with many other foreign governments, Canada's efforts in this field are modest but they will expand as the need arises and expertise in using these outside consultants develops.

United States concerns during the year under review included the Crown Share provision of the National Energy Program, the Canada Bank Act limits on foreign bank assets in Canada, and Canadian legislation affecting pharmaceutical licensing and transborder broadcasting. American concern over the operations of FIRA declined.

Of mutual concern to both countries was the delimitation of those boundaries between Canada and the United States which have yet to be resolved. One area, the Gulf of Maine,

was by treaty agreement submitted to the International Court of Justice in the Hague for binding determination. Until this question was resolved, both parties agreed to do nothing to force the issue in the other disputed areas.

Both countries also agreed on the need for a treaty to cover the management of Pacific salmon resources. While it appeared in early 1983 that agreement had been reached, the USA subsequently requested substantive revisions, which have since been discussed in a number of technical negotiations without agreement being reached. Agreement is not likely during 1984, in view of the US elections, but it is hoped that both sides will continue the efforts to reach an agreement by the 1985 Congressional session.

Canada and the United States continue to be each other's most important trading partner. In 1983, two-way trade totalled $120 billion. Canadian exports to the USA ($66.3 billion) increased 15 per cent over those of 1982, and represented more than 70 per cent of total Canadian exports. The increase in exports to the USA alone was greater than Canada's total exports to the EEC and nearly double our exports to Japan. In 1983, Canada had a surplus in trade with the USA in excess of $12 billion, (the 1982 surplus was $9.8 billion) and had a current account surplus of $2 billion. Canadians purchased about 17 per cent of all US exports.

The bilateral trade and economic relationship remained in good shape although, as could be expected with a relationship so extensive and complex, there continued to be concern over several issues. One was the threat of protectionism in the United States. Although there were signs of economic recovery in North America in 1983-84, there continued to be considerable protectionist pressures on the Reagan Administration and Congress. This resulted in trade-restrictive actions and proposals for future restrictive measures that could affect a wide range of Canadian exports adversely including steel, copper, machine tools, fish, potatoes, sugar products and asbestos. In addition, Canada continued to be concerned over proposed US legislation for domestic content requirements for automobiles, proposed amendments to US countervail and anti-dumping laws, and proposed reciprocity legislation. Extraterritoriality (the assumption of jurisdiction by the US government or regulatory agencies over persons, property or events outside the United States) also remained a concern for Canada (see also Chapter 2).

One positive development in the Canada-US trade relationship during 1983 and early 1984 was the USA's decision to exempt cement from the "buy America" restrictions applied under the Surface Transportation Assistance Act (thereby allowing the use of Canadian cement on highway and urban transit projects that receive US federal government assistance). Another was the dismissal by the US Department of Commerce of allegations that Canadian softwood lumber producers unduly benefited from Canadian subsidies. The Canadian acceptance of recommendations of a GATT panel on FIRA operations was viewed positively by the US. There was some progress on specific aspects of the extraterritoriality issue with the signing of the Memorandum of Understanding on Anti-Trust Consultation in March 1984, and the beginning of negotiations on a Treaty on Mutual Assistance in Criminal Matters.

In addition, Canada and the USA agreed to examine the advantages and disadvantages of limited sectoral free-trade arrangements. This was one of the items proposed in the "Discussion Paper on Canadian Trade Policy for the 1980s", issued in August 1983. In that paper, Canada noted the importance of its trade relations with the USA and suggested that consideration be given to free-trade arrangements in particular sectors. Subsequently, studies were initiated on sectoral arrangements in steel, agricultural equipment, government procurement (urban mass transit) and informatics.

Bilateral discussions on trade and economic issues took place on several occasions during the year, including meetings between the US Trade Representative and the Canadian Minister for International Trade, and also within the broader context of the regular quarterly meetings between the Secretary of State for External Affairs and the US Secretary of State. Also, Canadian views on trade and economic issues were highlighted in numerous speeches given to American business organizations by Canadian ministers, and by the Canadian Ambassador to the United States.

In addition to ministerial visits to and from the United States, the Department sought to increase participation by Canadian industry in the US market. It commissioned private consultants to study the market for Canadian products in different regions of the US. These studies identified export opportunities and matched them to specific capabilities of small and medium-sized Canadian firms. Workshops and seminars on completed studies were designed to brief industry on opportunities, and prepare marketing strategies to pursue them.

The Department organized 30 trade shows in the United States at which about 450 Canadian firms exhibited their products and reported on-site sales of nearly $7 million, with projected sales of $275 million. It also organized 24 missions involving 304 participants to or from the United States with a forecast of $15 million in future sales.

The Department has a corporate liaison program to promote understanding among leading US business executives of the potential for doing business in Canada and of Canadian economic policies, and it advocates Canadian interests generally with key US decision-makers. The Department sponsored four seminars to acquaint sectors of the US corporate community with investment conditions and opportunities in Canada. These seminars, organized by Canada's consulates-general in the USA, are carried out in co-operation with participating provincial government agencies, and are designed to stimulate US investment in Canada.

Environmental issues continued to be of major concern to Canada. Acid rain was the first item on the agenda in the October 1983 and April 1984 meetings held between the Minister and the Secretary of State, but the USA maintained its position that further research was required prior to the negotiation of a bilateral agreement to reduce sulphur dioxide emissions. The signature of the Skagit River Valley Treaty marked the successful resolution of long-standing fears that the valley would be flooded. Progress was also registered in the Garrison Diversion question, with the United States agreeing to certain technical modifications to Phase I intended to protect Canadian waters, and to support studies of alternatives to Phase II which poses the greatest danger to Canadian waters. The US Secretary of State agreed to establish consultations on the problem of Niagara River toxics, where Canada is seeking urgent and effective clean-up of toxic waste disposal sites on the US side of the river.

Energy relations were managed under the aegis of the Energy Consultative Mechanism, a forum established in 1979 in which energy officials of both countries exchange views on bilateral and multilateral energy questions. Despite a surplus of natural gas in the US market, sales of Canadian natural gas again exceeded $4 billion in 1983 and electricity exports increased to more than $1 billion. The retroactive aspects of the Crown Share provision of the National Energy Program remained contentious, the Reagan Administration continuing to protest against its alleged retroactivity.

The Department continued to conduct a wide range of academic, cultural and information activities in the United States aimed at developing an understanding of, and appreciation for, Canadian policies. It continued to support Canadian studies programs at a number of universities. There has been a steady growth in the interest of American academics and students in Canada, which has been reflected in the number, diversity and quality of the applications under various awards programs. Through a variety of programs and services, the Department seeks to promote interest by Americans in Canadian performers and artistic works.

At least 70 million people cross the Canada-US border each year. Not surprisingly, some Canadians may encounter difficulties in gaining entry or in establishing appropriate status in the US. The Department has become increasingly involved in assisting persons who encounter such problems.

Canada-US economic indicators

(Calendar year)

I. Canadian trade

	With all countries		With United States	
	Exports	Imports	Exports	Imports
	($ billion Cdn.)		($ billion Cdn.)	
1980	76.2	69.3	48.2	48.6
1981	83.8	79.5	55.5	54.5
1982	84.5	67.9	57.7	47.9
1983	90.9	75.6	66.3	54.1

II. Percentage change

	With all countries		With United States	
	Exports	Imports	Exports	Imports
1980	+ 16.0	+ 10.2	+ 8.2	+ 6.7
1981	+ 10.0	+ 14.7	+ 15.2	+ 12.2
1982	+ 0.9	− 14.6	+ 4.0	− 12.2
1983	+ 7.6	+ 11.4	+ 15.0	+ 13.0

III. Percentage distribution of exports and imports in 1983

Exports from Canada		
To:	United States	72.9
	Japan	5.2
	European Community	7.4
Imports by Canada		
From:	United States	71.6
	Japan	5.8
	European Community	7.8

IV. Top Canadian exports to the United States

1. Passenger autos and chassis
2. Natural gas
3. Crude petroleum
4. Newsprint paper
5. Lumber, softwood
6. Petroleum and coal products
7. Precious metals and alloys
8. Wood pulp and similar pulp
9. Electricity
10. Aluminium and alloys

V. Top US exports to Canada

1. Motor vehicle parts/engines, passenger autos and chassis
2. Computers
3. Telecommunications and related equipment
4. Aircraft parts
5. Plastics and synthetic rubber
6. Precious metals and alloys
7. Coal
8. Industrial chemical products
9. Organic chemicals
10. Miscellaneous equipment and tools

VI. 1983 Canadian current account with the United States

	$ million Cdn	
Merchandise trade balance		+ 14 064
Service transactions:		
Travel	– 1 239	
Interest and dividends	– 5 318	
Freight and shipping	– 45	
Other service transactions	– 5 595	
Balance on service transactions		– 12 195
Balance on goods and services		+ 1 869
Net transfers		+ 103
Total current account balance		+ 1 973

VII. Foreign investment[1]

	$ billion Cdn
US direct investment in Canada	57
US portfolio investment in Canada	45
Canadian direct investment in the United States	25
Canadian portfolio investment in the United States	8

[1] Statistics Canada 1983 cumulative estimates in Canadian dollars.

VIII. Border crossings

	Canada to US	US to Canada
	(millions)	
1979	34.4	31.2
1980	34.7	38.5
1981	33.6	39.8
1982	33.3	32.4
1983	39.0	32.5

IX. Population

	Canada	United States
1983	24.9 million	234.2 million

The European Community and Western Europe

Relations with Western European countries encompassed a wide spectrum of Canadian interests and remained good during the past year. Prime ministerial and ministerial visits in both directions had an important role in the development of initiatives or arrangements intended to intensify bilateral ties, particularly at the political level. In addition, the Prime Minister's peace initiative was well received in capitals throughout Europe. In the economic field, protectionist sentiments led to disputes which are still under discussion. Notwithstanding, commercial ties to Europe were strengthened by several initiatives, such as the establishment of a management committee for France and the joint committee of French and Canadian businessmen. Joint government-business participation at the Davos Symposium provided exposure among European business leaders of opportunities for industrial cooperation in Canada.

Economic conditions and the relative strength of the Canadian dollar were major factors contributing to a decline in exports to Western Europe of 9.4 per cent, to $7.83 billion. Imports on the other hand were up marginally by 7.1 per cent, to $7.53 billion, leaving Canada with a positive trade balance. The United Kingdom, West Germany, the Netherlands, Belgium-Luxemburg and France retained their positions as Canada's leading European markets.

Western Europe is an important market for Canadian agricultural commodities such as wheat, for resource-based products such as wood and ores and for fish. Finished products, such as automotive and aircraft parts, telecommunications, office and industrial equipment as well as numerous consumer goods, also constitute a significant share of Canada's exports to the region.

Western Europe is a key locale for world-scale trade fairs. Departmental assistance to Canadian industry to exhibit in European fairs resulted in reported sales to countries throughout the world estimated to be at least $500 million. In 1983, the Department organized exhibitions in 43 trade fairs in Western Europe, including the Paris International Air Show, at which 31 Canadian aerospace companies participated, and Telecom '83, the world's largest telecommunications exhibition. The latter was particularly significant to Canada's "hi-tech" companies and was directly responsible for sales in countries as diverse as Yemen and Yugoslavia. While some 80 per cent of departmental promotional support in Europe was directed into trade fairs, there was also an active program of some 44 missions in which European buyers were brought to Canada or in which Canadian exporters established contacts in Europe.

European Community

A major event during the year was the settlement of outstanding problems associated with the 1981 Canada-EC Long-Term Agreement on Fisheries. This Agreement provided important new benefits to Canada and notably improved access for Canadian fish to the European market. In return, the European Community gained access to Canadian waters to fish for specific allocations of cod and squid. The removal of outstanding problems should ensure a harmonious implementation of this treaty until its expiry in 1987.

Tensions in Canada's relations with the Community continued on the subject of seal harvesting. On February 28, 1983, the EC Council of Environment Ministers adopted a resolution, which came into effect October 1, 1983, banning the importation of seal-pup skins into the Community for two years. Strong representations continue to be made to remove this measure.

During their regular semi-annual consultations, held in April in Brussels and in November in Ottawa, Canadian and EC officials reviewed trade and economic issues of mutual interest, focusing on the prospective enlargement of the Community to include Portugal and Spain, and on the Common Agricultural Policy, with specific reference being made to the Community's policies on fats and oils, cereal substitutes, seed potatoes, and meat hygiene. The Community raised the proposed changes in Canadian import policy, Canadian anti-dumping activities, legislation pertaining to footwear imports, FIRA, and provincial liquor board practices.

The Canada-EC Joint Co-operation Committee develops and reviews the various commercial and economic activities between the European Community and Canada. The work program, approved at the January 1983 meeting and implemented during the past year, focused on the areas of industrial, scientific, technical and environmental co-operation. As part of continuing joint activities, there was an exchange of missions and visits of individual experts in such areas as forest products, energy, various branches of medicine, nuclear waste, and in the forecasting and assessment of trends in science and technology. In addition, co-operation activities were initiated in such areas as thermonuclear fusion, biotechnology, climatology, and transborder pollution control.

United Kingdom

The United Kingdom continued to be Canada's third-largest trading partner and second-largest customer for manufactured products. Two-way trade with Britain reached $4.3 billion in 1983, with Canada having a surplus of $639 million. At least one-third of our exports to the European Community were for the UK market.

Following a particularly active year in 1983, owing to the process leading to the repatriation of the Constitution, bilateral relations were characterized by efforts to enhance the traditional relationship. During the course of 1983, there was a noticeable increase in consultations on political and economic subjects. In September, Britain's Prime Minister visited Ottawa, Toronto and Edmonton. Canada's Minister for Foreign Trade visited London in June and the Secretary of State for External Affairs travelled to London in December. The Canadian Prime Minister called on his British counterpart in the course of his peace mission. There were numerous other contacts during international meetings as well as individual initiatives by the Department. These included commercial initiatives, most notably several trade missions, as well as cultural activities. Joint cultural consultations took place in Ottawa in the autumn. Exchanges in science and technology were reinforced by an exchange of letters.

Federal Republic of Germany

While holding up slightly better than trade with other Western European countries, exports to Germany during the past year nevertheless fell 6.3 per cent to $1.18 billion. Imports increased to $1.58 billion, ranking Germany as Canada's fourth largest trading partner. Industrial ties were enhanced by a continued growth in links between Canadian and German companies. The decision of MBB of West Germany to produce helicopters in Canada, in co-operation with Fleet Industries, was expected to make a significant contribution to Canadian helicopter production.

High-level visits during the year enhanced relations with Germany. The Governor General made a state visit to Germany in May. The Secretary of State for External Affairs and the Minister of State for External Relations also had extensive meetings with German leaders during the same period. Other visits included those of the Minister of Defence, the Minister for International Trade and also the Prime Minister, as part of the peace initiative.

In November, a consulate-general in Munich was opened by the Minister for International Trade, formalizing Canada's presence in southern Germany. Other milestones included revision of the air agreement which led to the inauguration of service into Dusseldorf, and a new double-taxation agreement.

As part of Canada's commitment to NATO, efforts were devoted to encouraging more co-operation in the defence area. Work continued on joint product development with ensuing benefits for Canadian technology and long-term exports. In addition, an agreement was renewed to permit German troops to undertake training at Shilo and Goose Bay. In the field of science and technology, our bilateral agreement continued to promote interchange of expertise. Cultural exchanges were promoted through an active program of Canada Days, exhibitions and visits.

France

In 1983 France was in seventh place among Canada's trading partners. Trade between the two countries accounted for less than 1 per cent of the total trade of each. The trade situation continued to deteriorate, with Canadian exports to France in 1983 dropping by 11.4 per cent to $626 million. In the same period French exports to Canada decreased by 4.1 per cent to $841 million.

To remedy this relative weakness in commercial exchanges and to broaden the prospects for industrial co-operation, Canada took a number of initiatives in 1983 to improve the volume and quality of bilateral exchanges. They included the publishing of an Export Development Plan for France and the establishment of a permanent interdepartmental management committee which, with the France-Canada joint businessmen's committee and the Joint Economic Commission, were expected to prove fruitful. Canada participated in a number of regional trade fairs (e.g. Marseille, Lyon).

During the year France and Canada signed three cultural agreements on the promotion of film and television co-productions, which have already generated joint projects estimated at $100 million. Discussions were held to extend this co-operation to other cultural areas. It was also agreed to involve Canada's Department of Communications and the Centre mondial sur l'Informatique (World Centre for Data Processing) in those joint efforts.

On the political side, a number of visits took place in both directions. In November, the Canadian Prime Minister met with the French President in Paris to discuss his peace mission.

Italy

Trade between Canada and Italy ($1.3 billion in 1983) con-

stituted the main factor in our bilateral relations. Efforts to identify opportunities for industrial co-operation were undertaken to enhance the economic relationship between the two countries. The Prime Minister visited the Italian President and Prime Minister during his peace mission.

The Netherlands

The embassy was active in raising Canada's profile by encouraging links between the organizers of the annual Holland Festival, which will feature Canada in its 1985 program, and the Canadian cultural community. Canadian studies courses were extended to include French-Canadian literature, political science and anthropology.

In September 1983, the Dutch Minister of Foreign Affairs participated in bilateral discussions with the Secretary of State for External Affairs in Ottawa. In March 1984, the Dutch Minister for International Trade visited Toronto, Ottawa, Quebec, and Montreal, where he met with a number of ministers, both federal and provincial, to discuss trade matters of interest to both countries.

Spain

Relations with Spain were highlighted during the past year by the official visit to Canada of King Juan Carlos I and Queen Sofia in March 1984. They visited Ottawa, Montreal, Toronto, Vancouver and Victoria.

Though Spain joined the North Atlantic Fisheries Organization in 1983, Canada continued to experience problems both with fishing by the Spanish fleet in areas adjacent to Canadian waters, and access to the Spanish market. The two countries were unable to reach agreement on the management of fisheries relations in 1983-84, notwithstanding several negotiating sessions.

Portugal

Fisheries continued to dominate Canada-Portugal relations. The Minister of Fisheries and Oceans went to Lisbon in January 1984 to negotiate further allocations of cod stocks to Portugal and the sale of Canadian fish products. In October 1983, the Portuguese Secretary of State for Emigration visited representatives of the 300 000-strong Portuguese community in Canada. Together with France and Portugal, Canada is participating in Phase I of a development assistance project involving the construction of a railway in Mozambique.

The Nordic countries

In the Nordic region, high-level bilateral visits continued to be the major events in 1983-84. The Norwegian Minister of Foreign Affairs came to Canada in October 1983 for general bilateral discussions, and the Norwegian Minister of Commerce and Shipping came in March 1984, accompanied by a large delegation from the offshore energy and maritime industry sector. The delegation held seminars in Halifax, Toronto and Calgary. Canada continued with the prepositioning of the Canadian Air-Sea Transportable (CAST) Brigade Group in Norway, as well as participating in two NATO exercises, Viking Shield and Avalanche Express.

An agreement on control of marine environment problems in the area between Canada and Greenland was concluded with Denmark. The signing of a memorandum of understanding with Sweden for co-operation in research on energy conservation formalized several existing joint research projects. In Norway, Canada proposed a series of specific projects for scientific and technological co-operation in response to a Norwegian initiative.

High-profile sporting events, especially hockey and Alpine sports, increased Scandinavian awareness of Canada and generated favourable publicity. Although the total value of exports to the Nordic countries decreased in 1983, shipments of electronic equipment for communications and business automation remained at the level of the previous year.

Other countries of Western Europe

There was a noticeable increase in exchanges with Turkey. The level of commercial activity continued to increase in 1983. Although the total value of exports decreased, shipments of telecommunications equipment, wheat and barley improved considerably. In addition, a number of major projects attracted the interest of Canadian industry. The visit to Ottawa in November 1983, of the Secretary General of the Austrian Ministry of Foreign Affairs provided the opportunity to expand political discussion between the two countries. The Prime Minister visited Athens in September.

In addition, Canadian ministers took the opportunity to meet with their European counterparts while attending multilateral meetings and summits.

Canadian exports to Western Europe by country

(in thousands of dollars)

	January – December		
	1981	1982	1983
United Kingdom	3 306 234	2 669 538	2 448 796
Gibraltar	159	382	128
Ireland	138 258	96 976	89 150
Malta	3 052	2 369	1 913
Austria	57 401	41 434	49 991
Belgium-Luxemburg	829 502	773 095	700 126
Denmark	90 811	83 312	66 608
Finland	100 789	110 581	86 952
France	980 699	706 679	626 034
Germany West	1 287 262	1 233 722	1 155 674
Greece	74 622	75 981	48 677
Iceland	9 694	6 155	5 450
Italy	916 814	694 672	549 357
Netherlands	1 196 348	1 043 788	958 139
Norway	422 443	254 558	230 490
Portugal	92 863	121 318	60 694
Spain	196 459	189 731	137 079
Sweden	223 288	192 537	146 727
Switzerland	213 172	218 911	197 805
Cyprus	3 361	16 189	11 797
Turkey	74 737	109 449	102 094
Total	10 217 967	8 641 377	7 673 681

Canadian imports to Western Europe by country

(in thousands of dollars)

	January – December		
	1981	1982	1983
United Kingdom	2 385 735	1 903 948	1 809 806
Gibraltar	76	2	–
Ireland	117 898	128 787	107 266
Malta	2 125	2 679	2 263
Austria	90 471	91 891	108 103
Belgium-Luxemburg	296 926	263 532	296 024
Denmark	159 448	129 023	136 925
Finland	97 248	96 424	75 763
France	878 587	876 957	840 977
Germany West	1 609 836	1 383 950	1 576 555
Greece	54 148	30 302	44 119
Iceland	6 511	4 931	3 234
Italy	702 637	724 848	798 389
Netherlands	296 455	267 295	349 382
Norway	169 137	92 684	313 517
Portugal	53 005	43 705	58 337
Spain	237 723	190 060	181 945
Sweden	445 249	365 764	415 843
Switzerland	424 013	429 558	408 161
Cyprus	1 463	445	353
Turkey	10 946	11 646	12 809
Total	8 039 637	7 038 431	7 539 771

USSR and Eastern Europe

East-West relations were put to severe test during the past year. The general downturn in trust and confidence was aggravated by the Soviet withdrawal from both the Intermediate Range Nuclear Force Talks (INF) and the Strategic Arms Reduction Talks (START). Further, the destruction of the Korean airliner, killing all 269 passengers including ten Canadians, resulted in international outrage.

In the face of increasing alienation of East from West, the Prime Minister undertook a wide-ranging peace initiative in the autumn of 1983, designed to engage political leaders in a constructive dialogue between East and West and to explore ways to rebuild a climate of co-operation and understanding (see also Chapter 5). He met with President Reagan and USSR General Secretary Chernenko, as well as with leaders in the German Democratic Republic, Czechoslovakia and Romania. Canadian proposals on ways to improve the conduct of East-West relations, including a statement of ten basic principles, were well received. While progress was expected to be slow, there was new hope that both sides could overcome the distrust which has plagued relations since the Soviet invasion of Afghanistan.

Canada has long been a strong advocate of keeping open the essential political dialogue between East and West in the belief that this could contribute to stability. A parliamentary exchange during the year was but one element of the continuing dialogue between Canada and the East European countries. Soviet Politbureau member Mikhail Gorbachev visited Canada in May 1983, and in August House of Commons Speaker Jeanne Sauvé led a parliamentary delegation in a reciprocal visit to the Soviet Union. A special emissary of President Ceausescu, as well as the Romanian Minister of Foreign Affairs, visited Canada during the year. The construction of new chanceries in Belgrade and Budapest, which neared completion during the year, were evidence of the growth of Canada's bilateral relationships with Yugoslavia and Hungary.

Nevertheless, Canadian bilateral relations with the USSR and other countries of Eastern Europe suffered setbacks in the charged atmosphere pervading East-West relations. The Soviet refusal to mitigate the effects of a number of irritants, for example by recognition of Canada's claim arising from the Korean Airlines (KAL) tragedy or by a forthcoming approach on family reunification and human rights, cast a lingering shadow over bilateral relations.

The situation in Poland also remained a preoccupation. Following the lifting of martial law in July 1983, the Polish government introduced measures which, in reality, provided it with powers equivalent to those available under martial law. The principle of sanctions imposed by NATO in 1982 was therefore maintained. However, in response to other steps by the Polish authorities to ease the repressive regime, such as a general amnesty, NATO governments lifted some of the bilateral sanctions. In addition, creditors began negotiations on the rescheduling of Poland's massive foreign debt.

Throughout the year Canada took advantage of its consultations with various East European countries to raise issues of human rights and of families separated by political borders. Official representations were made to the Soviet Union, Czechoslovakia, Poland, the German Democratic Republic, Hungary, Romania and Bulgaria on behalf of approximately 272 persons seeking to join close relatives in Canada. Under the relaxed immigration criteria of the Polish Family Movement measures, some 1 500 persons left Poland to be united with relatives in Canada. An additional 207 Polish political detainees and their dependants were resettled in Canada under a special legislative mechanism for political prisoners and oppressed persons.

Canada continued to maintain trade and other links with East European countries in selected sectors of potential benefit to Canada in the belief that such links would also contribute to reducing East-West tensions. After a resumption of negotiations, suspended in response to the KAL disaster, Canada entered into a memorandum of understanding with the USSR regarding facilities for Aeroflot flights in transit at Gander. Several years of negotiation culminated in April 1984 with a new fisheries treaty between the USSR and Canada, which strengthened provisions concerning conservation of stocks beyond Canada's 200-mile economic zone and, for the first time, included a Soviet commitment to purchase Canadian fish products. Negotiations on a program of exchanges in the context of Arctic co-operation continued.

Persistent and severe economic difficulties were reflected in the vigorous import restraint programs established by most Eastern European countries to help reduce indebtedness to the West. Canadian exports to Eastern Europe declined by 18 per cent in 1983 from $2.5 to $2.1 billion, while imports increased marginally from $241 to $250 million.

Although the German Democratic Republic, Yugoslavia and Poland are important trade clients, the bulk of Canada's trade in Eastern Europe is with the Soviet Union, which is Canada's fourth-largest export destination. About 30 per cent of all Canadian grain exports went to the Soviet Union in 1983. Almost 90 per cent of Canadian exports to Eastern Europe were cereals, although several hundred Canadian firms also found markets for products such as oil and gas equipment, agricultural machinery, aircraft, motor vehicles, pulp and paper machinery and industrial machinery. In addition, the construction of two CANDU power stations which began in Romania in 1983 are expected to lead to substantial sales of related equipment.

Canada participated in six trade fairs, in Bulgaria, Yugoslavia, the German Democratic Republic, Romania, Czechoslovakia and Hungary. There were a number of incoming and outgoing trade missions, with businessmen and officials covering a wide range of activities. The Program for Export Market Development was extensively used by Canadian firms pursuing export opportunities in Eastern Europe.

Canada engaged in bilateral trade consultations with Romania and Czechoslovakia and, in May 1983, the Minister for International Trade led a delegation of Canadian officials and businessmen to the Soviet Union for the first meeting of the Canada-USSR Mixed Commission since 1978. The Soviet Minister for Tractor and Agricultural Machine Building made a visit to Canada which contributed notably to the development of our trade in agricultural machinery and equipment with the Soviet Union. In September 1983, a delegation from the Canadian Wheat Board went to the German Democratic Republic, at which time a three-year grain agreement and an agreement providing for the exchange of most-favoured-nation treatment were signed.

Countertrade, i.e. paying for imported goods and services by bartering goods of local production, continued to play an important role in East-West trade. The Department and the Canadian Export Association continued to work together to familiarize Canadian exporters with this trade practice.

Academic, cultural and sports programs were also an important component of Canadian relations with Eastern Europe. During the year a number of performing artists and arts exhibitions toured the region, and Canada competed with some success in the Sarajevo Winter Olympics. A review of cultural agreements with countries in Eastern Europe was undertaken and negotiations were begun to develop an academic exchange program with Romania.

In September 1983, the Minister for External Relations attended the closing session of the Madrid meeting of the Conference on Security and Co-operation in Europe. Canada is committed to the process of the CSCE as a means to promote peace, security, justice and co-operation between East and West. The Canadian delegation was active at the Madrid meeting in promoting balanced progress in all sections of the Helsinki Final Act adopted at the first CSCE meeting. After three years of negotiations, the participating states adopted a substantive concluding document which, *inter alia*, provided for a number of meetings to focus on particular dimensions of the Final Act. In January 1984, the Stockholm Conference on Confidence and Security Building Measures and Disarmament in Europe began its sessions, in which Canada was an active participant. In 1985, Canada will act as host to another of these CSCE meetings, *viz.* the Meeting of Experts on Human Rights, which is to be held in Ottawa. Also in 1985, a cultural forum is scheduled to take place in Budapest. The next meeting of the CSCE itself will be held in Vienna in 1986.

Asia and the Pacific

The increasing awareness in Canada of the importance of its "Pacific dimension" reflected the vitality and the potential for economic growth of the Asia and Pacific region. Canadian

trade and immigration flows across the Pacific now exceed those across the Atlantic.

The Department was involved in the organization of the third Pacific Rim Opportunities Conference, held in Calgary, October 5-7, 1983. Some 400 business leaders, government officials and members of the academic community attended as well as 12 trade commissioners from Canadian missions in the Pacific Rim. The event was sponsored by the Canadian Committee of the Pacific Basin Economic Council.

Canada's relationship with Japan will assume increased significance as the Japanese economy continues to grow and develop in new directions, and as Japan begins to play a larger political role in international affairs. The process of structural adjustment in Canada is being facilitated by co-operation between Canadian and Japanese enterprises, bringing new investment to Canada and introducing new technology and management-production skills.

Australia and New Zealand are very close Pacific partners for Canada, with strong similarities in institutions and political philosophies. The new Australian Prime Minister continued a tradition of close consultations by visiting Canada in June, during his first official trip abroad, to exchange views with Canada's Prime Minister. The first meeting of the Canada-New Zealand Consultative Committee, established under the bilateral Agreement on Trade and Economic Co-operation of 1982, was held in November in Wellington.

Canada continued its active public affairs program in Japan and Australia during the year and increased this activity in other Asian and Pacific countries. The Department organized and financially supported some 102 promotional projects, mainly trade fairs and incoming and outgoing business missions.

The continued strong growth of Canada-China relations was demonstrated by an exchange of prime ministerial visits and by an increase of one-third in Canadian exports in 1983, to $1.6 billion. Prospects seemed good for participation by Canadian firms in large-scale engineering and high-technology projects in China, based both on recent co-ordinated government-business efforts and on the continued goodwill generated by Canada's early recognition of the People's Republic.

Hong Kong and the Republic of Korea also continued to be important trading partners for Canada, with the former staging a trade recovery from the world recession and the latter showing signs of renewed economic stability and growth after the uncertainties in public mood attending the opening rounds of Sino-British negotiations on the future of the colony. Korea, despite traumatic events that affected its security, continued on the path of stability and development.

Japan

Japan is Canada's second-largest trading partner, and is an important new source of investment and technology for Canada. The dialogue on economic issues continued this year in the Canada-Japan Joint Economic Committee, where new initiatives were taken to facilitate industrial co-operation. Private-sector contacts were strengthened at the annual meeting of the Canada-Japan Businessmen's Co-operation Committee in Kobe. Bilateral sectoral consultative groups met to discuss subjects as diverse as fisheries, canola and science and technology.

Canada's exports to Japan in 1983 increased marginally to $4.7 billion. The low rate of growth over 1982 export levels was largely a result of reduced demand and continuing low prices for many Canadian resource products in Japan. In contrast, Canadian imports of Japanese manufactured products, such as motor vehicles and parts and consumer electronics goods, increased significantly. Consequently, although Canada remained one of the few industrial countries with a trade surplus with Japan, this surplus was reduced to about $300 million in 1983 from the one billion dollar level of 1982. The industrial restructuring and adjustment process taking place in Japan is shifting the Japanese economy away from heavy industry and towards the knowledge-intensive industries. This will have an impact on the composition of Canadian exports to Japan and will make Japanese firms increasingly important partners in the high-technology industries. However, it may provide an opportunity for the export of processed and semi-processed resource products.

Bilateral cultural consultations, under the Cultural Agreement of 1976, took place in Tokyo in December and resulted in agreement to continue exchanges in the visual and performing arts.

China

Canada's bilateral relationship with China was marked by the Prime Minister's visit to Peking in November to discuss his initiative on international peace and security, followed in January by the Chinese Premier's return visit to Canada, where he addressed Parliament and visited Ontario, Quebec and British Columbia. Other Canadian visitors to China during the past year included the Minister of Communications, the Minister of Labour, two senators, provincial premiers, and an RCN destroyer squadron. China's foreign minister (and deputy premier) also visited Canada, as did a group of People's Liberation Army observers to a Canadian Forces winter exercise in Quebec.

Canadian export sales to China continued to grow at a rapid pace, reaching $1.6 billion in 1983, up from $1.2 billion in 1982. China thus continues as our second-largest market in Asia, after Japan, and our fifth-largest market world-wide. Wheat continued to be the most important component in this trade, and metals, forest products and fertilizers were also major elements. Chinese exports to Canada also increased in 1983, reaching $246 million. During the year a number of major trade promotion events were held in China, including a Canada Week in Shanghai in May. During the Chinese Prime Minister's visit to Canada in January, an export contract worth $20-25 million was awarded to Spar Aerospace Limited for the supply of earth stations. China's recent decision to increase imports of advanced machinery in order to hasten its economic modernization program is expected to offer broad opportunities to Canadian exporters of machinery and high-technology equipment in many fields in addition to communications, including energy, transportation, natural resource extraction, forestry, agriculture, health and education.

About 1 500 Chinese immigrants came to Canada in 1983, making a total of some 18 000 since 1979. At the beginning of 1984, there were at least 1 000 Chinese students studying in Canada, including a growing contingent under CIDA's Human Resources Development Training program, and about 300 Canadian scientists visited China during 1983 on a variety

of exchange programs. Cultural relations continued to expand, especially by the visit of the Ontario Science Centre's "Science Circus" to China and the Shandong Ballet Troupe to Canada. In November 1983, a senior Chinese cultural delegation visited Canada and signed a two-year program aimed at developing exchanges in various aspects of culture.

Republic of Korea and Hong Kong

Canada's trade relations with the Republic of Korea were fostered by high-level visits, including the visit to Canada of Korea's Minister of Commerce and Industry, and the visit to Korea by the Minister for International Trade. Two-way trade continued to grow at an above-average rate, exceeding $1.3 billion in 1983. Coal, copper and telecommunications equipment continued to be the major Canadian exports while textiles, clothing and electronic goods were the largest components in Korea's sales to Canada. Canada provided political support to the Republic of Korea in connection with the Korean Airlines disaster in September and the Rangoon bombing incident in October.

Total trade between Canada and Hong Kong reached a new annual record of slightly over one billion dollars. Canadian exports of $221 million, while down 8.7 per cent from the record 1983 figure of $242 million, still represented an average compound growth of 12.5 per cent since 1979. The Minister for International Trade visited the territory twice during the year.

Sino-British negotiations continued on the political future of Hong Kong, and although the economic and financial situation stabilized somewhat at the end of 1983, a climate of uncertainty clearly remained among certain sectors of the Hong Kong community. This led to a major increase in applications for immigration into Canada, especially in the entrepreneurial and self-employed category. The total number of immigrants from Hong Kong into Canada in 1983 was almost 10 000, a figure that included a significant number of refugees, mostly Indochinese.

Korean and Hong Kong cultural and academic exchanges with Canada have grown and they range from performing artists' appearances to the establishment of Canadian studies programs.

Indochina

Canada's relations with the three countries of Indochina remained complicated by Vietnam's continuing military occupation of Cambodia. As a result, significant bilateral relations did not develop between Canada and these countries.

South and Southeast Asia

With one-third of the world's population, vast resources and great potential, the nations of the Indian subcontinent and Southeast Asia have been becoming increasingly important in Canadian foreign policy. The region is also a focal point of superpower rivalry and contains two of the world's continuing crisis areas, Cambodia and Afghanistan.

Canada has continued to express strong support of the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) initiative, which calls for a peaceful resolution of the Cambodian problem involving a withdrawal of Vietnamese armed forces and an opportunity for the Khmer people to choose their own form of government freely. Canada also supported international efforts to secure a withdrawal of Soviet forces from Afghanistan and has called for recognition of the Afghan peoples' right to self-determination without outside interference.

Canada has supported the role of ASEAN as a focal point of stability and economic progress in the region. Canada also takes a favourable view of the progress made towards forming a South Asia regional co-operation forum.

The development of Canada's trading relations with South Asia is a high priority. Canada's exports to South Asia amounted to just under $500 million in 1983 and imports were $150 million. Major exports included wheat, potash, asbestos, wood pulp, railway machinery, aircraft, generators, and telecommunications equipment. Major imports were clothing, textiles, rugs, and food products, including coffee and tea.

The Secretary of State for External Affairs visited Sri Lanka, India and Pakistan during June and July 1983, reaffirming Canada's close relationships with those countries. The Prime Minister attended the Commonwealth Heads of Government Meeting in New Delhi in November and also visited Bangladesh.

The Minister for International Trade visited Hong Kong, Malaysia, Brunei and India in February 1984, in support of Canadian bilateral and commercial interests.

These high-level visits were matched by a number of visits to Canada. In June 1983, the Bangladeshi Minister of Energy visited Canadian oil and gas companies, in addition to the federal and Alberta governments. In February 1984, the Pakistani Planning Minister met with the Minister of External Affairs and attended the Canada-Pakistan Trade and Economic Council.

The private sector was also active with trade missions to and from South Asian countries. A general trade mission to Pakistan, sponsored by the Department in March 1984, received considerable attention, coinciding with the Canada Week celebrations in Karachi. In March 1984, the Canadian Manufacturers' Association and the Electrical and Electronic Manufacturers' Association of Canada jointly mounted a mission to India to look into joint ventures and technology licensing opportunities in the energy and electronics sectors.

Commercial relations with the countries of South Asia continued to expand and included the signing of a memorandum of understanding in principle regarding the Chamera hydro-electric project in India, which is to be financed jointly by the Export Development Corporation, CIDA and Canadian private banks.

ASEAN

Canada continues to be strongly committed to the growth of economic and commercial ties with the six member countries of ASEAN, Brunei, Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand. ASEAN has become a substantial trading partner, with Canada's exports to the group totalling about $675 million in 1983, compared with imports of $275 million. Within Canada the profile of the region was enhanced by the Third Pacific Rim Opportunities Conference held in Calgary in October 1983, and the staging of a series of ASEAN Export Opportunities Seminars in 1984 to aid exporters to understand the Canadian market. The Minister for International Trade led a major delegation of Canadian businessmen on a tour of ASEAN capitals in May 1983.

The Ontario Premier and Trade and Industry Minister visited several countries of ASEAN, and the Alberta Minister for International Trade led an oil and gas delegation to Thailand in early 1984. The federal Minister for International Trade also represented Canada at the Brunei independence celebrations in February 1984.

ASEAN relations with Canada were highlighted by the visit to Canada of the Malaysian Prime Minister in January 1984. During this visit, a $147-million contract was signed for the construction by a Canadian company of a pulp and paper complex in Sabah.

As a further sign of the strengthening of the relationship with ASEAN, the first meeting of the Joint Consultation Committee was held in Ottawa in April 1983, followed by the attendance of the Secretary of State for External Affairs at the ASEAN Foreign Ministers Conference Post-Ministerial Discussions in Bangkok in June. From these contacts have come programs as diversified as the CANEX 83 joint-venture exhibition in Singapore, the attendance of a Canadian observer to the ASEAN International Parliamentary Organization, a Canadian tour for ASEAN journalists, the stationing of a representative of the Canadian Commercial Corporation in Kuala Lumpur to service the ASEAN region, and the conclusion of an air agreement between Canada and Singapore, which was expected to lead to a greater two-way flow of tourists and businessmen.

Australia and New Zealand

A Canadian priority in relations with Australia was to bring the Canada-Australia Trade Agreement up to date. This was a central topic of the meetings between the Minister for International Trade and the Deputy Prime Minister and Minister for Trade of Australia, in Ottawa in August and in Canberra in November.

In addition, there were six other ministerial visits during the year. The Minister of Agriculture and the Minister of National Defence, visited Australia in April, and from Australia came the Minister for Primary Industry, in July; the Minister of Finance, in August; the Minister for Science and Technology, in January; and the Minister for Aviation, also in January.

With the continuation of the recession in Australia, Canadian exports to that country amounted to only $438 million in 1983 (compared to $650 million in 1982). Imports also declined to $358 million from $446 million in 1982. Capital goods and consumer durables continued to play an important role in Canada's export trade although the principal export items were sulphur, cedar lumber, potassium chloride and newsprint paper. Major end-products included motor vehicle parts, computer equipment and telephone apparatus. Major import items from Australia were raw sugar, metal ores, alumina and beef.

The Department sponsored a major technology seminar and exhibition in Melbourne and Sydney, from February 20 — March 2, 1984, "Canada at the Leading Edge of Technology". Twenty Canadian firms were represented in the videotex, communications, computer and industrial process control sectors.

Canadian concerns about the New Zealand import licensing regime were expressed during the meetings of the Canada-New Zealand Consultative Committee held in Wellington in November. New Zealand representatives said their government was committed to the gradual liberalization of the import licence regime over the next few years.

Canadian exports to New Zealand amounted to $122 million in 1983 with principal items being sulphur, newsprint paper, zinc, potassium chloride and polyethylene resins. Computer, telecommunications and telephone equipment items were also sold in quantity. Principal imports of the $156 million total were frozen beef, lamb, apples and wool.

The Minister for International Trade led a Canadian business mission to Australia and New Zealand in November 1983. A wide cross-section of Canadian business and industry was represented.

In January 1984, the New Zealand Prime Minister opened a major Canada-New Zealand joint venture — the $226-million (New Zealand currency) Petrolgas Plant at Taranaki, which produces methanol from natural gas. Petrolgas is owned 49 per cent by Alberta Gas Chemicals and 51 per cent by Petrocorp, the New Zealand national petroleum company.

Public affairs programs continued actively in Australia and New Zealand and a number of performing groups toured the two countries. The Canadian Studies Association received additional support during the year.

The South Pacific

In Papua New Guinea, Phase II of the mammoth OK Tedi copper-gold mining development was still under consideration. Other active sectors of interest to Canada included air transportation, power generation and forestry.

Africa and the Middle East

The Middle East

Canada continued its efforts to strengthen and expand its political and economic ties with the Middle East. Total exports to the region showed a modest increase over those of the previous year, with Saudi Arabia remaining Canada's largest market in the area. It was announced that a Canadian embassy would be opened in Abu Dhabi in the United Arab Emirates in the autumn of 1984.

The year was marked by many bilateral visits, including those of the Secretary of State for External Affairs to Syria, Lebanon, Egypt, Jordan and Israel in October 1983; of a subcommittee of the Standing Senate Committee on Foreign Affairs to Saudi Arabia, Syria, Jordan, Israel and Egypt in November; and of the Prime Minister to Oman, Bahrain, Kuwait and the United Arab Emirates in December. Another example of Canadian activity was the visit of the Minister of State (Finance) to Egypt in November, to attend the third annual meeting of the Egypt-Canada Business Council and to participate in the opening ceremonies of MISR Can Tech '83, a transfer-of-technology exhibition.

There was little apparent progress towards resolving the area's political problems. Violence continued in Lebanon, the Multinational Force left Beirut and diplomatic efforts aimed at a political solution failed to yield significant results. Canada maintained its support for the independence, sovereignty and territorial integrity of Lebanon, and sought the withdrawal of all foreign forces except those whose continued presence was explicitly requested by the Lebanese government. Canada also indicated its support for the efforts to bring about a lasting national reconciliation.

Because of concern over the casualties and suffering resulting from the recurrent fighting, Canada made several

financial contributions to the International Committee of the Red Cross and to the Canadian Council of Churches for their emergency relief operations in Lebanon. Canada's support for Lebanon was also marked by the decision, announced in July, to provide $5 million to assist in reconstruction efforts, when circumstances on the ground permitted.

As for the Arab-Israeli dispute, efforts to move toward the negotiating table were unsuccessful. Canada, through diplomatic and political dialogue, continued to support the objective of a just, lasting and comprehensive peace settlement which would both ensure Israel's well-being and security as an independent state in the Middle East and provide for realization of the right of the Palestinians to participate fully in negotiations to determine their future and have a homeland in the West Bank and Gaza Strip.

The Iran-Iraq war remained stalemated, despite continued high casualties on both sides and the use, confirmed by a United Nations Special Task Force, of chemical weapons. Canada joined with many nations in protesting this development. The conflict threatened to spread to the Gulf, where attacks on neutral shipping by the belligerents became increasingly frequent. Canada made *démarches* to both belligerents, urging a cessation of hostilities and negotiations toward peace. Increasing internal problems in the Sudan threatened to make difficult the implementation of Canadian aid projects in the south of that country.

Africa

In English-speaking Africa the year was characterized above all by the persistence of severe drought in several areas, and by unexpected changes in the politics of Southern Africa.

Canada responded to the former with increased food aid allocations and a renewed emphasis on the already important agricultural sector in its bilateral development assistance programs in the affected areas. As a member of the Western Contact Group on Namibia, Canada called repeatedly for South Africa to withdraw from southern Angola, a process which actually began in January 1984. The final outcome and the implications for Namibia's eventual independence were still unclear at the year's end in March.

Also in Southern Africa, and despite intermittent unrest in areas of his own newly independent country, the Prime Minister of Zimbabwe was able to make a landmark official visit to Canada which took him not only to Ottawa, but also to Nova Scotia, Montreal, Toronto and Regina. Canada maintained its support in 1983-84 for the Southern African Development Co-ordination Conference by announcing a $125-million, five-year planning figure at the Lusaka Conference in February. At the same time, Canadian authorities followed closely the controversy in South Africa over new constitutional arrangements which enfranchised the Asian and coloured communities but continued to exclude the black majority from their rightful participation in government.

In West Africa, the Minister of State for External Relations completed a major bilateral visit to Nigeria where, later in the year, national elections were followed by a military coup, ending Nigeria's four-year return to civilian rule. Ghana, for its part, showed new signs of economic stability, observed during a visit by the minister in February.

In East Africa, resolution of the defunct East African Community's assets-and-liabilities problem diminished tensions in the region, re-opened the Kenya-Tanzania border, and resolved a minor complication in Canada's relations with three of its oldest and closest African partners. The Kenyan and Zambian Presidents were both re-elected. In the Horn of Africa, continued fighting and tensions in and around Ethiopia complicated but did not prevent the delivery of important amounts of Canadian humanitarian relief assistance.

During the course of the year, ministers of various portfolios (finance, communications, energy, education, foreign affairs) visited Canada from Malawi, Zimbabwe, Kenya, Tanzania, Sierra Leone, Uganda and Mauritius. The President of the South-West African People's Organization (SWAPO) paid an especially useful visit to Ottawa in February.

Canada continued to strengthen its ties with French-speaking African countries and to promote its political and economic interests while participating actively in development efforts in the region. High-level exchange visits made it possible to give new impetus to existing programs and to broaden the areas of co-operation. In particular, meetings of bilateral commissions with Senegal, Mali, Gabon and Zaire provided opportunities to review relations with those countries and to draw up plans for the future.

A number of Canadian ministers visited various French-speaking African countries, including Burundi, Cameroun, Guinea, Mali, Tunisia and Zaire. These occasions enabled Canada to intensify activities in those countries, in the areas of both commercial relations and development assistance, and to continue political dialogue on subjects of common interest.

Two important state visits took place in 1983 when Canada received the President of the Ivory Coast and the President of Senegal. Also visiting Canada were the foreign ministers of Gabon, Mali, Cameroun, Upper Volta and Djibouti, and sectoral ministers from various other countries, including Morocco, Tunisia, Algeria and Madagascar.

From the economic point of view the general situation of French-speaking Africa did not improve. Drought continued in the Sahel, and began to affect some coastal countries. The petroleum-exporting countries faced stagnation in prices and demand, and the others experienced a growing energy crisis. The indebtedness of the countries in the area, including the relatively more prosperous ones, reached alarming proportions, and a number had to establish serious austerity measures to support their economies. Elsewhere, the agricultural situation continued to deteriorate, and food shortages multiplied.

Politically, the situation in Chad worsened with the return of the Libyan presence in the north of the country and the arrival of troops from France and Zaire, which took up positions between the 15th and 16th parallels to protect the Ndjamena government. In the Western Sahara, the warring parties were not able to agree on the terms of a ceasefire that would permit a referendum to be held. In Upper Volta, a new *coup d'état* brought to power a government determined to make profound changes to the country's social, economic and political structure. In several countries nearby, strikes and skirmishes exposed deep-rooted tensions caused by the precarious economic and political situation.

Canada continued to support development efforts in the region by providing bilateral aid in 1983-84 of some $123 million, much of which was allocated to rural development and energy programs and to balance-of-payments support.

Canadian exports to Francophone Africa reached $623 million in 1983 and imports totalled $203 million. Bilateral relations were also supported by the multilateral links provided by the international French-speaking institutions.

Most African countries experienced severe economic and financial problems. In 1983, Canada exported $1.1 billion of goods and approximately $350 million of consulting services to Africa, and imported goods worth about $700 million. The main markets were Algeria, South Africa, Libya, Morocco, Nigeria and Tunisia.

Canada maintained its efforts to expand trade activities with the countries of Africa, mainly through assistance provided to Canadian exporters, but also in helping to develop appropriate mechanisms and ensuring a suitable environment conducive to trade. An Export Development Corporation line of credit amounting to $542 million was established with Algeria. Parallel EDC-CIDA lines of credit were signed with Cameroun and Tunisia. At the fourth annual meeting of the Southern African Development Co-ordination Conference, Canada made significant commitments to the energy, transportation and communication sectors of the region. Joint aid-trade initiatives were taken in Kenya in the energy and oil and gas sectors. In order to promote multilateral project opportunities and co-financing opportunities, the Department held meetings with the World Bank and the African Development Bank.

In addition to numerous ministerial missions during the year, the Department organized a number of incoming and outgoing commercial missions to support Canadian interests in Africa. There were three railway sector missions: from Kenya; to Algeria, Tunisia and Morocco; and to Gabon, Cameroun and the Ivory Coast. Other missions included mining to Zimbabwe, Zambia, Zaire and Ghana; special vehicles to Algeria; pulses to Algeria; fisheries to Algeria and Morocco; as well as three other incoming missions from Zaire, Ethiopia and Zimbabwe. A Canadian oil and gas mission travelled to Nigeria, Libya and Algeria to promote Canadian technology, products and services. In addition, Canada participated in the twentieth Algerian International Trade Fair and the Kaduna Trade Fair, and held a Canada Week in Abidjan.

To acquaint Canadian businessmen with opportunities in Africa, the Department participated in a number of seminars and meetings with Canadian businessmen in Ottawa, Winnipeg, Toronto and Montreal.

Latin America and the Caribbean

Serious economic difficulties, characterized in particular by massive debt burdens, continued to confront most countries of the region during the past year. These difficulties were contained through various measures of international co-operation among private banks, international financial institutions and governments, and by generally sustained, although painful, internal adjustment efforts in the afflicted countries. Economic problems were exacerbated in Ecuador, Peru and Bolivia by a series of natural disasters ranging from droughts to floods. A meeting in Ecuador of the members of the Latin American Economic System (SELA) drew up the Quito Declaration and Plan of Action in an effort to develop co-operative approaches to dealing with the economic crisis. This subject was also the principal item of discussion at the twentieth session of the UN Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLA), held in Lima at the end of March 1984.

Canadian exports to the whole region declined by 11 per cent compared to 1982 exports, while imports also dropped by some 12 per cent. Manufactured goods continued to be prominent, comprising 56 per cent of the total $2.7 billion in exports. Imports continued to be heavily concentrated in raw materials, notably petroleum from Venezuela and Mexico, and agricultural products.

Although the adverse economic climate affected short-term market performance, Canada continued an active program of trade promotion, and continued to devote efforts to seeking remedies to the region's economic problems. Extensive participation in debt rescheduling programs affirmed Canada's long-term commitment to the market.

In 1983, Canada undertook some 80 individual export promotion projects, and Canadian ministers visited Mexico, Brazil, Colombia, Venezuela, Cuba, Jamaica, St. Lucia, Trinidad and Tobago and Argentina. At the same time, the development of an extensive export financing program sought to provide mechanisms to deal with the disruptive effects of the economic crisis, while supporting the efforts of Canadian businessmen to pursue marketing opportunities.

Visits to Canada by the Haitian Secretary of State for International Trade, the Trinidadian Minister of State Enterprises, and the Mexican Minister of Commerce and Industrial Development, confirmed the continuing importance of expanding trade relations despite the difficult economic climate.

South America

In South America some positive results were recorded in political affairs in the continuing advance of democratic government, despite the pressures put on regimes by often severe economic and social demands. The most encouraging example of a democratic revival was the election process in Argentina, where the Radical Party won a decisive victory over the Justicialist Party and assumed power from the discredited military regime. In Venezuela, the democratic tradition was consolidated with elections which brought to power the Democratic Action Party. Canada was represented at the inaugurations of the new Presidents of Argentina and Venezuela by Cabinet ministers. Political developments were less favourable in Chile, where a series of mass protests over some months led to the establishment of a "political dialogue", but resulted in no acceleration of the timetable for the return of democratic government in that country.

The change of government in Argentina provided hope for an improvement of relations between Argentina and the United Kingdom following the conflict over the Falkland Islands. Both sides, through their protecting powers Brazil and Switzerland, put forward proposals for discussion on the normalization of relations between the two countries.

The Organization of American States (OAS), at a special session in March 1984, elected a new Secretary General, Joao Clemente Baena Soares of Brazil. At the same session, St. Kitts and Nevis was admitted to the OAS, bringing to 31 the number of members.

Canada continued the process of developing its political and economic relations with key countries of the region and these efforts were highlighted by a number of important ministerial and parliamentary visits. The fifth session of the Canada-

Mexico Parliamentary Association and the fifth meeting of the Canada-Mexico Joint Ministerial Committee were held in Ottawa in 1983. The Minister of Agriculture visited Colombia, Venezuela, Jamaica, Cuba and Mexico to promote bilateral co-operation in the agri-food sector and to consult with his opposite numbers as president of the World Food Council. The inaugural session of the newly-established Canada-Venezuela Joint Consultative Committee was held in Caracas in May 1983. The first meeting of the Canada-Brazil Political Affairs Consultative Committee was inaugurated in Brasilia in November 1983 by the Minister of External Relations and the Brazilian Minister of Foreign Affairs. The External Relations Minister also visited Colombia for political consultations, and the Colombian Foreign Minister came to Ottawa in February 1984. At the end of the fiscal year, the Secretary of State for External Affairs was preparing to make a tour of three countries of Central America and Colombia to review the situation in Central America and to continue his consultations with a member of the Contadora Group.

Caribbean and Central America

Most countries of the Caribbean continued to face economic difficulties wrought by the international recession. Stabilization of world market prices of key exports, such as bauxite, bananas and sugar, was offset by weak demand for these commodities, which thus limited export earnings. The revenue from tourism declined and significant price cutting had to be undertaken to maintain tourist industries. Although the world economy appeared to have improved slightly in 1983, this was reflected very unevenly in the various Caribbean economies and, for many, 1983 may have been even worse than 1982. The stability of most Caribbean governments, and the preparations for adjusting to changed economic conditions on which many of them embarked several years ago, mitigated the worst effects of the international economic situation. Unlike several Latin American economies, most nations of the Caribbean did not have heavy burdens of commercial bank indebtedness. Nonetheless, significant problems of international liquidity continued to affect some of them.

The Commonwealth Caribbean community faced serious political strains during 1983 when Barbados, Jamaica and some of the members of the Organization of Eastern Caribbean States (OECS) joined the United States in a military invasion of fellow OECS member Grenada. This action followed the overthrow and subsequent murder of the former Grenadian leader.

Canada joined many other countries in questioning the legality and necessity of the military intervention. However, Canada also endeavoured to assist the states of the region to overcome the divisive effects of the Grenada events and to get on with the urgent tasks of social and economic development.

In January the Minister for External Relations visited St. Lucia, Barbados and Trinidad and Tobago to gather firsthand impressions of the impact of the Grenada intervention and to ascertain the views of Caribbean leaders on the role Canada might most effectively play in Grenada and in the region generally. A follow-up visit to Grenada and Barbados by an interdepartmental team of officials resulted in decisions for new aid initiatives to assist Grenada's economic reconstruction, as well as proposals for police assistance to help rebuild Grenadian law and order capabilities and to facilitate the complete withdrawal of US and Caribbean troops.

A number of countries faced elections during 1983-84 and on September 19, 1983, the former Associated State of St. Kitts-Nevis lowered the Union Jack for the last time as the new federation of St. Kitts and Nevis progressed to full independence. The Minister for Supply and Services led the Canadian delegation to the independence ceremonies. In Jamaica, the refusal of the opposition party to contest the general election resulted in government by virtual acclamation for the Jamaica Labour Party and the shifting of the focus of opposition outside parliament. Elections in Antigua and Barbuda confirmed the government for another term. However, in Anguilla, the former Chief Minister was displaced by the voters. An official Canadian observer team witnessed the initial phase of the El Salvador election in March. The government of Nicaragua announced in February 1984, that elections for president and for a legislative assembly would take place in November.

Tensions within Central America remained high. However, the Contadora Group — Venezuela, Colombia, Mexico and Panama — and the five Central American countries made a number of procedural advances in the search for a peaceful solution to the problems of Central America. The broad outlines of a regional peace plan were produced at the September 1983 meeting of the Contadora Group, at which a 21-point series of objectives was formulated and accepted. Further impetus was added to the process in January 1984, when three working commissions, each made up of representatives of the Contadora four and the five Central American countries, were established in the areas of security, political and socio-economic affairs.

The Canadian government fully supported the work of the Contadora countries. In February 1984, the government instructed officials to consult with the three commissions of the Contadora Group with a view to assessing the economic requirements of the region and the peacekeeping and verification tasks that may be required.

Public affairs and cultural promotion received increased emphasis, particularly in Mexico, Brazil and Venezuela. This was in keeping with the increasingly visible role being played by Canada throughout the whole region.

In response to the growing strife in Latin America, Canada doubled its admission of refugees from this region and instituted special immigration programs accordingly. During 1984 alone some 2 500 persons will be processed as part of the Central and South American refugee program. Immigration offices have been opened in Lima, Peru, Guatemala City, Guatemala and San José, Costa Rica.

In an effort to reduce illegal immigration from the region, a visitor visa requirement was introduced for citizens of Jamaica, Guyana, Guatemala and Peru.

Chapter 5
DEFENCE AND COLLECTIVE SECURITY

There was a marked deterioration in East-West relations during the year under review, culminating in the USSR withdrawal from the Geneva nuclear arms control negotiations. Events such as the Korean Airlines disaster and degeneration in the dialogue between the two superpowers served to convince Canada that it must play a more active part towards reversing the dangerous downward trend in East-West relations.

Arms control and disarmament

Canada's efforts to promote the negotiation of verifiable arms control and disarmament agreements achieved modest but important successes in the Committee on Disarmament (CD) in Geneva and in the preparations for the Stockholm Conference on Confidence and Security-Building Measures and Disarmament in Europe (CDE) and was highlighted in the autumn and winter by the Prime Minister's initiative on East-West relations and international security.

In the autumn of 1983, concerned at the worsening trend in East-West relations, the Prime Minister undertook an initiative to restore confidence and re-establish high-level political dialogue between East and West, and particularly between the two superpowers. The initiative involved a number of specific proposals: a conference of the five nuclear weapon states to limit strategic nuclear arsenals; a concerted political effort to strengthen the nuclear non-proliferation régime; a substantive Western response to Eastern proposals on Mutual and Balanced Force Reductions (MBFR) tabled in the summer of 1983; and the inauguration of the Stockholm Conference at a senior political level.

The NATO decisions to send foreign ministers to the opening of the CDE, to table a new proposal at MBFR and to issue a declaration which placed heavy emphasis on genuine *détente* and dialogue all reflect the degree to which the Prime Minister's goals were shared by Canada's allies.

Concurrently he outlined three proposals to be pursued by the Canadian government, which would give additional substance to the strategy of suffocation he put forward in 1978: (a) a ban on the testing and deployment of high altitude anti-satellite systems; (b) ensuring the verifiability of future strategic weapons systems; and (c) restrictions on the mobility of terrestrially deployed ICBMs.

In January, the Secretary of State for External Affairs joined the foreign ministers of the other 34 signatories to the Helsinki Final Act in Stockholm at the inauguration of the CDE. While the Conference was considered sufficiently important in its own right to merit the attendance of foreign ministers, it took on greater significance by marking the re-establishment of high-level East-West dialogue, which had not taken place since the Korean Airlines disaster in September.

During the year Canada was active in major arms control negotiations, such as the pursuit in the Committee on Disarmament in Geneva of a comprehensive ban on chemical weapons. As chairman of the Chemical Weapons Working Group, Canada was able to develop consensus on a document containing the basic elements of a treaty with areas of agreement and disagreement clearly identified.

To underscore Canada's commitment to arms control and disarmament, the government announced its intention to create the Canadian Institute for International Peace and Security as a publicly funded centre to gather, collate and digest the enormous volume of information available on defence and arms control issues.

Defence and NATO

In the absence of any results from Intermediate-Range Nuclear Force (INF) disarmament talks with the Soviet Union, NATO began deploying ground-launched Cruise and Pershing missiles in December to match the growing number of Soviet SS-20 missiles. NATO ministers regretted that so little had been achieved since their initial offer of negotiations in December 1979. They stressed that their ultimate goal remained that there be neither USSR nor US land-based INF missiles, and that deployment of NATO missiles could be halted or reversed by concrete results at the negotiating table. In this spirit they sought an early resumption of the negotiations. At a meeting in Montebello, Quebec, NATO defence ministers agreed unilaterally to withdraw 1 400 nuclear weapons from Europe in addition to the 1 000 removed in 1980, and to withdraw one weapon for each Pershing II and Cruise missile deployed — which would bring the NATO stockpile to its lowest point in 20 years.

Following a private meeting of NATO foreign ministers in Canada in late 1982, the Allies launched a major review of East-West relations to develop a more comprehensive approach to dialogue with the Soviet Union and Eastern Europe. Review of these studies led to the release of a special communiqué at the spring 1983 ministerial meeting stressing NATO's resolve to maintain a constructive dialogue with the East.

In December 1983, NATO foreign ministers considered the state of East-West relations such that they issued a declaration re-emphasizing the defensive character of the alliance and the essential security link between North America and Europe. This declaration foreswore the notion of military superiority and stressed Western willingness to recognize the legitimate security interests of the USSR on a reciprocal basis.

For their part, NATO defence ministers reaffirmed the importance of building up NATO's conventional strength to offset the imbalance of forces in Europe until such time as an MBFR agreement is achieved. Canada continued to meet the NATO objective of 3 per cent real increase annually in defence spending as part of a broader policy of improving Canada's

conventional forces in Europe, the Atlantic and North America.

The spring 1983 foreign ministers' meeting was held in Paris, the first such meeting in France since 1967. In December 1983, alliance leaders nominated Lord Carrington of the United Kingdom to succeed Joseph Luns of the Netherlands as NATO Secretary General. Lord Carrington visited Canada privately early in 1984 for meetings with Canadian leaders.

Canada-US defence relations

In July 1983, Canada and the USA concluded a project arrangement to permit the testing in Canada of the air-launched Cruise missile. The first successful test took place in March 1984. Canada-USA consultations on the modernization of North America's air defence continued throughout the year.

Peacekeeping

Canada continued to be active in United Nations peacekeeping operations, contributing contingents to the UN Forces in Cyprus and the UN Disengagement Observer Force in the Golan Heights, as well as providing observers to the United Nations Truce Supervisory Organization.

Although the military situation remained quiet in most areas of Canadian involvement, no real progress was made toward resolution of the underlying political disputes. In Cyprus, the Turkish Cypriots declared an independent state in November 1983, recognized to date only by Turkey. The United Nations Secretary-General continues to use his good offices to promote a resumption of negotiations between the parties to the Cyprus dispute.

Military Training Assistance Program

During the 1983-84 fiscal year, 69 courses were provided to students from the armed forces of 13 non-NATO countries under the Military Training Assistance Program. The majority of persons attending training in Canada were from Commonwealth Caribbean and African countries.

Terrorism

In March 1983, the government reasserted its commitment to combat terrorism by offering a reward of up to $100 000 for information or evidence leading to the arrest and conviction of the persons responsible for the attempted assassination of the Turkish Commercial Attaché and the murder of the Turkish Military Attaché in Ottawa in 1982. In March 1984, following a joint investigation by Ottawa City Police and the RCMP in co-operation with Metropolitan Toronto Police and the FBI, four individuals were arrested in Toronto for the attempted murder of the Commercial Attaché.

Abroad, violence and terrorism continued as near-daily occurrences, and few areas of the world were spared.

Chapter 6
PROTECTION OF PRIVATE INTERESTS

Consular services

Close to 40 million Canadians travel abroad each year, the great majority of whom go to the United States. In 1983, nearly 1.7 million went to countries other than the United States, a marginal increase over the total of the previous year. Sometimes they encounter difficulties and turn for help to one of the 124 Canadian missions located around the world. Canadians abroad are encouraged, in the first instance, to resolve their own problems but, if they are unable to do so, the Department through its consular program tries to be of assistance. Services extended to Canadian citizens abroad include: issuing passports; performing certain citizenship services; assisting in the transfer of funds or return to Canada of destitute or incapacitated Canadians; ensuring that detained or imprisoned Canadians are treated fairly under the laws of host countries; facilitating their communication with families and friends in Canada, and in some cases assisting in their transfer to Canadian prisons under the terms of transfer of offenders treaties that Canada has negotiated with a number of countries; providing advice, information or taking a supporting role to assist Canadians in situations involving illness, death, child custody, lost or stolen property and other matters compatible with Section 5 of the 1963 Vienna Convention on Consular Relations. In cases of major national disasters, civil disorders and war, the Department may arrange for evacuation of Canadians from the area concerned.

The demand for consular services has been increasing in recent years, due largely to the growing number of Canadians travelling, working and residing permanently abroad. To meet their needs, the Department has been pursuing a number of initiatives.

The *Manual of Consular Instructions*, introduced in the last fiscal year, has been under review to ensure that it reflects adjustments in consular policies and serves adequately the changing needs, priorities, laws and regulations affecting consular services.

At least 800 Canadians were detained or sentenced in foreign prisons during the year. Twenty-eight Canadians were repatriated from prisons in the United States, Mexico, and Peru under the Transfer of Offenders agreements, which enable Canadians imprisoned abroad to complete their sentences in Canada, close to family and friends and under conditions which improve their prospects for rehabilitation and integration into Canadian society. Canada continued to negotiate such agreements with additional countries. Two consular divisions in the Department provided the necessary policy and operational support to posts abroad and kept in touch with families and friends of detainees and of other distressed Canadians. They also carried on a public awareness program to inform Canadians of the potential problems of travelling abroad and of the Department's services to travelling Canadians.

During the year, the Department reviewed plans for assisting Canadians caught in emergency situations in regions of civil or political instability. The revised plans take account of changing conditions and other factors which might affect the Department's capability to react effectively in an emergency.

In some areas where Canada has no regular diplomatic or consular representation, honorary consuls provide front-line consular services to Canadians travelling or living abroad. In some places, they also assist other departmental programs such as trade development, public affairs and general relations. During the past year honorary consuls were appointed in Acapulco (Mexico), Auckland (New Zealand), Bujumbura (Republic of Burundi), Karachi (Pakistan) and Belize City (Belize), bringing to 24 the number of consulates that are headed by honorary consuls.

Canada continued the negotiation of bilateral consular conventions with other countries, primarily those where Canadians have encountered difficulties or where the Department believed that an agreement would facilitate its task of protecting and assisting Canadians. Following consultations with the provinces, negotiations were resumed with the USSR and Hungary in 1983, and preparations were made to resume them with other East European countries.

Passport services

Some 3.5 million Canadians hold valid passports. The average number of passports issued, which rose during the previous five-year period at an approximate rate of 5 per cent per annum, increased by 19 per cent in 1983-84. Although there is no single factor creating this demand, the increase may be attributable partly to favourable exchange rates (except with the US) and reasonable travel fares.

The Passport Office issued a total of 830 000 Canadian passports, Certificates of Identity and UN Refugee Convention travel documents during the 1983-84 fiscal year. Of these, 774 000 were issued in Canada and 56 000 at diplomatic and consular posts abroad. These figures compare with 652 000 and 51 000 in 1982-83.

A total of 3 311 Certificates of Identity and 355 refugee travel documents were issued in 1983-84, a decrease of 21 per cent compared to 1982-83 figures. This reflected the tendency of the large number of refugees who arrived in the late 1970s from Asia to acquire Canadian citizenship as soon as possible.

The regional passport offices across Canada provided over-the-counter services to 75 per cent of passport applicants in Canada. The trend to submit applications at regional offices is a result of growing public awareness of the fast local services they provide. A toll-free telephone inquiry service is in

Selected consular statistics

Canadians registered abroad (approximately)	67 650
Canadians residing abroad, including dual nationals (approximately)	2.3 million
Passports (fiscal year 1983-84)	
Valid passports in circulation	3 527 024
Total issued in 1983	829 717
Issued by posts	56 039
Increase in total over that of previous year	11 per cent
Travel (calendar year 1983)	
Total visits abroad	40 million
USA (of which 8.2 million at least 1 night)	39 million
Countries other than USA	1.7 million
Europe	894 000
Bermuda and Caribbean	355 000
Consular activities (calendar year 1983)	
Total number of services rendered	689 000
Financial assistance	2 318
Repatriation with undertaking to repay	296
Arrests, detentions	802
In prison abroad, known to the Department (85 per cent on drug charges)	223
Hospitalization	574
Deaths	399
Mentally disturbed cases	66
Whereabouts unknown	563
Consular resources (year 1983-84)	
Funds advanced against undertaking to repay	
1982-83	$144 000
1983-84	$147 000
Recovery rate	28 per cent
Person years devoted to consular work at headquarters and abroad	203

operation across Canada to ensure that passport information is readily accessible to all Canadians, 70 000 of whom used this service during 1983-84.

Immigration and refugees

Responsibility for implementing Canada's immigration program abroad rests with the Department of External Affairs. During 1983, the Canada Employment and Immigration Commission's (CEIC) restriction on the immigration of persons destined to the labour force continued to affect the size and character of the immigrant flow which then became a combination of family-class immigrants and those selected for humanitarian reasons. The number of immigrant visas issued overseas during the past fiscal year was 76 153, a decrease of 21 per cent from those issued the previous year. At the same time, the number of visitor visas issued at all Canadian missions increased by 5 per cent to approximately 300 000.

During 1983, the Department met several emergency situations caused by internal events in certain countries or by changes in Canadian immigration policy. The imposition of a visitor visa requirement on citizens of Sri Lanka and Bangladesh, with a concurrent special humanitarian program for Sri Lankans allowing them to join relatives in Canada, necessitated the assignment of temporary duty officers to the missions in Colombo and Dhaka. A permanent immigration presence is to be established at Canadian posts in both coun-

tries during 1984. A similar humanitarian program was maintained in Lebanon to assist victims of that strife-torn country in joining relatives in Canada.

Canada was active among Western nations in the resettlement of oppressed and displaced persons from many regions in the world. Under the Latin American refugee program during 1983-84, some 2 700 people affected by the serious situation in areas of Central America entered Canada for permanent resettlement. The family reunification program for Vietnam continued to be successful, with approximately 4 500 Vietnamese joining relatives in Canada during 1983-84, compared with the 600 or more arrivals in 1980-81. Family reunification continued to be an important factor in bilateral relations with various countries in Eastern Europe. In Poland, 1 852 immigrant visas and 4 191 visitor visas were issued during 1983-84 under special measures in force since 1981. Canada also continued to offer resettlement opportunities to self-exiles from Eastern Europe, with 3 600 people entering Canada during the year. Programs for displaced persons in parts of Africa and the Middle East were also administered by the Department.

Canada's commitment to alleviate the world's refugee problem involved diplomatic efforts on a bilateral and multilateral level as well as the study of political and other root causes and the pursuit of such durable solutions as voluntary repatriation, local integration and third-country resettlement. In 1983, Canada admitted 8 961 refugees under direct government sponsorship, a further 4 060 who were privately sponsored, plus 545 individual asylees recommended by the Refugee Status Advisory Commitee; an additional 4 209 persons were members of designated classes and others covered by special humanitarian programs, making a total of 17 775. In July El Salvador was added to the list of countries falling within the Political and Oppressed Persons Designated Class Regulations and two task forces were subsequently sent to that country to process political prisoners released under the Salvadoran amnesty program. Canada was one of three countries participating in the UN High Commissioner for Refugees DISERO program (Disembarkation Resettlement Offers) designed to resettle Indochinese refugees rescued at sea.

Finally, tensions in various parts of the world have had their impact on the resources of many visa offices abroad. The announced British intention to withdraw from Hong Kong led to a substantial increase in inquiries at the Canadian post there. Among these inquiries were a large number from businessmen with the expertise and finances to establish businesses in Canada. Concurrently, the CEIC announced changes in policy designed to promote the movement of entrepreneurial immigrants to Canada. The Department started a program to provide visa officers with the expertise required to handle entrepreneurial applications in Hong Kong and also in Western Europe.

Immigration and refugees

Visas issued in 1983-84 fiscal year

Post or area	Immigrant visas	Visitor visas*
Western Hemisphere		
United States	10 041	71 250
Caribbean	5 680	15 662
Latin America	4 590	10 905
Sub-total	20 311	97 817
Africa and the Middle East		
Africa	2 631	24 803
Middle East	2 148	52 566
Sub-total	4 779	77 369
Europe		
Western Europe	13 163	29 888
Eastern Europe	4 771	26 588
Sub-total	17 934	56 476
Asia and the Pacific		
Hong Kong	10 089	19 534
New Delhi	7 083	15 409
Manila	3 466	7 214
All others	12 491	24 047
Sub-total	33 129	66 204
TOTAL	**76 153**	**297 866**

*Visitor visa statistics are for calendar year 1983. In addition, some 2 500 visitor visas were issued on Canada's behalf by British missions overseas during the same period. This data is not available on a fiscal year basis.

Private international law

In the area of private international law, the Department offers a variety of services to facilitate legal proceedings involving Canadian and foreign jurisdictions on the basis of conventions or by arranged procedures. Social security benefits, maintenance orders, and judgments and other related matters have become subjects of international co-operation due to the greater mobility of individuals. As many of these subjects come under provincial jurisdiction, the Department carries on liaison with the provinces to establish and administer the necessary reciprocal arrangements. It has published a booklet *International Judicial Co-operation in Civil, Commercial, Administrative and Criminal Matters* to assist Canadian lawyers and law enforcement officials with international legal problems.

Another area of co-operation between states involves the enforcement of criminal law. In this area also, the Department ensures the required liaison within Canada and abroad. New extradition treaties are being negotiated between Canada and several countries, including Belgium and the Netherlands. An extradition treaty between Canada and Finland is expected to be ratified in the near future. Albert Helmut Rauca, the first Canadian citizen ever arrested for war crimes, was extradited to the Federal Republic of Germany, but died in 1983 before he could be tried for his alleged crimes.

The Department continued to be involved in the international aspects of a number of civil kidnapping or "childnapp-

ing" cases involving disputes between a mother and a father over custody of a child. The Department has attempted to obtain reports on the well-being of the children involved and, where possible, has helped arrange for their return to Canada in cases where Canadian courts have already ruled on custody. In part because of the acute personal distress caused by such disputes, there has been considerable public interest in the role of the federal and provincial governments.

Internationally, Canada played a role in the completion, in 1980, of the Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction at the fourteenth session of the Hague Conference on Private International Law. Canada signed this Convention on October 25, 1980, and discussed it with provincial authorities prior to ratifying it. The Convention was also ratified by France, Portugal and Switzerland and came into effect on December 1, 1983. Its main purpose is to ensure judicial co-operation in achieving the prompt return of a child wrongfully removed from the custodial parent to the country from which he or she was abducted. So far, New Brunswick, Ontario, Manitoba, Nova Scotia and British Columbia have passed the necessary implementing legislation. Other provinces are expected to take similar action.

During the course of the year, the Claims Section of the Legal Bureau responded to numerous inquiries from Canadian citizens as to possible rights to claim against foreign governments for taking of property. Such claims have involved many countries, ranging from the United States to Iran, Nicaragua and Mexico. Negotiations over claims were in progress between Canada and Yugoslavia and the German Democratic Republic at the end of the year under review.

The Claims Section also assisted the Foreign Claims Commission by obtaining background material on claims passage of domestic regulations to govern the activities of the Commission after signature of claims settlement agreements between Canada and foreign countries.

Unlawful seizure of individuals

The Department has been concerned for many years with the issues raised by the unlawful abduction of individuals in Canada by persons purporting to be acting under US federal or state authority and their forcible return to that country for prosecution. The situation has occasionally had its counterpart in similar forcible abductions on the US side of the border and return of individuals to Canada. The alleged kidnapping of Sidney Jaffe, a Canadian citizen, from his residence in Toronto by two US bounty hunters, on September 23, 1981, illustrated the gravity of the problem and its resultant and disproportionate strain on Canada-US relations. The Jaffe case attracted widespread public attention in both countries.

In a series of protests Canada made its position clear to the US government over the failure to meet its request for Mr. Jaffe's release and return to Canada. This position was based on the breach of Canadian sovereignty, of international law, and of the Extradition Treaty of 1976 between the two countries, whose antecedents may be traced back to 1842, as well as on Mr. Jaffe's human rights. In October 1983 Mr. Jaffe's convictions on unlawful land sales practices were overturned by a Florida appeals court and he was paroled on the only remaining offence, *viz.* of failing to appear at his trial in May 1981. Mr. Jaffe returned to Toronto in October 1983. However, Florida brought more serious charges against him, which were expected to be heard during 1984. Canada therefore maintained its *habeas corpus* filed in June 1983, in the US Federal District Court in Jacksonville for the purpose of ending once and for all the wrongful jurisdiction obtained over him by his original abduction.

The extradition of the two US bounty hunters was granted and they waived further appeals. They were released on bail in Toronto and their preliminary hearing in a provincial court was underway. If the court concludes that there is sufficient evidence to support the charges they will be sent for trial.

Access to information and privacy

A newly-created office of Co-ordinator for Access to Information and Privacy was given responsibility for processing all formal requests for access to government records controlled by the Department of External Affairs, in accordance with the Access to Information and Privacy legislation, which came into force on July 1, 1983. In the first nine months, 39 requests were received by the Department under the Access Act and 34 under the Privacy Act.

The Co-ordinator also is responsible for preparation of the Department's contribution to the Access Register and the Personal Information Index, which provide information to the public including a description of the organization of the Department, details of its programs and functions, a description of all classes of records under its control and a list of all manuals used in carrying out its responsibilities.

Chapter 7
INTERNATIONAL LAW

Fisheries

During 1983, Canada continued its efforts to resolve boundary disputes and to expand its bilateral fisheries relationships. In October 1983, Canada ratified the International Convention for the Conservation of Salmon in the North Atlantic Ocean, thereby permitting the Convention to enter into force on November 1, 1983. The Convention was the culmination of several years of negotiation with the other North Atlantic salmon-producing and salmon-fishing nations. The other parties to the Convention are Denmark (in respect of the Faroe Islands), the EEC, Finland, Iceland, Norway, Sweden and the United States. Its objective is to promote the conservation, restoration, enhancement and rational management of salmon stocks in the North Atlantic. The North Atlantic Salmon Conservation Organization (NASCO) created by the Convention has its headquarters in Edinburgh, Scotland. Controlling salmon interceptions will be one of the Organization's prime functions. This is of particular importance to Canada since many salmon originating in Canadian rivers are caught along their migratory route in waters off West Greenland.

On January 1, 1984, an Agreement in the form of an Exchange of Letters between Canada and the EEC concerning their fisheries relations entered into force. This agreement confirmed that the undertakings contained in the 1981 Canada-EEC long-term agreement on fisheries continue in effect subject to certain understandings, the most important of which deals with tariff quotas for Canadian cod entering the EEC market.

Negotiations continued between Canada and the USSR on a new treaty to replace the 1976 Agreement on their mutual fisheries relations. Much progress was made and it was expected that a new treaty would be signed during 1984.

In the field of maritime boundary delimitation, Canadian and French officials held discussions in Paris in January 1983 on the delimitation of the maritime boundary off the French islands of St. Pierre and Miquelon. The two sides agreed to continue their talks in Ottawa in the spring of 1984.

Gulf of Maine Case

Canada and the United States referred the delimitation of their maritime boundary in the Gulf of Maine areas to the International Court of Justice. This boundary will divide the continental shelf and 200-mile economic zone appertaining to each country. The case is being heard by a special five-member Chamber of the Court in The Hague, whose decision will be final and binding. In June 1983, Canada and the United States simultaneously filed the second set of written pleadings ("Counter-Memorials") in the case. In December 1983, the third and final written pleadings (Replies) were filed. Oral proceedings opened in The Hague on April 2, 1984.

The Gulf of Maine case involves the first determination by an international tribunal of a single maritime boundary dividing both seabed and water-column jurisdiction beyond the limits of the territorial sea. It also marks Canada's first appearance as a party in proceedings before the International Court of Justice.

At the heart of the Gulf of Maine dispute lie the valuable fishery and potential hydrocarbon resources of Georges Bank. The Canadian claim — an equidistance line — would divide the bank so as to allocate about one-half to Canada. The US claim, on the other hand, would give the whole of Georges Bank to that country.

Outer space law

The Legal Subcommittee of the UN Committee on the Peaceful Uses of Outer Space had three items on the agenda for its twenty-third session held in March 1984.

Discussion on the first item, "Legal Implications of Remote Sensing of the Earth from Space", centred on the issues that are at the core of the proposed remote sensing regime: access by a "sensed" state to data and analyzed information on its territory obtained by remote sensing. Fundamental disagreement exists between countries favouring a regime that would require the consent of a "sensed" state before information on its territory obtained by remote sensing could be disseminated, and those (including Canada) that favour an "open skies" policy with assurances that "sensed" states would receive all information on their territory obtained by remote sensing.

Some progress was made on developing rules relating to the use of nuclear power sources in outer space. This item was on the Legal Subcommittee's agenda as the result of a Canadian initiative following the disintegration over Canadian territory in 1978 of the USSR satellite *Cosmos 954*. Canada, together with China, the Netherlands and Sweden, submitted to the Subcommittee a working paper on safety measures concerning radiological protection. The paper was favourably received but no decision had been taken on it by the end of the year.

The third agenda item contained two separate subjects: the definition and delimitation of outer space, and the character and utilization of the geostationary orbit. Discussion on these subjects did not lead to any conclusions or decisions as positions remained seriously divided.

Legal aspects of development

The Sixth Committee of the UN General Assembly reviewed an analytical study concerning the "progressive development of the principles and norms relating to the new international economic order" first authorized by General Assembly Resolution 35/166. Canada continued to attach importance to an examination of state practice, treaties and conventions in iden-

tifying legal norms in this area and remained concerned about an over-reliance on UN resolutions, declarations and decisions not supported by a broad consensus of states at different levels of development and with different social systems. While endorsing the basic objectives of a new international economic order, Canada abstained on UN resolution 38/128 authorizing further study, as Canada does not accept unequivocally that all provisions of the new international economic order have or are necessarily developing a legal status. Canada attended, as an observer, the Working Group of Governmental Experts of the Commission on Human Rights examining a possible draft declaration on the right to development.

Negotiations continued on issues relating to science, technology and know-how. Canada participated in the fifth session of the UN conference to negotiate an international code of conduct on the transfer of technology. The code is designed to create a set of rules to encourage the flow of technology from the developed to the developing countries. Negotiations also continued on a code of conduct for transnational corporations, the purpose of which is the clarification of the respective responsibilities of host states, home states and transnational corporations. A fourth session of the Diplomatic Conference on the Revision of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property achieved progress on some less controversial issues. The purpose of the Conference is to revise the 1967 Stockholm text of the Convention that governs the international protection afforded industrial property, in order to reflect the concerns of the developing countries. Finally, the Working Group on the New International Economic Order progressed in its drafting of a legal guide on contracts for the supply and construction of large industrial works.

Treaty law

During the calendar year 1983, Canada signed 38 bilateral agreements. In the course of the year, 25 bilateral agreements entered into force for Canada upon signature and six by ratification or the exchange of notifications. During the year Canada signed eight multilateral agreements, while 11 multilateral agreements entered into force for Canada following ratification, acceptance, approval or accession. Details are given in Appendices IV and V.

In addition to its responsibility for the drafting and interpretation of treaties and the preparation of all formal treaty instruments, the Department maintains up-to-date records on the status of all treaties affecting Canada. International agreements governed by international law to which Canada is a signatory or party are indexed in the Canada Treaty Register. The Treaty Register contains particulars of the date and place of signature of a treaty, the dates of tabling in, or approval by, Parliament, together with ratifications or accessions, if applicable, and information on entry into force, reservations or declarations, subsequent amendments and termination. Non-binding arrangements entered into by Canada, such as memoranda of understanding, are indexed in a separate Register of Understandings and Arrangements.

Skagit River Treaty

Negotiation of a settlement to resolve this long-standing issue between Canada and the United States was completed in January 1984. The principal document in the settlement was an agreement between the city of Seattle and the province of British Columbia, in which Seattle agreed not to exercise its authority under a 1942 International Joint Commission Order of Approval to raise Ross Dam and flood the Skagit valley in BC. British Columbia agreed to supply to Seattle, for a period of 80 years, power equivalent to that which would have been produced had the dam been raised. Seattle is to pay BC an amount reflecting the cost of raising the dam plus an annual amount reflecting operating and maintenance costs.

The Skagit River Treaty establishes water levels at the international boundary for the Skagit and Pend d'Oreille rivers (the latter is also involved in the settlement). It includes an undertaking by Canada to authorize the export of the electrical power for the term of the Seattle-BC Agreement, provides a guarantee by Canada of certain potential financial obligations on the part of BC under the agreement with Seattle, and provides, for purposes of US domestic law, the approval required for Seattle to raise Ross Dam should BC terminate the BC-Seattle Agreement.

The final document in the package is an agreement between the governments of Canada and BC concerning implementation of the BC-Seattle Agreement and the Treaty.

The Agreement between BC and Seattle was signed on March 30, 1984 and the Skagit River Treaty was signed on April 2, 1984. The passing of implementing legislation in Canada, the obtaining of Senate approval in the United States, and ratification of the Treaty are expected to take place before the end of 1984.

Privileges and immunities

The Department is responsible for the interpretation and application, in Canada and abroad, of the principles contained in international agreements on privileges and immunities affecting diplomatic missions, consular posts and international organizations.

The State Immunity Act, which provides for immunity of foreign states in Canadian courts, came into force on July 15, 1982. It incorporates into Canadian law the principle that foreign states may be brought before the courts of Canada in respect of their commercial acts and activities. Thus it restricts their immunity in certain respects so as to place them in a legal position that more readily approximates that of the ordinary Canadian citizen. There has been considerable uncertainty in the law about the immunity to which foreign states are entitled in Canadian courts, which have tended to apply the principle of absolute immunity. This principle, which developed in another time and under other circumstances, has gradually been abandoned over the years by most states. The States Immunity Act brings the Canadian approach in line with general international practice. About a dozen cases have been brought under the Act since it came into effect.

Chapter 8
INTERNATIONAL CULTURAL RELATIONS

The view which people in other countries hold about Canada affects, in greater or lesser degree, the conduct of Canada's international relations. Thus an essential task of the Department is to increase public knowledge about Canada abroad, especially among "opinion-makers" in other countries. International cultural and academic relations programs are directed towards that end.

Public affairs programs seek to promote an image of Canada as a democratic federal state with a cultural life stemming from its bilingual and multicultural heritage, and as a reliable trading partner receptive to foreign investment and capable of developing sophisticated technology.

Cultural policy

In September 1983, a Cultural Policy Division was established to enable the Department systematically to develop Canadian cultural policies towards an ever-increasing number of countries. From a modest beginning 15 years ago, the international cultural program now constitutes an increasingly important element in Canada's foreign policy. The reorganization of the Department and the changing international and domestic environment necessitated a new look at cultural objectives.

A first task was to initiate a review of Canada's international cultural relations policy and programs, including the role of Canada's cultural industries and how they can best be supported in the foreign marketplace. The review was conducted jointly with the Department of Communications, in consultation with provincial governments and other federal departments and agencies. Contacts with the provinces in the field of international cultural relations continued to grow and one objective of the review was to improve the existing co-ordinating mechanisms.

In the autumn of 1983, bilateral cultural consultations were held with the United Kingdom, Belgium, the People's Republic of China and Japan. Cultural consultations with Mexico took place in Mexico City in March 1984.

The infusion of new funds approved at the end of the year under review will make possible some expansion of cultural programs in certain priority countries, such as the USA and Japan. Cultural events are playing an increasingly important part in Canada's relations with countries in Latin America and Asia, and some of the increased resources will be devoted to these areas.

UNESCO

The twenty-second session of the General Conference of the UN Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) was held in Paris in October and November 1983. The Organization's program was adopted by consensus, but its budget was passed by a split vote. Canada was elected to the Executive Board by the General Conference. The Canadian delegation urged UNESCO to avoid contentious political elements in its discussions and to set priorities more strictly within the framework established by its constitution. This plea had particular relevance at a time when UNESCO was facing the most serious crisis in its history, following the announcement by the United States of its intention to withdraw. Canada considered that the principle of the universality of the United Nations was critical; it therefore hoped that all member states would remain within the Organization and work together to reform it.

Arts promotion

During 1983-84 the Department continued its efforts to promote Canadian artists and to disseminate their works abroad, particularly in the fields of the performing arts, visual arts and literature. The main method was to award grants to artists and professional groups, enabling them to go on tours and present exhibitions, mainly in Western Europe and the United States. Of special note was the Department's involvement in the successful European tours of the Montreal Symphony Orchestra and the Anna Wyman Dance Company of Vancouver, of the Stratford Festival at the Old Vic Theatre in London, Les Grands Ballets Canadiens in New York, the Orford Quartet in Australia, New Zealand, Hong Kong and Japan, the Theatre Ballet of Canada in Latin America, and the Montreal Ballets Jazz in Africa.

The Department supported or presented some 75 exhibitions of noted Canadian artists in galleries and museums throughout the world, including the 49th Parallel Centre for Contemporary Canadian Art in New York and its cultural centres in Brussels, London, Paris and Rome. The Colville Retrospective, presented in Berlin and Cologne, and Canadian landscapes (Collection Firestone) presented in London, Madrid and Paris, were also well received. The Department also supported films and literature through film showings, book donations, tours of writers, and the like. Canada's posts continued to help Canadian artists to work abroad and the Department also supported some 60 visits to Canada by foreign artists, invited by cultural bodies from all regions of Canada.

Canadian studies abroad

Encouragement of Canadian studies in foreign universities continued to be an important element of the Department's academic relations program. The International Council for Canadian Studies held its first biennial conference in Vancouver in June 1983, at which the first International Canadian Studies Northern Telecom Award was presented. The 1984 award was made in Germany in February at the annual meeting of the Association of Canadian studies for German-speaking peoples. Other associations of Canadian Studies outside Canada are those in the United States, France,

Italy, Ireland, Australia and New Zealand, Japan and Britain. In addition, a group of professors from Scandinavian countries announced their intention to form a Nordic Association for Canadian Studies.

The membership of these associations, which totals 1 800-2 000, reflects a continuing growth of interest abroad in university-level teaching and research about Canada. A 1983 profile by the Association for Canadian Studies in the United States indicated that about 1 100 courses wholly or partially on Canada are offered annually at some 40 institutions with an enrollment of about 18 000 students. The Department plans to extend modestly the range of countries covered by this program.

Government of Canada Awards

The Government of Canada Awards program for foreign nationals of 17 countries at the graduate and post-graduate level had a full participation rate. Initial steps were taken to add several more countries. Similar awards are offered to Canadians by other countries in this reciprocal program.

Historical affairs

The Historical Division is the custodian of the keys to documents conveying the history of the Department and Canada's past foreign policy.

The collection, organization and dissemination of primary source material on the development of the Department and of Canada's external relations continued to be its primary responsibility, and at least 800 inquiries for information and access to files were handled during the past year. In order to make available as much material as possible, thousands of files less than 30 years old were screened to identify information to which access by researchers could be granted. When documents could not be declassified for release, the Division arranged instead for interviews with appropriate officials.

Another means of assisting researchers is through publication of *Documents on Canadian External Relations.* During the past year the second special volume on the political negotiations which led to Newfoundland's entry into Confederation was published. Two volumes in the regular series, covering 1944 and 1945, were nearing publication and documents were also selected for future volumes on 1948 and 1949. Editing began for the 1950-1955 period.

Work was resumed on an official history of the Department from its origins in 1909 up to 1968, under the guidance of an editorial board comprising present and former departmental officials, as well as representatives from universities, the press and Parliament. This work resulted in many invitations to speak to university and other audiences across the country. Under the Division's oral history program, there has been a renewed effort to record the recollections of those who have served within the Department and abroad.

Managing the archives of the recently-expanded Department of External Affairs created new challenges, since both the volume and the variety of records increased markedly in the past two years.

International sports

The Department was involved in assisting the organizers of the World University Games, held in Edmonton in July 1983, in which athletes from 70 countries participated.

The Department worked with the Canadian Olympic Association and the Calgary Olympic Organizing Committee in preparing for the 1984 Winter Olympic Games in Sarajevo, Yugoslavia. In co-operation with the province of Alberta, the city of Calgary and the organizing committee, the Department participated in operating a Calgary Canada 1988 Display Centre in Sarajevo, where more than 100 000 Yugoslav and foreign visitors attended the Games.

During the year Canada entered into or renewed sports exchange arrangements with Cuba, Yugoslavia and the German Democratic Republic, and commenced negotiations to renew arrangements with the USSR. Canada and the Olympic Organizing Committee entered into commercial arrangements with the GDR for consulting services on the construction of Olympic facilities for 1988.

Chapter 9
INFORMATION PROGRAMS AND PRESS SERVICES

The Department provides information at home and abroad to the press, radio and television, and to individuals, to commercial interests and to institutions with a special interest in foreign affairs, with the aim of broadening public awareness of Canadian society, of Canada's part in international affairs and its potential both as an exporter and as a desirable destination for foreign investment.

Press Office

The Press Office provided the services necessary for the Secretary of State for External Affairs and the Ministers for International Trade and External Relations to carry out their relations with the public information media, and it served as the Department's official spokesman.

The Press Office answered inquiries from journalists on international issues and on the Department's activities. It arranged briefings, press conferences and interviews with ministers and officials and assisted Canadian journalists travelling abroad by providing background briefings and material and by ensuring that Canadian posts abroad would assist them in understanding the political, economic and social situations of the countries visited.

When the Prime Minister or any of the three External Affairs ministers went abroad on official visits, the Press Office arranged a background briefing on the objectives of the visit and provided a press kit to the media. Similarly, when foreign dignitaries made official visits to Canada, it arranged pre-visit briefings and interviews for both journalists accompanying the visitor and Canadian journalists, and made logistical arrangements for the accompanying press. The Press Office regularly assisted the 40 or so foreign correspondents who cover the Canadian scene and who are resident in Canada or in the United States.

Departmental news releases were issued through the Press Office, as were ministerial statements and formal announcements. It provided a daily telegraphic scan of news to posts abroad to keep them informed on events in Canada.

International expositions

The Department has responsibility for managing Canadian participation in international expositions, sometimes referred to as world fairs. In July 1983, Canada announced participation in the 1984 Louisiana World Exposition, to be held from May to November in New Orleans on the theme of fresh water. A major component of the Canadian pavilion will be an IMAX film entitled *River Journey*, produced by the National Film Board. Canada will participate with a major pavilion in Expo 85, at Tsukuba, Japan, on the theme of science and technology in relation to dwellings and the environment. Two international expositions were registered in 1983 *viz.* a specialized exposition in Brisbane, Australia, in 1988 and a universal exposition in Chicago and Seville, Spain, in 1992.

Canada will serve as host for the 1986 World Exposition, Expo 86, in Vancouver, on transportation and communications. The Department is responsible for the international government-to-government promotion and co-ordination of the exposition, in which 30 countries have already agreed to participate. The Exposition is to run from May to October 1986, and will be located on 50 hectares of downtown waterfront property in Vancouver.

The Department also managed a collection of over 50 information exhibitions circulated throughout the world to increase foreign awareness of Canadian society. In 1983-84, exhibitions covering topics such as facts on Canada, high technology, crafts, rivers and famous Canadians were produced to support posts' public affairs activities abroad.

Information programs abroad

Through its External Information and Creative Services Division the Department sought to reach "opinion-formers" and influential groups abroad in order to increase knowledge of Canada and its foreign relations, interests and priorities as well as its technological capabilities and investment and trade potential. During 1983-84 particular emphasis was placed upon export promotion.

The trade publishing program produced a number of publications to improve understanding of the Department's trade objectives. Several were aimed at a domestic audience, such as those dealing with the Program for Export Market Development, Promotional Projects Program, Export Development Plans, and Market Studies, and a number of publications provided Canadian businessmen with information needed to conduct business in specific areas of the world.

Other publications were intended for international distribution, through trade commissioners at Canadian posts abroad. Most were promotional directories or catalogues in multilingual formats dealing with specific industries.

The Department also produced the promotional material used in a number of international trade fairs and shows to promote sales of Canadian goods and services in world markets. It also continued to produce *Canada Weekly* and *Hebdo Canada* as the principal departmental vehicle for conveying Canadian information abroad. A total of almost 30 000 English and French copies were distributed each week as well as a bi-weekly total of some 5 000 copies of the Spanish and Portuguese versions.

In addition, 15 Canadian posts abroad produced regular publications, mostly quarterlies, which were sent to over 225 000 selected names in their areas.

A new series of colour posters, *Regions of Canada*, was brought out, as well as numerous information publications. The Department's domestic information services in the trade

area were enlarged through a new foreign trade newsletter — *CanadExport*. This provided a bi-weekly package of export-related market intelligence and information for Canadian manufacturers, information from the Department's network of commercial officers and from geographic trade sector offices in Canada. Since its start in September 1983, distribution has risen to 16 000.

During the past year some 2 000 copies of films and videocassettes from the National Film Board and the private sector were sent to posts, for use at prestige and general screenings. To match the earlier film *Stages, En Scène*, a 40-minute film on francophone theatre in Canada was produced and sent to selected posts.

To relate the achievements of Canadian athletes to growing up in Canada, a version of the film *Heroes of Winter* was prepared for showing at the 1984 Olympics in Sarajevo. Trade promotion was supported by the distribution in five languages of a film on fibre optics, *Towards the Intelligent Universe*, and a cassette series, *Export Now*, was begun for Canadian businessmen. To keep information officers abroad and foreign journalists abreast of Canadian developments, the Department distributed videotapes and audiocassettes of television and radio public affairs programs. Newsclips were produced for television stations by Canadian posts in the United States.

A special "touchscreen" Telidon database was prepared for the annual business symposium at Davos, Switzerland, and a pilot interfacing a Telidon database and videodisc was prepared for display at the Chicago Science Museum. The emphasis in both was on trade and high technology. The Department sponsored production of two special presentation recording albums, on Oscar Peterson and on the Montreal Symphony Orchestra.

The photo library of more than 30 000 transparencies continued to expand and was used by posts abroad for publications, exhibitions and trade shows.

Posts were provided with articles for the foreign press or for post publications, press kits on governmental policy and topical issues, texts for exhibits, daily summaries of economic news, accounts of proceedings in the House of Commons question period and the federal budget. Among special projects was revision of a publication on investment in Canada, *A Profitable Option*, prepared for the symposium at Davos.

In the year under review the Department sponsored at least 600 media visitors and other "opinion-formers" to Canada, mainly from France, the United Kingdom, the Federal Republic of Germany, the United States, Japan, Australia, Brazil, Venezuela and Mexico. Travel abroad was facilitated for 14 Canadian specialist lecturers in fields such as medicine, education, public administration, culture, satellite communications, computer technology and law.

Information programs in Canada

To augment the Department's communications with various Canadian audiences, a number of new programs were developed during the year. A multi-media campaign warned Canadians of the dangers of involvement in the international drug trade. Another urged Canadian travellers to prepare themselves adequately before venturing abroad; this included a 30-minute film *Bon Voyage But* prepared for TV stations. A number of publications, exhibits and advertising and radio programs were produced to inform exporters of services available to help market their products and services abroad. A program was also begun to bring departmental speakers to Canadian audiences to give them an inside look at foreign policy and international affairs.

The Domestic Information Division also served as focal point for the Department's general public information activities directed to domestic audiences, including responding to general inquiries, preparing diverse publications dealing with the Department and with Canada's external relations, and organizing trips abroad for groups with a special interest in international relations.

Chapter 10
POLICY CO-ORDINATION, MANAGEMENT AND ADMINISTRATION

The Department operates a network of posts abroad in addition to its headquarters in Ottawa, and it deals with a wide array of complex questions. Its efficient functioning requires co-ordination of policy development and execution as well as administration. It manages properties owned or leased in many countries and staffs its headquarters in Ottawa and its 124 posts abroad. It needs administrative units to deal with multi-currency budgets, an office of protocol to look after foreign diplomats and a world-wide communications network to deal with them all.

Policy and operations

The Government Policy and Operations Bureau supported both the Committee of Deputy Ministers and the Cabinet Committee on Foreign and Defence Policy (CCFDP). The former was the main interdepartmental co-ordination mechanism for the foreign and defence policy sector, and was chaired by the Under-Secretary. It reviewed proposals for major policies and expenditures prepared by departments for the CCFDP to ensure that all proposals were consistent with government priorities and that resources would be available for their implementation.

The Bureau contributed to the development of strategy and priorities for the foreign and defence policy sector by co-ordinating and preparing the annual sectoral strategic overview; it monitored expenditures and provided advice on the management of the External Affairs and Aid Envelope (i.e. financial allocation); it prepared assessment and chairman's notes on each proposal to be discussed by the committees; it evaluated development assistance and national defence policies, issues, and programs with the objective of contributing to a broader understanding of these issues by the CCFDP, and was responsible for the co-ordination of briefing notes for ministers of the portfolio attending various Cabinet policy committees.

The Bureau's Defence Evaluation Group contributed to the improvement of understanding of defence issues by the CCFDP and senior officials supporting that committee. It reported to an interdepartmental steering committee of ADMs and looked at national security policies, issues and programs in the broader context of government interests.

Policy Development Secretariat

This body was established during the year to provide ministers and senior management in an expanded Department with an integrated, global and forward-looking view of foreign policy and operations. Its principal difference from predecessors is its policy role in both political-strategic and trade-economic policy areas. It prepared the annual foreign policy framework paper, reviews of selected policy areas, studies of longer-term trends likely to have an impact on Canadian interests and comments on current operations. It also prepared a number of keynote speeches on contemporary policy themes.

Departmental management

The Corporate Management Bureau was established to ensure that realistic linkages exist between the Department's priorities and the way in which the Department allocates its resources, and that resources flow towards priorities in a systematic way. Its four main functions relate to development of a departmental resource planning cycle and of long-term plans, resource allocation, evaluation of departmental performance across a number of areas, and support for senior management. It is also a primary link with Treasury Board and the Office of the Comptroller General on these issues.

The Bureau's role centres on the development of resource-policy linkages both in terms of long-range planning frameworks and systems and in the concrete day-to-day operations of the Department. A key aspect of the Bureau's activities involves assessment of these linkages, i.e. the examination of departmental activities, their rationale, impacts and alternatives. Evaluation findings are considered by senior management when major planning and resource decisions are taken.

Through its Senior Management Secretariat the Bureau provides assistance to deputy ministers and senior management in a variety of ways, including co-ordination of information and secretariat support for the Department's various committees.

Management review and audit

The Management Review and Audit Bureau was responsible for the review and audit of all programs and operations of the Department at headquarters and abroad.

It provided senior management with assessments of the management of the Department's programs and operations, particularly those in the field. During the past year management reviews and internal audits were carried out at 29 posts and eight honorary consular offices in Africa, Europe and Latin America. Internal audits were also conducted at headquarters and were focused on the efficiency, economy and effectiveness of internal management policies, practices and controls.

Federal-provincial co-ordination

Cohesion in Canada's international relationships required the co-ordination of federal and provincial activities and objectives outside Canada's borders. Several of the provinces devoted considerable resources to the promotion of their interests abroad and the Department provided support for those activities. The Department remained, of course, responsible for conducting Canada's external relations on a cohesive basis

and, accordingly, it engaged in consultations with the provinces on a range of subjects to ensure that their interests would be taken into account and that they would be aware of federal government positions. As an additional measure to keep provinces informed about international developments of interest to them, many reports from External Affairs posts abroad were forwarded to them on a regular basis.

Federal-provincial co-ordination included facilitating provincial participation in multilateral institutions and in international economic, trade, educational, social, cultural, environmental and immigration affairs, and also liaison with provincial offices abroad. The Department's communications network was available to the provinces so that they could have rapid access to the services offered by posts abroad.

In addition, the Department helped to arrange visits abroad of provincial ministers and delegations. Visits of foreign delegations wishing to meet provincial officials and businessmen were facilitated.

Protocol services and diplomatic, consular and other representatives in Canada

During the past year Canada had diplomatic relations with 140 countries. They were represented in Ottawa by 74 resident and 30 non-resident ambassadors, and 23 resident and 13 non-resident high commissioners. Other representational offices in Canada are the International Civil Aviation Organization with representatives from 47 countries, the Delegation of the Commission for the European Communities, the International Labour Organization, the UN High Commission for Refugees, the UN Centre for Human Settlements (Habitat), the Northwest Atlantic Fisheries Organization and the International Atomic Energy Agency.

During 1983-84, the Department's Protocol Branch maintained liaison with all these missions and provided services and advice in accordance with Canada's obligations under international agreements and Canadian laws and regulations. The Branch was responsible for the physical protection of diplomatic and consular representatives and premises, the accreditation arrangements of foreign and Canadian heads of posts and the ceremonial aspects of state visits to Canada. It also oversaw the privileges and immunities of the 795 consular represestatives and 285 representatives of international organizations, and their families and servants. When foreign representatives first arrived in Canada, the Protocol Branch helped them to understand Canadian customs, laws and regulations.

Protocol was responsible for welcoming foreign visitors and providing the logistic and administrative support for their official visits. In 1983-84 these official visitors included the Presidents of Egypt, the Ivory Coast, and Senegal; the Vice-President of the United States; the Prime Ministers of Greece, Australia, Bahamas, Zimbabwe, and Britain; and the ministers of foreign affairs of 11 countries.

Protocol also co-ordinated travel arrangements for the Governor General's visits to the Federal Republic of Germany and to the United Nations; the Prime Minister's visits to 24 countries including visits to the UN in New York, the Economic Summit in New Delhi, and numerous meetings in Washington; the visits to 20 countries by the Secretary of State for External Affairs, including visits to the UN and the Economic Summit; and the visits to some 35 countries by the ministers attached to the Department of External Affairs.

The Office of Protocol also administered the official Government Guest House in Ottawa and managed an official hospitality facility at headquarters. During the year 11 259 guests were entertained in these facilities.

Communications, information retrieval and library

The Communications and General Services Bureau was responsible for the Department's telecommunications system around the world, and records management, library services, word processing services, and office accommodation and furnishing for headquarters. The Communications Centre transmitted more than 1.3 billion words in 7.7 million messages during the year, in the service of the Department and other government departments with offices or interests around the world. During the year, technological and other improvements were made in all aspects of communications to ensure that the Department secured the benefits of the latest innovations in this area. Similarly, computerization in library services, further development of automation in records management, and extension of word processing strengthened the support services of the Department. With the expansion of the Department described earlier in this report, the library experienced a growing demand for all of its services. The reference collection doubled in size to support the information requirements of trade and commerce interests, including the documents of the international development banks. The interior reconfiguration of headquarters, the Lester B. Pearson Building, was continued in order to provide accommodation for the newly integrated trade component of the Department.

The library continued its long-term plans to automate its database on Canada's bilateral relations, the card catalogue, serials check-in and distribution procedures, and acquisitions and fund accounting procedures. In July 1983, the first printout from the automated data-base on Canada's bilateral relations was issued in two volumes. The other automated procedures mentioned above, except for the serials system, commenced operating in February 1984. The library was invited to be the Canadian test site for the automated public access catalogue. The testing and further development of the catalogue software is expected to terminate by the end of 1984, at which time the library will inherit a fully automated public access catalogue.

Security and intelligence

The Intelligence Analysis and Security Bureau was responsible for the physical security of documents and communications and the safety of personnel both at headquarters and at posts abroad. It was also responsible for international terrorism matters and emergency preparedness.

The Bureau and the Economic Intelligence Bureau collected and analyzed political and economic intelligence from many sources to assist in the development of policy on matters affecting Canadian interests.

Personnel

The Personnel Branch was responsible for the recruitment, assignment, remuneration and working conditions of the Department's 4 189 Canadian employees, 2 812 of whom were in the rotational foreign service and 1 377 in the non-

Distribution of personnel at Canadian posts abroad by geographical region

(Canada-based and locally-engaged employees)[1]

	Program personnel		Support personnel	
	Canada-based	Locally-engaged	Canada-based	Locally-engaged
International organizations	57	0	68	36
United States	228	84	134	345
Africa and Middle East	181	36	171	654
Latin America and Caribbean	168	58	100	455
Asia and Pacific	245	67	192	756
Europe	370	132	371	973
Total	**1 249**	**377**	**1 036**	**3 219**
GRAND TOTAL[2]		**5 881**		

Deployment of personnel abroad by program

(Canada-based and locally-engaged employees)

	Program personnel		Support personnel	
	Canada-based	Locally-engaged	Canada-based	Locally-engaged
Consular	43.7	4.7	27.1	100.1
Customs and excise	11.2	0	3.1	11.8
Defence relations	105.2	8.0	89.5	54.9
Immigration	202.1	75.6	13.7	384.0
General relations	229.5	5.2	128.2	54.3
International development assistance	94.3	14.5	24.5	47.7
Police	43.4	0	10.5	17.5
Information and culture	67.3	47.0	20.5	178.8
Science, technology and environment	15.1	2.1	6.5	4.7
Tourism	53.9	20.6	1.0	43.4
Trade	218.9	182.4	43.1	259.9
Transport, communications and energy	14.1	0	7.9	6.3
Administration	111.1	6.4	620.9	1 890.6
TOTAL	**1 209.8**	**366.5**	**996.5**	**3 054.0**
GRAND TOTAL[3]		**5 626.8**		

[1] These figures include employees of other government departments working in diplomatic posts abroad.

[2] Based on number of actual positions/incumbents.

[3] Based on actual person-year utilization.

rotational service, i.e. who work only in Canada. It also provided services to the Passport Office, which had 372 employees located in the national capital region and in 16 regional offices throughout Canada. In addition, the Department had 3 621 locally engaged employees working at posts abroad for whom the Branch had over-all administrative responsibility.

It also arranged some 1 000 transfers of foreign service personnel posted to and from Canada with their families and household possessions each year.

In May 1983, the government presented its response to the Report of the Royal Commission on Conditions of Foreign Service. Many of the Commission's recommendations were renewed and action was undertaken during the year to respond to them. A number of recommendations, because of their complexity, required further review and follow-up.

Budget

Departmental financial expenditures for the fiscal year 1983-84 totalled $630.1 million. This included operating and capital expenditures as well as grants and contributions.

Operating and maintenance expenditures were used for the management and co-ordination of operations at home and abroad, including salaries, wages and other personnel costs, rental properties abroad, travel and communications and costs for the conduct of foreign operations. Capital expenditures were for the long-range capital program to increase Crown ownership of office and living accommodation abroad as an economical alternative to escalating rental costs. Capital funds also were necessary replacement of vehicles and of security, communications and other equipment abroad.

Expenditures for grants and contributons were non-discretionary for the most part. They arose from Canada's membership in international organizations such as the UN, NATO, OECD, the Commonwealth, the Agency for Cultural and Technical Co-operation and the like.

Physical resources

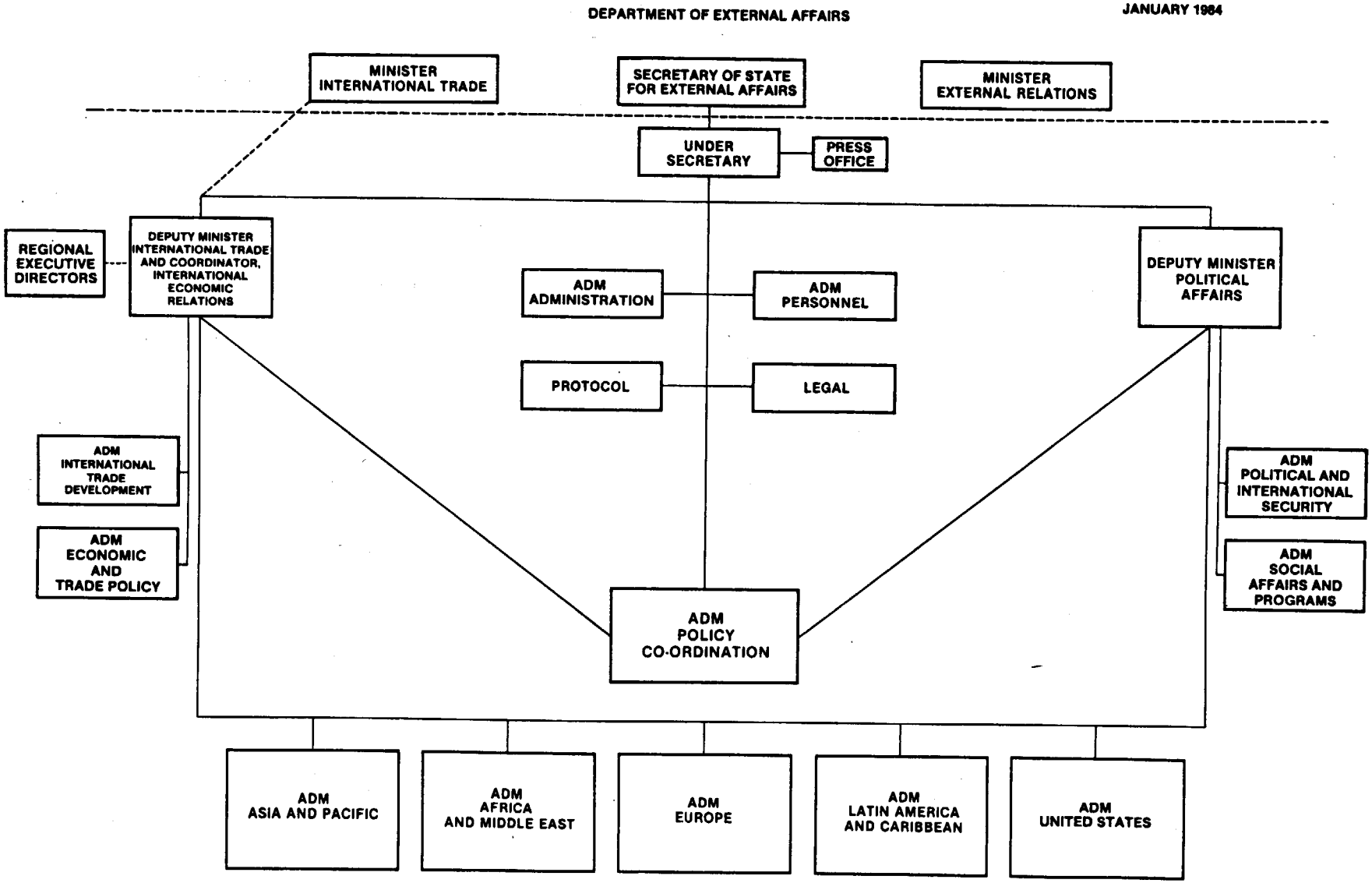
The Physical Resources Bureau had responsibility for providing all owned accommodation, through purchase or design and construction, all Crown-leased official residences and chanceries and certain leased staff quarters, as well as supporting materiel assets for the Department's overseas operations. It also continued to have responsibility for the Department's Long-Range Capital Program, the object of which is to stabilize rental costs through increased Crown ownership of office and living accommodation abroad. The estimated value of the Department's real property inventory was some $600 million.

In 1983-84 construction of a new chancery in Belgrade progressed and construction of a new embassy complex in Riyadh began. Extensive renovations to the future official residence in Rome and the residential part of MacDonald House in London continued. Studies were initiated for new embassy construction projects in Algiers, Georgetown and Kinshasa as well as for expansion of existing buildings in New Delhi and Canberra.

The Bureau completed provision of office and residential properties for new posts in Conakry and Munich and began activity for opening of a post in Abu Dhabi. Purchases included offices for the Paris OECD mission, and official residences in Berne, Cleveland and San José, and a total of ten staff quarters in Lima, Harare, Copenhagen, Seattle, Kingston and Birmingham. Thirteen leased chanceries and official residences were replaced or upgraded.

Major budget expenditures

Operations	($ millions)
Relations with foreign govts.	82.1
International trade	83.2
Immigration and aid	25.1
Consular services to Canadians abroad	13.4
Information and cultural relations	34.7
General administration	41.1
Support services abroad	151.9
Contributions to employee benefit plans	20.6
TOTAL	452.1
Capital	
Construction and acquisition of real property	25.1
Replacement of equipment	23.5
TOTAL	48.6
Grants and contributions	
International organizations	91.4
International trade development	31.1
Information and cultural relations	6.9
TOTAL	129.4


DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS
JANUARY 1984
MINISTER INTERNATIONAL TRADE
SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS
MINISTER EXTERNAL RELATIONS
UNDER SECRETARY
PRESS OFFICE
REGIONAL EXECUTIVE DIRECTORS
DEPUTY MINISTER INTERNATIONAL TRADE AND COORDINATOR, INTERNATIONAL ECONOMIC RELATIONS
ADM ADMINISTRATION
ADM PERSONNEL
DEPUTY MINISTER POLITICAL AFFAIRS
PROTOCOL
LEGAL
ADM INTERNATIONAL TRADE DEVELOPMENT
ADM ECONOMIC AND TRADE POLICY
ADM POLITICAL AND INTERNATIONAL SECURITY
ADM SOCIAL AFFAIRS AND PROGRAMS
ADM POLICY CO-ORDINATION
ADM ASIA AND PACIFIC
ADM AFRICA AND MIDDLE EAST
ADM EUROPE
ADM LATIN AMERICA AND CARIBBEAN
ADM UNITED STATES

Exports to principal trading areas

thousands of dollars

Trading area	Year	Live animals	Food, feed, beverages and tobacco	Crude materials, inedible	Fabricated materials, inedible	End products, inedible	Special transactions trade	Total domestic exports	Total re-exports
					January to December				
United States	1981	179 437	2 091 780	9 237 037	21 410 199	20 395 056	586 267	53 899 776	1 587 344
	1982	277 660	2 462 890	9 403 359	19 637 698	23 834 918	223 150	55 839 675	1 838 829
	1983	**290 640**	**2 625 645**	**9 079 590**	**22 667 684**	**29 621 130**	**175 907**	**64 460 595**	**1 802 594**
United Kingdom	1981	1 101	683 959	684 933	1 450 324	462 228	23 689	3 306 234	53 654
	1982	305	555 931	406 316	1 289 688	413 566	2 606	2 668 412	57 054
	1983	**2 954**	**502 912**	**572 541**	**1 031 087**	**334 124**	**2 470**	**2 446 088**	**59 995**
Other EEC	1981	9 275	651 874	1 330 097	2 732 024	780 080	10 967	5 514 316	119 826
	1982	9 370	666 969	1 293 266	2 001 005	726 854	3 073	4 700 536	150 203
	1983	**9 615**	**639 770**	**1 078 546**	**1 781 201**	**673 402**	**1 222**	**4 183 756**	**118 354**
Japan	1981	5 069	1 058 339	1 929 737	1 392 355	112 234	49	4 492 783	24 034
	1982	4 891	1 048 784	1 948 400	1 403 214	167 354	223	4 572 865	21 517
	1983	**3 152**	**1 068 201**	**2 013 620**	**1 437 691**	**210 073**	**1 142**	**4 733 878**	**33 594**
Other OECD	1981	4 085	242 764	680 698	681 585	689 843	8 838	2 302 813	143 736
	1982	892	301 256	500 203	602 708	639 758	7 042	2 051 860	100 788
	1983	**1 545**	**237 895**	**405 688**	**413 635**	**513 412**	**5 403**	**1 577 579**	**132 551**
Other America	1981	15 461	1 051 526	327 499	1 123 299	1 265 180	13 517	3 796 483	430 844
	1982	9 805	933 928	236 276	828 934	984 372	14 376	3 007 691	368 096
	1983	**6 234**	**1 002 262**	**224 006**	**718 447**	**803 052**	**3 509**	**2 757 509**	**206 804**
Other countries	1981	14 359	3 432 436	1 020 975	1 750 536	1 768 641	27 380	8 014 327	115 262
	1982	22 609	3 929 729	989 765	2 123 033	1 909 123	13 404	8 987 664	169 432
	1983	**25 677**	**3 999 294**	**1 013 381**	**1 938 820**	**1 262 224**	**26 792**	**8 266 188**	**103 175**
All countries	**1981**	**228 787**	**9 212 678**	**15 210 975**	**30 540 322**	**25 473 261**	**670 707**	**81 336 731**	**2 474 749**
	1982	**325 532**	**9 899 487**	**14 777 586**	**27 886 280**	**28 675 946**	**263 874**	**81 828 704**	**2 705 918**
	1983	**339 818**	**10 075 979**	**14 387 372**	**29 988 566**	**33 417 415**	**216 444**	**89 425 594**	**2 457 068**

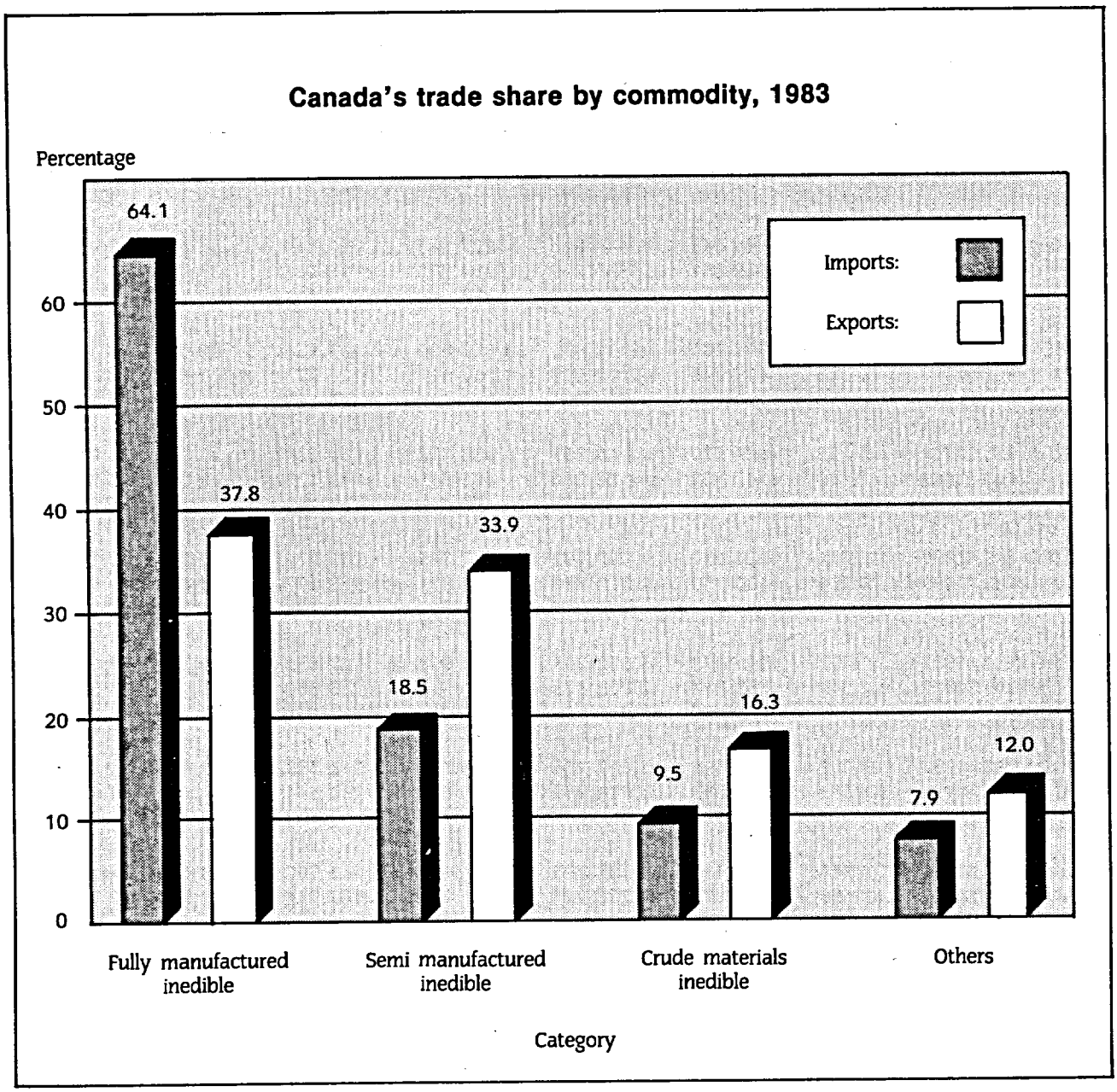
Source: Statistics Canada
Catalogue No. 65-001

Imports from principal trading areas

thousands of dollars

Trading area	Year	Live animals	Food, feed, beverages and tobacco	Crude materials, inedible	Fabricated materials, inedible	End products, inedible	Special transactions trade	Total imports
				January to December				
United States	1981	196 336	2 651 661	4 415 122	10 278 194	36 299 752	696 434	54 537 500
	1982	137 335	2 570 235	3 861 690	8 386 061	32 195 705	765 762	47 916 788
	1983	**127 804**	**2 628 430**	**3 424 791**	**10 038 835**	**37 246 488**	**736 577**	**54 202 926**
United Kingdom	1981	994	146 043	440 835	507 083	1 251 889	38 892	2 385 735
	1982	969	148 851	359 299	464 575	890 004	39 986	1 903 683
	1983	**924**	**145 225**	**231 377**	**425 111**	**962 890**	**45 610**	**1 811 137**
Other EEC	1981	2 060	394 184	104 470	1 383 850	2 161 838	69 535	4 115 936
	1982	2 063	449 746	87 009	1 069 615	2 126 776	69 513	3 804 722
	1983	**1 600**	**464 640**	**104 239**	**1 242 740**	**2 253 847**	**73 015**	**4 140 082**
Japan	1981	35	47 171	46 857	630 292	3 304 239	28 102	4 056 696
	1982	30	47 502	53 886	495 515	2 913 133	26 052	3 536 119
	1983	**16**	**56 891**	**61 373**	**436 300**	**3 821 260**	**34 081**	**4 409 919**
Other OECD	1981	574	531 619	290 792	487 345	845 275	22 032	2 177 637
	1982	204	480 950	206 328	443 871	753 177	28 649	1 913 178
	1983	**703**	**449 658**	**212 787**	**530 230**	**878 936**	**20 393**	**2 092 706**
Other America	1981	437	846 313	3 392 213	601 962	287 635	14 253	5 142 812
	1982	367	753 282	2 723 823	474 528	353 580	25 971	4 331 551
	1983	**547**	**743 725**	**1 842 784**	**687 232**	**533 229**	**17 462**	**3 824 979**
Other countries	1981	1 007	415 846	3 617 176	658 728	2 313 332	59 309	7 065 398
	1982	683	353 887	1 414 959	462 746	2 230 544	57 262	4 520 082
	1983	**568**	**382 943**	**1 322 937**	**648 167**	**2 792 372**	**65 554**	**5 212 542**
All countries	1981	201 443	5 032 836	12 307 465	14 547 453	46 463 960	928 558	79 481 715
	1982	141 650	4 804 452	8 706 995	11 796 911	41 462 919	1 013 195	67 926 122
	1983	**132 162**	**4 871 512**	**7 200 289**	**14 008 616**	**48 489 021**	**992 691**	**75 694 290**

Source: Statistics Canada
Catalogue No. 65-001


Canada's trade share by commodity, 1983
Percentage
64.1
37.8
18.5
33.9
9.5
16.3
7.9
12.0
Imports:
Exports:
0
10
20
30
40
50
60
Fully manufactured inedible
Semi manufactured inedible
Crude materials inedible
Others
Category

Appendix IV

Bilateral international agreements

Algeria

Framework Agreement on Scientific and Technical Co-operation between the Government of Canada and the Government of the Democratic and Popular Republic of Algeria

Ottawa, February 14, 1983
In force February 14, 1983

China, People's Republic of

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of China on Development Co-operation

Ottawa, October 5, 1983
In force October 5, 1983

Denmark

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Denmark for Co-operation relating to the Marine Environment

Copenhagen, August 26, 1983
In force August 26, 1983

Ecuador

Agreement on Economic, Commercial and Developmental Co-operation between the Government of Canada and the Government of Ecuador

Quito, October 12, 1983

Egypt

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the Arab Republic of Egypt concerning Development Co-operation

Ottawa, January 31, 1983

Protocol between the Government of Canada and the Government of the Arab Republic of Egypt on the establishment of the Canadian Institute in Egypt

Cairo, September 21, 1982
In force March 1, 1983

Convention between Canada and the Arab Republic of Egypt for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income

Cairo, May 30, 1983

Finland

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Finland constituting an amendment to the Extradition Treaty between Canada and Finland signed at Helsinki on June 21, 1978

Helsinki, November 1, 1983

France

Agreement between the Government of Canada and the Government of the French Republic concerning Cinematographic Relations

Ottawa, May 30, 1983
In force May 30, 1983

Agreement between the Government of Canada and the Government of the French Republic concerning the Promotion of Co-produced Cinematographic Projects

Paris, July 11, 1983
In force July 11, 1983

Agreement between the Government of Canada and the Government of the French Republic on Television Relations

Paris, July 11, 1983
In force July 11, 1983

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the French Republic constituting an Agreement with respect to air traffic control of French airspace around Saint-Pierre-et-Miquelon by the Gander Regional Control Centre

Ottawa, November 25 and December 19, 1983
In force December 19, 1983

Germany, Democratic Republic of

Trade Agreement between the Government of Canada and the Government of the German Democratic Republic

Leipzig, September 9, 1983
In force provisionally September 9, 1983

Germany, Federal Republic of

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Federal Republic of Germany amending the Air Transport Agreement signed at Ottawa, March 26, 1973

Bonn, December 16, 1982 and January 20, 1983
In force January 20, 1983

Agreement between Canada and the Federal Republic of Germany for the Avoidance of Double Taxation with respect to Taxes on Income and certain other Taxes

Ottawa, July 17, 1981
In force September 23, 1983

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Federal Republic of Germany constituting an Agreement concerning the training of German Armed Forces units in Canada at CFB Shilo and Goose Bay, Labrador

Ottawa, December 20, 1983
In force December 20, 1983
with effect from January 1, 1984

Greece

Agreement with respect to Social Security between Canada and the Hellenic Republic

Athens, May 7, 1981
In force May 1, 1983

Guyana

Agreement between the Government of Canada and the

Appendix IV

Bilateral international agreements

Algeria

Framework Agreement on Scientific and Technical Co-operation between the Government of Canada and the Government of the Democratic and Popular Republic of Algeria

Ottawa, February 14, 1983
In force February 14, 1983

China, People's Republic of

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of China on Development Co-operation

Ottawa, October 5, 1983
In force October 5, 1983

Denmark

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Denmark for Co-operation relating to the Marine Environment

Copenhagen, August 26, 1983
In force August 26, 1983

Ecuador

Agreement on Economic, Commercial and Developmental Co-operation between the Government of Canada and the Government of Ecuador

Quito, October 12, 1983

Egypt

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the Arab Republic of Egypt concerning Development Co-operation

Ottawa, January 31, 1983

Protocol between the Government of Canada and the Government of the Arab Republic of Egypt on the establishment of the Canadian Institute in Egypt

Cairo, September 21, 1982
In force March 1, 1983

Convention between Canada and the Arab Republic of Egypt for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income

Cairo, May 30, 1983

Finland

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Finland constituting an amendment to the Extradition Treaty between Canada and Finland signed at Helsinki on June 21, 1978

Helsinki, November 1, 1983

France

Agreement between the Government of Canada and the Government of the French Republic concerning Cinematographic Relations

Ottawa, May 30, 1983
In force May 30, 1983

Agreement between the Government of Canada and the Government of the French Republic concerning the Promotion of Co-produced Cinematographic Projects

Paris, July 11, 1983
In force July 11, 1983

Agreement between the Government of Canada and the Government of the French Republic on Television Relations

Paris, July 11, 1983
In force July 11, 1983

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the French Republic constituting an Agreement with respect to air traffic control of French airspace around Saint-Pierre-et-Miquelon by the Gander Regional Control Centre

Ottawa, November 25 and December 19, 1983
In force December 19, 1983

Germany, Democratic Republic of

Trade Agreement between the Government of Canada and the Government of the German Democratic Republic

Leipzig, September 9, 1983
In force provisionally September 9, 1983

Germany, Federal Republic of

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Federal Republic of Germany amending the Air Transport Agreement signed at Ottawa, March 26, 1973

Bonn, December 16, 1982 and January 20, 1983
In force January 20, 1983

Agreement between Canada and the Federal Republic of Germany for the Avoidance of Double Taxation with respect to Taxes on Income and certain other Taxes

Ottawa, July 17, 1981
In force September 23, 1983

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Federal Republic of Germany constituting an Agreement concerning the training of German Armed Forces units in Canada at CFB Shilo and Goose Bay, Labrador

Ottawa, December 20, 1983
In force December 20, 1983
with effect from January 1, 1984

Greece

Agreement with respect to Social Security between Canada and the Hellenic Republic

Athens, May 7, 1981
In force May 1, 1983

Guyana

Agreement between the Government of Canada and the

Agreement relating to Canadian Investments in the Kingdom of Thailand (with Exchange of Letters)

Bangkok, January 5, 1983
In force January 5, 1983

Uganda

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Uganda on Development Co-operation

Kampala, February 7, 1983
In force February 7, 1983

United States

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement concerning the test and evaluation of the United States Defence Systems in Canada

Washington, February 10, 1983
In force February 10, 1983

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement with respect to the Air Canada seat sale and the participation in the Canada-Australia market of the United States carrier, Continental Airlines

Washington, March 21, 1983
In force March 21, 1983
with effect from March 4, 1983

Supplementary Agreement amending the Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America with respect to Social Security signed at Ottawa on March 11, 1981

Ottawa, May 10, 1983

Protocol amending the Convention between Canada and the United States of America with respect to Taxes on Income and on Capital signed at Washington on September 26, 1980

Ottawa, June 14, 1983

Supplementary Agreement amending the Agreement between Canada and the United States of America on Great Lakes Water Quality, 1978

Halifax, October 16, 1983
In force October 16, 1983

Exchange of Letters between the Government of Canada and the Government of the United States of America amending the Agreement between Canada and the United States of America relating to the Canada Pension Plan signed at Ottawa on May 5, 1967

Ottawa, October 12 and December 19, 1983
In force December 19, 1983

Zambia

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Zambia on Development Co-operation

Lusaka, November 22, 1983

Zimbabwe

General Agreement between the Government of Canada and the Government of Zimbabwe on Development Co-operation

Ottawa, September 16, 1983
In force September 16, 1983

Appendix V

Multilateral international agreements

Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution

Done at Geneva, November 13, 1979
Signed by Canada at Geneva, November 13, 1979
Canada's Instrument of Ratification deposited at New York, December 15, 1981
Entered into force March 16, 1983

Council of Europe Convention on the Transfer of Sentenced Persons

Done at Strasbourg, March 21, 1983
Signed by Canada at Strasbourg, March 21, 1983

Protocol amending the Agreement on the Joint Financing of certain Air Navigation Services in Greenland and the Faroe Islands done at Geneva on September 25, 1956

Done at Montreal, November 3, 1982
Signed by Canada at Montreal, November 3, 1982
Entered into force provisionally, with the exception of Article 10, January 1, 1983
Canada's Instrument of Acceptance deposited at Montreal, April 25, 1983

Protocol amending the Agreement on the Joint Financing of certain Air Navigation Services in Iceland done at Geneva on September 25, 1956

Done at Montreal, November 3, 1982
Signed by Canada at Montreal, November 3, 1982
Entered into force provisionally, with the exception of Article 9, January 1, 1983
Canada's Instrument of Acceptance deposited at Montreal, April 25, 1983

Final Acts of the World Administrative Radio Conference for Mobile Services (MOB-83)

Done at Geneva, March 18, 1983
Signed by Canada at Geneva, March 18, 1983

Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction

Done at The Hague, October 25, 1980
Signed by Canada October 25, 1980
Canada's Instrument of Ratification deposited at The Hague, June 2, 1983
Entered into force December 1, 1983
Entered into force for Canada December 1, 1983

The following Declarations and Reservations by the Government of Canada were deposited June 2, 1983:

DECLARATIONS/RESERVATIONS

In confirmity with Article 37, paragraph 2, Canada deposited its instrument of ratification of the above-mentioned Convention with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands on June 2, 1983. Canada made the following declarations and reservations;

"Extension of the Convention

1. In accordance with the provisions of Article 40, the Government of Canada declares that the Convention shall extend to the Provinces of Ontario, New Brunswick, British Columbia and Manitoba.

Central Authorities

2. In accordance with the provisions of Article 6, paragraph 2, the Minister of Justice and Attorney General of Canada, as represented by the Domestic Legal Services in the Department of External Affairs, is designated as the Central Authority to which applications may be addressed for transmission to the appropriate Central Authority within Canada.

3. In accordance with the provisions of Article 6, paragraph 2, the Ministry of the Attorney General of Ontario is designated as the Central Authority for the Province of Ontario.

4. In accordance with the provisions of Article 6, paragraph 2, the Attorney General of New Brunswick is designated as the Central Authority for the Province of New Brunswick.

5. In accordance with the provisions of Article 6, paragraph 2, the Attorney General of British Columbia is designated as the Central Authority for the Province of British Columbia.

6. In accordance with the provisions of Article 6, paragraph 2, the Attorney General of Manitoba is designated as the Central Authority for the Province of Manitoba.

Reservations

7. In accordance with the provisions of Article 42 and pursuant to Article 26, paragraph 3, the Government of Canada declares that, with respect to applications submitted under the Convention concerning the Provinces of Ontario, New Brunswick and British Columbia, Canada will assume the costs referred to in paragraph 2 of Article 26 only insofar as these costs are covered by the system of legal aid of the Province concerned.

Other Declarations and Reservations

8. The Government of Canada further declares that it may at any time submit other declarations or reservations, pursuant to Article 6, 40 and 42 of the Convention, with respect to other territorial units."

Agreement terminating the Commonwealth Telecommunications Organization Financial Agreement, 1973

Done at London, March 30, 1983
Signed by Canada at London, June 2, 1983
Entered into force April 1, 1983
Entered into force for Canada April 1, 1983

Commonwealth Telecommunications Organization Financial Agreement, 1983

Done at London, March 30, 1983
Signed by Canada at London, June 2, 1983
Entered into force April 1, 1983
Entered into force for Canada April 1, 1983

1979 Amendment to the International Convention on Load Lines, 1966

Adopted at London, November 15, 1979
Canada's Instrument of Acceptance deposited at London, June 2, 1983

Protocol to amend the Convention on Wetlands of International Importance especially as Waterfowl Habitat of February 2, 1971

Done at Paris December 3, 1982

Signed by Canada at Paris, June 2, 1983

Protocol on the Privileges and Immunities of the International Maritime Satellite Organization (INMARSAT)

Done at London, December 1, 1981
Canada's Instrument of Accession deposited at London, June 30, 1983
Entered into force July 30, 1983
Entered into force for Canada July 30, 1983

The following Reservation by the Government of Canada was deposited June 30, 1983:

RESERVATION

Notwithstanding paragraph 2 of Article 7 of the Protocol on the Privileges and Immunities of the International Maritime Satellite Organization (INMARSAT), the exemption from taxation imposed by any law in Canada on salaries and emoluments shall not extend to a Canadian citizen residing or ordinarily resident in Canada.

International Coffee Agreement, 1983

Adopted at New York, September 16, 1982
Signed by Canada June 30, 1983
Canada's Instrument of Ratification deposited at New York, September 16, 1983
Entered into force provisionally October 1, 1983

Sixth International Tin Agreement

Concluded at Geneva, June 26, 1981
Signed by Canada at New York, April 29, 1982
Canada's notification of provisional application deposited at New York, May 11, 1982
Entered into force provisionally July 1, 1982
Canada's Instrument of Ratification deposited at New York, June 30, 1983

1983 Protocol for the Seventh Extension of the Wheat Trade Convention, 1971

Done at Washington, April 4, 1983
Canada's Instrument of Accession deposited at Washington, June 30, 1983
Entered into force July 1, 1983
Entered into force for Canada July 1, 1983

Protocol for the Second Extension of the Food Aid Convention, 1980

Done at Washington, April 4, 1983
Canada's Instrument of Accession deposited at Washington, June 30, 1983
Entered into force July 1, 1983
Entered into force for Canada July 1, 1983

International Agreement on Jute and Jute Products, 1982

Done at Geneva, October 1, 1982
Signed by Canada June 30, 1983

Final Acts of the International Telecommunication Union Regional Administrative Radio Conference, Geneva 1983

Done at Geneva, July 17, 1983
Signed by Canada July 17, 1983

Constitution of the United Nations Industrial Development Organization

Adopted at Vienna, April 8, 1979
Signed by Canada August 31, 1982
Canada's Instrument of Ratification deposited at New York, September 20, 1983

Agreement establishing the Common Fund for Commodities

Done at Geneva, June 27, 1980
Signed by Canada, subject to ratification, January 15, 1981
Canada's Instrument of Ratification deposited at New York, September 27, 1983

Convention for the Conservation of Salmon in the North Atlantic Ocean

Done at Reykjavik, March 2, 1982
Signed by Canada March 18, 1982
Canada's Instrument of Ratification deposited at Brussels, September 30, 1983
Entered into force October 1, 1983
Entered into force for Canada October 1, 1983

International Telecommunication Convention with General Regulations and Annexes, and Protocols

Done at Nairobi, November 6, 1982
Signed by Canada at Nairobi, November 6, 1982
Canada's Instrument of Ratification deposited at Geneva, October 11, 1983

Optional Additional Protocol to the International Telecommunication Convention (Nairobi 1982)

Done at Nairobi, November 6, 1982
Signed by Canada at Nairobi, November 6, 1982
Canada's Instrument of Ratification deposited at Geneva, October 11, 1983

International Telecommunication Union Regional Agreement for the Medium Frequency Broadcasting Service in Region 2.

Done at Rio de Janeiro, December 19, 1981
Signed by Canada at Rio de Janeiro, December 19, 1981
Canada's Instrument of Approval deposited at Geneva, December 22, 1983